

## La « journée mondiale » et les prévisions de l'OMS

### Le nombre des malades du SIDA dépassera le million à la fin de 1991

#### Mobilisation

Comme il paraît loisible, le temps où le SIDA ne suscitait que haussés d'épaules ou ricanements ! Nul ne peut douter aujourd'hui de la gravité d'une épidémie qui menace tout le monde, et plus seulement les « personnes à risque ».

Officiellement, cent vingt-cinq mille cas de SIDA ont été notifiés à l'Organisation mondiale de la santé (OMS) par cent quarante-deux pays. En réalité, le nombre des malades serait au moins deux fois plus important. Et, selon le docteur Jonathan Mann, directeur du programme mondial de l'OMS de lutte contre le SIDA, on comptera « probablement de quatre à dix fois plus de cas de SIDA qu'il n'y en a eu jusqu'à maintenant » au cours des cinq prochaines années. Quant au nombre de personnes séropositives, c'est-à-dire infectées par le virus mais non encore malades, il serait compris entre 5 et 10 millions.

On a souvent objecté que d'autres maladies — comme la malaria, la bilharziose ou même la rougeole, sans parler du cancer ou des affections cardio-vasculaires — sont responsables de beaucoup plus de morts que le SIDA. Mais cette nouvelle maladie a la particularité d'être à la fois mortelle et transmissible par voie sexuelle. C'est donc du comportement de chacun que dépend, en grande partie, sa vitesse de propagation.

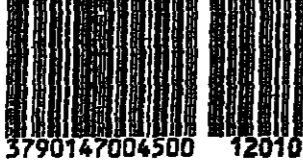
D'ores et déjà, dans certaines grandes villes d'Afrique noire, près de 10 % de la population est séropositive. Les capacités d'accueil des hôpitaux y sont depuis longtemps dépassées. A New-York, le SIDA est devenu la première cause de mortalité chez les adultes jeunes. Au Brésil, dans certaines grandes villes, la proportion des femmes enceintes séropositives serait supérieure à 5 %. Et tout porte à croire que ce phénomène va s'accroître. Chez les toxicomanes, la maladie ne cesse de gagner du terrain : en France, plus d'un héroïnomanes sur deux est séropositif, et il est à craindre que l'Asie à son tour ne soit frappée de plein fouet. Aux Etats-Unis, c'est dans les couches sociales les plus défavorisées — les Noirs et les Hispaniques en particulier — que l'épidémie s'étend le plus vite.

Que peut faire la communauté internationale ? D'abord, bien sûr, accentuer l'effort de recherche, avec l'espoir, encore timide aujourd'hui, d'arriver à mettre au point un vaccin et un traitement. Ensuite, informer et prévenir. Qu'on le veuille ou non, le seul « vaccin » aujourd'hui efficace contre la propagation du SIDA, c'est le préservatif.

Les Etats sauront-ils faire face à ce fléau sans porter atteinte à des libertés fondamentales ? Déjà, dans certains pays, le levée du secret médical, la création de fichiers informatisés, des exclusions professionnelles et l'isolement des malades dans de véritables « sidestations » menacent les fondements démocratiques de la société.

Plus l'épidémie progressera, plus il faudra être vigilant sur les moyens utilisés pour l'arrêter. Si la victoire contre le SIDA est malheureusement peu probable à très court terme, on ne saurait l'envisager que dans le respect des droits de l'homme : le directeur général de l'OMS montre pourtant dans son entretien au « Monde ».

M 0147 - 1201 0 - 4,50 F



La journée mondiale sur le SIDA organisée le 1<sup>er</sup> décembre témoigne d'une inquiétude croissante devant l'ampleur de l'épidémie, comme le souligne, dans l'entretien qu'il nous a accordé, M. Hiroshi Nakajima, directeur général de l'Organisation mondiale de la santé. Selon l'OMS, le nombre des malades sera supérieur à un million à la fin de 1991. Pour sa part, M. Hubert Curien, ministre français de la recherche, se déclare prêt à débiter tous les crédits que demanderont les chercheurs.

« Quel est votre diagnostic sur l'épidémie de SIDA dans le monde ? Quels sont, selon vous, les scénarios envisageables pour les années à venir ? Peut-on réellement craindre une hécatombe ?

— Pour répondre à votre question concernant la possibilité d'une hécatombe, il suffit de dire que, si l'on ne prend pas les mesures pour arrêter la transmission du virus du SIDA, on peut effectivement avoir beaucoup de craintes pour les années à venir. A l'heure actuelle, on peut raisonnablement estimer que, en 1987, le nombre total des personnes séro-

positives infectées par le virus du SIDA s'élevait à environ cinq millions. On peut donc envisager que le nombre total des malades atteints de SIDA, à la fin de l'année 1991, sera supérieur à un million.

« J'insiste sur le fait que ces données sont indépendantes du nombre des nouvelles infections, qui surviendront soit au cours de l'année 1988, soit plus tard.

Propos recueillis par JEAN-YVES NAU et FRANCK NOUCHI. (Lire la suite page 10.)

## Le scandale Koskotas et les critiques contre M. Papandréou

### Les socialistes grecs à la dérive

L'automne est dur pour le premier ministre grec, M. Andreas Papandréou. Après l'opération qu'il a subie à Londres pour un rétrécissement de l'aorte, les révélations sur les escroqueries du banquier Georges Koskotas secouent le Parti socialiste et le gouvernement. Démissions et limogements de ministres se succèdent.

ATHÈNES  
de notre envoyé spécial

« Qu'on les mette en prison, tous ces voleurs qui sont au pouvoir ! » Devant les kiosques à journaux d'Athènes, les attroupements sont nombreux par ces temps agités. Les passants s'arrêtent et commentent à brûle-pourpoint les toutes dernières péripéties de l'affaire Koskotas qui

ébranle le gouvernement socialiste. Et chacun de donner son avis sur cette gigantesque escroquerie qui a plongé la Grèce dans la confusion, politique et morale. Le premier ministre, M. Andreas Papandréou, ne semble plus maîtriser la situation et le « plus gros scandale financier du siècle » entraînera probablement sa chute aux élections de juin prochain. Peut-être avant, qui sait ?

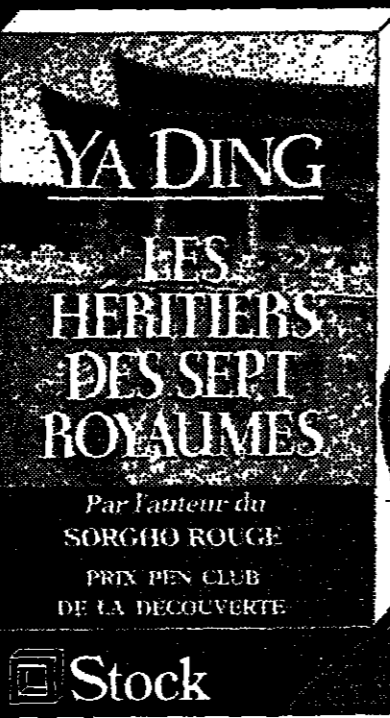
Rusé lascar, ce Georges Koskotas qu'on n'hésite pas ici à comparer à Staviski. Venant des Etats-Unis, il apparaît en Grèce en 1979. Il a vingt-cinq ans et trouve un emploi presque subalterne à la Banque de Crète, la troisième du pays. Cinq ans plus tard, le voilà détenteur de 89 % des actions de l'établissement !

ALAIN DEBOVE.

(Lire la suite page 5.)

Par l'auteur du Sorgho Rouge  
(plus de 100 000 exemplaires vendus)

## LE NOUVEAU YA DING



Pour mieux comprendre la jeunesse chinoise d'aujourd'hui, le roman d'une éducation sentimentale à Pékin dans une Université contestataire.

204 p. 89 F.

Stock

## Restructuration pour devenir « numéro un européen »

### Accord Thomson-Aérospatiale dans l'électronique d'aviation

Les groupes français Thomson et Aérospatiale ont annoncé, mercredi 30 novembre, qu'ils ont entamé des négociations en vue de rapprocher leurs fabrications d'équipements électroniques embarqués dans les avions civils et militaires. Le nouvel ensemble serait au premier rang européen. Il constitue une réponse à la restructuration qui s'est engagée dans l'aéronautique mondiale. Les ministères de la défense et de l'industrie se sont félicités de ce projet.

Les conversations engagées entre Thomson et Aérospatiale portent sur les équipements d'électronique de vol. Ils sont fabriqués chez Thomson, dans la division avionique, où ils représentent un chiffre d'affaires de 1,57 milliard de francs, et dans le groupe Aérospatiale, au sein de ses filiales SFENA, Crouzet et EAS (Electronique Aérospatiale) pour un chiffre d'affaires d'environ 2 milliards de francs.

Le rapprochement devrait s'effectuer à partir, les deux groupes considérant ce secteur comme stratégique pour leur avenir. L'ensemble constitué, avec

3,6 milliards de francs de chiffre d'affaires, se placera au quatrième rang mondial derrière trois américains et au premier rang en Europe.

L'opération marque le début de la restructuration en France du secteur des équipements aéronautiques civils et militaires, encore beaucoup trop dispersés au sein de sociétés d'une taille insuffisante pour rester dans la course technologique face à des concurrents dans le monde qui resserrent les rangs.

(Lire page 36 l'article de CLAIRE BLANDIN.)

## M. Barre et Lyon

L'ancien premier ministre prêt à s'engager dans la bataille municipale, à certaines conditions.

PAGE 9

## La réforme constitutionnelle en URSS

M. Gorbatchev annonce une nouvelle étape de la « perestroïka ».

PAGE 4

## Fidel Castro au Mexique

Il assistera à l'investiture du président Salinas.

PAGE 3

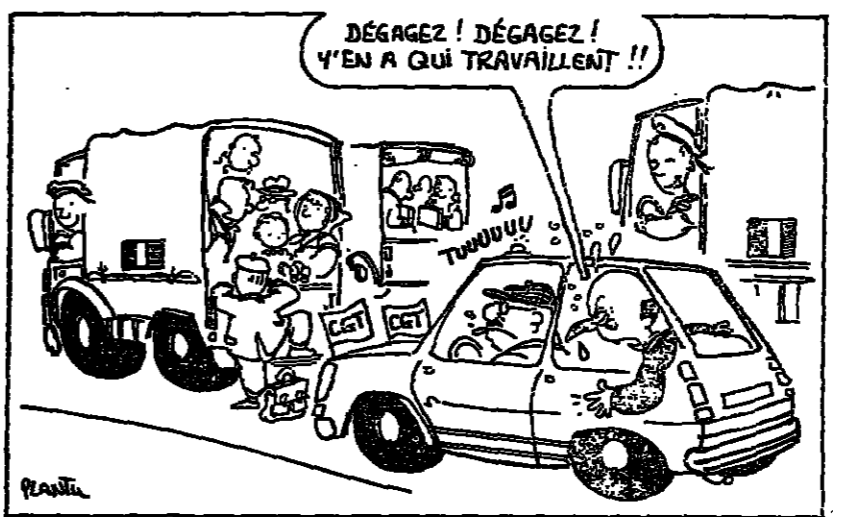
## La Bourse aux stades

Bulletin-réponse.

PAGES 19 et 20

Le sommaire complet se trouve en page 40.

## La poursuite de la grève du RER L'armée au secours des banlieusards



Lire pages 36 et 40 les reportages de GUY HERZLICH et CORINE LESNES.

## ENQUÊTE : une grande bibliothèque informatisée à Paris

### La « TGB » sur les rails

L'ancienne gare de Tolbiac pourrait accueillir la future « Très Grande Bibliothèque » (TGB) rêvée par le président de la République. Celle-ci commence à prendre forme. Patrice Cahart et Michel Melot ont défini les contours dans un rapport qui devait être remis le 30 novembre au premier ministre. A partir du 1<sup>er</sup> décembre, Dominique Jamet est chargé d'une mission d'étude, préfiguration de l'établissement public à venir.

De Babel à Alexandrie, la bibliothèque est un mythe qui traverse l'histoire. Alain Resnais a consacré un film aux coulisses de cette « mémoire du monde ». Elle est la figure emblématique du Nom de la rose, le roman d'Umberto Eco. Quant à Borges, il y voyait tout simplement le reflet de l'univers. Aussi l'écrivain argentin accepta-t-il d'être le directeur de la Bibliothèque nationale de Buenos-Aires, alors même qu'il était devenu aveugle. Emmanuel Le Roy Ladurie, historien, professeur au Collège de France, voulut bien occuper le fauteuil d'administrateur général de celle de Paris, un poste ingrat, plein de chausse-trapes. Mais ce vieil habitué des catalogues et des cotes bibliographiques peut savourer le plaisir de se trouver

au cœur du système. Et quand le président de la République, amoureux des livres, souhaite lier son second septennat à une grande œuvre, il pense, tout naturellement, à une bibliothèque.

Certes, l'idée était dans l'air. François Léotard avait parlé d'une « BN bis ». Il fallait bien désengorger la rue de Richelieu.

François Mitterrand voit plus grand. Peut-être rêve-t-il d'y attacher son nom. Il annonce en tout cas que cette « Très Grande Bibliothèque » doit couvrir tous les champs de la connaissance. Elle sera à la disposition de tous et pourra être consultée à distance. Elle devra utiliser les plus sophistiqués pour dialoguer avec ses homologues françaises et européennes. Un programme dont l'ambition un peu floue mérite d'être précisée. Deux hommes, Patrice Cahart et Michel Melot, sont chargés d'en définir les contours.

Le premier, inspecteur des finances, est directeur de la Monnaie, mais aussi président du conseil d'administration de la Bibliothèque nationale. Le second, chartiste, est responsable de la Bibliothèque publique d'information (BPI) du Centre Pompidou. Le rapport qu'ils devaient remettre au premier ministre le 30 novembre n'a pas la prétention d'être une bible,

mais une base de réflexion. Et les avis ne manquent pas : outre l'Elysée et Matignon, les ministères concernés sont nombreux, la culture et son secrétariat aux grands travaux, mais aussi l'éducation nationale, la recherche et les finances. D'autant que les interrogations posées par la mise en œuvre de cette « Très Grande Bibliothèque » sont innombrables.

EMMANUEL DE ROUX.  
(Lire la suite page 28.)

**Le Monde**

- L'American Indian Dance Theater.
- Alliance photo, Izis, Robert Doisneau.
- « Le Misanthrope » à Budapest.

Pages 21 à 23

**Immobilier**

Une rubrique d'annonces classées : la sélection détaillée de maisons et d'appartements à louer dans Paris et en banlieue.

Pages 33 à 35

مكتبة من الأصل

هكذا من الأصل

# Débats

## SEXUALITÉ

### Techniques, liberté, morale...

#### L'amour au temps du SIDA

Par AURÉLIA BRIAC (\*)

L'est beau. Enfin, pas mal, de loin. Comment ne pas le remarquer ? Il ne me quitte pas de ses yeux velours. Jeune, encore. Il se lève dès que je sors mon ticket-répass pour venir se présenter à moi et ne me quitte plus avant ma porte. Riche, je le découvre quand, après une invitation à déjeuner rituelle (dîner je refuse, je ne suis pas comprise dans le prix du dessert), il vient me chercher dans une Mercedes qui ressemble à un chariot et n'a pas l'air volée ni de location. Poli, propre et tout ce qu'il faut pour plaire à une jeune fille libre (au sens où l'homme de sa vie, elle ne l'a pas encore rencontré, il l'a déçu ou elle se trouve le corps entre deux).

invention de l'Occident, il est sacrément déposé. En classe, une camarade en avance sur moi me passait des petits mots avec des histoires de capote anglaise. Je ne comprenais même pas. Aujourd'hui, on est bien obligé d'entrer dans le vif du sujet. Foveux ? Résistant ? Et encore, lequel ? On ne sait pas. Dans le doute, mieux vaut s'abstenir.

Et je me fais déposer devant mon porche. Il comprend. Bien sûr, il me fait son petit numéro, vous me laissez déjà, j'ai préparé un feu de bois devant ma cheminée, j'aimerais vous servir des fraises (il sait que j'adore ça) sur ma couverture de fourrure. Mais votre bouche, quand me laissez-vous y goûter, comme à une fraise, j'en rêve.

Pour sortir, j'ouvre la portière de sa voiture. Il se jette alors sur moi et me mord sauvagement la bouche. Je réussis à me tirer de là et chez moi, surprends une tache de sang sur ma lèvre supérieure.

Au réveil, ma bouche est gonflée. Ça y est, j'ai attrapé le SIDA. On a beau dire que ce n'est pas dans la salive, mais dans le sperme. La Pen a semé des doutes. C'est comme pour Dieu, personne n'a pu encore vérifier s'il existe.

Le téléphone sonne. « Quand puis-je vous voir ? », demande celui qui commence à croire que c'est du tout cul.

« Quand vous serez fait un test et que vous m'apporterez un test séro-négatif. »

On est loin du temps des troubadours, quand errait l'envie de Rome. Mais tout cela est très moral. Retour aux interdits.

« On aura connu dix-sept ans de liberté », comme me l'a dit Evelyne Sullerot.

J'ai tout gâché. Que me conseillez-vous ? ...

(\*) Ecrivain.

Il m'emène au meilleur resto du quartier, insiste pour me revoir, très vite. Téléphone six fois dans la journée quand je n'y suis pas et laisse un message sur le répondeur : « Je me suis endormi avec votre visage devant les yeux et me réveille en pensant à vous. » Quelle belle histoire d'amour ça pourrait faire. Seulement, la plus élémentaire prudence me dicte d'appeler mon médecin. « Docteur, j'espère que vous ne m'en voudrez pas de vous déranger pour une question aussi personnelle, mais au cas où il me viendrait l'envie de faire l'amour un de ces jours, un préservatif, est-ce bien nécessaire ? » Réponse catégorique : « Impossible sans, c'est trop dangereux. » A moi qui suis monogame et fidèle, la question (de confiance) ne s'est jamais posée. Mais celui-là, comment répondre à son insistance. A la rencontre suivante, dans les embouteillages, j'essaie de le tester : « Êtes-vous actionnaire à la société ProfilTex ? ... » Il a peur du SIDA, comme tout le monde, mais ne juge pas utile de se protéger. On en est là.

Si l'amour, comme l'a écrit Denis de Rougemont, est une

Le protestantisme a pris ces dernières années des positions très différentes de celles du catholicisme sur toute une série de questions touchant à la sexualité. Il a soutenu la contraception, pour que les enfants soient désirés et non pas, dans certains cas, seulement subis. Il a soutenu la loi sur l'interruption volontaire de grossesse pour mettre fin au fléau social de l'avortement clandestin, quand la détresse l'emporte sur l'espoir. Et je suis convaincu qu'il soutient aujourd'hui la campagne publique en faveur des préservatifs masculins, quand il s'agit de lutter contre l'extension du SIDA, cette maladie qui réactive les peurs anciennes, dont notre société médicalisée se croyait, bien à tort, délivrée.

Une clarification est nécessaire pour deux raisons : d'abord expliquer pourquoi les options protestantes ne sont nullement un laisser-aller au laxisme moral, mais un appel à la responsabilité, à ce que j'appellerai volontiers les égards envers l'autre, au cœur de l'amour. Ensuite, espérer que les médias et les journaux cessent de parler massivement de l'Église, quand il s'agit seulement du catholicisme romain. Les pays latins se sont ici habitués à un monopole linguistique, qui n'a pas cours ailleurs et qui est faux.

Les techniques luttent contre les menaces de la nature. Par exemple, elles luttent contre l'excès de la fécondité naturelle. Quand celle-ci menace la santé ou le bonheur d'un couple, la démographie et l'économie d'un peuple. Mais elles luttent aussi contre la stérilité, quand celle-ci pourrait être vaincue par un détour technique, nouvellement découvert. Aujourd'hui, il s'agit de lutter contre l'extension d'un virus, qui détruit les défenses immunitaires de l'homme et qui est, dans l'état actuel des recherches, inguérissable. Des techniques, on peut donc attendre des secours et des recours même limités.

Mais des techniques, en elles-mêmes, on ne peut pas attendre une morale, ce qui n'est en rien un reproche, mais un honnête constat. Soyons simples : le permis de conduire n'est pas une autorisation, encore moins une incitation à égarer son prochain. La contraception n'est en rien une invitation au vagabondage sexuel sans lendemain. L'insémination artificielle n'est pas désormais la possibilité d'avoir des enfants sans deux parents. Et la campagne publique pour lutter contre l'extension du SIDA est encore moins une sollicitation à la débauche.

La morale dépend de l'usage que la liberté de l'homme en fait et, comme il s'agit de sexualité, il n'y a qu'un mot à dire : l'amour, l'amour de l'autre, le lien entre la sexualité et l'amour, et non pas le lien, bien formel d'ailleurs, lien trop biologique pour être moral, que l'on a voulu établir, et maintenir, contre vent et marée, entre la sexualité et la procréation. La crainte d'avoir des enfants n'est pas le gendarme chargé de surveiller la moralité humaine, car les enfants ne sont pas une obligation, ni une excuse à la sexualité, mais la grâce et la couronne données à l'amour. Il y a trois fois qui veillent sur l'amour : le désir, la tendresse et la constance. Il

n'est pas sûr qu'elles soient toujours présentes et toujours éveillées. Mais là, et là seulement, est la morale, non pas dans l'interdiction des techniques, ni dans la suspicion portée à l'avance sur leurs éventuelles conséquences.

Il n'est pas facile de trouver le ton juste pour parler de la sexualité, surtout à autrui et aux foules. Le ton technique est utile pour savoir de quoi on parle et ne pas se mettre à relater, par exemple, la prévention contre la diffusion du SIDA et la contraception, comme si l'arrivée du SIDA était une sorte de vengeance maléfique, à retardement, contre la liberté de la contraception. La première tâche de la foi chrétienne aujourd'hui est de ne pas céder un pouce de terrain à la résurgence de l'obscurantisme. Un mot que je préfère, dans mon exécution, à intégréisme, où me plaît la racine : intégrité.

#### La pratique des égards amoureux

Le ton sociologique est fluide : comment circonscrire une population dite à « hauts risques », même si indéniablement il peut y avoir et il y a dans le SIDA une sévère souvenance d'alarme contre toute sexualité impersonnelle et par là même déshumanisée ?

Le ton moral enfin hésite souvent lamentablement entre les interdictions publiques et les indulgences privées, avec le vilain mot de casuistique.

Il me semble que mettre un préservatif, c'est pratiquer un égard envers la personne que l'on aime, ou même seulement que l'on fréquente, si la situation n'est pas sûre. Pendant longtemps, avec la pilule, ce furent les femmes seules qui eurent à pratiquer les précautions que j'ai appelées intentionnellement les égards. Maintenant, c'est au tour des hommes, sans que les dames s'abaissent, ni que les messieurs s'assombrissent, « ridiculement ».

Pour parler de la sexualité, il faut un ton clair et délicat, sinon, les jeunes, à juste titre, demeurent soit sceptiques, soit choqués. Est-ce impossible en France, où nous parlons tant de communication, sans savoir la pratiquer ? Pourvu que l'accent soit mis sur les égards amoureux et non sur les techniques condamnées.

En fait, depuis la Réforme, le protestantisme et le catholicisme sont opposés sur plusieurs points, touchant à la fois à la sexualité et à l'Église : le mariage des pasteurs, la non-inclusion du mariage parmi les sacrements, effectués en mémoire et en présence de Jésus-Christ, du coup la possibilité d'une bénédiction de Dieu sur un second mariage, après l'échec, toujours douloureux, du premier (1). Tout cela est connu.

Mais maintenant, j'ai peur que le catholicisme de la fin du vingtième siècle ne s'enferme dans un nouveau syllabus contre les techniques modernes touchant à la sexualité et que ses interdits ne conviennent pas, même chez les catholiques, par erreur de prohiber des techniques au

J'ai attendu pour terminer cet article de regarder la très bonne émission sur « La sexualité des Français, vingt ans après mai 1968 », passée sur Antenne 2 le jeudi soir 21 novembre. C'est vrai qu'il est difficile de trouver les mots justes pour parler de la sexualité et aussi du SIDA. Il faut être clair et donc se familiariser avec les termes « scientifiques », mais aussi poétiques, c'est-à-dire évocateurs et pas seulement descriptifs. C'est vrai que les sondages trompent, car les questions mentent, pour exagérer leurs processus et masquer leurs échecs. C'est vrai qu'il y a, à tout âge, une soif de tendresse et une espérance de fidélité. C'est vrai qu'on titonne pour alerter, sans manipuler la peur, qui rend d'ailleurs incroyables, surtout les jeunes. C'est vrai que la spontanéité, qui est l'élan du cœur et du corps, a un certain mal à se marier avec des intrus techniques. Parce que c'est difficile, cela vaut la peine d'en parler.

Le 19 mars 1987, le conseil de la Fédération protestante de France a fait une déclaration sur « Biologie et éthique », dont j'extrait quelques lignes, bien qu'il s'agisse en fait de l'approbation de l'insémination artificielle et non pas du SIDA : « Les nouvelles techniques sont, comme toutes les entreprises humaines, sous le double signe de la tentation et de la promesse. La meilleure parabole est celle d'une « croix » qui mêle le bon grain et l'ivraie... Nous sommes responsables : non pas égoïstement maîtres, mais responsables devant les autres, responsables devant Dieu. Cette responsabilité traverse toute l'ambivalence de la situation humaine et aide à ne pas arracher le bon grain avec l'ivraie ».

(\*) Pasteur. Ancien doyen de la faculté de théologie protestante de Paris.

Il reste un dernier mot tabou : la morale, alors qu'en fait toute l'émission lui a été consacrée. Pourquoi ? Sans doute parce qu'elle est devenue synonyme, dans l'opinion publique, d'oppression extérieure et de malheur intérieur. Nous sommes décemment des déracinés de la Bible, où l'observation libre des commandements de Dieu est le chemin du bonheur, avec le renouveau du pardon, qui enlève, efface, oublie les péchés, que nous vivons tous aussi.

(1) A cet égard, je recommande vivement la lecture du numéro spécial de Notre histoire, de novembre 1988 : 2000 ans de sexualité chez les chrétiens. 75 pages. 12, rue Ampère, 75017 Paris.

#### Au courrier du Monde

#### RÉPLIQUE

#### Aide humanitaire et « fiasco »

L'article intitulé « Le fiasco », publié dans notre page « Débats » du 17 novembre consacré à l'aide humanitaire, continue à susciter de vives réactions. Après Médecins du monde (le Monde du 19 novembre), c'est au tour de l'organisation Partage avec les enfants du tiers-monde, qui participait aux opérations de secours français au Bangladesh, en septembre dernier, d'écrire notamment : « Loin d'être un fiasco ou un gâchis, l'action du secrétaire d'Etat à l'action humanitaire et des ONG [organisations non gouvernementales] françaises est remarquable à plus d'un titre... Partage souligne tout particulièrement... la réponse coordonnée et rapide à une situation d'urgence ». « Avoir le courage

d'innover est également à mettre à l'actif et non au passif de l'action des ONG », ajoute l'organisation, se référant aux critiques portées contre l'utilisation d'appareils ULM et d'engins à chenilles. Partage tient enfin à préciser que « les ONG bengalaises n'ont jamais adressé la moindre critique à l'ensemble de cette action » (français). Et à rappeler que l'organisation Frères des hommes (dont un représentant est l'auteur de l'article en question) « fut associée à cette action collective dès le début et que l'un de ses responsables a même accepté d'en être le coordinateur officiel sur place, sans émettre la moindre critique sur son contenu ».

**Le Monde**  
7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. : (1) 42-47-97-27  
Télex MONDPAR 850672 F  
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Édité par la SARL Le Monde  
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication  
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauret (1969-1982), André Lamens (1982-1985)  
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.  
Capital social : 620 000 F  
Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.  
Administrateur général : Bernard Wozis.  
Rédacteur en chef : Daniel Vermet.  
Corédacteur en chef : Claude Salas.

ABONNEMENTS PAR MINITEL 36-15 - TAPPEZ LEMONDE code d'accès ABO

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.  
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395-2037  
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-99-81.

**Le Monde**  
TÉLÉMATIQUE  
Composés 36-15 - TAPPEZ LEMONDE

**Le Monde**  
PUBLICITE  
5, rue de Montreuil, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71  
Télex MONDPUB 206 136 F

**BULLETIN D'ABONNEMENT**

**ABONNEMENTS**  
BP 507 09  
75422 PARIS CEDEX 09  
Tél. : (1) 42-47-98-72

Durée choisie	FRANCE	BELGIUM	SUISSE	AUTRES PAYS non adhésifs
3 mois	354 F	399 F	504 F	687 F
6 mois	672 F	762 F	972 F	1 337 F
9 mois	954 F	1 089 F	1 404 F	1 952 F
1 an	1 200 F	1 380 F	1 800 F	2 530 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.  
Pour vous abonner RENVoyer CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus.

Changements d'adresse effectués ou probables : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

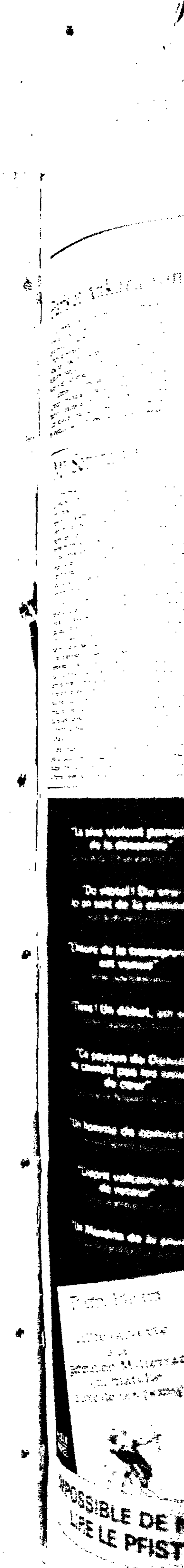
Nom : \_\_\_\_\_  
Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Code postal : \_\_\_\_\_  
Localité : \_\_\_\_\_  
Pays : \_\_\_\_\_

« Quel con ce Pfister ! »  
« Amertume »  
« Grossier et dégoûtant »  
« Relents douteux. Une trahison »  
« Une vision passéiste et archaïque »

**Thierry Pfister**  
Lettre ouverte à la génération Mitterrand qui marche à côté de ses pompes

ALBIN MICHEL

**IMPOSSIBLE DE NE PAS LIRE LE PFISTER**



La fin de la visite du premier ministre turc

Paris et Ankara vont relancer leur coopération économique

La relance des relations économiques entre la France et la Turquie a dominé les deux dernières journées de la visite officielle à Paris du premier ministre turc, M. Turgut Ozal, qui a rencontré mardi 29 novembre les ministres français de l'économie, des transports et de l'équipement.

Mardi soir, le premier ministre français, M. Michel Rocard, s'est félicité, au cours d'un dîner officiel offert en l'honneur de M. Ozal, du « climat de confiance restant » entre les deux pays.

M. Semra Ozal, qui accompagnait son mari à Paris, a eu, notamment, un entretien avec M<sup>me</sup> Mitterrand.

par la Turquie dans le domaine « des droits de l'homme et des libertés ». A l'issue de sa visite, M. Ozal devait tenir jeudi matin une conférence de presse à l'hôtel Crillou.

M<sup>me</sup> Semra Ozal, qui accompagnait son mari à Paris, a eu, notamment, un entretien avec M<sup>me</sup> Mitterrand.

Le programme du secrétariat d'Etat chargé des relations culturelles internationales

M. de Beaucé : « Les coups de cymbales ne font pas une politique »

M. Thierry de Beaucé a, mardi 29 novembre, dressé un premier bilan et exposé le programme du secrétariat d'Etat chargé des relations culturelles internationales auprès du ministre des affaires étrangères.

d'Alliances françaises recevant 420 000 étudiants, etc. M. de Beaucé a également mentionné une foule d'autres réalisations ou projets comme l'Institut franco-egyptien du droit des affaires ou celui, franco-turc, d'administration publique, de centres culturels à Djakarta ou Budapest.

Le bilan de ce premier semestre est plutôt mince, sauf en ce qui concerne les déplacements de M. de Beaucé qui, de Bruxelles au Caire, de Venise à Brazzaville, de New-York à Tonga, en passant par Salonique, Tokyo ou Fès, a accompli vingt et un voyages depuis le printemps.

Le département des relations culturelles internationales - l'un des six portefeuilles qui se partagent actuellement l'action extérieure de la France - a été créé, il est vrai, « parce qu'on ne sait pas assez que Paris a une politique culturelle à l'étranger et pour donner à celle-ci une visibilité politique ».

Et l'énumération commence : 3 milliards 85 millions de francs pour 1989, soit 35,6 % du budget total du Quai (5,48 % de plus qu'en 1988) ; 130 trente pays concernés (les autres étant couverts par le ministère de la coopération) ; 16 700 agents, dont 8 500 envoyés de France ; 260 établissements scolaires formant 120 000 élèves ; 116 centres culturels ; un millier

Saupoudrage

Le secrétaire d'Etat à conclure que « les grands coups de cymbales ne font pas une politique ». Chacun s'est alors regardé.

Pour avoir beaucoup voyagé, y compris avant d'être aux affaires, M. de Beaucé sait que vouloir être partout conduit finalement à un saupoudrage qui frustre tout le monde, à des « coups » sans lendemain, à l'érosion des positions fortes.

Devant nos nouvelles « vitrines en Corée du Sud ou en Indonésie, la tournée dans les pays anglo-saxons du Mahabharata hindou joué en anglais par des comédiens anglais financés par la France (1 500 000 F) ou les lancements répétés de satellites français, on ne pouvait s'empêcher de penser à nos centres culturels souvent miteux d'Afrique noire, du Maghreb ou du Proche-Orient.

Pendant que se défont ces obscurs dans les pays les plus proches de nous, la France fait résonner ses « cymbales » dans d'éphémères et coûteuses opérations de prestige à Sydney, Bombay ou Séoul, endroits où elle n'a guère de positions à défendre et ne peut espérer en conquérir beaucoup.

J.-P. P.-H.

Accord entre Tokyo et Washington sur la construction du chasseur FSX

TOKYO de notre correspondant

Les Etats-Unis et le Japon ont signé, le mardi 29 novembre, l'accord en négociation depuis de longs mois pour la construction en commun d'une nouvelle génération d'avions chasseurs baptisés FSX. La décision de principe de cette collaboration avait été prise en octobre 1987, à la fin du mandat de M. Nakasone et en pleine « guerre commerciale » entre les Etats-Unis et le Japon.

En juin dernier, à Washington, le directeur de l'Agence de défense japonaise, M. Tsutomu Kawana, et son homologue américain, M. Frank Carlucci, secrétaire à la défense, avaient mis au point le protocole de l'accord qui vient d'être signé.

Il s'agit du premier accord de ce type passé entre les Etats-Unis et le Japon. Il marque un renforcement de la coopération militaire entre les deux alliés du Pacifique et il se traduira surtout par d'importants échanges de technologie.

La technologie du chasseur F-16

L'Agence de défense japonaise est la maître d'œuvre du projet et les Etats-Unis fourniront la technologie du chasseur F-16 construit par General Dynamics Corp. qui servira de base au développement du FSX. Les Japonais, de leur côté, se sont engagés à des transferts de technologies de pointe à leur partenaire.

L'ensemble du projet reviendra à un coup de 1 000 milliards de yens. Le premier appareil devra sortir en 1993 et dès l'année suivante commencera la production en série. L'Agence de défense prévoit de déployer cent trente FSX en 1997.

PHILIPPE PONS.

M<sup>me</sup> Semra Ozal, ou le modernisme allié à la tradition

« Nous travaillons dans la même administration, elle était employée, moi ingénieur, je lui ai proposé le mariage en disant, nous avons aimé nos familles ensemble... » La blague serait banale si ce n'était le premier ministre de Turquie, un pays où traditionnellement une entremetteuse arrangeait les épousailles sur commande des parents, qui raconte avec émotion son histoire d'amour avec sa femme Semra.

Fumant récemment le cigare, buvant son whisky à côté d'un mari que sa foi religieuse tient à l'écart des spiritueux, Mme Ozal - donnée comme troisième personnage du pays en influence, selon les sondages - est parfaitement à l'aise avec ses généreuses rondeurs : elle n'hésite pas à les exhiber avec une sublimité dénoncée comme le comble de la vulgarité par des dîners qui ne lui pardonnent pas de leur avoir ravi le monopole d'une image de la modernité qu'elle-même n'ont pas réussi à élargir au-delà d'Istanbul et d'Ankara.

Cette « modernité » sans rupture avec la tradition, Mme Ozal la voit réalisée dans sa propre famille, le « mariage » réalisé par la presse : d'un

côté la mère du premier ministre qui, après avoir été une des premières enseignantes de la République, sur le tard, pris la voile en dénonçant la Turquie « laïque et irpie » ; de l'autre les deux frères de M. Ozal : le piété assidue du premier ministre, n'a pas été entamée par son éducation anglaise ; celle du second, islamiquement barbu, s'est épanouie dans des affaires fructueuses avec l'Arabie saoudite. A l'autre extrême, sa fille va applaudir le chanteur communiste grec Mikis Theodorakis au bras de son mari, un joueur de batterie qui, après une paternité notoirement précocée, consécra sa célébrité en tournant un photo-roman. L'aîné des deux fils, « Youpi », formé dans les universités américaines, sort de conseiller - de « dauphin », dit l'opposition - à son père.

Cette cohabitation, « typique en Turquie », selon Mme Ozal, assure le maintien de la famille, « quelque chose de sacré », comme « pilier de la société » ; mais elle ne voit « aucun obstacle moral » à ce que les candidats de son mariage fassent l'expérience d'une vie commune : « Si mon fils ramenait une bru non vierge à la mai-

son, ce serait son affaire et pas la mienne ». Une position affirmée publiquement, très en avance sur les mœurs du pays. Pour lutter contre les séquences de la polygamie et faire progresser le mariage civil, elle a sillonné le pays, servant, au cours de cérémonies collectives, de témoin à 12 000 couples jusqu'à une seule nuit par les imams.

La grande affaire de Mme Ozal, c'est la « Fondation pour le renforcement et la promotion de la femme turque » qu'elle a créée il y a trois ans « pour aider les femmes des campagnes à accéder au progrès ». A partir de soixante-dix sections et cinquante cliniques régionales animées par les « marguerites », des volontaires caritatives, des autobus prolongent les campagnes d'éducation et de planning familial dans les villages. « Le RU 486, la pilule du lendemain ? Si elle marche, on l'importe tout de suite », affirme M<sup>me</sup> Ozal qui n'avait pas hésité, « pour sauver les femmes de la calamité des avortages », à ouvrir dans son journal une campagne contre le ministère de la santé pour accélérer des essais de ce type de contraception.

Elle a été à La Mecque, cette année encore, mais « vous voyez, s'essouffait-elle, je n'ai pas changé ». La voile blanche rituel au retour du pèlerinage n'est pas pour elle. « Ce qui compte dans la foi, c'est la relation personnelle entre Dieu et sa créature, la droiture et non pas de se couvrir du pas la tête ». Du même coup, les manifestations de cette foi devenue plus individuelle, et même le port récemment autorisé du foulard islamique dans les universités, « ne constituent nullement une menace pour la laïcité à laquelle notre société est très attachée ».

M<sup>me</sup> Ozal veille toutefois : ce n'est un secret pour personne, depuis que le premier ministre, loin de s'en défendre, l'a revendiqué hautement comme un signe de progrès, qu'elle a l'oreille de son mari sur les grandes questions politiques. A plusieurs reprises, elle a contribué à barrer la route aux éléments religieux du parti au pouvoir : elle s'est ainsi attiré dans l'opinion la plus conservatrice des haines que son action sociale lui a permis, non sans difficulté, de surmonter à gauche.

MICHEL FARRÈRE.

Les négociations sur les armements classiques en Europe

Moscou rejette l'évaluation des forces présentée par l'OTAN

L'Union soviétique a sévèrement critiqué, mardi 29 novembre, à la Conférence de Vienne sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) l'exercice de propagande de l'OTAN qui avait présenté, vendredi, « de manière unilatérale, incorrecte et peu constructive » une évaluation « sélective » des forces classiques en Europe (le 26 novembre).

L'URSS et les pays du pacte de Varsovie répondront « de manière appropriée » à ce document en donnant leur propre « évaluation » des potentiels des deux alliances en Europe, a déclaré à la presse le général Nikolai Tchervok, membre de la délégation soviétique à la CSCE, sans en préciser la date. Selon lui, le document de l'OTAN est incomplet, car il exclut

les forces navales pour lesquelles la supériorité numérique de l'OTAN est écrasante, ainsi que certains types d'avions et d'artillerie.

Selon les accords conclus entre les deux alliances, les forces navales ne sont pas incluses dans la négociation militaire, mais elles constituent néanmoins, selon M. Kachlev, chef de la délégation soviétique, un « facteur » qui devra être pris en compte dans la négociation sur les mesures de confiance en Europe.

M. Kachlev a également annoncé que Moscou avait présenté lundi 28 novembre à Vienne une « nouvelle proposition constructive » en acceptant d'inclure le territoire entier de la Transcaucasie soviétique dans le

champ géographique de la négociation - et d'en exclure « certaines parties de la Turquie asiatique ».

Il s'agit d'une portion de l'Anatolie faisant face à la Syrie, à l'Irak et à l'Iran, que le gouvernement d'Ankara souhaite soustraire à la négociation est-ouest pour faire face à d'éventuelles menaces de ses voisins du Moyen-Orient. La Turquie a rejeté dès lundi comme « insatisfaisante » la proposition soviétique, qui ne couvre, selon elle, qu'une zone trop limitée.

L'URSS a, d'autre part, réitéré sa demande d'inclure dans la zone de négociation les îles Canaries, une région géographiquement africaine, mais politiquement espagnole. - (AFP.)

Amériques

MEXIQUE : coup dur pour l'opposition de gauche

M. Fidel Castro assistera à l'investiture du président Salinas

SAN-JOSE de notre correspondant en Amérique centrale

A quelques heures de son investiture, jeudi 1<sup>er</sup> décembre, le futur président du Mexique, M. Carlos Salinas de Gortari, dont la légitimité est vivement contestée par l'opposition de gauche, reçoit un appui international sans précédent. La plupart des chefs d'Etat latino-américains invités à la cérémonie, y compris M. Fidel Castro, ont, en effet, confirmé leur participation.

L'annonce solennelle - tout à fait inhabituelle pour le Mexique - de la présence de chefs d'Etat étrangers à l'investiture d'un président a relancé la polémique entre le gouvernement et l'opposition, qui semblait depuis peu s'être résignée à la confirmation de M. Salinas. Après le Guatemala, le Honduras, le Salvador et le Nicaragua, qui avaient été les premiers à répondre à l'invitation, l'Argentine a confirmé, à son tour, la présence de M. Raul Alfonsín.

Mais l'annonce officielle, le mardi 29 novembre, à La Havane, du déplacement de M. Fidel Castro est de tout autre portée. En juillet, les autorités cubaines avaient envoyé un télégramme de félicitations à M. Salinas pour sa victoire aux élections. L'opposition avait demandé des explications : M. Castro n'est-il pas encore considéré, en Amérique latine, comme la caution de gauche par excellence ? Le dirigeant cubain avait répondu qu'il s'agissait d'un

geste protocolaire, sans signification politique. Le même argument sera moins convaincant pour expliquer sa venue à Mexico alors qu'il n'a encore jamais assisté à la cérémonie d'investiture d'un président mexicain. On laisse donc entendre à La Havane que cette décision s'inscrit dans la nouvelle ligne diplomatique de Cuba, désireuse de retrouver une place à part entière et une définitive respectabilité dans la « famille » latino-américaine après une longue éclipse. Fidel Castro s'était déjà rendu à Quito en août pour assister à la prise de fonctions du président équatorien social-démocrate, M. Rodrigo Borja. Jusque-là, les voyages du leader cubain étaient exclusivement dirigés vers des régimes « amis » (Chili de Salvador Allende, Nicaragua sandiniste).

M. Cuauhtemoc Cárdenas, principal concurrent de M. Salinas dans les élections de juillet et désormais chef de file de l'opposition, entretient d'étroites relations avec M. Castro depuis plus de trente ans. Son père, le général Lázaro Cárdenas, ex-président (1934-1940), avait, en 1956, aidé à la préparation au Mexique du fameux débarquement de Granna (1) et en particulier contribué à l'élargissement de Fidel Castro, détenu à Mexico à la requête du dictateur cubain Batista.

En 1959, le Mexique avait été un des premiers pays à reconnaître le nouveau gouvernement révolutionnaire. Il avait, maintenu, seul en Amérique latine, les relations diplomatiques et commerciales avec l'île

lorsque, en 1964, l'Organisation des Etats américains (OEA) avait décidé la rupture. Des liens politiques et personnels se sont développés entre dirigeants mexicains et cubains. M. Lopez Portillo (1976-1982) avait plaidé la modération envers Cuba auprès du nouveau président américain Ronald Reagan, qui soupçonnait l'hypothèse d'une intervention militaire contre l'île. M. Miguel de La Madrid s'était montré plus réservé que son prédécesseur : mais il vient tout de même de se rendre à La Havane pour son dernier voyage officiel de président du Mexique. M. Salinas, lui, avait visité Cuba en 1987, peu avant l'annonce officielle de sa candidature. Il avait d'ailleurs été ambassadeur de son pays.

BERTRAND DE LA GRANGE.

(1) Le bateau qui avait conduit Castro et ses hommes à Cuba fin 1956 pour y commencer la guérilla.

● ARGENTINE : M<sup>me</sup> Peron s'installe définitivement dans le pays. - L'ancienne présidente Isabel Peron, renversée en 1976 par les militaires, a annoncé, mardi 29 novembre à Buenos-Aires, qu'elle s'installe définitivement en Argentine. La veuve du fondateur du « socialisme », Juan Peron, était rentrée fin septembre d'un exil de six ans en Espagne. Bien qu'elle garde un certain prestige auprès des militants, « Isabella » a déclaré à la presse qu'elle n'exercerait plus d'activités politiques. - (AFP.)

Advertisement for Thierry Pfister's book 'Lettre ouverte à la génération Mitterrand qui marche à côté de ses pompes'. The ad includes the author's name ALBIN MICHEL and the slogan 'IMPOSSIBLE DE NE PAS LIRE LE PFISTER'. It lists several other titles by the author, such as 'Le plus violent pamphlet de la décennie' and 'Du vitriol! Du vrai! ici on sort de la comédie'.

كندا من الأصل



# Europe

## Le scandale Koskotas et les critiques contre M. Papandréou

### Les socialistes grecs à la dérive

(Suite de la première page.)

Entretemps, il a bâti un groupe de presse ultra-moderne, « Grammi », qui contrôle une dizaine de quotidiens et magazines ainsi qu'une station de radio. Il achète cassette deux journaux conservateurs, et non des moindres : *Vradyni* et le vénérable *Kathimerini*.

Est-il un mordu du ballon rond ? En tout cas, il s'empare sur sa lancée d'Olympiakos, l'un des deux grands clubs de football de la capitale, qui engage un joueur magyar de talent. Montant du transfert : 70 millions de francs. Un record ! Même s'il réussit à parader dans les soirées chic, Koskotas devient une vedette de la société. On l'admire. Les Grecs sont étonnés par l'ascension de cet homme à qui tout réussit. Personne ou presque ne songe à mettre en doute l'origine du magot fabuleux du nouveau baron. N'avait-il pas affirmé avoir fait fortune à la Bourse aux Etats-Unis et décidé de transférer ses fonds en Grèce pour investir dans les médias ?

#### Trou financier

C'est la presse concurrente, qui redoutait à juste titre la boulimie du groupe Grammi, qui commença à mettre son nez dans les étranges affaires de Georges Koskotas. Dès lors, le ballon a commencé à se dégonfler. Depuis la fin du printemps, les révélations tombent en cascade. Aujourd'hui, Georges Koskotas est de nouveau aux Etats-Unis, mais sous les verrous. Accusé en Grèce de détournement de fonds, faux et usage de faux, il était venu, début novembre, dans des circonstances mystérieuses à l'enfuir du pays à bord d'un avion appartenant à l'un de ses amis millionnaires. Après une escapade de quelques jours au Brésil, il a été cueilli par la police américaine dans le Massachusetts. Le gouvernement grec demande son extradition.

Le rapport du commissaire, enfin désigné par la Banque centrale pour examiner les comptes de la Banque de Crète, a été publié le 22 novembre à Athènes. Sa lecture donne une

idée - partielle encore, - de l'envergure de l'escroquerie. Résumons : Georges Koskotas n'avait aucune fortune personnelle ; une fois à la tête de la Banque de Crète, il a financé l'acquisition de son groupe de presse et de l'équipe de football en vidant tout simplement les comptes de ses clients ! Le trou financier est de l'ordre, pour le moment, de 30 milliards de drachmes, soit environ 1,5 milliard de nos francs. Dix-neuf de ces 30 milliards ont pu être « identifiés ». Ils sont entrés dans les caisses de Grammi, des équipes de football, de certains joueurs et dirigeants sportifs, du directeur d'un centre médical d'Athènes. Un comédien, un écrivain, plusieurs journalistes et éditeurs ont également été gratifiés, etc.

Quant aux onze autres milliards manquants, impossible de trouver la moindre trace des destinataires. Ils ont sans doute été versés de la main à la main à diverses personnalités des milieux politiques proches du pouvoir, de l'administration et des affaires. Anecdote cocasse : le rapport raconte que le secrétaire particulier de Georges Koskotas descendait de temps en temps à la caisse de la banque, y demandait quelques millions de drachmes qu'il remettait ensuite à son patron, dans une malLETTE. Quelques jours avant sa démission, le 19 octobre, du poste de PDG de la Banque de Crète, l'escroc n'a pas oublié de s'approprier de cette façon la somme de 250 millions de drachmes... Les investigations de la Banque centrale ne sont pas terminées ; chaque jour, le scandale prend de nouvelles proportions financières et politiques. Le régime Papandréou, en place depuis 1981, est secoué, l'opposition réclame sa démission.

Comment imaginer en effet qu'un aigreur comme Koskotas ait pu agir à sa guise aussi longtemps sans « protection » politique à un très haut niveau ? Les Grecs ne sont pas dupes et au sein même du PASOK, le mouvement socialiste panhellénique au pouvoir, la fidélité parfois aveugle à « Andréas » se lézarde, car l'étau se resserre autour de certains ministres accusés notamment

d'avoir facilité la fuite de l'escroc pour l'assistance des services secrets. Pourquoi a-t-on accordé une dizaine de jours à Koskotas pour « préparer sa défense » ? Pourquoi plusieurs entreprises publiques ont-elles été encouragées ces dernières années par le pouvoir à transférer leurs comptes à la Banque de Crète ? Les questions sont gênantes car, de sur-

croît, certains cadres du PASOK occupent des positions élevées dans l'empire Koskotas.



SERREY R.

« Assez de mensonges »

Les ministres les plus visés sont MM. Agamemnon Koutsyorgas, vice-premier ministre, Georges Petros, ministre de l'ordre public, et le ministre de l'éducation et du culte, Georges Papandréou, le propre fils du chef du gouvernement. Le PASOK a toujours rêvé de posséder un puissant groupe de

depuis près de vingt ans, a chamboulé ce scénario à haut risque, et aujourd'hui les Grecs clament tout haut : « Assez de mensonges ! »

Telle est la situation fort délicate qu'un premier ministre convalescent, âgé de soixante-neuf ans, a trouvée à son retour à Athènes le 22 octobre, après avoir passé quelques mois dans un hôpital londonien pour y subir une opération du cœur. Avant le remaniement gouvernemental du 16 novembre, qui était censé changer le cours des événements à son avantage, il avait demandé l'avis de plusieurs person-

nalités importantes du PASOK. Celles-ci lui avaient conseillé de se séparer de tous les ministres dont les noms avaient été cités dans la presse en liaison avec l'affaire Koskotas, de donner un « nouveau visage » au PASOK afin de surmonter la très grave crise morale actuelle. Il faut rechercher la vérité, lui a-t-on dit en substance, car l'opinion demande la vérité.

Comme souvent, le « chef » a d'abord approuvé cette stratégie pour faire exactement le contraire quelques jours plus tard et se replier sur la vieille garde fidèle, impliquée ou non dans les malversations. Plusieurs hommes pressentis pour redorer le blason de l'équipe gouvernementale ont choisi, pour des raisons compréhensibles, de rester à l'écart de cette équipe. Au sein du PASOK, les divisions ne se manifestent plus aujourd'hui entre aile droite et aile gauche de la « purification » et ceux qui sont décidés à défendre coûte que coûte ce qui paraît de moins en moins défendable.

M. Agamemnon Koutsyorgas, le ministre de la présidence du conseil et l'homme fort du cabinet actuellement, admet que toutes les rumeurs qui ont circulé ces derniers mois ont ébranlé le gouvernement, mais que celui-ci a montré sa détermination à aller « au fond des choses » en ordonnant les opérations de contrôle de la banque centrale et en nommant une commission d'enquête parlementaire. Il oublie de dire que ces deux investigations ont démarré bien tardivement et sous les pressions de l'opposition. Et lorsqu'il nous déclare qu'il est « inconcevable et ridicule » de penser que des personnalités du pouvoir puissent être mêlées à l'affaire Koskotas, il fait rire la plupart des Grecs. Mais la tactique est évidente : la meilleure façon de se défendre est d'attaquer.

#### « Mimi »

L'autorité de M. Papandréou est sérieusement ébranlée. C'est, dit-on, la fin de la monarchie absolue au sein du PASOK qui dégringole dans les sondages. Car au scandale Koskotas s'ajoutent aussi les péripéties de la vie privée du premier ministre

qui s'affiche d'une façon jugée choquante par beaucoup de Grecs, compte tenu du déroulé politique actuel, dans les night-clubs des environs d'Athènes, au Mythe notamment, avec son amie Mimi, l'hôtesse de l'air Dimitra Liani, dont l'entourage, murmure-t-on aussi, ne serait pas des plus recommandables. L'opinion publique, dans ces affaires de cœur, penche en faveur de Margaret, l'épouse répudiée. La situation est malsaine et dans les rangs de l'opposition de droite, la Nouvelle démocratie, on fait remarquer non sans raison que la crise présente pourrait menacer le système démocratique si la Grèce n'était pas membre de la Communauté européenne. Certains officiers pourraient être tentés de remettre de l'ordre à leur manière dans le pays.

On voit mal aujourd'hui comment les socialistes pourraient ne pas perdre les législatives prévues pour le 18 juin de l'année prochaine. Un éventuel coup de théâtre, dont M. Papandréou a longtemps eu le secret pour retourner la situation en sa faveur, n'aurait plus cette fois l'effet escompté. Tel est le sentiment général à Athènes. La tactique est trop usée même si certains continuent à prétendre que « Papandréou n'a pas dit son dernier mot ». Le PASOK s'effrite, sur sa droite et sur sa gauche. Plusieurs personnalités de haut rang refusent ou hésitent à entrer au bureau exécutif du parti qui doit être élu prochainement. Des ministres ont démissionné ou ont été congédiés parce qu'ils ne partageaient pas les vues du chef. Derniers en date : MM. Tzoumakas et Kastanidis, ministre adjoint et secrétaire d'Etat à l'éducation, qui réclamaient un « assainissement » de la situation politique. La Nouvelle démocratie a les meilleures chances de s'installer en 1989 au pouvoir. En tout cas, pas ses faux pas et ses compromissions, le gouvernement en place lui prépare ou ne peut mieux le terrain. Lorsqu'ils se rendent aux urnes, les Grecs voteront davantage « contre » que « pour ». Tout porte à croire que dans quelques mois ils diront non à Papandréou et au PASOK.

ALAIN DEBOVE.

### A TRAVERS LE MONDE

#### Afghanistan

Echange de prisonniers entre la résistance et Moscou

La deuxième rencontre entre Soviétiques et résistants afghans (le Monde du 30 novembre) aura lieu dans « quelques jours » en Arabie Saoudite ou à Paris, ont indiqué, mardi 30 novembre, des représentants de l'Alliance des moudjahidins à Peshawar (Pakistan). De source diplomatique à Islamabad, où sont arrivés mardi deux hauts fonctionnaires américains (MM. Richard Armitage et Richard Murphy, respectivement secrétaire adjoint à la défense et secrétaire d'Etat adjoint), on note que cette rencontre interviendra, le cas échéant, alors que des pressions se font sentir sur toutes les parties pour qu'elles négocient.

Depuis une dizaine de jours, les résistants ont pratiquement cessé de prendre pour cibles les villes du pays, encore qu'une explosion ait fait de nombreux blessés, mardi, à l'université de Kaboul. De même, les camps de résistants au Pakistan, situés à proximité de la frontière afghane, n'ont plus essuyé de bombardements ces derniers jours.

Entre-temps, la résistance a annoncé avoir négocié avec Moscou la libération de quatre prisonniers soviétiques en échange de cent résistants. Enfin, un cousin du président Najibullah a annoncé, mardi à New-Delhi, qu'il avait rejoint les rangs de la résistance. M. Mohammed Gul était général de brigade du khâd, la police secrète de Kaboul. — (AFP, Reuter.)

● Cinq Iraniens expulsés de Turquie. — Dans un communiqué rendu public à Paris, la Ligue irannienne des droits de l'homme dénonce les mesures d'expulsion prises par les autorités turques à l'encontre de cinq Iraniens demandeurs d'asile en Turquie. Ces derniers arrêtés devant le siège du Haut Commissariat aux réfugiés d'Ankara ont été transférés dans un premier temps vers la ville d'Agri pour être, par la suite, « confiés » aux autorités iranniennes dans la ville frontalière de Dogobayazid.

#### Etats-Unis

M. George Mitchell, chef de file des démocrates au Sénat

M. George Mitchell a été élu, le mardi 29 novembre, chef de la majorité du Sénat américain par les cinquante-cinq démocrates, il remplacera M. Robert Byrd, sénateur de Virginie occidentale, âgé de soixante et onze ans. Elu du Maine, considéré comme un politicien libéral, un législateur habile et un porte-parole éloquent de son parti, M. Mitchell avait été désigné président de la commission électorale démocrate en 1986. Sa personnalité est devenue éminente depuis que les démocrates ont repris la majorité au Sénat lors des élections de « mid term » de novembre 1986. Agé de cinquante-cinq ans, ancien procureur fédéral, il était entré au Sénat en 1980 pour y remplacer son « mentor », M. Edmund Muskie, devenu secrétaire d'Etat. Il avait été élu en 1982, puis réélu le 8 novembre dernier.

Le chef de file de la majorité organise l'ordre du jour du Sénat et contrôle le choix des projets ou propositions de loi à débattre. Son rôle est surtout considérable lorsque la majorité est détenue par le parti opposé à celui du président, comme c'est le cas actuellement, et le demeurera avec l'entrée en fonction de M. George Bush.

De leur côté, les quarante-cinq sénateurs formant la minorité républicaine ont réélu comme leur leader M. Robert Dole, sénateur du Kansas et candidat malheureux à l'investiture républicaine face à M. Bush. — (AFP.)

● BIRMANE : un train saute sur une mine : 26 morts. — Vingt-six personnes ont été tuées et vingt autres blessées, mardi 29 novembre, lorsqu'un train de passagers a sauté sur une mine, dans le sud-est de la Birmanie, a annoncé Radio-Rangoon. Le train assurait la liaison entre Ye et Moulmein et a sauté sur une mine dans l'Etat mon. Une dizaine d'insurgés mon ont ouvert le feu sur le train après l'explosion, a ajouté la radio. Les forces de sécurité, à bord du convoi, ont riposté et les assaillants ont pris la fuite. — (AFP.)



## FONCTIONNAIRES

### Nos régimes de prévoyance répondent à vos questions

Fonctionnaires, depuis 20 ans, nous avons la même casquette que vous.

Organisme sans but lucratif créé par des fonctionnaires pour les fonctionnaires et leur famille, la PRÉFON est en relation étroite avec le monde de la fonction publique.

Elle connaît ses besoins et évolue avec elle.

La PRÉFON vous propose 3 régimes exclusifs répondant à vos principales préoccupations en matière de prévoyance.

**PRÉFON-Retraite :**  
Indispensable complément de retraite qui bénéficie

de la déduction fiscale intégrale des cotisations et assure une revalorisation élevée du point de retraite : 8,4% par an en moyenne sur les 5 dernières années.

**PRÉFON-Décès :**  
Une assurance décès ou invalidité avec des primes exceptionnellement basses et des conditions de souscription très souples.

**PRÉFON-Épargne :**  
Une épargne à haute rentabilité, disponible avec des intérêts nets d'impôts (sous réserve des conditions réglementaires de durée du contrat) et un capital exonéré des droits de succession.

## PRÉFON LA PREVOYANCE DES FONCTIONNAIRES

95, rue de Courcelles 75017 Paris - Tél. : 42 27 51 84

Information sur simple demande

هكذا من الأصل

شكرا من الأصل

# Proche-Orient

## Après le refus de visa à M. Arafat

### A Washington, les critiques se font jour contre M. Shultz

WASHINGTON de notre correspondant

La tempête de critiques soulevée dans le monde par l'attitude américaine à l'égard de M. Arafat commence à susciter un certain écho aux Etats-Unis mêmes. Certes, il est tout à fait hors de question que Washington revienne sur la décision prise par le secrétaire d'Etat George Shultz; le porte-parole de la Maison Blanche a encore déclaré, mardi 29 novembre, que le président Reagan « restera persuadé » que son secrétaire d'Etat avait pris une bonne décision.

### Opération d'urgence de l'UNICEF en faveur des enfants d'Irak et d'Irak

Au terme d'une mission d'information à Téhéran et à Bagdad, M. James Grant, directeur général de l'UNICEF, a lancé mardi 29 novembre, à Paris, un appel en faveur des enfants d'Irak et d'Irak. Une somme de 6 millions de francs à l'échelle et déjà été débouchée de la réserve d'urgence de l'UNICEF et les premiers convois - matériels sanitaires, trousses pour sages-femmes, chaînes de froid pour la conservation des vaccins, stéthoscopes, etc., doivent arriver dans les deux capitales au cours des semaines prochaines. Ce sera la première phase de l'opération, car l'UNICEF a décidé de faire appel à la solidarité internationale en s'adressant à divers pays. La Suède et l'Italie ont d'ores et déjà promis une aide importante. L'organisation a sollicité de la France une contribution de près de 12 millions de francs.

des réactions internationales commencent à susciter une certaine gêne, le sentiment qu'une erreur a été commise, au moins sur le plan tactique, par M. Shultz.

En termes plus acrimonieux, mais aussi plus amers, le *New York Times* craint que le refus n'ait obtenu un effet inverse à celui qui était recherché: « Arafat, magnifié », écrit en titre de son éditorial le quotidien new-yorkais, qui avait commenté avec une extrême hostilité les résultats du Conseil palestinien d'Alger. Le commentateur de la chaîne NBC, John Chancellor, estime lui aussi que M. Shultz a involontairement permis à M. Arafat de réaliser une excellente « opération de relations publiques », avant d'ajouter, à propos du refus de l'ONU hors de New-York: « Si Mahomet ne vient pas à la montagne, la montagne ira à Mahomet. »

**Faux pas**  
Le ton de ces commentaires reste, dans bien des cas, celui qui est en usage aux Etats-Unis quand il s'agit de l'OLP en particulier. Mais, de l'avis de la plupart des éditorialistes, M. Shultz, sans doute poussé par des sentiments personnels, a commis un faux pas qui ne pourra que compliquer la tâche de la prochaine administration. L'entourage de M. Bush commencent d'ailleurs à faire connaître discrètement son désaccord. Officiellement, le président élu approuve « loyalement » la position de l'administration. Mais, en privé, certains de ses proches font valoir qu'il aurait mieux valu laisser M. Arafat venir à New-York, guette à limiter son séjour à un aller et retour entre l'aéroport et la salle de l'Assemblée générale de l'ONU.

JAN KRAUZE.

### L'Assemblée générale de l'ONU pourrait entendre le chef de l'OLP à Genève à la mi-décembre

NEW-YORK (Nations unies) de notre correspondant

Alors que l'Assemblée générale de l'ONU repoussait, mardi 29 novembre, à la demande du groupe arabe, la discussion sur le problème palestinien inscrit à l'ordre du jour pour jeudi, la commission juridique, pour sa part, adoptait un projet de résolution critiquant le gouvernement américain d'avoir refusé le visa d'entrée au chef de l'OLP. Alors que la première décision était d'ordre technique - M. Arafat doit intervenir à l'ouverture du débat sur la question palestinienne, - la seconde aura des conséquences plus importantes, car elle constitue la base politique pour la convocation d'une réunion hors du siège. Ensemble, ces deux décisions ouvrent la voie au processus de transfert des débats vers le centre des Nations unies à Genève.

Adoptée par 121 voix contre deux - celles des Etats-Unis et d'Israël - et une abstention, celle de la Grande-Bretagne, la résolution critiquant l'attitude américaine « affirme le droit de l'OLP de désigner librement les membres de sa délégation aux travaux de l'Assemblée générale; estime que la décision du gouvernement américain de refuser le visa d'entrée au chef de l'OLP constitue une violation des obligations juridiques du pays hôte; déplore que le pays hôte n'ait pas approuvé l'octroi du visa d'entrée à M. Arafat et demande respectueusement les dispositions de l'accord relatif au siège et de reconsidérer et de rapporter sa décision ».

Tout en exprimant des réserves à propos de certaines formulations, tous les autres pays occidentaux ont

voqué le texte proposé par le groupe arabe de l'Assemblée, infligeant ainsi un désaveu important à leur principal allié. La Grande-Bretagne, dont l'abstention a été officiellement motivée par un désaccord sur le langage - (« Si les Etats-Unis sont tenus de respecter l'ONU, il en va de même pour cette dernière, qui doit respecter le pays hôte », a déclaré le représentant britannique), - a néanmoins précisé que « l'octroi du visa d'entrée à M. Arafat était une obligation pour le gouvernement des Etats-Unis » et que Londres « regrettait le refus opposé par le département d'Etat ».

Le représentant américain a prouvé, lors de la réunion de la commission juridique, à une longue explication de la position de Washington, insistando, d'une part, sur la rareté des refus de visa et, d'autre part, sur l'obligation de chaque gouvernement d'assurer le respect des lois internationales. Tentant d'impliquer les Nations unies, le représentant américain a affirmé que celles-ci auraient discrètement soutenu des décisions semblables prises dans le passé.

### Un « forum approprié »

Pendant ce temps, à Washington, le secrétaire d'Etat George Shultz refusait de revenir sur sa décision, rappelant les dangers du terrorisme.

Cependant, ces dangers ne semblent pas aussi menaçants dans le cas de l'un des proches collaborateurs de M. Arafat, le chef du département politique de l'OLP, M. Farouk Kaddoumi, qui pourrait, lui aussi, être accusé, comme l'est M. Arafat par les Américains, d'avoir le contrôle décisif d'une

organisation dont certains membres se livrent à des actes de terrorisme. De même, le frère du chef de l'OLP, M. Fathi Arafat, responsable du Croissant rouge, n'a trouvé aucune difficulté sur la voie de New-York, où il se trouve actuellement.

Le président de l'Assemblée générale, M. Dante Caputo (Argentine), a affirmé que l'ONU « trouverait un forum approprié pour que M. Arafat puisse exprimer le point de vue de son organisation ». Selon des sources arabes, la plénière de l'Assemblée pourrait décider « très rapidement » de la tenue d'une session spéciale à Genève, du 13 au 16 décembre. Il sera nécessaire de recueillir encore l'avis de la commission budgétaire, étant donné que le transfert de la session coûterait plusieurs centaines de milliers de dollars à une organisation sans cesse en proie à des difficultés financières.

L'on assure à l'ONU que seules vingt personnes du secrétariat seraient déplacées aux frais de l'organisation, étant donné que celle-ci dispose à Genève de l'ensemble des infrastructures nécessaires à la convocation d'une conférence de ce type. A cela s'ajoutent les frais de déplacement de deux diplomates pour chaque des pays classés dans le groupe des « pays les moins avancés » (environ trente Etats), les transports de documents et les frais de télécommunications. Une fois le moment de la facture défini, la plénière pourrait prendre une décision définitive dès le début de la semaine prochaine - cela d'autant plus aisément que certains pays arabes ont déjà discrètement fait savoir qu'ils étaient prêts à contribuer aux dépenses engagées par le transfert des débats.

CHARLES LESCAUT.

# Afrique

## Le Tchad au risque de la paix

### Le président Hissène Habré devra savoir résister aux tentations du pouvoir absolu

Deux avions de combat libyens Mig-23 ont volé, mardi 29 novembre, l'espace aérien tchadien en survolant à deux reprises la localité d'Oum, dans le Tibesti - au sud-ouest de la Libye - le 11 septembre 1987. A l'annonce dans un communiqué l'ambassade du Tchad à Paris.

N'DJAMENA de notre envoyé spécial

Tout est arrivé en même temps dans ce pays largé par les dieux depuis deux décennies : la paix avec l'insaisissable colonel Kadafi et la grande crue du Chari attendue depuis bientôt quinze ans.

Certes, ainsi, le président Hissène Habré, méditant par expérience à l'égard de l'autocrate libyen, ne considère la guerre comme affaire classée que lorsque les quelques deux mille soldats (onze mille si on prend en compte ceux qui campent près de la frontière) de la Jamahiriya - l'Etat des masses - auront quitté les 114 000 kilomètres carrés de la bande d'Aouzou qu'ils occupent indûment depuis 1972.

Certes, aussi, les débordements du Chari et de son affluent le Logone, qui marient leurs eaux fécondantes devant N'Djamena, n'ont pas eu que des avantages, n'ayant notamment des villages installés dans des zones où on avait cru qu'ils étaient insaisissables. Mais l'heure est à l'optimisme parmi le peuple tchadien qui, plein d'alacrité, plante des légumes dans le limon à mesure que se retire la crue, et qui croit à la paix - extérieure et également intérieure.

Car comment oublier, devant les maisons encore noircies de la capitale, que cette contrée, Liban africain, envahie par une armée étrangère, se divisait naguère en onze factions dont sept armées? Que la nation vagit encore, dans cet espace quasi vide de 1 280 000 kilomètres carrés où moins de cinq millions de personnes se partagent entre cent vingt-cinq langues, sans compter les indispensables véhicules

que sont le français et l'arabe, et entre quatre religions rivales sous le vernis de la cohabitation : islamisme groupant sans doute une bonne moitié de la population, animisme, catholicisme, protestantisme?

Pour le moment on oublie tout cela dans l'émotion unanime nationale que génèrent, l'an passé, les victoires d'Ouadi-Doum ou de Faya-Largeau, remportées, sans aide française directe, par la légère armée tchadienne sur les forces libyennes suréquipées. On réhabilite : des cases un peu partout, des écoles à Faya-Largeau, une présidence à N'Djamena ont été reconstruits, la première en 1980, désormais pourvue d'un nouveau toit, et, signe des temps, d'un nouveau nom : Notre-Dame-de-la-Paix.

La protection de la Vierge suffit-elle pour que perdure le bon climat sociopolitique actuel et qu'il soit mis à profit en matière économique et sociale?

A défaut d'être pleinement populaire, n'est-ce pas le régime de l'islamisme, et surtout, la première fois depuis le début de la guerre du Golfe, à reliait directement Téhéran et Bagdad. Il a noté que tout au long du conflit, les deux pays ont fait preuve d'un engagement impressionnant en faveur du maintien des services de santé de base dans les zones non affectées par la guerre.

Quant au pluralisme politique, « il n'est plus possible à présent, car il serait synonyme de désordre, mais la libre expression des opinions doit être

assurée », plaide encore l'ancien chef du Mouvement révolutionnaire du peuple tchadien, fondé en 1983 et « volontairement intégré », cette année, dans l'Union nationale pour l'indépendance et la révolution (UNIR), parti unique attrape-tout organisé - sous la direction intrépide du président victorieux - comme chantent les jeunes militants.

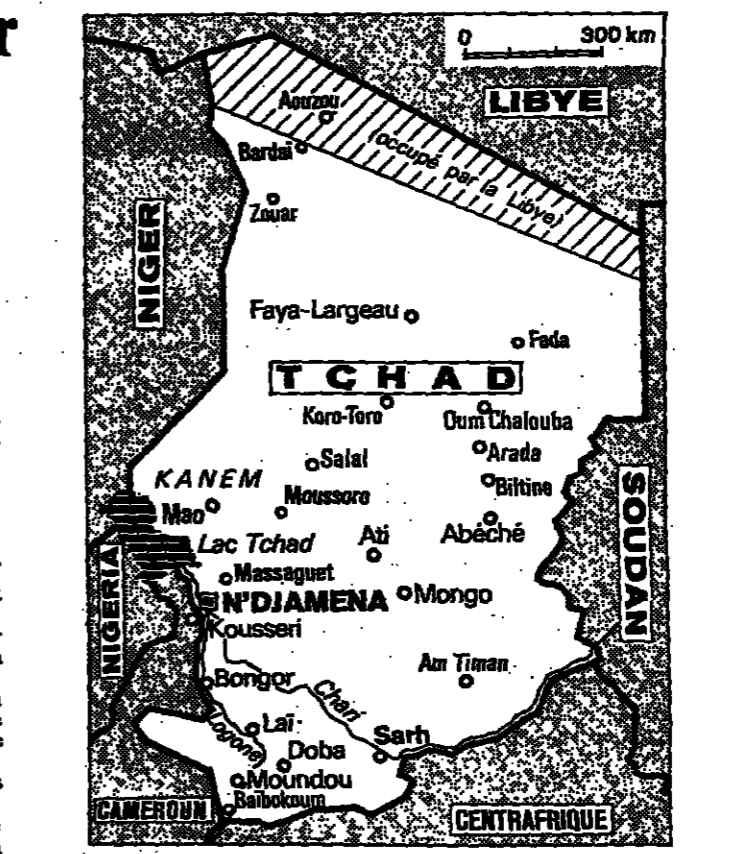
**Islamisation et « goralisation »**  
Plus que l'islamisation complète de la patrie, redoutée par tant de libérés, ce qui ne peut pas oublier que leurs grands-parents, au début de ce siècle encore, étaient périodiquement victimes de cavaliers musulmans esclavagistes, c'est la « goralisation » - des centres de décision qui semble plutôt guetter le régime. Il est admis que la Constitution qu'on est en train d'écrire, en quelque sorte « naturelle », qu'en toute bonne conscience, exercé sur lui ses yeux?

Outre la crânie dynamique de paix, l'autre constatation qui saute aux yeux dans cette contrée ravagée de destructions, jamais dotée d'infrastructures modernes (pratiquement pas de voies revêtues, point de chemins de fer), comptant quelque 75 % d'illettrés (la plupart des écoles vaquent de 1979 à 1983), consacrant plus de la moitié de son budget à ses trente-cinq mille militaires, figurant, enfin, parmi les quarante nations les plus pauvres du globe, l'autre constatation, c'est la relative prospérité du pays et ses assez nombreuses potentialités agricoles.

**4000 kilomètres de routes**  
Contrairement à l'Ethiopie ou au Soudan proches, on ne meurt pas de faim au Tchad, même si les conditions de vie de 90 % des habitants restent extrêmement modestes et précaires. Une centaine de médicaments pour cinq millions d'habitants! Autant dire que l'autenne chirurgicale gratuite (onze personnes, dont deux chirurgiens militaires) installée à N'Djamena dans le cadre de l'opération « Epervier » d'appui aérien, par l'armée française (le Monde du 16 novembre), ne

chôme pas, d'autant plus qu'aux interventions « normales » s'ajoutent les « réparations » nécessaires après certaines opérations de chirurgiens locaux formés à la va-vite en Union soviétique.

Dans la cour du ministère du plan et de la coopération, on étève des positions. Le maître des lieux, M. Mahamat Soumaila, un jeune musulman non gorane, n'a pourtant rien d'un « artisan ». Avec une clarté et un réalisme rares dans le Tiers-Monde, il expose son actif et ses projets : « En 1988, plus de 90 % des 80 milliards de francs CFA (1,6 milliard de francs français) de nos investissements, soit l'équivalent de notre dette extérieure, proviennent de l'aide extérieure essentiellement occidentale. Au cours de notre nouveau plan, à partir de 1989, nous essaierons d'augmenter un peu la part tchadienne du financement, mais les concours étrangers resteront très largement majoritaires. Les priorités, précise le ministre, iront, par ordre, aux communications (4000 kilomètres de routes), au renforcement de l'autosuffisance alimentaire, à la diversification agricole, à la lutte contre la désertification et à la protection de l'environnement, à



laquelle tient tout particulièrement le président.

Les soldats libyens ou même tchadiens hier, les braconniers de tout bord aujourd'hui - aux armes de guerre s'il le faut - ont porté de sévères coups à la foisonnante faune tchadienne, réduits à néant, par exemple, son troupeau d'un million de rhinocéros.

Il n'est pas futile, dans une perspective éco-touristique à moyen terme, de chercher à sauvegarder un patrimoine naturel - les centaines d'espèces ailées et les éléphants du lac Tchad, entre autres - quand on sait que, dans une génération, bien peu de pays au monde, au train où vont les choses, auront encore une nature. Si le Tchad protège et exploite la sieste, et parallèlement ne gère pas trop mal ses affaires politiques et rurales, et si la Libye lui fiche définitivement la paix - cela fait beaucoup de « si », évidemment - il sera peut-être alors une nation « riche ».

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

# Politique

## Les conflits sociaux au centre du débat entre l'opposition, le PC et le pouvoir

### Gouverner en silence

M. Michel Rocard gouverne. Il estime que le premier ministre, confronté à un conflit social, doit agir d'abord et parler ensuite. L'échec de sa tentative lors de la grève des infirmières, le mois dernier, a pu le convaincre de ne plus chercher à être au four et au moulin : dans son bureau, donnant des instructions aux ministres concernés, et à la télévision, expliquant aux Français ce qui se passe. Il n'y viendra donc que plus tard mais devait répondre, mercredi après-midi, aux interpellations des députés. La nouvelle « méthode Rocard » ressemble à celle qu'avait suivie M. Jacques Chirac, il y a deux ans, lors de la grève des cheminots, se tenant au poste de commandement et limitant son expression publique.

A l'époque, M. François Mitterrand avait reçu à Brégnançon les représentants des grévistes. Aujourd'hui, le président de la République défend le

droit de grève des employés du RER, mais il les met en garde contre l'abus de ce droit. Où commence et où finit la grève « bouchon » ? C'est affaire de rapport de forces. Le Parti socialiste est censé, lui, connaître la réponse : M. Pierre Mauroy, proposé au bras-de-façon avec les communistes, a vertement dénoncé les « méthodes inacceptables » mises en œuvre par la CGT (qu'il n'a pas nommée) et félicité le gouvernement d'assurer le « respect du service public ».

Il y a deux ans, le RPR appelait les voyageurs privés de SNCF à manifester contre les grévistes. Aujourd'hui, le PS prend le parti des usagers. On est le parti du gouvernement ou on ne l'est pas...

ranne, mais, le soir, il accueille M. Mitterrand au dîner organisé par SOS-Racisme pour financer sa campagne en faveur du droit de vote des immigrés. Le PS ne veut pas en entendre parler. Le président de la République apporte sa contribution à l'organisation antiraciste. Tiens ?

Aux salariés, M. Mitterrand a promis que, dans les trois ans qui viennent, le gouvernement aura les moyens de « redistribuer » les fruits de la croissance. « Nous ne pouvons pas tout, tout de suite », a expliqué, mercredi matin, M. Jean Poperey, ce qui confirme qu'une porte peut ne pas être vraiment ouverte sans être fermée pour autant.

PATRICK JARREAU.

### La motion de censure proposée par le RPR provoque les réticences des centristes

Devant la dégradation de la situation sociale dans plusieurs secteurs publics et face au blocage persistant d'une partie des transports de la région parisienne, le RPR a décidé, mardi 29 novembre, d'utiliser la seule arme constitutionnelle qui soit à la disposition de l'opposition : la motion de censure contre le gouvernement. Le mouvement que préside M. Chirac estime que les conflits qui se déroulent sporadiquement depuis plusieurs semaines « entament la crédibilité du gouvernement » et viennent du fait que M. Rocard ne dispose pas au Parlement d'une majorité cohérente stable et suffisante.

Le bureau du groupe RPR, réuni mardi matin - après avoir souhaité à M. Chirac, le 29 novembre 1982, un bon anniversaire, - a donc approuvé la proposition de M. Philippe Séguin, relayée par M. Alain Juppé et soutenue par M. Chirac, de déposer une motion de censure.

Le député des Vosges jouait sévèrement l'action du gouvernement et estimait que l'absence de majorité absolue faisait de M. Rocard « le pire des premiers ministres de la V<sup>e</sup> République, bien que ses capacités ne soient pas en cause », tandis que M. Chirac affirmait à son tour que « le gouvernement ne gouverne plus grand-chose ».

Déjà, en 1981, le maire d'Epinal avait été l'initiateur de la première motion de censure de l'opposition déposée alors contre le gouvernement de M. Pierre Mauroy. De nouveau dans la minorité, le RPR veut ainsi, une fois encore, être le premier à prendre date. A quarante-trois reprises sous la V<sup>e</sup> République, avant 1981, les socialistes avaient déposé de telles motions contre les gouvernements successifs.

M. Pons, président du groupe, estime que le gouvernement « recherche depuis six mois un consensus introuvable » et vit « dans l'ambiguïté ». « L'ambiguïté de l'ouverture et l'ambiguïté du consensus », précise M. Juppé. Cette situation révélerait donc « une crise politique profonde », comme l'a assuré M. Chirac tandis que M. Pons affirmait que « la chénilite s'installait partout ». Et le président du groupe a lancé au premier ministre : « Cessez ce petit jeu. Nous savons bien que les communistes et les socialistes finiront par s'entendre pour les municipales. Ne prenez pas les usagers en otage pour les préparer ».

barre maintenant qu'il a durci le ton.

Quant à M. Mébaignerie, il devait interroger le premier ministre mercredi à l'Assemblée nationale sur les conflits sociaux. Des explications attendues, remarquait-il, dépendraient l'attitude du groupe de l'UDC à l'égard du projet de motion de censure. Le président du CDS remet donc à M. Rocard le soin de répondre à sa place lorsqu'il dit : « Le gouvernement doit choisir entre ses soucis électoraux avec le PC et la solution des problèmes du pays ».

#### Résolution et cohérence

En conséquence le RPR qui, en réunion plénière de son groupe, avait approuvé à l'unanimité - hormis M. Julia, élu de Seine-et-Marne, qui avait quitté la salle sans exprimer son désaccord - le principe d'une motion de censure ne se faisait guère d'illusion sur le soutien de ses alliés.

Qu'à cela ne tienne ! Le RPR est prêt à s'accommoder de la défection des deux autres groupes de l'opposition dont M. Pons assure qu'il ne s'agit nullement de les « mettre dans l'embarras ». Les amis de M. Chirac, quel que soit le destin de leur motion de censure, se

félicitaient par avance - mais en privé - d'avoir par ce moyen atteint leurs objectifs, c'est-à-dire d'avoir obtenu au moins deux clarifications relatives :

- Démontrer à l'opinion que le RPR est, de tous les groupes de l'opposition, le plus constant et le plus résolu dans sa critique de l'action du gouvernement puisqu'il s'oppose franchement à ses choix politiques les plus importants depuis six mois.
- Montrer également qu'il est - à la différence des autres et malgré les apparences - le plus cohérent puisque M. Philippe Séguin, réputé être le leader des « renouveaux », est le copartout, avec les responsables officiels du mouvement, de cette idée de motion de censure.

Enfin, le parti de M. Chirac, en utilisant ce moyen constitutionnel qui s'offre à lui, veut prouver qu'il est prêt à tout moment à « rebondir », qu'il est assez vigilant pour saisir toutes les opportunités de se compter en leader de l'opposition et que son président n'est pas résigné à prolonger indéfiniment sa « traversée du désert ». Cette démonstration serait toutefois plus probante si le RPR réussissait à entraîner dans son sillage les deux autres groupes de la droite.

ANDRÉ PASSERON.

### Les députés socialistes affirment leur solidarité avec M. Rocard

« Il n'est pas besoin de consignes pour être solidaire avec le gouvernement : même les francs-tireurs les plus espérés les sont. » Ainsi s'exprimait M. Jean Poperey, dans les couloirs de l'Assemblée nationale, mardi 29 novembre, à la sortie de la réunion hebdomadaire du groupe socialiste. Le ministre des relations avec le Parlement pensait-il, en disant cela, à l'un des bouillants « jeunes Turcs » du groupe, M. Julien Dray ?

Quelques instants plus tôt, le député socialiste de l'Essonne s'était vu, une nouvelle fois, rappeler aux vertus de la mesure dans la critique de la gestion gouvernementale des conflits sociaux. Devant ses pairs, M. Dray s'était interrogé à nouveau sur la façon dont le gouvernement s'attaquait à la résolution de ces conflits. Il avait également mis en garde ceux qui auraient une trop grande propension à voir la main du PC derrière tous les mouvements de grève. Il semble que sur ce point il n'ait eu guère de mal à convaincre ses amis.

Les députés socialistes sont bien conscients de se trouver aujourd'hui sur la « voie étroite », comme le souligne M. Louis Mermaz, le président du groupe. Sauf à tomber dans le piège tendu notamment par M. Charles Pasqua, le Parti socialiste ne peut pas systématiquement accuser le PC, via la CGT, d'être à

l'origine des mouvements de grève sans risquer de caricaturer la situation en réduisant à un affrontement PS-PC sur fond d'élections municipales, tout en se mettant à dos les travailleurs qui estiment lutter pour de justes revendications.

« Il faut éviter de faire un amalgame systématique entre ce qui se passe et l'action du PC, même si l'on sait que la CGT a une influence directe ici ou là dans la stimulation de certains mouvements », estime ce cacique du groupe socialiste.

Les députés socialistes se sont donc retrouvés sans peine, même si les états d'âme n'étaient pas absents, sur la ligne qui consiste donc à mettre en exergue ponctuellement les dérapages de la CGT, sans pour autant tomber dans des attaques ad hominem qui pourraient avoir de lourdes retombées sur les municipales. Vis-à-vis du gouvernement, le mot d'ordre est la solidarité sans faille.

#### Ne pas verser dans le Jules Moch

Le premier secrétaire du PS, M. Pierre Mauroy, qui était présent, a invité chacun à s'y tenir. Il n'y a pas à se demander si le gouvernement a raison ou non, a-t-il expliqué en substance. Il s'agit donc de serrer les rangs dans la bourrasque et de mettre dans sa poche les éventuelles remises en cause. « Nous tirons tous dans le même sens ! », proclame hautement M. Louis Mermaz.

L'attitude de fermeté du gouvernement (notamment celle du ministre des transports, M. Delebarre) a été bien admise. « à condition que l'on ne verse pas dans le Jules Moch », allusion aux graves troubles sociaux de 1947 réprimés par le ministre socialiste de l'intérieur de l'époque.

« Le gouvernement est ouvert au dialogue social. Il l'a prouvé en faisant plusieurs propositions, mais cela n'exclut pas la fermeté quand elle est nécessaire », estime M. Mermaz. « Il faut savoir arrêter une grève », ajoute M. François Hollande (PS, Corrèze). « Il est tout à fait normal que le gouvernement prenne des décisions allant dans le sens de la libre circulation. Le recours aux camions de l'armée était indispensable pour permettre aux banlieusards de circuler normalement ».

Ce point de vue était partagé par nombre de députés socialistes, même si tous s'accordaient à dire que les choses ne pouvaient durer ainsi éternellement. Selon M<sup>me</sup> Denise Cacheux (PS, Nord), le groupe socialiste était un peu « comme une chaire sur un toit brûlant » : « Dans nos permanences, nous sommes assaillis par des personnes qui viennent nous dire que cela ne peut plus durer, qu'il faut assurer la continuité du service public ».

M. Sanmarco a, à plusieurs reprises, reproché au gouvernement d'avoir pu laisser passer les accusations de « magouilles » et « d'irresponsabilité » à propos de M. Pezet et de ses amis marseillais.

M. Poperey a fait valoir qu'il était inopportun de poursuivre un bras de fer gouvernement-PS. M. Mauroy a présenté un historique de l'affaire, mettant en relief les hésitations du gouvernement et, en revanche, la détermination du groupe socialiste et du bureau exécutif. M. Mermaz a suscité l'hilarité en précisant que les amendements Pezet seraient repris ultérieurement... Chacun a toutefois admis que la sagesse commandait de remettre cette pomme de discorde au congélateur.

Certains membres du gouvernement ne cachaient pas toutefois, ces derniers jours, que la version présentée par M. Pierre Mauroy ne collait pas exactement à la réalité et que l'Elysée avait fait savoir très tôt qu'il était hostile aux amendements sur Marseille : « Ce n'est pas la peine à se prévaloir d'un fil direct de ne pas avoir vu le feu rouge », expliquait un ministre, qui affirmait que le PS a cherché ni plus ni moins à passer outre l'hostilité de François Mitterrand et du gouvernement.

« C'est de la malhonnêteté intellectuelle que de dire le contraire », ajoutait-il. « Cette affaire laissera des traces », insistait un député socialiste, en guise de conclusion. Il n'était pas le seul, mardi, à penser que l'affaire des amendements de Marseille ferait surface un jour ou l'autre.

#### Lâcher du lest sur la question des loyers

Compte tenu de ces tensions, le gouvernement pourrait être amené à lâcher un peu de lest sur la question des loyers, qui préoccupe vivement les élus socialistes. Rien de définitif n'a encore été décidé, mais, mardi matin, une réunion a eu lieu à l'Assemblée nationale, en présence de M. Maurice Faure, ministre du logement, avec le président du groupe socialiste, M. Mermaz, et les députés spécialistes de cette question, notamment M. Guy Malandain (PS, Yvelines), afin d'examiner les conditions d'une révision de la loi Méhaignerie.

Le groupe socialiste souhaite, en effet, amender cette loi jeudi 1<sup>er</sup> décembre, lors de la discussion du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (DMOS), de façon à préciser que l'augmentation annuelle des loyers ne pourra pas dépasser l'indice du coût de la construction (ICC) affecté d'un coefficient multiplicateur fixé par décret du gouvernement. M. Faure semble souhaiter pour sa part une politique moins brutale, fondée sur des contrats de modulation négociés avec les investisseurs institutionnels, qui possèdent un important parc immobilier, et de gestionnaires. Une nouvelle réunion a eu lieu mercredi matin à Matignon sur cette question. Le gouvernement pourrait proposer notamment que l'étalement de la hausse des loyers se fasse sur six ans et non plus sur trois ans seulement.

PIERRE SERVENT.

● Accord entre socialistes pour la présidence de la région Nord-Pas-de-Calais. — La fédération socialiste du Nord a annoncé, mardi 29 novembre, à Lille, qu'une solution avait été trouvée au conflit qui a éclaté au sein du conseil régional Nord-Pas-de-Calais sur l'alternance à la présidence de cette assemblée (Le Monde du 29 novembre). Le premier secrétaire de la fédération nordiste, M. Bernard Roman, a indiqué que M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS, a rendu son arbitrage : « Une date d'alternance a été trouvée. L'important est que tout soit en ordre ».

INTERPRÉTEZ VOS AFFAIRES AVEC BRIO...

... ET TRIOMPHEZ À L'ENTRÉE.

AN PROGRAMMES

Le Prélude Inter-Continental - pour le saison d'hiver, les tarifs sont en mode minceur.

Cet hiver, vous pouvez donner à vos voyages d'affaires toute l'élégance, l'agrément et le luxe du service d'un hôtel de classe mondiale. Du 1<sup>er</sup> Décembre au 28 Février, les Hôtels Inter-Continental et Forum vous invitent au tarif spécial d'hiver. Comme point d'orgue à votre séjour, si vous descendez à nos hôtels pour deux nuits ou plus, nous vous offrons en souvenir un très joli cadeau.

Et un Final pour le week-end.

Si vous séjournez deux nuits en semaine, votre prochaine réservation d'un week-end dans l'un des Hôtels Inter-Continental ou Forum participant à cette promotion sera inscrite, sans frais supplémentaires, dans une

suite ou une chambre de catégorie Luxe.

Pour recevoir des informations détaillées sur nos tarifs d'hiver spéciaux, renseignez-vous auprès de votre agence de voyage. Pour vos réservations, contactez-nous au numéro ci-dessous.

529 FF	639 FF	749 FF	965 FF	1190 FF
BARCELONE BERNE BRUXELLES LONDRES MADRID MILAN PARIS ROME STUTTGART	ATHENES LUXEMBOURG AMSTERDAM MONTREUX THE GEORGE EDINBOURG	BRUXELLES THE FORUM LONDRES LISBONE VIENNE COLOGNE Düsseldorf FRANCOFORT HAMBURG BERLIN STUTTGART	LE GRAND PARIS GENEVE ROME MADRID HELSINKI	LONDRES BATHONIA PORTSMOUTH THE ANKEL ARISTIDEAN PARIS THE STRAND HELSINKI

INTER-CONTINENTAL HOTELS  
FORUM HOTELS

RÉSERVATIONS: 19.05.90.85.55.

Le moment de « clarifier »

M. Pierre Mazeaud, député de la Haute-Savoie, reprenant l'argument qu'il avait déjà développé la semaine précédente à propos de la préparation des élections municipales et européennes, a jugé que le moment était aussi venu de « clarifier » la situation au sein de l'opposition elle-même, c'est-à-dire de s'assurer du comportement du groupe centriste en l'incitant à choisir nettement son camp. M. Pons a, en conséquence, pris contact avec ses collègues des deux autres groupes de l'opposition.

M. Jean-Claude Gaudin, dans un premier temps, lui est apparu, au nom de l'UDF, « assez ouvert », tandis que M. Méhaignerie, président de l'UDC, paraissait « plus réservé ». Toutefois M. Gaudin ne cachait pas que l'initiative du RPR lui semblait « un peu prématurée » et qu'il convenait de voir au préalable quel serait le comportement du gouvernement à l'égard des amendements de l'UDF sur le projet relatif à l'audiovisuel. Le député des Bouches-du-Rhône confiait enfin : « Si j'étais ministre des transports, j'agis peut-être comme M. Dele-

سكزا من الأصل





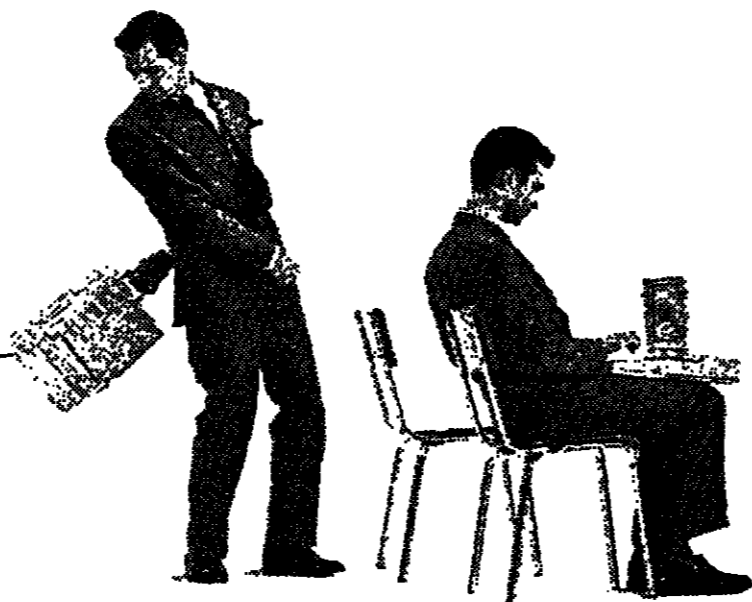




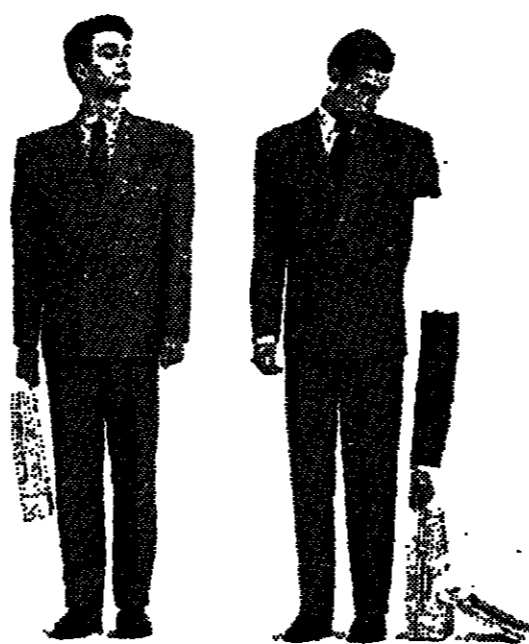


مكنا من الأصل

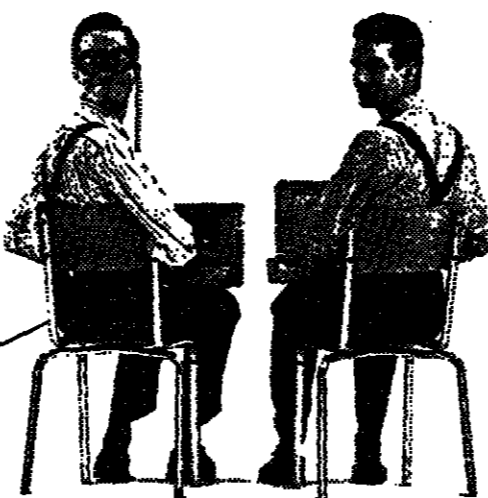
## Quelle est la différence entre un ordinateur portable Zenith et un ordinateur portable ordinaire ?



1. Vous êtes au courant, un Zenith a des batteries.



2. Tout bien pesé, un Zenith est très léger.



3. C'est clair, un Zenith est très lisible.



Le TurbosPORT 386 de Zenith est le meilleur micro-ordinateur portable du monde. Il est le premier portable 386 autonome

fonctionnant sur batteries. Chez Zenith, cela fait quatre ans que nous maîtrisons cette technologie dont bénéficie toute notre gamme de portables.

Autre préoccupation constante chez Zenith: le poids. Depuis toujours les portables Zenith sont d'une rare légèreté et leurs batteries sont escamotables. Vous pouvez les emmener partout, quoi de plus normal pour un micro-ordinateur portable!

Une innovation permanente: la lisibilité.

Zenith a toujours équipé sa gamme de micro-ordinateurs portables d'écrans haute définition. Après le LCD, le LCD Backlight, la technologie Super Twist, voici depuis un an déjà le PageWhite, un écran noir et blanc intégré au TurbosPORT 386. Et nous n'allons pas en rester là!

Zenith Data Systems BP 201-92002 Nanterre Cedex.

**ZENITH** | data systems

Universités

soif

partenaria

FORMATION CONTINUE  
LANGUES - INFORMATIQUE  
ECCD

# CAMPUS

## FORMATION CONTINUE

### Universités - entreprises : même combat

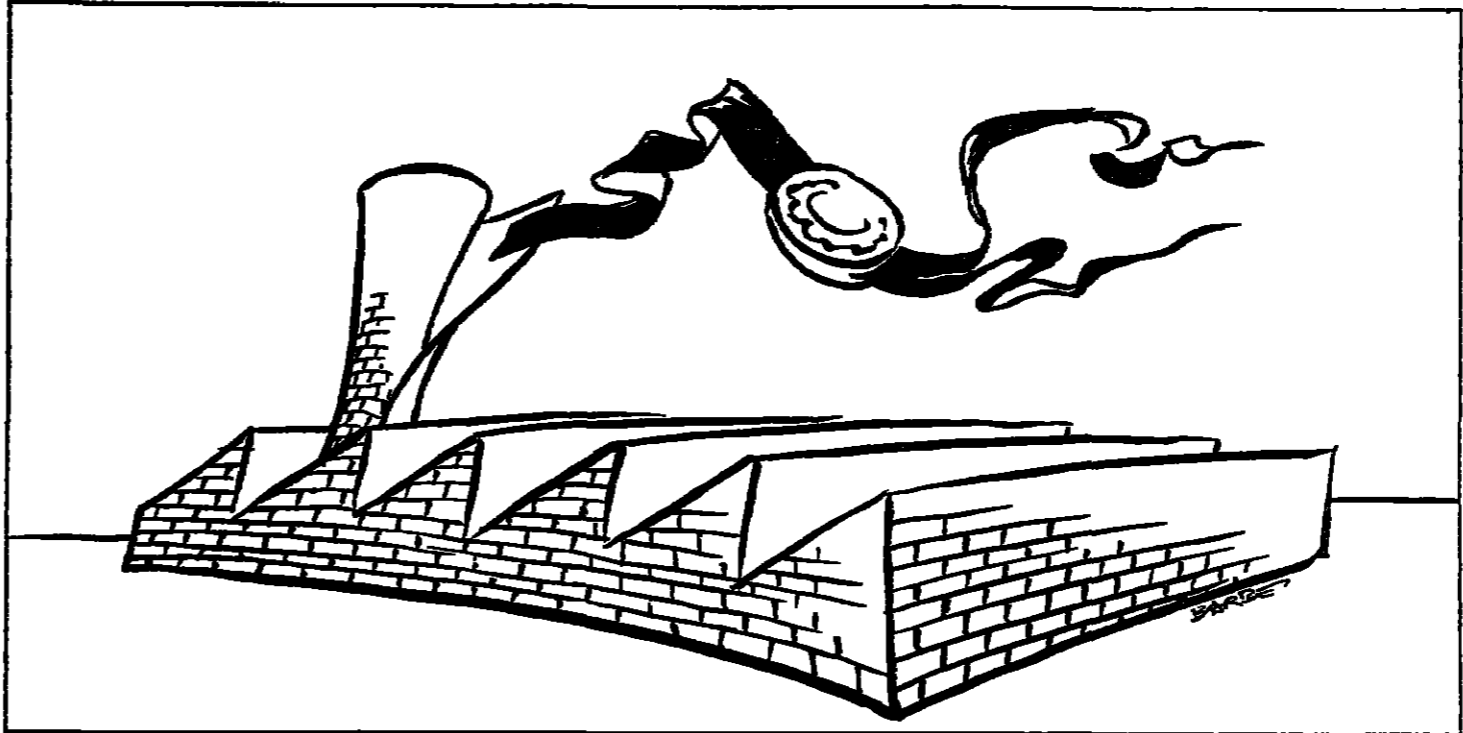
Vingt ans après mai 68, le renversement est complet : on voit les universités rechercher l'aide et la coopération des entreprises, et celles-ci demander à l'enseignement supérieur de concevoir des pro-

grammes sur mesure. Il est vrai que la crise et la nouvelle révolution industrielle sont passées par là : pour les étudiants et les cadres, l'adaptation professionnelle est devenue la préoccupation majeure ; et

les entreprises sont désormais convaincues que la formation - en particulier celle de leurs dirigeants - est la clef de la compétition internationale. Un enjeu décisif de leur propre stratégie.

## Une soif de partenariat

Formations spécialisées, création de diplômes, contrats de recherche... Les accords entre universités et entreprises se multiplient. A la demande des deux parties.



**« POUVEZ-VOUS me mettre sur un coup ? »** C'est en ces termes, paraît-il, que certains présidents d'université s'adressent à Michel Miet. Quelques chefs d'entreprise aussi. Secrétaire général de l'association Université et Entreprise, créée en 1985, Michel Miet ne demande pas mieux. Il y a trois ans, c'est lui qui devait tirer ces gens-là par la manche et les forcer à se rencontrer au cours de dîners-déjeunés ou de colloques. Aujourd'hui, les structures de son association craquent sous la demande. « Les trois quarts des présidents d'université sont prêts à négocier avec des entreprises des actions de formation initiale ou continue », dit-il, pour expliquer « l'évolution considérable des mentalités en quelques années ». Selon lui, « les présidents d'université française ont de plus en plus l'état d'esprit de businessmen ».

Il y a peu, collaborer avec une entreprise, c'était comme pactiser avec le diable. Au nom de son indépendance, l'Université préférait tendre sa sébile vers l'Etat. De son côté, l'entreprise snobait tout ce qui ne portait pas le label de grande école, soit 90% de l'enseignement supérieur français. « Certains hommes ont pris conscience de la nécessité urgente de combler le fossé », estime Michel Miet. L'Université n'aura bientôt plus les moyens financiers et humains de faire face à l'accroissement des besoins de formation supérieure ; il faut que les entreprises apportent leur soutien. Bref, comment les entreprises pourraient-elles contribuer au financement des universités tout en en tirant elles-mêmes un bénéfice ?

La réponse est évidente pour les contrats de recherche. L'entreprise qui finance une recherche prend certes un risque, mais elle sait que le résultat éventuel lui

profitera. C'est dans cet esprit que les laboratoires Natura-Medica viennent de passer avec la faculté de pharmacie de Montpellier un contrat de 2,5 millions de francs. Un investissement qu'il aurait fallu multiplier par quatre si cette jeune société avait dû développer le programme de recherche avec ses seuls moyens. Pour un programme de formation, en revanche, les retombées pour l'entreprise ne sont pas aussi aisément quantifiables. C'est pourquoi les actions de coopération sont souvent limitées à des projets ponctuels répondant à des lacunes du marché.

### Pénurie

#### de spécialistes

Ainsi en est-il du contrat passé cette année entre Digital Equipment France et l'université de technologie de Compiègne (UTC). Il s'agit d'une formation de huit mois s'adressant à des ingénieurs informaticiens (bac + 5) dans le but de les former à « la conduite de projets informatiques ». « Du fait de la forte croissance de Digital, nos clients ne trouvaient plus assez de chefs de projets de haut niveau sur le marché », explique Alain Charrier, responsable du développement de la formation chez Digital. Cette pénurie de spécialistes pouvant, à terme, freiner les ventes de matériels, le constructeur a décidé d'investir dans la création d'un diplôme de troisième cycle en collaboration avec l'UTC. Il a doté chaque étudiant d'une station informatique de travail complète et envoie ses spécialistes à Compiègne pour « donner un état de l'art ».

Pour les étudiants, qui avaient déjà le choix entre six ou sept offres d'emploi, cette année de spécialisation supplémentaire peut signifier, d'après Michel

Vayssade, le responsable de la formation à l'UTC, « 3000 F à 4000 F supplémentaires à l'embauche et la possibilité d'accéder plus rapidement au poste de chef de projet. Ils auront un plus en matière de gestion d'un projet. L'organisation est en effet plus difficile à enseigner que la technique pure : c'est du savoir-faire qui ne peut être transmis que par des gens de l'industrie ». Digital supportera pendant quatre ans la totalité du coût de cet enseignement, mais pas à fonds perdus. « Tous les projets que les étudiants vont développer pendant ce cursus ne seront pas des cas d'école, mais des projets industriels réels, fait valoir Alain Charrier. C'est une manière originale pour un sponsor de retrouver sa mise initiale. »

C'est également le constat d'un déficit en cadres de haut niveau qui a conduit l'université des sciences et techniques de Lille et les professionnels de la vente par correspondance à signer une convention de coopération en marketing direct. « Ajouter une simple option à notre maîtrise de sciences de gestion n'était pas à la mesure des besoins », explique Jean-Pierre Debourse, professeur responsable du magistère nouvellement créé. De la rencontre entre le patron de La Redoute et le président de Lille-1 en janvier 1987, est née une véritable stratégie de partenariat à laquelle sont associés le Syndicat des Télécoms de VPC et les Postes et Télécoms.

### Marketing

#### direct

Il ne s'agit pas seulement d'échanger des compétences et d'éventuels bénéfices, mais de travailler en commun à un diplôme professionnel. Ensemble, enseignants et professionnels ont élaboré le contenu. Ensemble, ils sélectionnent les étudiants, assurent l'enseignement, valident et recherchent le financement. Ce magistère est prolongé par un diplôme de marketing direct approfondi (DMDA) destiné à des cadres supérieurs. Les deux programmes ont une vocation européenne et sont financés à travers l'Institut européen du marketing direct, une association qui fonctionne comme une fondation.

Cette étroite imbrication entre l'université et les entreprises n'a pas causé d'émouiller particulier à Lille-1 où la collaboration avec le tissu économique régional est déjà une vieille histoire. « Le magistère a été approuvé à l'unanimité alors que la création de la maîtrise de sciences de gestion, en 1977, n'avait été adoptée en conseil d'UER que par 9 voix pour et 14 abstentions », note Jean-Pierre Debourse. Responsable de l'Institut d'administration des entreprises au début des

années 70, il a vécu le lent éveil de son université aux réalités économiques : « D'abord par la formation continue, puis par la création des MST ainsi que par les formations d'ingénieurs à l'Université qui nécessitent d'insérer des enseignements à finalité professionnelle dans les programmes ; enfin, par la révélation récente chez de nombreux enseignants que travailler pour l'entreprise, c'est travailler pour la nation. »

### Un réservoir

#### de matière grise

L'idée selon laquelle l'Université perdrait son âme à flirter avec les forces de l'argent est partout en recul. Pour Michel Miet et son association, l'essentiel du travail est désormais de discipliner le foisonnement des demandes de partenariats (les fameux « coups ») par des actions collectives. « Les besoins sont très différents selon les secteurs d'activité ». Ainsi, les banques, confrontées à l'horizon de 1993, viennent-elles de redécouvrir l'existence des facultés de lettres et de langues appliquées pour leur formation continue. « Des rapprochements sont en cours avec l'Université », affirme Michel Miet, alors que jusqu'à présent le secteur bancaire s'adressait surtout à des officines privées fort chères. De même, pour l'informatique-bureautique, un projet de formation initiale et continue, mis au point par un groupe de grands constructeurs, est actuellement soumis à deux universités parisiennes.

Par mesure d'économie ou par souci d'efficacité, de nombreuses entreprises dotées de services de formation interne souhaitent transférer les formations les plus générales à l'Université, ne conservant que les formations spécifiques. « Nous sommes complémentaires », affirme Alain Charrier, de Digital Equipment. Les universités ont un réservoir de matière grise, et nous, une formation de qualité industrielle. »

C'est au nom de cette complémentarité que le constructeur informatique développe des actions de partenariat. Dans cette entreprise, 19% de la masse salariale sont consacrés à la formation interne. Le service formation emploie deux cents personnes pour un effectif total de trois mille huit cents salariés et reçoit dix mille stagiaires-clients par an. Pourquoi l'hypertrophie d'avantage ? Ainsi, un contrat vient d'être passé avec Rennes-II - qui a de bons traducteurs et de bons linguistes - pour la traduction et l'adaptation au marché français d'un programme de formation made in USA. La coopération avec l'université de Compiègne s'inscrit dans la même logique : « La formation nous aurait coûté

encore plus cher si nous l'avions assurée par nous-mêmes, estime Alain Charrier. Et puis autant lui donner une reconnaissance universitaire, puisque les diplômés délivrés par un constructeur ne sont pas reconnus en France. »

A défaut d'un diplôme Digital, les ingénieurs de Compiègne pourront faire valoir un DESS, voire un master. En revanche, pour son diplôme de troisième cycle en marketing direct, Lille-1 n'a pas demandé d'habilitation. « Nous n'avons pas eu le temps et ce n'est pas fondamental pour les entreprises », dit Jean-Pierre Debourse. Pour elles, le diplôme national compte moins que le type et le lieu de la formation. En vue de la compétition interuniversitaire en Europe, il faut se battre sous sa propre bannière. Dans ce cadre, un enseignement de qualité en association avec des partenaires prestigieux sera-t-il plus attractif qu'une peau d'âne traditionnelle ? L'université technologique de Compiègne se prépare en tous cas à la concurrence sur ce terrain.

Outre les stages de six mois sur des sujets prédéterminés entre

l'université et l'entreprise, et les contrats de recherche (35 millions de francs ont été signés en contrats industriels en 1987), le partenariat va prendre une forme plus institutionnelle à Compiègne. Au printemps 1990, il aura pignon sur rue. Le département de l'Oise, la région et la ville se sont associés pour financer, à hauteur de 23 millions de francs, un « centre de transfert université-industrie ».

Ce bâtiment servira de centre de rencontres avec salles de colloques, zone d'expositions et restaurant-club ; d'organisme de gestion de tous les contrats de recherche université-entreprise ; enfin de lieu de développement de projets et de pépinière d'entreprises dans l'environnement immédiat de l'université. Cette structure sera la forme la plus élaborée des relations entre un établissement universitaire et l'industrie. Elle permettra à l'UTC de conserver quelques longueurs d'avance sur les autres écoles, que l'on appelle à la direction de l'établissement « la concurrence ».

JEAN-JACQUES BOZONNET.



DENISE FLOUZAT

## Economie contemporaine

- Tome 1 : Les fonctions économiques
- Tome 2 : Les phénomènes monétaires
- Tome 3 : Croissance, crise et stratégies économiques

Collection "Thémis", dirigée par Maurice Ducquer.



LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

**ÉCOLE COMMERCIALE DE LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS**

**FORMATION CONTINUE**  
GESTION - LANGUES - INFORMATIQUE

**ECCIP**  
3, rue Armand-Moissant, 75015 PARIS  
Tél. 43-20-08-82, poste 451  
Métro Montparnasse

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

هكذا من الأصل

فكرنا من الأصل

École et

# Les adultes retournent à la fac

**L'ESCCIF de l'université Paris-VII ne désemplit pas. Ce service conseil, de façon personnalisée, tous ceux qui ont envie de reprendre des études.**

UN vendredi après-midi ordinaire, sur le campus de Jussieu. Pas de pancartes, pas de fléchage et pourtant Chantal, Bénédicte, Jacques, Ahmed et Rafaële ont trouvé le chemin : tour 46, 2<sup>e</sup> étage, service de la formation continue de Paris-VII. Derrière la première porte à droite, un grand bureau chaleureux, des plantes vertes pour isoler le coin documentation, des fauteuils accueillants et un service original, créés il y a quelques mois et qui a choisi un sigle à la fois barbare et symbolique : l'ESCCIF (1).

Fragile embarcation, en effet, que ce service de conseil individualisé, d'information et d'orientation ouvert aux adultes salariés qui souhaitent entamer ou reprendre des études supérieures et qui, bien souvent, ont été ballottés de bureau en bureau, depuis le FONGECIF (2) jusqu'à l'ANPE (3), en passant par l'AFPA (4) ou l'ASFO (5), au risque de se perdre dans l'océan des stages, des cursus administratifs de la formation continue.

Chantal a vingt-six ans. Elle a passé un DUT (diplôme universitaire de technologie) de biologie en 1982 et travaille, depuis six ans, dans un laboratoire d'une grosse entreprise pharmaceutique. « J'ai le sentiment d'être un peu enfermée dans mon boulot, de ne pas pouvoir progresser. Avec mon niveau de formation, la bio c'est limité. J'ai envie de faire de l'informatique. Ça me donnerait une double compétence et me permettrait peut-être de me reconverter, de changer de voie. Mais les formations en informatique pullulent : il y a les boîtes privées, les facs... On ne sait pas où aller. » En face d'elle, Maryse Delarue n'a pas de réponse toute faite. Animatrice de l'ESCCIF, après avoir pendant dix ans défendu, contre vents et marées, la mission de formation permanente de l'université, elle connaît les méandres du système. « Notre rôle, explique-t-elle, n'est pas de sortir un stage d'une pochette surprise. Il est plus important de donner aux gens qui viennent nous voir les outils qui leur permettront d'y voir clair. »

Les stages d'informatique, Ahmed en a apporté une liste impressionnante. « Mais quand on n'y connaît rien, c'est incompréhensible ! s'exclame-t-il, avant d'ajouter : « Quand on est menacé de licenciement, on n'a pas tellement le temps de réfléchir. » L'organisme d'alphabétisation de travailleurs immigrés, dans lequel il travaille comme formateur depuis cinq ans, menace, en effet, de supprimer deux postes, dont le sien. « Je voudrais me réorienter, avoir au moins un an de formation pour pouvoir me retourner. »

Rafaële n'est pas du tout dans la même situation. Avec sa maîtrise de biologie décrochée en 1982, elle a progressivement dérivé vers l'animation scientifi-

que pour les enfants. Depuis trois ans, son travail l'intéresse, au point qu'elle souhaite approfondir sa formation, en préparant le DEA (diplôme d'études approfondies) de didactique des sciences de Paris-VII. En accord avec le responsable de ce troisième cycle, elle suit déjà les cours en auditeur libre et avec plaisir : « Ça me dynamise, c'est une véritable bouffée d'oxygène de réapprendre à réfléchir et à écrire. Mais c'est acrobatique pour l'emploi du temps, et le travail de recherche demande beaucoup de disponibilité. » Rafaële coupe donc une formule qui lui permettrait de faire prendre en charge son temps de formation. Le plan de formation de l'organisme où elle travaille ? Complet, pour le moment. Le congé individuel de formation ? Le FONGECIF, qu'elle est allée voir, « ne comprend pas très bien le milieu de la recherche », conclut-elle de façon diplomatique.

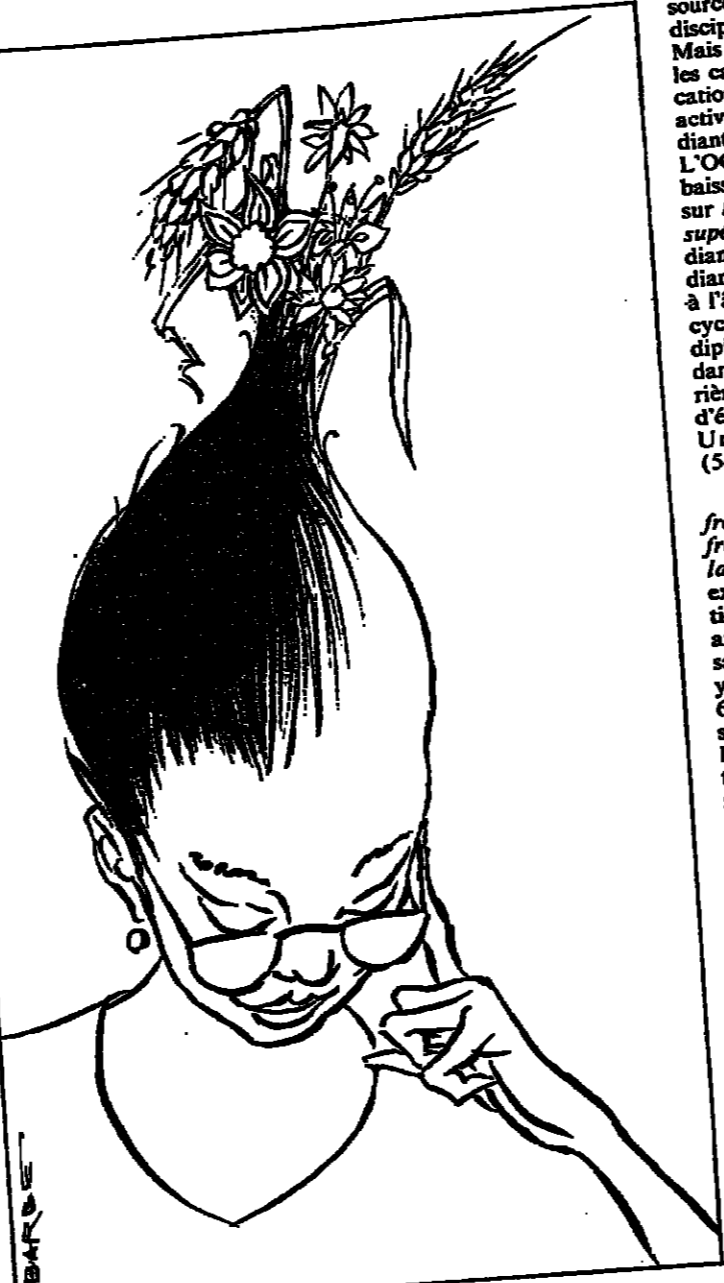
### « Le diplôme, je m'en fous »

C'est aussi le problème de Bénédicte, qui travaille depuis des années dans l'édition et qui a envie, par goût personnel, mais aussi pour son travail, de refaire de la philo. « Je n'ai plus l'âge de faire une licence, et le diplôme, je m'en fous. Mais quand on dit ça à son employeur ou à un organisme de formation, ça ne passe pas. Il faut faire une demande de formation bien repérée socialement et la mienne est complètement atypique. »

Jacques, pour sa part, n'a pas d'interrogations métaphysiques. Il travaille depuis dix ans, après avoir raté son DEUG de maths, dans une entreprise d'actuariats, à besoin pour cela d'obtenir un niveau bac + 2 et cherche la formule la plus efficace pour y parvenir rapidement.

Chantal, Bénédicte, Jacques, Ahmed et Rafaële : cinq itinéraires qui n'ont rien d'exceptionnel. Depuis la création de l'ESCCIF au printemps dernier, ce sont plusieurs centaines d'adultes, salariés ou chômeurs, uniquement informés par la bouche à oreille, qui sont venus frapper à la porte de ce centre d'orientation et consulter l'une de ses sept permanentes. Comme si le désir de formation des adultes déjà engagés dans la vie professionnelle constituait une sorte de vaste gisement inexploité et mal exploité.

L'enseignement supérieur n'a pourtant pas attendu longtemps pour s'engager sur le terrain de la formation des adultes. Depuis la loi de 1971 sur la formation professionnelle, chaque université a tenu en place un service de formation continue. Pour l'ensemble des universités, cette activité est loin d'être négligeable : en ne comptabilisant que les données résultant d'une activité contractuelle avec



des partenaires extérieurs (et sans prendre en compte la formation continue des personnels de l'éducation nationale), l'enseignement supérieur a accueilli en 1987 plus de 350 000 personnes en formation continue et délivré environ 1,7 million d'heures d'enseignement, à comparer au million et aux 15 millions d'heures d'enseignement qui leur sont dispensés.

### A la recherche de l'épanouissement

En outre, cette activité se développe rapidement : en 1987, la formation continue universitaire a généré 790 millions de francs de ressources conventionnelles (contre 500 millions, cinq ans plus tôt), ce qui en fait le premier poste de ressources propres des établissements d'enseignement supérieur. Enfin, les universités ont su s'adapter et tirer profit de leurs atouts (potentiel d'enseignement et de recherche, caractère généraliste et pluridisciplinaire des formations, délivrance de diplômes nationaux) pour prendre place sur le marché concurrentiel de la formation continue. Selon Jean-Pierre Korolitski, responsable de la formation profes-

siologique supérieure au ministère de l'éducation, « on estime que l'enseignement supérieur occupe 11 % du marché représenté par les actions de formation pouvant concerner l'enseignement supérieur et prescrites par les entreprises en convention avec des organismes de formation. »

Mais il ne s'agit là que de la partie émergée de l'iceberg, des réponses visibles, aisément mesurables, à des demandes de formation qui transigent par le canal des entreprises et de leur plan de formation. Pour Jean-Pierre Korolitski, « ces données ne traduisent qu'imparfaitement l'action d'éducation permanente de l'enseignement supérieur. Il conviendrait par exemple de prendre en compte les adultes, qui, après une interruption d'études, et dans la grande majorité des cas, une période d'activité professionnelle, se réinscrivent à l'université pour préparer un diplôme ». Ces adultes sont fondus dans les statistiques étudiantes et traités comme des étudiants normaux. Ils ont pourtant un parcours différent et nécessiteraient une adaptation du système.

### Une organisation inadéquate

Les enquêtes menées à Jussieu permettent de dessiner le portrait de ces adultes qui retrouvent le chemin des facs. Agés pour la grande majorité de vingt-huit à trente-quatre ans, ayant - pour 82 % d'entre eux - travaillé au moins trois ans avant de reprendre des études, ils sont plus nombreux en lettres et sciences humaines (40 %) qu'en sciences (25 %). Une bonne partie des littéraires sont des enseignants (maîtres auxiliaires) ou des fonctionnaires qui complètent leur formation. Mais tout de même, 40 % de ces « étudiants adultes » viennent du secteur privé.

Il ne s'agit pas, dans l'ensemble, d'une population en crise ou marginale : près des deux tiers des étudiants adultes interrogés sont satisfaits de leur travail salarié. Que viennent-ils chercher à l'université ? Là encore, les réponses sont étonnantes : massivement, ils sont d'abord à la recherche d'un « épanouissement personnel » ou d'une curiosité intellectuelle pour la matière étudiée ; beaucoup moins nombreux sont ceux qui sont motivés prioritairement par la volonté de changer d'emploi.

Pour ces étudiants de la « deuxième chance », le contenu même de l'enseignement est largement aussi intéressant que le diplôme lui-même. Et en dehors du prestige qu'elle conserve à leurs yeux, l'université leur apporte la garantie d'une formation indépendante, diversifiée, généraliste et permettant des approfondissements théoriques. Bref, elle est le seul moyen - gratuit qui plus est - de poursuivre de véritables études, quand on travaille.

À côté de ses deux missions traditionnelles - formation initiale des jeunes bacheliers, recherche et diffusion du savoir - l'université se trouverait donc investie d'une mission de plus en plus importante : la formation des adultes. Le problème, comme le résume avec humour Noël Téro, responsable de la formation continue à l'université Joseph-Fourier (Grenoble-1), c'est qu'en dehors des actions de formations professionnelles clairement étiquetées, affichées et bénéficiant de financements spécifiques, « l'université fait de la formation continue sans le savoir ». Contrairement aux systèmes universitaires anglo-saxons ou scandinaves, l'université française fait le plus souvent comme si les étudiants adultes avaient les mêmes désirs, les mêmes attentes, la même disponibilité que des bacheliers frais émoulus de lycée.

Jean-Pierre Korolitski le reconnaît volontiers, et le regrette : « Pour ce qui est des conditions d'admission à l'université, nous sommes plutôt bien équipés avec l'examen spécial d'entrée à l'université (ESUE) pour les non-bacheliers et le système récent, mais trop peu utilisé, de reconnaissances des acquis professionnels. En revanche, les conditions d'accueil d'études et d'aides

financières offertes aux adultes sont nettement dissuasives. » À côté d'une initiative comme l'ESCCIF ; à côté d'un système d'accueil très personnalisé comme celui mis en place par l'université Lyon-I, où l'orientation des étudiants adultes mobilise des enseignants de chaque discipline, à raison de quatre heures hebdomadaires pendant trois semaines ; à côté de quelques autres innovations, la plupart des universités accueillent indifféremment les étudiants, jeunes et adultes.

De même les horaires et l'organisation des enseignements manquent de souplesse. Le statut d'étudiant à temps partiel - complètement banalisé aux États-Unis - reste une exception en France. Quant aux enseignements modulaires (comme le DEUG de Sciences par unités capitalisables de Lyon-I, ou les parcours de formations individualisées expérimentées à Paris-VII), ils sont loin d'être généralisés. Il est vrai que de telles adaptations coûtent cher et se heurtent bien souvent à l'indifférence ou aux réticences des enseignants déjà submergés par le flot croissant des étudiants en formation initiale.

Et pourtant, le moment serait opportun de bousculer ces pesanteurs. « La promotion sociale du travail a toujours existé à l'université », note Bernard Claverie, animateur de la formation continue à Bordeaux-III. Mais on se trouve placé dans une conjoncture originale : pour la première fois, il serait possible de dépasser l'alternative formation professionnelle-formation individuelle de formation continue, puisque la demande individuelle de formation coïncide avec un gonflement sans précédent des besoins de formation des entreprises. Le rôle des universités devrait être de faire se rencontrer cette demande et ces besoins.

D'autant que l'université a beaucoup à y gagner : ouverture sur l'environnement économique et régional, décloisonnement des cursus et innovation pédagogique, par exemple. Et beaucoup à y perdre si elle ne saisis pas cette chance de repenser son rôle et ses méthodes. Comme le souligne Maryse Delarue : « Aujourd'hui, c'est la matière grise qui est la chance principale de nos pays développés et l'université doit contribuer à gagner la bataille de la compétence. Sans un effort important d'ouverture vers ces nouveaux publics, c'est le marché privé ou l'entreprise modernisée qui assumeront, à la place de l'université, cette mission fondamentale. Nous n'avons que trop tardé. »

On ne saurait enfin négliger la dimension européenne de ce défi. L'ouverture du grand marché va modifier en profondeur les entreprises : elles devront adapter et surtout faire évoluer leurs systèmes de management pour intégrer de nouvelles données linguistiques, culturelles et de nouveaux modes de concertation. Christian Vuilliez, responsable de la formation à la Chambre de commerce et d'industrie de Paris, le notait avec vigueur lors du récent colloque sur la formation continue, organisé à Berlin par le CEDEFOP (Centre européen pour le développement de la formation permanente) : « La nécessité de cette ouverture est évidente pour les systèmes de formation initiale. Mais encore plus sensible pour la formation permanente, tout simplement parce que ce marché est viable. Il y aura concurrence en matière de formation. Ceux qui réussiront seront ceux qui pourront sortir des frontières et dépasser une approche trop nationale, voire nationaliste, de l'éducation. » Les universités françaises n'ont que le temps, d'ici à 1992, de méditer cette mise en garde.

GERARD COURTOIS.

- (1) Pour les entreprises et les salariés, cellule de conseil et d'information sur la formation.
- (2) Fonds de gestion du crédit individuel de formation.
- (3) Agence nationale pour l'emploi.
- (4) Association pour la formation permanente des adultes.
- (5) Association pour la formation.
- (6) Les Adultes et l'enseignement supérieur. Centre pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement, OCDE, Paris, 1987, 126 pages.

**Je veux optimiser ma stratégie Marketing Industriel.**  
STAGE : STRATÉGIE MARKETING DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES  
Nom \_\_\_\_\_  
Fonction \_\_\_\_\_  
Société \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Ville \_\_\_\_\_  
Téléphone \_\_\_\_\_  
Nouveaux concepts, nouvelles méthodes, nouveaux outils... mis au point par l'Institut de Recherche de l'Entreprise (IRE) du Groupe ESC Lyon.  
Durée : 10 jours par modules de 2 jours par mois.  
Dates et lieux : A Paris, à partir du 24 janvier 1989.  
Personnes concernées : Directeurs Généraux - Responsables Marketing et Commerciaux - Chefs de Produits.  
A LYON : 21, av. du Collège - 69622 Ecully Cedex - Téléphone : 04 72 22 22 22 - Fax : 04 72 22 22 22 - 04 72 22 22 22 - 04 72 22 22 22  
Bénéficiaires de savoir-faire d'une grande école.

**UNIVERSITÉ PARIS-SUD XI**  
L'Université propose aux jeunes (salariés, demandeurs d'emploi, individuels...) :

- DES FORMATIONS DIPLOMATES
  - a) Diplômes Nationaux ESEU, DUT, CPECF, DECS, LICENCES, MAITRISES, DEA, MIAGE, MST, DESS...
  - b) Diplômes d'Université
- DES FORMATIONS QUALifiantes (LONGUES)
- DES STAGES DE PERFECTIONNEMENT (COURTS)

LE SERVICE COMMUN DE LA FORMATION PERMANENTE diffuse l'information à propos des stages réalisés dans les 7 services locaux de F.P. : Faculté de Pharmacie CHATENAY-MALABRY, Faculté de Médecine KREMLIN-BICÊTRE, Faculté de Droit de SCEAUX, Faculté des Sciences d'ORSAY, IUT de CACHAN, IUT de SCEAUX, IUT d'ORSAY.

Renseignements : SCFP, BAT. 311, Le Moulin. - Tél. : (1) 69-41-78-88.

**ACCENT**  
L'ACCENT est un produit de soins pour la peau qui agit en douceur et efficacement. Il est adapté à tous les types de peau et peut être utilisé tous les jours. Pour en savoir plus, contactez-nous.

FORMATION CONTINUE

# École et business

« Université d'entreprise », « académie », « campus »... Pour beaucoup de grandes sociétés, la formation est devenue un enjeu stratégique et une activité à part entière.

APRÈS la vogue des cercles de qualité et l'engouement pour les ressources humaines, cela risque de devenir le nouveau credo des entreprises à la page : importés des États-Unis, les « universités d'entreprise » commencent à se multiplier en France. Des sociétés aussi différentes que Apple et l'informatique, l'UAP et les assurances, le groupe ACCOR et l'hôtellerie, Thomson et l'électronique, Auchan et la distribution ont déjà, depuis quelques mois, voire davantage, installé des campus flamboyants.

Amphithéâtres et salles modulables, parcs boisés et locaux aseptisés, capacités d'hébergement et restaurants intégrés, équipements audiovisuels et informatiques, documentation, salles de musique ou de détente « pédagogie de la séduction » et tutorat personnalisé, sans oublier infirmeries, gymnases, voire bains japonais anti-stress : il ne manque pas un bouton d'ordinateur à l'armée des managers placés en première ligne de la bataille de la compétence.

Derrière ces pionniers, Carrefour, BP, Digital et d'autres fourbissent leurs projets d'université. Au total, une trentaine de firmes françaises participent au groupe de réflexion que l'Institut de l'entreprise vient de constituer pour mieux maîtriser et développer ce nouveau « concept ».

## Le management

### du vingt et unième siècle

A première vue, rien de bien neuf sous le soleil : la plupart des grandes entreprises, dans les secteurs les plus divers, et avec des fortunes variables, ont créé, depuis belle lurette, des centres de formation internes, afin de recycler leurs personnels et de les former aux nouveaux produits et aux nouvelles technologies. Et le centre international de formation d'IBM à La Hulpe, près de Bruxelles, existe depuis des années (« Le Monde Campus », mars 1986).

Le choc des mots, pourtant, n'est pas neutre. « Universités », « académies », « campus »... Les entreprises engagées dans l'aventure n'ont pas hésité à lancer un véritable OPA sur le vocabulaire universitaire pour démontrer, de

façon spectaculaire, combien la formation des hommes est devenue un enjeu stratégique. Car, au-delà de la diversité des entreprises, tel est bien le point commun de ces universités « du troisième type ».

Pour Philippe Liger, l'un des animateurs de l'académie ACCOR « la formation est devenue le bras de levier de la stratégie du groupe ». Même écho sur le campus Thomson à Jouy-en-Josas, dont le directeur, M. Egli, définit ainsi la première mission : « L'université est un instrument qui doit convertir en actions de formation les préoccupations stratégiques de l'entreprise dans toutes ses grandes fonctions : management, production, ressources humaines ou commerce international ».

Pierre Grellier, responsable de la formation chez Apple-France, est volontiers prophétique quand il évoque l'université qu'il a créée il y a deux ans. « Ce qui se joue ici, c'est l'expérimentation de l'entreprise de demain et des nouveaux modes de management du vingt et unième siècle ». Quant à Jean-Louis Viargues, directeur des ressources humaines de l'UAP, après avoir été, pendant des années, responsable du campus HEC-ISA, il estime que « la formation est en train de devenir une dimension essentielle de la compétitivité. Elle était jusqu'à présent un enjeu social. Avec l'évolution technologique et le mouvement de décentralisation des grandes entreprises, elle devient un enjeu économique décisif ».

Et les résultats affichés sont là. Après un an de fonctionnement de son université, Apple est passé de treize mille à dix-neuf mille heures de formation interne, soit douze jours de formation par personne et par an. L'académie ACCOR aura, accueilli, cette année, plus de quatre mille stagiaires, et tous les directeurs ou futurs directeurs des implantations du groupe peuvent désormais apprendre, en dix-sept jours, les secrets du « management ACCOR ». Neuf cents cadres du groupe Thomson seront venus cette année se ressourcer sur le campus de Jouy-en-Josas. Bref, les universités d'entreprise sont le symbole de cette mobilisation générale de la matière grise des entreprises.

Est-il nécessaire pour autant de créer de véritables universités internes ? Sans aucun doute, répondent les intéressés : c'est le seul moyen, à leurs yeux, de marier, dans un même lieu et dans la même démarche, la formation, le management et la culture d'entreprise. Pour le directeur du campus Thomson, « les universités sont construites sur une logique de savoir universel, alors que le matériel des entreprises, c'est l'expérience. Or, notre problème consiste à transmettre cette expé-

rience le plus efficacement possible. Quels meilleurs formateurs, à cet égard, que les dix-sept mille ingénieurs et cadres du groupe ? ».

Pour le groupe ACCOR, explique Philippe Tiger, l'académie était une nécessité absolue, « un point de rencontre vital » pour cette énorme entreprise balkanique, qui compte cinquante-six mille salariés répartis dans une quarantaine de pays et gérant une quarantaine de marques (« Mercure, Novotel, Sofitel... »). « On n'apporte pas seulement à nos cadres une formation technique sur tel ou tel produit. L'académie est également le creuset culturel de l'entreprise, le moyen d'unifier la diversité ».

## L'université

### piratée

Dans un contexte complètement différent, Apple-France poursuit un objectif similaire. L'entreprise est née en 1982, a connu une croissance très rapide et recruté deux cent cinquante personnes, souvent très jeunes, depuis cinq ans. « A partir de nos produits et de l'image de la pomme multicolore, il est essentiel que nous construisions notre identité. L'université est le moyen de transmettre à l'équipe le code génétique de l'entreprise », estime Pierre Grellier. Un exercice pour lequel, à l'évidence, l'enseignement supérieur n'est ni le plus qualifié ni probablement le mieux disposé...

C'est là que les choses se corsent pour les universités traditionnelles : les entreprises développent leurs propres institutions de formation supérieure, parce qu'elles ne trouvent pas ailleurs chaussure à leur pied. « Les produits de formation que nous trouvons sur le marché n'étaient pas assez adaptés à l'entreprise », souligne Pierre Grellier. En outre, beaucoup de formateurs extérieurs venaient délivrer leur savoir sans véritable accompagnement permettant de transformer la connaissance en action. « Force d'inertie, excès d'abstraction, rigidité des formations, faiblesse du suivi pédagogique, méconnaissance des besoins intimes de l'entreprise... autant de critiques fréquemment formulées à l'encontre de l'enseignement supérieur. Et qui font bondir Michel Miet, secrétaire général de l'Association universités-entreprises : « Il est scandaleux de faire dans l'entreprise une partie des enseignements qui concernent l'université à part entière et de pirater ainsi le label universitaire ». Une telle attitude relève, selon lui, de la méconnaissance de l'enseignement supérieur qui caractérise bon nombre d'entreprises françaises.

## Le même

### métier

M. Ricard, responsable de la formation des cadres de Rhône-Poulenc, n'est pas loin de partager ce sentiment, quoique plus diplomatiquement : « Nous serons peut-être amenés à monter une

instance pour des formations scientifiques très spécifiques à l'entreprise. Mais nous sommes opposés à l'idée d'une école de guerre interne et d'une formation exclusivement maison de nos cadres. Il existe sur le marché une offre de formation au management sérieuse et pointue, et les gens sont assez grands pour travailler en interne une formation dispensée à l'extérieur ».

Certains des tenants de l'université d'entreprise n'écartent pas les risques de consanguinité – et de stérilité – des formations exclusivement dispensées dans et par l'entreprise.

Thomson, par exemple, multiplie les antennes. L'« école d'automne » montée depuis deux ans en partenariat avec l'Ecole normale supérieure accueille, pendant une semaine, des chercheurs de calibre international qui viennent plancher sur les développements les plus sophistiqués de l'intelligence artificielle ou des systèmes experts. Ce séminaire de haut vol accueille une soixantaine d'ingénieurs du groupe, mais il est ouvert à un nombre équivalent d'auditeurs d'autres entreprises, afin de favoriser les échanges et la « fertilisation croisée ». D'autre part, le campus de Jouy-en-Josas n'a pas le monopole de la formation Thomson. Bon nombre de branches du groupe ont noué des partenariats originaux avec des grandes écoles ou des universités, notamment avec Paris-VI pour une filière de formation d'ingénieurs ouverte aux techniciens supérieurs.

Jean-Louis Viargues, à l'UAP, va beaucoup plus loin. Pour lui, c'est toute la frontière entre éducation et production qui est en train de se déplacer. Après une longue période d'ignorance, voire de suspicion, entre l'entreprise et l'université, « on commence, estime-t-il, à réaliser que l'entreprise constitue un système éducatif à part entière, avec ses valeurs, ses savoir-faire et ses symboles. Autrement dit, l'Université et l'entreprise sont en passe de faire, au moins en partie, le même métier ». Une équipe de soixante cadres du groupe (ils seront deux cents demain), dûment formée à la pédagogie et à l'animation, assure à plein temps la conception et la conduite des formations dispensées dans le centre de Frémigny. Dès lors, la relation clients-fournisseurs, classique entre le monde de l'éducation et celui de l'entreprise, n'a plus de raison d'être. Et Jean-Louis Viargues milite en faveur d'un partage cohérent des rôles : « Il faut que chacun reconnaisse les missions éducatives spécifiques de l'autre – savoirs fondamentaux d'un côté, compétences « managériales » de l'autre – et que les formations frontalières soient prises en charge en partenariat ».

Au-delà de leur petit côté gadget, les universités d'entreprise contribuent à accélérer la recomposition du paysage éducatif. Les universités ne pourront laisser longtemps sans réponse ce partage des tâches et des territoires qui leur est proposé.

GÉRARD COURTOIS.

VOUS AVEZ  
UN **BAC C** OU **D** OU +  
NOUS VOUS PROPOSONS  
UNE FORMATION INFORMATIQUE  
(6 mois)  
ET  
UN EMPLOI ASSURÉ  
(Analyste d'applications)  
Pour obtenir un dossier d'information téléphonez au (1) 60.17.17.33

**L'anglais des affaires : une affaire de spécialistes**

- OXFORD : stages intensifs et individualisés en cours particuliers, de toute durée à toute période de l'année (5h à 40h de cours par semaine).
- LONDRES : stages semi-individualisés "Anglais dans les négociations internationales" (25 ou 40 leçons par semaine), cours par petits groupes (4 à 6 élèves).

U.I.S.E. House, Binsay Lane - Oxford (England) Tél. (0865) 249 218  
21, rue Théophraste Renaudot 75015 Paris Tél. (1) 45 33 13 02  
La référence pour l'excellence en anglais

**DIRECTION GÉNÉRALE**

CENTRE DE PERFECTIONNEMENT AUX AFFAIRES

L'entraînement à la DIRECTION GÉNÉRALE par des dirigeants choisis parmi les meilleurs

**CPA-JOUY**

- Session 89 / 1 : 3 avril / 23 juin ; 12 semaines résidentielles.
- Pour directeurs 33-43 ans sélectionnés pour leur potentiel.
- CPA, 1, rue de la Libération, 78350 Jouy-en-Josas Tél. : (1) 60-19-25-19 ou (1) 69-41-80-90 (M<sup>me</sup> LEFEBVRE)

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

**"Il arrive un moment où la complète maîtrise de sa spécialité ne suffit plus pour occuper une position stratégique dans une entreprise..."**

Véritable professionnel de votre fonction, vous l'êtes. Reconnu, votre compétence vous permet d'exercer des responsabilités d'encadrement. Vous souhaitez développer vos talents de manager ? C'est ce que nous vous proposons dans le cadre de cette formation concrète et opérationnelle.

Des compétences multidimensionnelles, une bonne connaissance de soi, la prise en compte de la dimension internationale. Tels sont les atouts du bon manager. Développement des techniques de base (finances, gestion du personnel, contrôle de gestion, marketing, organisation...), amélioration de votre efficacité personnelle et mission d'étude européenne sont les points clés de notre programme.

Nous avons prouvé notre valeur en gestion des Ressources Humaines. C'est avec le même professionnalisme que nous formons les managers de demain. Programme de management avancé : 3 jours par mois, de février 1989 à juin 1990.

IGS Formation - 25, rue François 1<sup>er</sup> 75008 PARIS - Tél. 47.23.72.94

IGS GROUPE Institut de Gestion Sociale

VOUS ÊTES ATTIRÉ PAR CE QUI SORT DE L'ORDINAIRE ? DEVENEZ

**Graphologue MSI**

Notre cabinet spécialisé dans la sélection de personnel pratique environ 2000 analyses graphologiques par an. Vous pouvez suivre une formation par correspondance très individuelle. Informations gratuites à MSI, L.M. Ecole Suisse de Graphologie, Beau-Site 65, CH 2003 Pery, Berne, Suisse

Université de Paris IV Sorbonne

**celsa**

langues vivantes

- Sessions individuelles
- Sessions collectives
- Préparation aux examens de langue anglaise :
  - Chambre de Commerce franco-britannique (option anglais commercial)
  - Cambridge First Certificate in English

Recherchements et inscriptions : (0) 47 40 17 89  
77, rue de Vienne, 82523 Neuilly-sur-Seine cedex  
Service téléphonique : 36 16 CELSA

INTERNATIONAL GEMMOLOGICAL INSTITUTE

CERTIFICATS ACCEPTÉS ET RECONNUS DANS LE MONDE ENTIER

ANTWERP NEW YORK

COURS INTENSIFS D'UNE SEMAINE DE DIAMANTS ET PIERRES DE COULEUR.

Pour toute information : Schepensstraat 1/7 - 2018 Antwerpen Tél. : 03/232.02.98 Belgique.

UNIVERSITÉ PARIS VAL DE MARNE

UNIVERSITE PARIS XII Créteil - Evry - Melun-Sénart - St-Maur

**FORMATIONS MODULAIRES ET DIPLOMANTES de niveau BAC à BAC + 5 pour :**

**ENTREPRISES** "actions dans entreprises et inter-entreprises"

**SALARIES**

**DEMANDEURS D'EMPLOI**

SERVICE D'EDUCATION PERMANENTE  
Avenue du Général De Gaulle 94010 Créteil cedex  
RENSEIGNEMENTS ET ORIENTATION  
48 98 91 44 postes 2600-2601 et 2376

**FORMATIONS MODULAIRES**

- Trilochique
- Langues
- Comptabilité
- Gestion
- Médecine d'urgence
- Qualité...

**FORMATIONS DIPLOMANTES**

- D.U.T. :
  - Biologie appliquée
  - Mesures physiques
  - Techniques de commercialisation
  - Génie électrique...
- LICENCE ET MAITRISE DE SCIENCES SOCIALES
- MAITRISES DE SCIENCES ET TECHNIQUES :
  - Génie médical et instrumentation
  - Hygiène mentale...
- DIPLOMES D'UNIVERSITE
  - Contrôles psychochimiques industriels
  - Robotique
  - Gestion de la ressource humaine
  - Vente
  - Hôtellerie

هكذا من الأصل

# La fabrication des managers

**La Grande-Bretagne s'inquiète : ses managers sont-ils à la hauteur ? Pour se donner des idées, elle a étudié comment ses principaux concurrents - l'Allemagne, les Etats-Unis, la France et le Japon - formaient leurs dirigeants d'entreprise.**

La Grande-Bretagne de M<sup>rs</sup> Thatcher s'inquiète : elle manquerait de managers de haut niveau. « L'amateurisme pragmatique » prévaudrait sur le « professionnalisme managérial » des pays concurrents. 24 % des cadres dirigeants des entreprises britanniques ont reçu une éducation supérieure. Au Japon et aux Etats-Unis, le taux est de 85 %, tandis que la France et l'Allemagne de l'Ouest dépassent les 60 % de diplômés. Ces résultats ont incité un organisme public présidé par le chancelier de l'Echiquier, le National Economic Development Council, associé à des organisations patronales, à enquêter sur les systèmes de formation des managers dans quatre pays considérés comme exemplaires : Etats-Unis, France, Japon, RFA. Cette enquête, conduite par Charles Handy, professeur à la London Business School, a été publiée sous le titre *The Making of Managers* (La fabrication des managers).

Le titre est judicieux : les quatre pays « fabriquent » des managers. La volonté de ces pays de produire des cadres gestionnaires, répondant, en principe, aux besoins des entreprises, surprend l'empirisme britannique. Aux Etats-Unis, les dépenses pour la formation professionnelle avoisinent 60 milliards de dollars (1985), soit à peu près l'équivalent du budget total des universités et des collèges ; la formation au management représente 13 milliards de dollars - dont 600 millions pour les « business schools ». Le pragmatisme anglais s'étend aussi de la coordination des multiples moyens de formation. Ce terme de « formation » séduit d'ailleurs les rapporteurs, qui souhaitent son entrée dans l'anglais courant. Il souligne en effet l'existence de filières bien dessinées, conduisant à des fonctions managériales. L'idée de formation indique également que la compétence gestionnaire est un processus continu, se déployant tout au long de la vie.

Les quatre pays considérés ont une conviction commune : l'excellence managériale est un facteur déterminant dans le succès des firmes. Cette opinion, courante en Amérique, est adoptée avec enthousiasme depuis une décennie par le Japon, pour qui la valeur des managers est devenue une priorité. En second lieu, l'art de la gestion nécessite une éducation de base de première qualité. La France s'en remet pour cela au système des concours. L'Allemagne préfère un cursus universitaire sélectif, rigoureux et long, au cours duquel les étudiants acquièrent des connaissances

générales, comme la connaissance d'une langue étrangère, et des compétences techniques ou scientifiques. Les entreprises japonaises rivalisent pour attirer les meilleurs étudiants à la sortie des universités prestigieuses dispensant une formation générale (Tokyo, Kyoto).

### Pas de droit à l'erreur

L'Allemagne, la France et le Japon sont des sociétés qui n'admettent pas l'erreur (*one-start societies*). L'échec aux concours, l'accès refusé dans les universités cotées ne laissent guère de chances de rattrapage. Ce n'est pas le cas aux Etats-Unis où nombre de futurs managers se spécialisent dès le premier cycle universitaire, 25 % des étudiants diplômés (« bachelors ») choisissent l'option des « business studies » ce qui représente 240 000 diplômés, pour moins de 6 000 en 1960. Mais, surtout, le système américain ne condamne pas les échecs précoces. Des filières professionnelles - comme les MBA (« Master of Business Administration ») - de toutes sortes offrent de nouvelles chances aux étudiants malheureux. Ainsi, un nouveau type d'enseignement se développe : les EMBA (the Executive MBA). Le vendredi ou le samedi, souvent le soir, des cadres entre trente-cinq et quarante-cinq ans suivent des cours en vue d'obtenir un MBA, sans interrompre leurs activités professionnelles. En 1974, dix établissements offraient des programmes EMBA ; aujourd'hui ils sont une centaine.

Une autre certitude guide les systèmes nationaux de confection des élites managériales : la gestion s'apprend. Mais cette formation recouvre une double dimension, dont l'importance varie selon les pays. La première correspond à la connaissance des fondements de la gestion : l'acquisition des outils et des techniques de base (économie, comptabilité...) ; la seconde désigne la maîtrise des compétences managériales : l'art de conduire des hommes et des femmes, de prendre de bonnes décisions et de les appliquer.

La voie française des grandes écoles d'ingénieurs et de commerce privilégie l'acquisition des connaissances - et singulièrement des matières quantitatives. Le système américain favorise un enseignement spécialisé des bases de la gestion, fourni par des établissements universitaires. Outre les premiers cycles de formation aux affaires (« Bachelors in Busi-



ness Studies»), l'Amérique ne compte pas moins de 1 000 programmes de MBA. Seules 204 universités reçoivent l'estampille officielle de l'association américaine des « business schools » ; une vingtaine de programmes sont d'une grande qualité. « Le MBA ne serait-il pas, comme disent les rapporteurs, le diplôme le plus vendu de l'histoire de l'enseignement supérieur ? ».

### L'indifférence allemande et japonaise

Le parchemin du MBA n'attire guère les futures élites d'outre-Rhin. En 1985, aucun Allemand ne suivait le MBA de la Harvard Business School, deux étudiants fréquentaient Stanford, et la Wharton. Le Japon ne connaît qu'un programme de MBA à Keio, au succès limité. Les quelques étudiants japonais inscrits au MIT, à Harvard ou à la London Business School semblent plus intéressés par le souci de construire des réseaux de relations ou de parler une langue

étrangère que par les matières de management.

L'indifférence des Allemands ne surprend pas. Les études étant très longues, l'âge moyen d'entrée dans un futur cadre allemand est d'environ vingt-sept ans. Il ne semble donc pas raisonnable de suivre un MBA. Mais, surtout, les grandes entreprises d'outre-Rhin prennent en charge le développement des capacités managériales. D'entrée, le jeune occupe un poste opérationnel. Directement au charbon, il est considéré comme étant en apprentissage. Après deux ans, l'entreprise l'évalue en fonction d'un critère unique : les performances. Il suit pendant cette période quelques cours ou séminaires, l'essentiel de la formation survenant après, à l'occasion de négociations directes entre les managers et les supérieurs, en dehors des directions du personnel. Les grandes firmes assurent, par elles-mêmes, 90 % à 95 % des programmes centrés sur le développement de la compétence managériale, en fonction des responsabilités. Les moyennes et les petites entreprises recourent aux

services fort prisés des chambres de commerce ou à ceux, de qualité variable, d'offices privées de formation.

Le modèle japonais planifie l'apprentissage du management avec la vie des entreprises. La jeune recrue (vingt-deux ans en moyenne) découvre la gestion sur le tas, voire avant son entrée. Certaines firmes lui proposent, dès l'embauche, des lectures et des exercices. L'entraînement sur le terrain débute après des cours intensifs d'initiation à l'entreprise. D'ordinaire, les supérieurs dirigent l'apprentissage des jeunes, exposés d'emblée aux traces du manager. Le futur cadre découvre les facettes du métier en changeant de poste, mais sans grimper dans la hiérarchie. Ces expériences font l'objet d'évaluations et de discussions, deux à trois fois par an, avec les collègues et les supérieurs. Simultanément, les firmes stimulent le développement personnel (cours par correspondance, programmes de lectures...). Dix ans d'épreuve sont nécessaires, avant de tenir un poste de responsabilité.

La vocation éducative des grandes firmes japonaises n'exclut pas le recours à des organismes extérieurs, émanant d'associations professionnelles ou patronales spécialisées dans la confection de programmes courts et techniques, proches des besoins des entreprises. Les pouvoirs publics et les chambres de commerce se préoccupent des capacités managériales des PME avec l'aide des grandes entreprises. Le gouvernement a créé un collège des petites et moyennes entreprises dispersé dans sept campus délivrant, après un an d'études difficiles, un diplôme de « Shindanshi ». Les « Shindanshi », dont le nombre s'accroît (7 000), tiennent des rôles de consultants auprès des PME.

### Les livres

#### et les tortues

Dans la société américaine, où règne une forte mobilité professionnelle, un diplôme de « business » certifie que le titulaire possède au moins une formation reconnue de spécialiste. Les grandes écoles françaises délivrent des tickets d'entrée à des postes privilégiés, plaçant les heureux bénéficiaires sur des voies rapides (*fast track*) d'ascension hiérarchique. A côté du lièvre français, les systèmes allemands et japonais font figure de tortue. Là, les entreprises, soucieuses de découvrir des cadres performants et de les garder, favorisent l'épanouissement sur le terrain du savoir-faire managérial. Les sujets brillants ne reçoivent pas d'avantages préférentiels pour faire une carrière rapide, le compèteret des performances étant le seul juge.

Dès lors les firmes allemandes et japonaises surveillent de près les recrutements. En Allemagne, les entreprises examinent les matières étudiées, les notes obtenues, le temps nécessaire à l'obtention d'un diplôme, les expériences de travail, la connaissance

pratique d'une langue étrangère. Les traits de personnalité comptent autant que les résultats universitaires dans les décisions d'embauche.

Le Japon s'intéresse encore plus à ces critères. Les candidats sont soumis à des tests psychologiques et à des entretiens approfondis. Les firmes enquêtent auprès des professeurs, se renseignent sur la famille des postulants.

Les exemples allemands et japonais influencent les firmes américaines. Cette tendance se traduit par des contrats avec des « business schools » confectionnant des formations sur mesure à la discrétion des entreprises. Si ces pratiques obligent les enseignants en management à garder des contacts étroits avec les réalités du métier de manager, d'autres firmes envisagent d'assurer seules cette formation. Ce schéma renvoie ainsi les « business schools » à leur vocation première d'éducation générale aux affaires, tandis que les entreprises limitent les universitaires à des rôles de sous-traitants en formation continue.

Cette évolution reflète les critiques, plus ou moins raisonnables, adressées aux « business schools » - jargon, esprit de géométrie, ignorance du gouvernement des hommes, arrivisme - même si, plus que jamais, les entreprises recrutent des MBA. L'Allemagne se félicite de son système, mais s'inquiète. Le vieillissement de la population permettra-t-il de conserver un modèle nécessitant une durée de formation proche de dix ans ?

Le Japon est victime de son succès. Son modèle d'éducation des cadres supérieurs fonctionne bien dans un milieu de grandes entreprises industrielles offrant des perspectives d'emploi à vie, en échange d'une loyauté sans faille. Mais le boom des activités de services, en particulier financières, la croissance des PME spécialisées dans la haute technologie, bousculent ce schéma traditionnel. L'attachement à l'entreprise baisse parmi les experts en finance et les innovateurs, sensibles aux offres des « chasseurs de têtes », qui ont maintenant pignon sur rue à Tokyo. En outre, l'évolution des échanges commerciaux exige que le Japon forme des managers cosmopolites.

Tous les pays sont affrontés au même problème : le métier de manager se métamorphose. Les innovations techniques réduisent les effectifs de cadres gestionnaires. Le manager du futur devra être aussi un expert en technologie. La conscience prospective des Japonais étouffe les enquêteurs britanniques. A Tokyo, simulations et scénarios dessinent déjà les silhouettes des managers de l'an 2000 et au-delà.

JEAN-GUSTAVE PADOLEAU.

\* *The Making of Managers. A Report on Management Education, Training and Development in the USA, West Germany, France, Japan and the UK*, 103 p. British Institute of Management, National Economic Development Office, Millbank Tower, London SW1P 4QX.

**CNAM** CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET METIERS  
Centre de Formation de Formateurs - C2F

**FORMATION DE FORMATEURS MULTIMEDIA**  
LES NOUVELLES TECHNOLOGIES DE LA FORMATION  
(18 journées de formation en alternance, entre le 19 Janvier et le 30 Septembre 1989)

**PUBLIC :** Professionnels de la formation chargés dans leurs fonctions de mettre en œuvre des systèmes multimédia (E.A.O., documents audiovisuels, bases de données, réseaux de communication...).

**FORMATION ACTION :** « L'objectif est de maîtriser les étapes de construction de ces systèmes (cahier des charges, maquette, coordination de l'intervention de spécialistes...) »  
« Une équipe conseil regroupant des formateurs et divers spécialistes (technologies de communication interactive, psychologie cognitive, intelligence artificielle...) assistera les participants dans leur réalisation. »

Renseignements :  
Mlle Longatte : 40.27.24.25  
M. Gonnard : 40.27.23.36

CNAM / C2F  
2, rue de Conté  
75003 PARIS.

**UNIVERSITE PARIS 7**  
FORMATION CONTINUE  
c'est aussi...

Les CONTRATS DE QUALIFICATION pour les ENTREPRISES qui désirent recruter nos étudiants en formation alternée Bac + 2 (Lettres, Langues, Sciences exactes, Sciences humaines).

LA MISSION DES RELATIONS PROFESSIONNELLES prend en charge toutes les démarches  
tel.46 34 54 54

anglais, allemand, espagnol, italien, russe, grec...

**LANGUES & AFFAIRES.**  
**POUR UNE VRAIE COMPETENCE LANGUES**

- Programmes à distance
- Cours par téléphone
- Préparations diplômées pour l'Europe
- Séminaires négociation
- Ts niveaux : usuel, commercial, communication, spécialisés...

Etudiants, salariés, entreprises : toute l'année, des solutions personnalisées, adaptées à tous les cas, à tous les objectifs.

Documentation gratuite à  
Langues & Affaires, Sec 4824  
35 rue Collange  
92303 Paris-Levallois.

Telephone :  
(1) 42.70.81.88  
ou 42.70.73.63

**En Bourgogne**  
**FORMEZ VOS INGENIEURS**

Formation Continue en alternance (sur 2/3 ans) avec tutaire industriel

Filière "Cadres Techniques Supérieurs"  
Mécanique/productique ou Electronique

SURCOB : Université de Bourgogne, B.P.138, 21004 Dijon cedex  
80.39.51.80.

Février 89 et Septembre 89

**EUROPE FORMATION**  
PLACE DE L'OPERA

**LES LANGUES :**  
VOTRE ATOUT

20 HEURES DE COURS 1950 F TTC  
CONDITIONS AUX PARTICULIERS

INFORMATIQUE - DACTYLO  
8, rue Halévy, PARIS-9  
42-66-39-29

**L'INFORMATION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE**  
DANS L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

« Savoir s'informer, savoir informer : un enjeu pour l'entreprise et l'université ». Sur ce thème, la DBMIST et le CNAM organisent un COLLOQUE à Paris les 15 et 16 décembre 1988.

**INSCRIPTIONS :** CNAM - Laboratoire ICST  
292, rue St-Martin, 75141 PARIS cedex 05  
Tel. : 40-27-23-94/40-27-22-03 (répondeur). Le programme du colloque est consultable par Minitel sur le 3614-ENSUP (rubrique L'Actualité).

هكذا من الأصل

La ciguë





كذا من الأصل

# L'orientation au service des élèves

Pour les jeunes, « orientation » rime trop souvent avec « élimination ». L'inspection générale souhaiterait renverser cette mauvaise image et mettre vraiment l'école à l'écoute des usagers.

L'ORIENTATION des élèves n'est « ni neutre ni indépendante ». La liberté laissée aux familles est un « leurre », en raison de la rigidité des structures d'accueil. Les conseils de classe sont des institutions « verrouillées » : tout y est « bouclé à l'avance » et ses jugements sont souvent contredits par les faits... Ces vérités gênantes sont rappelées dans un rapport récemment remis à M. Jospin par MM. Jacky Simon, nouveau chef du service de l'inspection générale de l'administration, et André Caroff, inspecteur général spécialement chargé des questions d'orientation (1). Leur analyse repose sur une enquête de terrain menée dans sept académies. Au-delà du diagnostic, l'inspection générale formule un ensemble de propositions ambitieuses.

Le rapport de l'inspection générale n'en fait pas mystère : l'« orientation » n'est que la dénomination présente d'un système d'élimination qui masque l'incapacité de l'éducation nationale à prendre en charge les élèves en difficulté. Il y a bien longtemps, déjà, que ces derniers ne se font plus d'illusions sur cet emphisme. Pourtant, depuis le début des années 80, les pratiques ont évolué. Jusqu'à la troisième, aucun élève ne peut être mis à l'écart sans l'accord de sa famille et les parents siègent dans les commissions d'affectation, ce qui a pour conséquence d'augmenter sensiblement le nombre des redoublements. D'autre part, les passerelles entre les enseignements professionnel,

technologique et général se sont multipliées. Enfin, la mise en cause de la répartition rigide des élèves par classes et par niveaux a donné naissance à des formules plus souples, comme les groupes de niveau par matière et les cycles aménagés (sixième et cinquième en trois ans, par exemple).

## Des directives confuses

Mais ces évolutions positives ne semblent pas devoir grand-chose aux mécanismes d'orientation qui, soumis aux déterminismes structurels (carte scolaire), sociaux (chômage) et culturels (évolution de la demande de formation) « ne font que consacrer un constat dont ils tirent les conséquences administratives ».

Informés des élèves sur les filières et les débouchés ne peut donc suffire. Il faut, écrivent les inspecteurs généraux, aider chaque élève à trouver sa voie et à « construire un projet d'avenir dégagé des représentations héritées du milieu socioculturel et fondé sur une connaissance plus objective de soi et des réalités extérieures ». On sait, en effet, que l'école n'aide pas suffisamment les élèves de milieu modeste à dépasser les ambitions limitées de leur famille et que le système de notation chiffrée ne renvoie pas une image fidèle des capacités de chacun. D'où la proposition d'intégrer la préparation

à l'orientation dans l'horaire scolaire, de confier aux professeurs principaux la responsabilité de suivre individuellement les élèves, et d'inciter les conseillers d'orientation à travailler avec les enseignants.

Une politique d'orientation volontariste peut réduire certaines formes de « fatalité ». L'ouverture de sections nouvelles permet à la demande des familles de s'exprimer. Mais les structures administratives chargées de définir et de mettre en œuvre cette politique sont mal coordonnées. Les soixante fonctionnaires de la sous-direction de l'orientation du ministère sont « noyés » dans l'énorme direction des lycées et collèges et accaparés par des tâches de gestion.

Les circulaires sur l'orientation publiées chaque année par l'administration centrale, pour favoriser l'accès aux filières scientifiques ou la diminution des taux de redoublement, est très diversément interprétée selon les académies : ici, elles donnent lieu à un texte vague ne fixant aucune priorité claire ; là, un véritable « plan de bataille », prévoyant moyens et objectifs chiffrés.

## Une institution parfois ignorée

La mise en œuvre de ces orientations est d'autant plus confuse que les acteurs du système travaillent de façon isolée. Le chef de service académique d'information et d'orientation (CSAIO) dépend du recteur, mais l'inspecteur de l'information et de l'orientation (IIO), qui est le bras droit de l'inspecteur d'académie, agit au niveau départemental en fonction d'objectifs parfois différents. Ce dernier n'a pas de contact direct avec les enseignants et aucun pouvoir sur

les 579 centres d'information et d'orientation (CIO), qui constituent pourtant le maillon de base du système. Disposant de locaux particuliers (mais parfois rudimentaires) en ville, les CIO sont « une structure posée à côté du système scolaire », « une institution aux contours flous, difficilement perceptible de l'extérieur comme de l'intérieur, et parfois même ignorée ». Ne disposant d'aucun statut — ils sont financés tantôt par l'Etat, tantôt par les collectivités locales — les CIO vivent en marge des établissements scolaires. Ils n'élaborent généralement aucun programme d'activité claire et souffrent de l'absence de direction.

Ils sont animés par un corps de spécialistes, les conseillers d'orientation, qui sont censés, à la fois, recevoir les élèves sur rendez-vous pour des entretiens individuels ou des tests, et partir à leur rencontre dans les établissements.

En réalité, ils ont tendance à négliger cette dernière activité. Les conseillers d'orientation sont en effet, contestés à la fois par les enseignants, qui leur reprochent de défendre les élèves en difficulté avec des arguments extrascolaires, et par les parents qui ont bien du mal à les rencontrer (ils ont en moyenne 1 500 élèves du secondaire en charge, mais sont souvent absents des lycées professionnels). Tout en soulignant « l'urgence » déployée par les conseillers et en analysant leur malaise et leurs frustrations, l'inspection générale demande que soit portée à 39 heures la durée hebdomadaire de leur travail (au lieu de 29 h 15), que leur nombre soit augmenté, et qu'il soit mis fin à la « gestion conviviale ou collégiale » des CIO, en affirmant le rôle de leurs directeurs et de leurs inspecteurs.

D'autre part, le rapport plaide pour un rapprochement des CIO avec les autres instances chargées de l'insertion sociale et professionnelle (PAIO, ANPE), pour leur transformation en établissements publics locaux, rattachés aux régions. Ces « véritables observatoires du fonctionnement du système scolaire participeraient à l'élaboration des projets d'établissement prévoyant la construction progressive d'un projet professionnel » par les élèves. Or, cet aspect du problème est presque complètement absent du système actuel, qui ne juge les élèves que « par rapport à une conception subjective du « bon élève » qui aurait assimilé l'ensemble du programme » de chaque discipline.

## Le « cérémonial » du conseil de classe

Le rapport se livre à une critique féroce du conseil de classe, « institution verrouillée », qui donne lieu à un « cérémonial » hypocrite. Les inspecteurs généraux notent que la réunion est « bouclée à l'avance » par des professeurs soucieux d'éviter toute dispute publique. Le conseil de classe « se borne à constater des résultats, se limite à un jugement et n'apporte aucune aide à l'élève ». Sa décision affiche des « certitudes », mais ignore les projets personnels des élèves, étant incapable d'« intégrer des éléments autres que scolaires ».

En contrepoint de ce réquisitoire, l'inspection générale propose que l'orientation soit recentrée sur le jeune lui-même, et non plus sur l'obligation d'alimenter les différentes filières. La liberté des familles serait érigée en principe. Toute procédure d'orientation serait supprimée avant la troisième. En cas de désaccord

avec les professeurs, en fin de cinquième, l'élève serait admis à l'essai dans la classe demandée par ses parents, en bénéficiant d'un soutien si nécessaire : il pourrait être finalement dirigé vers la classe conseillée par les professeurs si les difficultés sont trop grandes. En fin de troisième et de seconde, l'établissement pourrait opposer son veto — susceptible d'appel — à la décision des parents. Un « conseil de niveau » examinerait alors l'avis des professeurs et proposerait une solution. Le passage en terminal serait libre.

A terme, l'élève négocierait son itinéraire avec ses formateurs « dans le respect des droits et des devoirs que cet engagement implique ». Mais pour atteindre cet idéal, qui signifierait la suppression des procédures d'orientation actuelles, il faudrait, selon l'inspection générale, cesser de « confier à l'orientation le soin de résoudre des problèmes relevant de la pédagogie ». Plutôt que de masquer les difficultés pédagogiques à coups de décision « d'orientation » et donc d'exclusion, mieux vaudrait affiner l'évaluation des élèves ; adapter les cursus au rythme de chacun ; en négociant « un contrat de formation avec le jeune et sa famille ». Des idées ambitieuses qui intéressent le ministre de l'éducation nationale : M. Jospin a, plusieurs fois, manifesté l'intention de « transformer l'orientation verdict en orientation conseil », en s'appuyant sur le rapport de l'inspection générale. Mais quelles conclusions en tirera-t-il ?

PHILIPPE BERNARD.

(1) « Orientation des élèves. Problèmes généraux. Rôle des structures et des acteurs de l'orientation ». Rapport présenté par l'inspection générale de l'éducation nationale et par l'inspection générale de l'administration de l'éducation nationale.

**BLOC NOTES**

**RÉINSERTION**  
L'association Auxilia assure une formation par correspondance pour les personnes handicapées ou incarcérées. De l'élémentaire au supérieur.  
\* 102, rue d'Aguesseau, 92100 Boulogne. Tél. : 46-04-56-78.

**DROITS DE L'HOMME**  
Plusieurs associations de jeunesse et d'aide humanitaire organisent un concours sur les droits de l'homme ouvert aux jeunes de onze ans à vingt ans. Dépot des dossiers jusqu'au 15 janvier.  
\* Concours jeunes, droits de l'homme. Jury EDH. Amnesty International, 4, rue de la Pierre-Levée, 75011 Paris.

**MÉTIERS**  
Le Cné des sciences et de l'industrie de La Villette a mis en place un espace « le Passage des métiers » — pour informer le public sur les possibilités de la formation et de l'emploi. En collaboration avec l'ANPE et l'éducation nationale.  
\* Cité des sciences, 30, avenue Corentin-Lise, 75019 Paris. Tél. : 40-05-72-29 et 40-05-72-58.

**CAOIRS**  
L'ONISEP publie une brochure Cadres demain, 120 métiers d'avenir examinant les possibilités d'emploi dans dix-sept grands secteurs professionnels.  
\* 49 F, Chez les marchands de journaux, dans les points de vente ONISEP ou par correspondance : ONISEP Diffusion, 75635 Paris Cedex 13.

**Le Monde EN BANQUE DE DONNEES**  
LE TEXTE INTÉGRAL DU MONDE INDEXÉ DEPUIS JANVIER 1987 EN LIGNE SUR VOTRE TERMINAL OU VOTRE MINITEL POUR TOUS RENSEIGNEMENTS :  
SINORG G. CAM. SERVEUR  
Tél. : 45-38-70-72

# Le combat des « decroliens »

L'école Decroly mène, depuis 1945, une expérience pédagogique toujours saluée et toujours menacée. Parents, élèves et enseignants expliquent le sens de leurs efforts dans un livre gai : Plaisir d'école.

LES défenseurs de l'école Decroly sont les champions d'un exercice qui tient à la fois de l'équilibrisme et de l'endurance. Pour les responsables de cet établissement public aux méthodes pédagogiques « nouvelles », Decroly doit, en effet, conserver sa spécificité, tout en demeurant dans le giron de l'éducation nationale. La difficulté n'est pas mince et exige des trésors... de pédagogie. Pour expliquer au public le sens de leurs efforts, parents, enfants et enseignants se sont donc attelés à la rédaction d'un livre, *Plaisir d'école*, où ils racontent les espoirs et les difficultés de ceux qui souhaitent transformer l'école en lieu de vie et non pas de survie.

Fondée en 1945 d'après les idées du médecin belge Ovide Decroly, cette école située à Saint-Mandé (Val-de-Marne) ferait frémir plus d'un Père Fouettard. Les trois cent quarante élèves, de la maternelle à la troisième, n'y subissent aucune des contraintes traditionnellement réservées aux écoliers : les notes n'existent pas ; le classement est considéré comme un monstre pré-historique ; les punitions sont mises à l'index et les devoirs à la maison réduits au strict minimum. L'anarchie toutefois n'y règne pas, car les enseignants veillent à maintenir une organisation à la fois singulière et précise.

Au cœur du système : le plaisir de la découverte et l'intérêt de chacun pour son travail. L'élève n'est pas un petit animal que l'on doit gaver de connaissances et de réflexes, mais un individu à part entière, vivant dans son école comme dans un microcosme, où l'ensemble du système éducatif est conçu en termes de « globalisation ». L'enfant n'est pas invité à absorber un savoir morcelé et livresque en fonction de matières

prédecoupées. Dès son plus jeune âge, le petit « decrolien » apprend à aborder un sujet sous tous ses angles, à partir d'exercices d'observation. « Cette année, nous sommes partis en classe de mer à l'île de Ré, explique une maîtresse de CM1, et nous en avons rapporté des thèmes de réflexion pour plusieurs mois ».

L'enfant doit apprendre à se poser des questions sur son environnement et à ne pas accepter sans réfléchir un savoir tout prêt, dispensé comme des bonbons dans une machine à sous.

Les enseignants fonctionnent eux aussi de façon « globale », puisqu'ils acceptent de travailler en équipe, de se réunir chaque semaine pour réfléchir à des thèmes variés. Ils essayent, en somme, de vivre au cœur de l'école sans se cantonner dans leurs classes. Ce refus du cloisonnement conduit les parents à participer largement à la vie de l'école, à sa gestion et ses choix.

## Apprendre à son rythme

Au sein de chaque classe, les enfants sont réunis par groupes d'âge et non par niveaux. La différence est acceptée comme une donnée de base. Chacun doit apprendre, à son rythme, à découvrir le monde et à se discipliner. Cette pédagogie n'exclut pas les apprentissages de base, car les enfants doivent pouvoir s'adapter au système scolaire traditionnel à la fin de la troisième. La transition n'est cependant pas toujours facile, puisque le nombre de redoublements en seconde s'avère légèrement supérieur à la moyenne nationale.

« Il faut accepter de perdre du temps pour ne pas perdre des



gens », souligne M. Guy Berger, enseignant en sciences de l'éducation à l'université Paris-VIII et partisan du système Decroly. Opposés à la sélection, les animateurs de l'école Decroly proscrient le redoublement et estiment souvent que l'éducation traditionnelle est fondée sur une culture de l'échec. Ce type d'expérience n'est toutefois pas facilement généralisable, puisqu'il suppose une grande cohérence du projet éducatif et la forte participation d'une équipe.

Conscients du caractère exceptionnel de leur école, parents et enseignants se plaignent toutefois des ambiguïtés de leur statut. L'établissement public depuis 1948, Decroly fait figure d'enfant terrible au sein de l'éducation nationale. L'innovation n'y est pas toujours conciliable avec l'organisation très stricte de la fonction publique, et les budgets accordés à l'école ne permettent pas toujours de maintenir les heures consacrées aux activités de recherche, qui constituent l'un des pivots du projet éducatif.

D'autre part, l'école doit appliquer depuis 1986 un découpage administratif entre les classes maternelles et primaires, d'une part, et le collège, d'autre part. Ce cloisonnement va à l'encontre

du désir de « globalité » exprimé par l'équipe et pose le problème des personnels de direction. Habités à désigner collégialement les responsables de la « coordination » en choisissant, tous les deux ans, deux enseignants chargés de diriger l'école, les enseignants doivent aujourd'hui accepter des décisions venues de l'extérieur. La directrice des classes maternelles et primaires est un membre de l'équipe, mais la responsabilité du collège a été attribuée au proviseur d'un lycée voisin.

## Avant la conception...

Enfin, l'école vit une situation en demi-teintes sur le plan de la sectorisation. Rattachée administrativement au département du Val-de-Marne, elle ne dépend d'aucune commune. Or ces collectivités sont responsables du financement des écoles maternelles et primaires, le département n'assurant théoriquement que la charge de l'enseignement secondaire. L'école Decroly, qui ne peut accueillir que les enfants provenant de communes ayant accepté de payer leur scolarité à l'extérieur de leur territoire, souhaite ainsi vivement que la déssectorisation progresse rapidement.

Ces différentes embûches n'empêchent pas Decroly de connaître un succès spectaculaire. Insrites sur d'interminables listes d'attente, les familles sont tirées au sort, grâce à un système qui tente de réduire les inégalités entre les différents milieux socio-professionnels. « Les parents culturellement favorisés sont mieux informés de notre existence. Mais nous essayons de lutter contre l'élitisme », souligne M<sup>me</sup> Claudine Watigny, directrice des petites classes, qui évoque aussi certaines extravagances : « Nous avons vu des parents essayer d'inscrire leurs enfants avant qu'ils ne soient nés, et parfois même conçus ! ».

Gérer la réussite n'est pas désagréable, mais lorsqu'il faut affronter d'innombrables casses-tête. Mais les responsables de l'école Decroly se désolent de consacrer à leur survie une énergie qu'ils pourraient investir ailleurs. Enfin, certains ne se privent pas de souligner qu'ils appliquent, somme toute, bon nombre des principes que l'éducation nationale affirme vouloir favoriser...

RAPHÀËLE REYROLLE.

\* Decroly-Saint-Mandé, *Plaisir d'école*, H.G., 9, rue Saulnier, 75009 Paris, 239 p., 130 F.

# bulletin-réponse

## LA BOURSE

Le Monde  
CAMPUS

## AUX STAGES

1. Le leader mondial sur le marché des gaz industriels.
2. L'opération Dragon, c'est elle.
3. Elle organisée en novembre 1988 une rencontre dont Carolyn Carlson sera le guide.
4. L'un des lieux plus importants réseaux internationaux d'expertise comptable et de conseil, présent dans plus de soixante-dix pays.
5. Premier groupe bancaire privé français, au siège à la Bourse de Tokyo, assure un français des options de change, sponsor du championnat de France de rugby.
6. Premier transformateur de plastiques européens, nous contribuons à l'amélioration de votre cadre de vie quotidien.
7. Une société d'ingénierie à forte identité en génie chimique dont le siège est à Malboue.
8. Ce grand groupe vient de renouveler sa série S.
9. Le fabricant d'appareillage électrique basse tension qui vend dans le monde plus d'un milliard d'appareils par an, et dont le siège est à Lisses.
10. Un foyer sur cinq est un de ses adhérents et son centre d'expertise à Lens emploie au moyenne 24 000 salariés par jour.
11. Il fera son retour en formule 1 en 1989.
12. 28 445 personnes, 1 851 guildes pour un groupe qui avance.
13. De l'école maternelle à l'université, nous mettons notre savoir-faire et notre électronique au service de l'éducation.
14. Leader du marché des laines nous venons avoir rappelé que l'huile d'est important.
15. Son énergie autonome alimente Ariane, les satellites et les radiotéléphones.
16. 1 Français sur 3 a un compte chez lui.
17. Fiabilité allemande, esprit français, première bibliothèque de logiciels de gestion en Europe.
18. Quatre ans c'est le temps qu'il a mis à ce groupe pour développer, à travers le monde, trois secteurs d'activités complémentaires réalisant 30 milliards de francs de chiffre d'affaires : santé humaine, biotechnologie, parfums et produits de beauté.
19. L'esprit d'équipe, notre réponse pour gérer la complexité.
20. Elle a fait deux l'équipement automobile une progression spectaculaire en 1987 et 1988.
21. Un œil pour se faire un nom.
22. Le numéro un européen du progiciel.
23. Des transmissions électroniques aux services pétroliers, de la gestion de l'eau, du gaz, de l'électricité au contrôle industriel, des systèmes graphiques aux instruments électroniques, nous sommes 50 000 à travers le monde.
24. Il réunit l'ensemble des activités chimiques d'un grand groupe qui a changé de nom en septembre 1988.
25. Artisans du paysage régional, l'entreprise associe son savoir-faire à des projets de construction nouveaux et précis.
26. Cette société regroupe ses trois filiales américaines fin 1988. Elle est elle-même filiale du géant ouest-allemand Bayer.
27. Filiale de Thomson CSF, elle commercialise des logiciels pour la gestion et l'information des années 90.
28. On savait l'électricité en mouvement, et même intelligente. Et voici qu'en 1988 ce groupe l'amène au devant de la scène.
29. En rachetant l'ensemble des activités allemandes de ICI en août 1988, ce groupe est devenu le premier fabricant européen de silicoles.
30. Une des toutes premières SSI créée en France qui vient d'entrer dans le groupe Danad.
31. Société française appartenant à un grand groupe américain, sa volonté d'excellence, qui lui assure le leadership sur son marché, lui a permis en 1987 de remporter l'encour de l'innovation LSA.
32. Prisons : on ne l'attendait pas dans la bande des quatre.
33. La politique de participation dynamise l'entreprise.
34. Sans nous le ciel est inaccessible.
35. Elle possède sa propre flotte d'avions et de véhicules qui desservent chaque mois plus de quatre-vingt bureaux dans vingt-trois pays.

### COMMENT PARTICIPER

**COMMENT PARTICIPER**

1. Attribues à chacune des entreprises participantes le numéro de l'affirmation derrière laquelle elle se cache et reportes vos réponses ci-contre. Et répondez aux deux questions que vous propose la Commission des Communautés européennes.
2. Complétez votre CV et rédigez vos motivations (voir au verso), ces éléments seront déterminants lors de la sélection des candidats pour le Grand Oral (1<sup>er</sup> février 1989).
3. Joignez un certificat de scolarité délivré par votre école ou université attestant de votre niveau étudiant bac + 3.
4. Postez le tout avant le 15 décembre à minuit (le cachet de la poste faisant foi) à :  
**BOURSE AUX STAGES DU MONDE CAMPUS BP4 93260 LES LILAS**
5. Les meilleurs candidats seront invités au Grand Oral de sélection devant les représentants des entreprises le 1<sup>er</sup> février 1989 à l'EAP, Ecole européenne des affaires, à Paris.

### RÉPONSES

Indiquez en face de chaque logo d'entreprise le numéro de l'affirmation qui lui correspond.

	<input type="radio"/>	
	<input type="radio"/>	AGFA <input type="radio"/>
	<input type="radio"/>	GROUPE SNECMA <input type="radio"/>
	<input type="radio"/>	
	<input type="radio"/>	
	<input type="radio"/>	Valeo <input type="radio"/>
	<input type="radio"/>	SOCIÉTÉ GÉNÉRALE <input type="radio"/>
	<input type="radio"/>	SOMMER FILLIBERT <input type="radio"/>
	<input type="radio"/>	ILE DE FRANCE OPERA & BALLET <input type="radio"/>
	<input type="radio"/>	CREDIT LYONNAIS <input type="radio"/>
	<input type="radio"/>	FOUGEROLLE <input type="radio"/>
	<input type="radio"/>	MUST SOFTWARE INTERNATIONAL <input type="radio"/>
	<input type="radio"/>	MERLIN GERIN <input type="radio"/>
	<input type="radio"/>	Auchan <input type="radio"/>
	<input type="radio"/>	Bill <input type="radio"/>

Répondez aux deux questions que vous propose la Commission des Communautés européennes.

**I** Quels étaient les montants, en millions d'ECU, proposés par la Commission des Communautés européennes en 1985 pour Comett et en 1986 pour Erasmus ?

- Réponses : Comett : 80 et Erasmus : 160   
 Comett : 120 et Erasmus : 90   
 Comett : 150 et Erasmus : 215

**II** Quel Etat-membre aura la présidence du conseil des ministres de la Communauté européenne au 1<sup>er</sup> janvier 1993, à la date de réalisation du marché intérieur ?

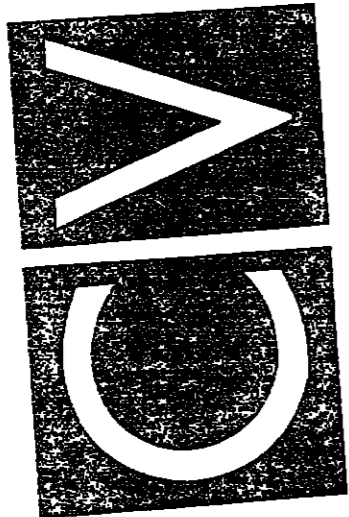
- Réponses : la France   
 la Belgique   
 le Danemark

هكذا من الأصل

مكتبا من الأصل

# VOTRE CURRICULUM VITAE

Complétez votre CV et joignez-y un certificat de scolarité.  
Il sera un élément déterminant lors de la sélection des candidats pour le Grand Oral (Paris, 1<sup>er</sup> février 1989 à l'EAP).



Nom ..... Prénom .....

Date de naissance .....

Nationalité ..... Sexe .....

Adresse permanente ..... Code postal .....

Localité ..... Code postal .....

N° de téléphone ..... Code postal .....

Adresse pendant vos études ..... Code postal .....

Localité ..... Code postal .....

N° de téléphone .....

Langues

Lu	Parlé	Écrit	Courant
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

### Séjours à l'étranger (durée du séjour)

.....

### Dans quel secteur souhaitez-vous effectuer votre stage ?

- Marketing/Commercial/Communication
- Technique/Ingénieur/Recherche
- Administratif/Juridique/Financier
- Informatique

### Orientation professionnelle envisagée :

.....

### Dates de stages souhaitées :

.....

### Stages, Juniors entreprises

Dates	Société	Service	Mission
.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....

### Etudes en cours :

.....

### Expériences parascolaires

Dates	Secteur	Responsabilité
.....	.....	.....
.....	.....	.....
.....	.....	.....

### Formations antérieures :

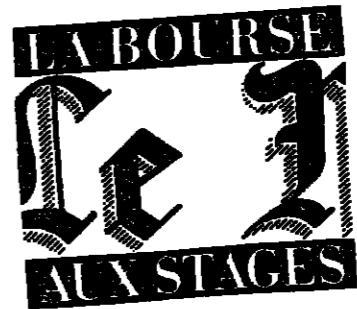
Année	Etablissement	Diplôme obtenu
.....	.....	.....
.....	.....	.....
.....	.....	.....

# vos motivations

« Que représente un stage en Europe pour votre avenir professionnel ? »

Réponse obligatoire, dix lignes maximum.

.....



Renvoyez le tout avant le 15 décembre minuit  
(le cachet de la poste faisant foi) à :  
BOURSE AUX STAGES DU MONDE CAMPUS  
BP 4  
93260 LES LILAS

Le Monde  
CAMPUS  
avec  
EUROPE 1

Iowa déte

# Le Monde ARTS ET SPECTACLES

## Alliance photo et Doisneau dans le cadre du Mois de la photo

### Conseils de révisions

Trois expositions, trois photographes.  
Un tiercé qui redistribue dans l'ordre  
l'histoire de la photographie française.

LORSQU'EN 1934 Maria Eisner, jeune Milanaise émigrée de Berlin, crée Alliance photo, son but est clair. Profitant de l'essor de la presse et de l'édition, il s'agit de diffuser des images dans le monde entier. Et de permettre aux photographes de conquérir un statut.

Cofondée par René Zuber et Pierre Boucher, l'agence préleve 30 % sur la vente. Souvent livrés avec un texte légendé, les documents mentionnent le nom des auteurs. Ceux-ci ouvrent à la commande ou en free-lance ; les photographes ont parfois leurs propres clients.

Aucun n'a de spécialité. Tous investissent de nouveaux secteurs (mode, publicité, industrie, technologie, sport). Leur but est de s'organiser professionnellement. Opérateurs indépendants, la plupart ne sont pas reporters mais le deviennent en allant sur le terrain. Manière de voir et de comprendre, la photo reste pour ces « aventuriers » un amusement tout en étant un métier.

L'attrait de l'exotique est le prétexte rêvé pour courir le monde. Ethnologue attaché au Musée de l'homme, Pierre Verger est l'un des plus prolifiques. En 1935, il parcourt l'Afrique, échoue à Tombouctou et tire le portrait des méharistes du Soudan français. C'est l'époque où une jonque chinoise suffit à combler la curiosité du public. Mais l'inventaire des contrées lointaines n'est pas la mission première de ces illustrateurs.

Juliette Lasserre excelle à traiter la vie quotidienne. Denise Bellon, mère de Yannick et de Lolite, est le chantre d'une jeunesse allégre. Le skieur Ernie Allais, « notre meilleur espoir olympique », est stérifié en contre-plongée par Feher et Boucher. La culture physique (régate, parachute ou lancer du javelot) est un exercice nécessaire. « La santé, condition première de la beauté », écrit Pierre Boucher, qui opère au grand air, dans la nature, en pleine lumière. D'un même ciel avide, avec une sidérante unité de vue, on découvre les sujets les plus variés, du living-room de René Prou au carnaval de Nice, sans oublier l'inénarrable Saint-Exupéry, en pantalon de golf, binocles noirs et béret, préparant de Syrie un raid autour de la Méditerranée.



Le déjeuner sur l'herbe

Le réalisme est pour Alliance photo une vertu cardinale. Au format carré, les cadrages très composés déploient la même rigueur plastique pour détailler une chenille en gros plan ou « le Monstre d'acier ». Expression d'une croyance en la bonté du monde, la foi en l'avenir est concrétisée par le goût de la technique. Qu'il s'agisse du facteur Cheval ou du XXXIII<sup>e</sup> Congrès radical, l'image révèle l'optimisme d'une époque.

Ces pionniers ont des points de vue si communs qu'il est malaisé de définir ce qui revient à chacun. Ce constat se révèle surtout vrai pour les fameux nus naturalistes qui scandalisèrent en leur temps. Robuste et voluptueux, le corps est saisi à l'état naturel, de préférence en action, parfois dans des

poses acrobatiques. L'anatomie féminine est cadrée sans désir avec une objectivité distante. Sans froid, mais aussi sans pudeur, la beauté de la femme est incarnée par les photographes en personne qui sont leur propre modèle et, en riant, s'autophographient entre eux.

On ne peut cependant réduire Alliance photo à une joyeuse bande de copains. Par son dynamisme et sa rigueur, elle a contribué au développement de la presse dans l'entre-deux-guerres. Elle a aussi imposé une vision photographique du monde. Halsman, Chim, Cartier-Bresson, y collaborèrent à l'occasion. Mais aussi Hans Namuth, Georg Raiser, et surtout Capa, qui prit pour Alliance photo la célèbre vue du soldat républicain foudroyé au début de la guerre civile espagnole. Quatre ans après,

l'agence mourait avec la guerre. L'exposition qui lui est consacrée (1) est exemplaire. Le regard de ces photographes, neuf, lumineux, efficace, est à l'opposé du « réalisme poétique » des années 50 que caractérise Izis (2).

Né à Mariandole (Lituanie), Israël Bideranas vint à Paris en 1930. Modeste, timide et doux, ce rêveur en exil, meurtri par la guerre, semble s'être souvenu toute sa vie que ses parents tenaient une boutique de porcelaine. Cultivant l'exotisme de la proximité, ce pionnier candide arpente la capitale avec une pudeur craintive. Emu par un poulot, fêtant le folklore populiste d'un Paris d'épinal, il procède en imagier, sans exubérance ni incongruités.

Son plus beau portrait est celui de Grock, en 1934, hors chapiteau, de dos, avant l'entrée en piste. Plus à l'aise dans les livres qu'il concoit lui-même et dont il organise la mise en page, le travail d'Izis vieillit mal. Cent fois vu, le charme suggestif des rues vides, au petit matin, n'agit plus. L'excès d'émotion de sa rétrospective déçoit au regard du perfectionnisme anti-sentimental des opérateurs d'Alliance photo.

A cette féerie un peu terne, on peut préférer les premiers travaux de Doisneau lorsqu'il « bossait chez Renault » (3). Malgré un environnement superflu, des tirages au format inutile, un livre gadget aberrant (4), on salue les balbutiements d'un débutant doué qui s'ingénie sans génie, pour gagner sa vie, à traiter un sujet imposé. Avec une chambre en bois 18 x 24, un pied en fonte, un sac de 20 kilos et ses flashes au magnésium en poudre, il opère comme un camelot. Avec comptables et dactylos pour modèles, cet immense petit homme parsème d'humour ces ateliers effrayants. Le saliné d'usine fut bientôt licencié pour « retards répétés ». Le photographe du dimanche devient opérateur indépendant. Rendu à lui-même, il fera de la rue son royaume.

PATRICK ROEGERS.

(1) Alliance photo, agence photographique 1934-1940, Bibliothèque historique de la ville de Paris, 24, rue Pavée, Paris 4<sup>e</sup>, jusqu'au 9 janvier.

(2) Izis, Rétrospective (1911-1980), Caisse nationale des monuments historiques et des sites, 62, rue Saint-Antoine, Paris 4<sup>e</sup>, jusqu'au 10 janvier. Parution de Izis, coll. « Les livres du désastre », 49 F.

(3) Robert Doisneau, Doisneau-Renault, Grande Halle de la Villette, 211, av. Jean-Jaurès, Paris 19<sup>e</sup>, jusqu'au 22 janvier.

(4) Doisneau, livre-objet, éd. Hazan, 80 p., 150 F.

## L'American Indian Dance Theater au Casino de Paris

### Un Kiowa déterre la hache de la danse

Pour la première fois, les nations indiennes d'Amérique du Nord créent un projet artistique commun, Paris accueille les vingt-cinq danseurs, chanteurs et musiciens de l'American Indian Dance Theater.

PERSONNE n'avait entendu parler des Indiens d'Amérique depuis Wounded Knee. C'était en 1973 : soixante et onze jours de combat entre les Indiens et la police fédérale sur le site historique du Sud Dakota où, en décembre 1890, avait commencé la révolte des Sioux. Sur ordre du président Washington, Sitting Bull, leur vieux chef, venait d'être exécuté.

Plus tard — mais leurs cris n'ont pas traversé l'océan — les Indiens radicaux regroupés dans l'American Indian Movement ont marché de la Californie jusqu'à Washington pour le respect de leurs droits politiques, économiques et culturels. Sans réel succès sinon qu'enfin, bien des divisions intracommunautaires étaient surmontées et le dialogue établi entre les tribus. Après les défilations nées des échecs du « Pouvoir rouge », quelques-uns décidaient d'inventer de nouvelles formes de contestation.

A Seattle, la métropole la plus septentrionale de l'Ouest américain bâtie sur l'or de Boeing, Douglas et General Electric, on a construit récemment, sous l'égide de la Fondation des Indiens unis de toutes tribus, un centre culturel au milieu d'un beau parc boisé baptisé « Discovery ». Là, ce soir d'octobre dernier, malgré le froid et un brouillard enveloppant, des

chants montaient d'un petit groupe d'hommes et de femmes assemblés autour d'un feu. A l'ouvrage, un vieil Indien, White Bear ou Bernie, dépositaire des secrets de la cuisson du saumon à l'ancienne. C'est qu'il ne fallait pas rater ce dîner d'exception rassemblant toute la troupe de l'American Indian Dance Theater, qui commençait à Seattle une tournée mondiale, et une poignée de journalistes français venus la rencontrer.

Pour s'en assurer et ne laisser aucune chance au Malin, Chester Mahooty, l'un des aînés de la troupe, psalmodia une prière zuni, langue presque éteinte d'une tribu du Sud-Ouest. Après un « Ugh ! » — un vrai — ponctuant d'une seule voix la prière, la rencontre pouvait avoir lieu. Elle se terminerait très tard, au son du tambour, ultime refuge de l'esprit indien, et de la flûte. Et quelle rencontre : pour la seule troupe de l'American Indian Dance Theater, il y avait là vingt-trois danseurs et musiciens venus de treize tribus d'Amérique du Nord, Apaches et Zunis, Comanches et Navajos, Sioux et Shoshonis...

L'un d'eux, Kevin Haywabe, Indien de la tribu des Assiniboinnes, installée au Canada, dans le Saskatchewan, n'a pas encore vingt ans. Entre l'ingestion de deux bières — un sport où il excelle — il racontera comment, après avoir été choisi comme les autres membres de la troupe pour ses performances exceptionnelles dans un pow wow, il décida de grimper au sommet d'une montagne près de chez lui, dans le Grand Nord, pour aller chercher les plumes d'aigle royal qui ornent le mieux sa tenue de scène...

Andy Vasquez, jeune Apache distingué pour ses talents d'interprétation des danses traditionnelles du Nord, s'étonnera d'avoir été choisi pour la couverture des programmes de la tournée et ne voudra pas croire que, depuis de nombreuses semaines, son portrait donne quelques couleurs aux colonnes Morris de Paris et aux murs du métro de la capitale. Il faut dire qu'on n'a pas encore construit de réseau souterrain de transports dans la réserve de Wind River, dans le Wyoming, où il vit, compose pour la flûte et crée des objets artisanaux.

Inutile de demander à l'un ou à l'autre ce que représente l'aventure de la troupe : danseurs ils sont et l'ont toujours été, appartenant, l'été venu, les grandes plaines indiennes à l'occasion de pow wows où, plusieurs jours durant, s'affrontent des milliers d'Indiens pour le titre de meilleur danseur de grass dance, eagle dance, hoop dance ou fancy dance. Se retrouver ici, avec des hommes et des femmes de tous âges, de toutes origines, leur paraît tout à fait naturel.

#### Culture pow wow

« Tous les Indiens savaient que cela allait, que cela devait arriver », explique, le jour suivant, sur le campus de l'université de Seattle qui reçoit la troupe, le metteur en scène du spectacle, Hanay Geiogamah, un Kiowa de quarante ans, professeur associé de l'université de Californie (UCLA) aux départements d'études indiennes et de théâtre. « La danse et la musique sont des éléments primordiaux de la vie tribale. L'art est certainement

l'un des meilleurs moyens de communiquer aujourd'hui notre spécificité indienne. La plupart des gens, y compris les Américains, n'ont aucune idée de ce qu'est notre culture contemporaine. Notre venue à Paris est la première vraie chance de ma vie d'Indien et d'artiste de faire connaître cette culture. C'est un privilège que me donne le Créateur, et auquel je n'osais pas croire, une occasion de laisser voir la vraie beauté, le vrai esprit indien. C'est pour toute la troupe un événement très spirituel. »

Pour la première fois dans l'histoire des peuples indiens, toutes les rivalités ont été surmontées pour réaliser l'union autour d'un projet artistique commun. Il n'est pas question pour autant de remiser le combat politique ou économique mais de créer, au travers du spectacle, une nouvelle approche de l'identité indienne plus pacifique et donc, c'est le vœu de tous, peut-être plus efficace. « Tout le monde sait que le chômage, la drogue, la violence traversent notre communauté comme les autres, explique Hanay Geiogamah, et nous avons voulu montrer que beaucoup de jeunes Indiens ne veulent plus de ça, ne veulent plus accepter un sort qu'ils ne méritent pas. »

Alors, pendant plus d'un an, du printemps de 1986 à celui de 1987, le metteur en scène et la productrice américaine du spectacle, Barbara Schwei, ont parcouru des milliers de kilomètres pour assister aux pow wows les plus importants.

OLIVIER SCHMITT.

(Lire la suite page 22.)

ODEON  
THÉÂTRE NATIONAL  
Comédie Française  
DIRECTION ANTOINE VITEZ

## TÊTE D'OR

PAUL CLAUDEL

Mise en scène Aurélien Recoing  
Avec Marcel Bozonnet et Valérie Dréville  
Thierry Frémont et Aurélien Recoing...

Coproduction Compagnie des Nécrotiques, Théâtre national de l'Odéon avec la participation de la Comédie-Française et du Jeune Théâtre national

Du 8 décembre au 12 janvier

Du mardi au samedi à 19 h 30. Dimanche à 14 h 30.

Renseignements 43 25 70 32

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_ Code postal \_\_\_\_\_  
Ville \_\_\_\_\_ Tél. (jour) \_\_\_\_\_ (soir) \_\_\_\_\_

#### Réserve pour TÊTE D'OR

Du 10 décembre au 12 janvier - Du mardi au samedi 19 h 30. Dimanche 14 h 30.

\_\_\_\_\_ places à : 135 F □ ; 95 F □ ; 70 F □ ; 46 F □ ;  
le \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_ h. Dates de repli : le \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_ h. ou le \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_ h.

Je joins le règlement de \_\_\_\_\_ F par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Théâtre national de l'Odéon ainsi qu'une enveloppe timbrée au :  
Théâtre national de l'Odéon, Service des locations  
1, place Paul-Claudé - 75006 Paris

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

DANSE



Danser avec plumes, et le même en civil.

Un Kiowa déterre la hache de la danse

(Suite de la page 21.)

Depuis plus de vingt-cinq ans, la « pow wow culture » a en effet essaimé dans les réserves, spectaculaire mélange de fête païenne, avec ses concours où sont distingués les talents de danseurs, d'interprètes et aussi de beauté, avec l'élection annuelle de Miss Indian World, et de cérémonie religieuse.

« Danser, c'est prier, note Philippe Jacquin dans son livre *La Terre des Peaux-Rouges* (1). La danse compte autant que la parole pour s'adresser aux esprits. Elle est l'une des formes favorites d'expression religieuse. La musique amplifie la prière. »

« Les danseurs et musiciens que nous avons réunis, souligne Hanay Geigamab, ont tous été distingués au cours de ces pow-wows. Nous avons essayé, par le mélange des origines, de créer une sorte de « parfum tribal ». Tous représentent ce qu'on appelle la danse moderne indienne, même si la plupart des danses présentées ont des sources très éloignées. Par exemple, la fancy dance est la modernisation

des danses guerrières traditionnelles et ancestrales par des rythmes et des pas nouveaux qui permettent d'exprimer mieux l'énergie masculine. C'est une attitude que j'ai prise volontairement pour exprimer fortement notre fierté indienne dans la tradition de nos danses qui ont toujours une nécessité fonctionnelle : préparer les gens émotionnellement, susciter par exemple le courage avant le combat et la relaxation au retour du combat.

« Cela dit, nous avons les mêmes exigences que les autres compagnies de danse et demandons à nos danseurs de l'esprit, de l'expérience, de la présence et une forte personnalité. Tout s'est bien passé et très vite car chacun a pris conscience que nous étions les ambassadeurs artistiques des nations indiennes. »

Parce qu'il ne voudrait pas que cet effort ne meure avec la fin des représentations, Hanay Geigamab voudrait disposer, aux Etats-Unis, d'un théâtre et d'une école. Il faudrait pour cela que cette tournée soit un succès. Cela permettrait, dans un pays où les sub-

ventions d'Etat sont quasiment inexistantes, de trouver les mécènes prêts à financer les projets de la troupe. Car, pour l'instant, comme le dit Barbara Schwei, « les financements de l'American Indian Dance Theater ne sont pas indiens mais venus de mes meilleurs amis, tous blancs comme moi. L'expérience est tellement nouvelle, tellement unique, tellement difficile pour beaucoup qu'il était impossible jusqu'à aujourd'hui de trouver des soutiens. » Partout où la troupe est passée aux Etats-Unis, la critique s'est déchaînée dans l'éloge, souvent délirant. La France ne devrait pas être rétive : l'énergie, la joie, les couleurs du spectacle de l'American Indian Dance Theater en font un beau, souvent émouvant, toujours spectaculaire moment de théâtre.

OLIVIER SCHMITT.

(1) Paru en 1987 chez Gallimard, dans la collection « Découvertes-Histoire ».

\* Casino de Paris, du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée mercredi, samedi et dimanche à 15 h 30. Tél. : 40-16-12-46.

THÉÂTRE

A Gênes, Alfredo Arias monte « l'Eventail », de Goldoni

La solitude d'un comte italien

Sous l'œil d'Alfredo Arias, l'Eventail, de Goldoni, est une comédie grinçante sur l'immaturité et une tragédie de la solitude.

DIRIGÉ depuis sa création en 1951 par Ivo Chiesa, le Théâtre de Gênes est, historiquement, le second théâtre « stable » d'Italie, après le Piccolo fondé en 1947 par Giorgio Strehler à Milan. Une école y est attachée, et, sinon une troupe permanente, des comédiens fidèles, chaque saison. Avec ses treize mille abonnés, des subventions équivalentes à celles du Théâtre national populaire, en France, le Théâtre de Gênes vit, depuis toujours, à l'heure européenne.

Il a été accueilli par le Théâtre des nations à Paris et par le Festival d'Avignon. Depuis quelques temps, Ivo Chiesa invite des metteurs en scène étrangers à venir créer, sur place, une pièce de leur choix. Ainsi, après Otomar Krejča, Alfredo Arias. C'est l'occasion de secouer les habitudes, d'insuffler un peu de sang neuf à la scène italienne. Car Ivo Chiesa se dit préoccupé par l'absence de jeunes metteurs en scène à même de prendre la relève des maîtres tels que Giorgio Strehler ou Luca Ronconi.

Invité en Italie, Alfredo Arias a choisi de monter Goldoni. Son intérêt pour cet auteur n'est pas de circonstance. Il a déjà créé les *Jumeaux vénitiens* à la Biennale de Venise en 1980 (et au théâtre Gérard-Philipppe de Saint-Denis) et *La Locandiera* en 1987 dans son Théâtre de la Commune à Aubervilliers. L'Eventail est une pièce moins connue, moins souvent montée, y compris en Italie. Goldoni l'a écrite en 1763 à Paris, où il avait été nommé un an auparavant directeur de la Comédie italienne. Les acteurs l'avaient déçu : « Ils n'apprennent pas leurs textes et n'acceptent pas de scènes longues bien construites, tempérait-il. J'ai imaginé une comédie divisée en scènes extrêmement

courtes, pétillantes, animées d'un mouvement incessant où les comédiens doivent agir plus qu'ils ne doivent parler... Un eventail de femme commence la pièce, le termine et constitue toute l'intrigue. »

Alfredo Arias ne s'en est pas laissé conter par cette apparente simplicité. Sa mise en scène épouse la mécanique théâtrale, aux rousges parfaitement huilés, mais en creuse les aspérités. Elle se joue avec une ironie féroce des comportements de cette société rassemblée par Goldoni sur la place d'un village. Paysans, artisans, bourgeois, nobles, s'y côtoient, tous embarqués dans la même galère : la vie dans un petit village, où chacun s'observe, voire s'épie.

L'eventail que le jeune et pure Candide laisse tomber aux pieds de son soupirent Evariste est une véritable bombe qui met le feu aux poudres. Il se casse. Evariste court en acheter un autre, « de Paris », chez la mercière Suzanne, chez une jeune paysanne, Giannina, de le porter à son aimé... Les mauvaises langues se délient, et les quiproquos, dans ce monde où chacun semble ne croire qu'aux apparences, commencent.

Des hommes immatures

Le décor de Roberto Plate est astucieusement naturaliste et d'une redoutable efficacité. Cette place de village, il semble qu'on pourrait le croiser au détour d'une promenade dans Gênes, la ville où le linge sèche encore aux fenêtres, où le moindre rayon de soleil attire le quartier tout entier autour d'une fontaine. La petite maison, en haut du pont, d'où filent deux ruelles étroites, délimite le domaine de Suzanne. A gauche, derrière un haut mur orgueilleux, à l'écart du petit peuple, vivent Candide et sa tante Gertrude. En contrebas, s'ouvrent les échoppes, et le café, centre névralgique de la vie en société. On sent tout à la fois

la nature, l'espace tout proche, la promiscuité, et par-là même l'absurdité du cloisonnement social.

La mise en scène d'Alfredo Arias renvoie dos à dos artisans, paysans, nobles et bourgeois, dont les comportements sont primaires. Ce sont de grands enfants colériques, immatures. Candide, l'aimé, n'est elle aussi qu'une petite péronnelle sans cervelle, sans candeur ni fraîcheur. Elle se roule par terre, pique des crises... Il est dommage que certains comédiens apportent fort peu de conviction à leur jeu...

Deux grandes figures, Suzanne et le Comte, et deux grands comédiens, Eros Pagni et Anna Nogara, dominent ce monde de pantins hystériques, agités de petites passions médiocres. Hantée par une sorte de destinée secrète et solitaire, personnage quasi tchékovien, Anna Nogara donne à Suzanne, la mauvaise langue, une poignante nostalgie. Elle est belle, et noble, quand sa haute silhouette se découpe dans la lumière, quand, sa chevelure roussie défilée, elle s'approche du Comte, enfant perdu d'une fin de siècle et de race, rêveur imprégné absorbé dans la lecture de cortès de fées, et par la nécessité de trouver, chaque jour, quelque astuce pour manger.

Pommes roses, penneaux grises en bataille, diction sourde, rythmée comme un infini scillo-que, Eros Pagni est un Comte inquiétant, un homme traqué. Il veut se croire encore le médiateur indispensable de cette comédie humaine que, pour finir, Alfredo Arias parvient à faire porter, au-delà des circulations un peu lassantes d'un simple eventail, du côté de la tragédie d'un homme seul. Il fait mourir le Comte. Une fin plus noire que celle prévue par Goldoni.

ODILE QUIRROT.

(A Aubervilliers, Alfredo Arias reprend sa mise en scène de *Folies bleues*, de Mesterlinck, jusqu'au 31 décembre.)

4 nov. - 18 déc.  
**A B C D**  
 de l'art moderne  
 Stedelijk Museum Amsterdam  
 Mondrian, de Kooning, Appel...  
 Institut Néerlandais  
 121 rue de Lille, Paris 7

Galerie TENDANCES  
 105, rue Quincampoix Paris 4<sup>e</sup>  
 Tél. 42 78 61 79  
**OTTO DIX**  
 1<sup>er</sup> décembre - 18 février

**GALERIE TRIFF**  
 NOUVELLE COLLECTION DE  
**KILIMS**  
 de toutes dimensions  
 OUVERTURE DE LA  
 LIBRAIRIE DES ARTS TEXTILES  
 10 H - 19 H  
 DIMANCHE 15 H  
 35, RUE JACOB - 75006 PARIS  
 TEL. 42 60 22 60

**Galerie Katia Granoff**  
 recherche tableaux par  
**PIERRE LAPRADE**  
**AMEDEE de la PATELLIERE**  
 92, Fbg Saint-Honoré, 75008 Paris - Tél. : 42 65 24 41

**GALE RUPERT GARCIA**  
 "New Work"  
 24 nov. - 7 janv.  
 18, place des Vosges 4<sup>e</sup>  
 Tél. : 42 77 14 77  
 du mardi au samedi 14 h - 19 h

**PROTÉE**  
 38, rue de Seine Paris 6<sup>e</sup>  
 Tél. : (1) 43 25 21 95  
**FICHET**  
 jusqu'au 8 décembre

**GALERIE CHARDIN**  
 36, rue de Seine - 75006 PARIS - Tél. : (1) 43-26-93-38  
**JAMES F. MUELLER**  
 Jusqu'au 3 décembre

**KAREL APPEL**  
 RÉTROSPECTIVE 1937-1988  
 Peintures, Sculptures, Gouaches  
**PARIS ART CENTER**  
 36, rue Falguière - 75015 Paris  
 Tél. : (1) 43.22.39.47  
 Du Mardi au Samedi de 14 H à 19 H

**SOtheBY'S**  
 FOUNDED 1784  
**Haute Joaillerie**  
 St. Moritz  
 Prépare ses  
 prochaines ventes  
 de Février 1989  
 Clip, saphir et diamants,  
 vendus à St-Moritz en février 1988  
 66 000 F.S. (270 000 F.F.)  
 Les personnes désireuses de soumettre des bijoux en vue de cette  
 vente pourront rencontrer nos spécialistes sur rendez-vous :  
 Paris : 5 et 8 décembre  
 Veuillez contacter : Sotheby's Paris,  
 3, rue de Miromesnil, 75008 Paris. Tél. : (1) 42.66.40.60

**GALERIE 172 Fg St-HONORÉ**  
 PARIS 8<sup>e</sup> - Tél. : 42-89-13-01  
**PIERRE-FRANÇOIS GORSE**  
 Peintures - Aquarelles  
 17 NOVEMBRE - 17 DÉCEMBRE  
 De 10 h à 18 h 30 sauf dimanche  
 Le samedi jusqu'à 14 h  
 172 Saint-Philippe-de-Roche

**atem**  
 36, rue Pierre-Curie  
 93170 Bagnolet  
**ÉNUMÉRATIONS**  
 de Georges Aperghis  
 du 24 novembre au 18 décembre  
 Jeudi, vendredi, samedi, 21 h.  
 Dimanche 17 heures  
 Réservations, 43-64-71-18 et 3 FNAC

**GALERIE COARD**  
 12, rue Jacques-Callot - 75006 PARIS - 48-26-99-78  
**PHILIPPE BONNET**  
 Jusqu'au 20 décembre

**BERNHEIM - JEUNE**  
 83, fbg St Honoré 27 Av. Matignon  
**HUMBLOT**  
 Jusqu'au 22 décembre

**Marcel, Andy, Joseph, Yves,**  
 c/o  
**Marianne & Pierre Nahon**  
 3 RUE PIERRE AU LAUD - PARIS - 48 04 34 40

**Yves,**  
 Yves Klein  
 c/o  
**Marianne & Pierre Nahon**  
 3 RUE PIERRE AU LAUD - PARIS - 48 04 34 40

## THÉÂTRE

## Un « Misanthrope » hongrois

## Les instants où tout se perd

Dans l'espoir de stimuler l'intérêt de publics occidentaux gavés de spectacles qui « leur tendent un miroir », les responsables des festivals ou des tournées internationales, et les journalistes, profitent de l'ouverture à l'Est pour aller chercher des reflets inconnus, des émotions inédites.

La saison 1988-1989 est celle de l'URSS (1). 1989-1990 verra peut-être l'arrivée en force des Hongrois. Ils ont fait déjà un voyage de reconnaissance, présenté au Théâtre de l'Europe les Trois Sœurs et Caillou (le Monde du 2 mars), spectacles mémorables, productions du théâtre Katona, salle de trois cent cinquante places, où se retrouvent les responsables (voir plus haut) des diverses manifestations internationales et des journalistes. On pourrait se croire à la Schaubühne de Berlin, pour une première de Stein, Grüber, Bondy ou Bob Wilson...

D'une façon générale, à chaque fois qu'on se déplace hors des frontières, on se rend compte à quel point les échanges culturels entre les pays de l'Est, et non seulement Berlin mais les grandes villes d'Allemagne fédérale, sont plus développés qu'en France — ainsi pour ces Trois Sœurs de Hongrie, venues à Berlin avant Paris, en même temps qu'une autre production du Katona, un Pays du sourire très loin de Lehar, (le Monde du 11 décembre 1987). Le plus aléatoire étant paradoxalement d'amener les spectacles de l'autre Allemagne. Mais il est possible qu'enfin, après des années de diplomatie volontariste, le mur s'ouvre à l'occasion de prochaines rencontres théâtrales de Berlin...

Le Théâtre Katona, de l'avis unanime des Hongrois rencontrés à Budapest, est le plus vivant, le plus intéressant avec celui de Kaposvár, ville moyenne située à deux cents kilomètres de la capitale, où, dans une salle récemment réaménagée, travaille le jeune metteur en scène en pointe, Tamas Ascher — responsable de ces fameuses Trois Sœurs qui, porte-drapeau du nouveau théâtre hongrois, ont tourné dans presque toute l'Europe, et à Chicago. Si l'on veut prendre une référence française, le Théâtre de Kaposvár correspondrait à celui de Planchon quand il s'est installé à Villeurbanne et que toute la presse a commencé à prendre le train pour suivre ce qui s'y passait. Bien qu'il ait d'abord été la petite salle du Théâtre national, on pourrait comparer le Katona au Chaillot de Villar, tout au moins pour son esprit combatif.

## L'importance du Théâtre

Le Katona (2) a pris son indépendance en 1982. Il a été confié aux « deux Gabor », Székely (directeur) et Zsambéki (directeur artistique). Deux hommes venus de province, et comme Tamas Ascher, — comme en France, les Bourdet, Lavaudant, Vincent, etc. — porté par le grand élan des années 70, qui ont décidément été d'une formidable richesse à l'Est comme à l'Ouest.

À l'Est comme à l'Ouest, la génération 70 s'est révoltée — et a pu le faire — contre des institutions qui avaient eu leur raison d'être après la guerre mais n'avaient pas évolué dans le sens de l'histoire. A Budapest, les « deux Gabor » ont été engagés — qui date du dix-neuvième siècle et dont la gloire vient du temps de l'Empire, lorsque jouer en hongrois était une affirmation d'indépendance et de liberté.

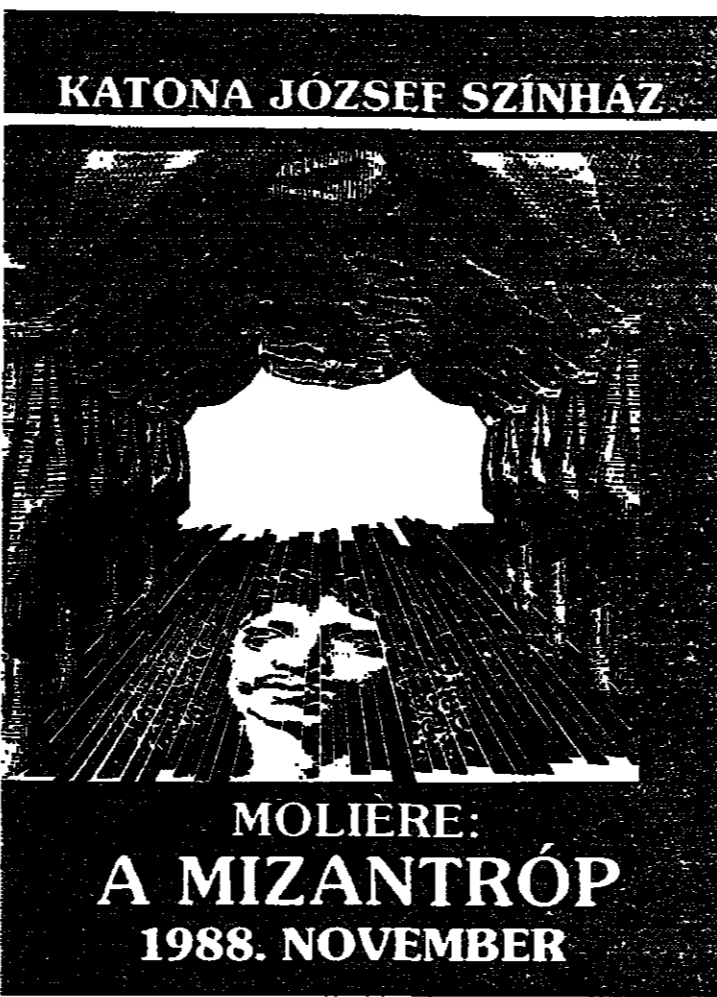
Les méthodes des deux Gabor et leur travail ont naturellement entraîné l'éternelle querelle des anciens et des modernes, ont provoqué de telles polémiques que les autorités ont préféré leur donner le Katona. En Hongrie les activités théâtrales, plus concentrées, moins diversifiées que chez nous,

prennent davantage d'importance dans la vie quotidienne, et politique.

Le Katona est un théâtre d'ouverture aux metteurs en scène des autres institutions, aux auteurs étrangers classiques et contemporains. On y joue Pinter, Albee, les russes, Jarry, Genet, et même Ionesco — le Roi se meurt — interdit jusqu'à y a deux ans, non pour ses écrits, mais pour ses déclarations violemment anti-soviétiques. C'est avec le Katona que traite souvent Jack Batho, directeur du Centre culturel français, quand les spectacles invités peuvent se contenter d'une petite salle.

L'effrayante distorsion des prix entre Est et Ouest n'est pas le moindre obstacle aux échanges culturels, la situation économique hongroise frisant le désastre. Contre le théâtre d'accueil en ordre de marche, Jacques Batho laisse les recettes. Il paie également la publicité. Là-bas, les spectacles français sont fort rares et aucune des troupes invitées, y compris parmi les plus riches, n'a jusqu'à présent proposé d'adapter ses prix. Mais à son arrivée, il y a deux ans, Jack Batho s'est aperçu que Budapest avait environ deux mille francophones fanatiques dont il espère augmenter le nombre.

« Actuellement, l'anglais grignote l'allemand, première langue traditionnelle, le russe étant la première langue obligatoire. Anglais et allemand sont à égalité, 40/40, et le français est le premier des 20 % restants. » Jack Batho a fait venir Elvire-Jouve, qui comme partout a reçu un accueil triomphal. Encouragé, il a, dit-il, « fait le pari de présenter une pièce par mois, et pas forcément un classique. Pour l'instant le pari est tenu, sans problème ».



Il a demandé à Sophie Louca-chewski (Madame de Sade, Judas Pylare donné dernièrement à Budapest) de créer un spectacle à Kaposvár avec les acteurs hongrois. Les négociations sont en cours.

Une partie de la troupe de Kaposvár se trouve à Budapest, au Théâtre de la Comédie, où elle présente Le Suicidé, de Nicolas Erdman. La mise en scène, très

farce, de Tamas Ascher, a été couronnée par la critique. Dans le genre satire russe adaptée à la situation nationale, on peut préférer le Revizor de Gogol, par Gabor Zsambéki, déplacé à notre époque. L'histoire de ce vagabond, qui à la suite d'un malentendu, se fait passer pour un « revizor », sorte d'inspecteur des impôts, commence dans un bur-

lesque féroce. Le vagabond, ici un jeune voyou gavroche, malingre et malin, dévoile en les découvrant les turpitudes habituelles dans la petite ville. Il profite de la lâcheté et de la corruption des notables, caricaturés, mais avec une terrible acuité, une méchanceté tranquille. C'est irrésistible. La seconde partie vire progressivement vers un noir désespoir poisseux, et le spectacle s'achève sur l'effacement physique d'un jeune homme BCBG, le vrai revizor : la société se contente de ses petites saletés, elle n'a que faire de la vérité.

## « L'intellectuel déchiré »

Le Revizor date de décembre 1967 — le Katona est évidemment un théâtre de répertoire, avec une troupe permanente. — la création de cette année est le Misanthrope, dans la mise en scène de Gabor Székely (le Monde du 18 juin). Alceste est un intellectuel déchiré, qui, en une journée, joue son va-tout avec Célimène et dégringole d'échec en échec. Gabor Székely insiste sur l'unité de temps — il y a des jours comme ça où tout va mal, alors les passions s'exacerbent, les vérités habituellement voilées par les codes de politesse se crachent brutalement...

Alceste est-il un dangereux paranoïaque qui contamine son entourage? Avant de décider de la mise en scène, il faut, dit Gabor Székely, prendre une décision. Soit Alceste théorise sa philosophie sans pour autant en suivre à la lettre les principes, c'est-à-dire qu'il est entraîné par ses paroles plus loin qu'il ne le voudrait. Soit, ce que je pense, ses paroles expriment plus ou moins adroitement la souffrance éprouvée à chaque instant de sa vie. Pour lui,

c'est simple, profond, L'amour envahit son existence entière. Ce n'est pas le cas pour Célimène. Alceste est absolu, en amitié comme en amour. C'est Eliante qui le connaît mieux. Elle connaît, elle aime la qualité qui le rend différent, l'empêche d'être heureux. Elle n'est pas une petite jeune fille bien élevée. Elle est une enfant qui, d'un coup, comprend tout, devient adulte. Dans cette seule journée, elle apprend plus sur l'amour que n'importe quelle mère de famille pendant toute une vie.

Quant aux petits Marquis et à Oronte, ils naviguent autour du pouvoir, et sont dangereux. À partir de là, on ne pouvait pas se contenter de les traiter en ridicules. La pièce porte les soucis de Molière, ses difficultés amoureuses avec Armande Béjart, son inquiétude à propos des faveurs précieuses du roi, du débat autour de Tartuffe...

Gabor Székely dit que Molière s'est dépeint dans Alceste, son entourage pense qu'il a beaucoup mis de lui dans son spectacle. On le dit rigoureux, et même rigoureux, absolu quand il s'agit de son travail, déchiré par les contradictions de la société dans laquelle il vit, partagé entre la nécessité de consolider la vie culturelle hongroise et le désir d'abattre les barrières du nationalisme. Par exemple, il refuse de parler de la Roumanie. « Ce qui se passe là-bas, en particulier avec les minorités hongroises qui demandent l'asile politique, est à la mode, et bien pratique pour stimuler le patriotisme en un moment où la situation se dégrade... »

Le Misanthrope de Gabor Székely est rude, amer, sans fanfreluches. Les costumes des hommes évoquent un dix-huitième siècle austère, les femmes portent quelques dentelles, mais les robes ont des formes simplifiées. Les anachronismes sont bien entendu délibérés. Ils sont rendus possibles par une traduction en vers, mais dans un langage moderne qui permet aux comédiens un jeu très physique, des étirements, des comportements désinvoltes qu'on n'imagine pas dans le corset des rubans, des perruques, et d'un langage archaïque.

L'action se passe toujours dans le salon de Célimène, femme volontaire mais vulnérable, gourmande de plaisirs, interprétée par la superbe comédienne qui jouait Macha dans les Trois Sœurs. Un salon poussiéreux, tout les boiseries s'écaillent — Célimène n'est pas une femme d'intérieur — dit le metteur en scène. On apporte les chaises dont on a besoin, et il est fermé par un mur de portes vitrées — astuce de décorateur pour agrandir le plateau trop petit. Au long des actes, le mur de portes vitrées s'éloigne vers le fond, l'espace s'étend, se vide, devient de plus en plus abstrait, isole et enferme Alceste, devient le désert où il veut fuir, en cet instant où il se rend compte que tout lui échappe, l'amour, l'amitié... Cet instant où il prend conscience de la solitude dans laquelle il s'est enfoncé, lui qui voulait faire entendre la vérité autour de lui, et que personne n'a écouté.

Il semble bien que le désespoir de cette fin soit habituel, sur scène. Comme si rien jamais ne devait changer, sinon en pire. Comme si dire autre chose relevait de la malhonnêteté intellectuelle. Plusieurs années d'ouverture sont sans doute nécessaires pour faire oublier l'enfermement. Et à condition de ne pas être obsédé par le sort de la Pologne, qui semble tenir le rôle de l'épouvantail pour les artistes hongrois rencontrés à Budapest.

## COLETTE GODARD.

(1) Les metteurs en scène non institutionnels Vassiliev et Tabakov étaient au Festival d'Avignon. Le Festival d'Avignon a organisé un programme soviétique, dont il reste à voir Salle n° 6 d'après Tchekov par Erionine, du 2 au 18 décembre, et du 6 au 18 décembre, Cercueil, par Vassiliev, à la Maison de la culture de Bobigny, qui annonce également deux spectacles géorgiens en avril.

(2) Le numéro 15 (octobre 1987) de la revue Théâtre en Europe rassemble plusieurs articles sur le Théâtre Katona.

## Les rues de Budapest



## Autruche ou grue ?

DEPUIS le début de l'année, les Hongrois peuvent déposer librement d'un passeport, de leur passeport, et donc, en théorie, c'est-à-dire s'ils ont les devises nécessaires, sortir du pays et y rentrer librement. Sur le fond de double langage, de double économie, de double ou triple vision, de quadruple ou quintuple pensée qu'évoquait joyeusement en 1986 Hans Magnus Enzensberger dans le Débat (1), sous le titre « L'imbricatio hongroise », ce surcroît de liberté, qui passe pour être la liberté fondamentale, fait décidément du pays une contrée à part. Comme cela part dans tous les sens et qu'il serait déraisonnable de vouloir se faire une idée simple, serait-elle passagère, on n'a guère le choix qu'entre la polémique du tourisme béat, dits politiques de l'autruche, et la recherche des vérités éternelles que l'histoire a bien dû ingurgiter (2), ou de rechercher dans les marques de la pierre, dans l'architecture et son traitement, l'éternité bonne ou mauvaise que la Hongrie se donne comme visage.

À force de faire le pied de grue, si l'on nous permet l'expression, tout à la fois devant les magasins et devant l'espoir vain d'un retour soviétique, les pays de l'Est ont eu des réactions contrastées devant ce présent dont ils ne pouvaient choisir la signification. Ainsi, les regards du « bloc

occidental » se sont depuis un ou deux ans tournés, étonnés, vers le défilé d'un Ceausescu qui, en Roumanie, détruit les quartiers historiques de Bucarest pour s'offrir le plus lamentable des architectures post-staliniennes, ou déplace les villages, et notamment les populations hongroises, pour se donner sans doute le sentiment de l'action. Et c'est tout aussi étonné qu'ils ont découvert le foisonnement hongrois, quand ils en étaient restés aux tragiques images de 1956.

Dans le foisonnement hongrois, il y a les caricatures de l'imbricatio, qui se traduisent à la frontière autrichienne par les innombrables voitures chargées de machines, de moteurs, de confort que sont allés chercher les « nouveaux riches » hongrois, en partie faute de pouvoir réinvestir sérieusement dans leur propre pays. Ou par les rues piétonnes aussi naïves et savoureuses qu'à Paris et Montmartre. On y trouve abondance de fast-foods, mais aussi d'innombrables librairies où les livres les plus respectables sont vendus à des prix de poche, car les livres sont ici au prix que suppose un accès facile à la culture hongroise. Et aussi, heureusement, à la culture allemande (de l'Est).

L'intérêt pour la culture, qu'il s'agisse d'histoire, de musique, de

peinture ou bien d'architecture, est en effet patent, même s'il est partagé entre une vision nationaliste, sans doute un peu réductrice par rapport à la réalité du pays, et l'ouverture traditionnelle des intellectuels aux cultures étrangères. La Galerie nationale, dans le Palais royal de Buda (une des trois villes à l'origine de Budapest avec Obuda et Pest, ou pour être plus simple, l'équivalent de notre rive gauche métrée de Montmartre), a été ainsi rénoverée et aménagée à grands frais avec tout le confort moderne, pour abriter de remarquables collections hongroises, qui n'ont toutefois pas l'extraordinaire richesse internationale du Musée des beaux-arts, resté, lui, dans le jus et la lumière des années de sa création, autour de 1900. Cet archétype de musée des beaux-arts pétrifié dans la manière grise et classique du XIX<sup>e</sup> siècle, est toutefois un ravissement pour les archéologues de la muséographie (catégorie de sports) qui se rencontrent principalement aux États-Unis et en France).

L'art contemporain a aussi sa place. Il peut même le trouver au Palais des expositions, l'équivalent du Grand Palais, en face du Musée des beaux-arts, et autre exemple aussi parfait du style du même nom. C'est ainsi qu'à l'automne dernier l'Institut français de Hongrie a pu y

présenter sous le titre « Médias d'artistes » un parcours efficace à travers les méandres de la création française. La forte présence de la vidéo ne risquant pas, faute de moyens en Hongrie, de faire beaucoup d'émules, c'est évidemment sur les vertus d'un dialogue interculturel que repose le pari de l'institut français et de son directeur, Jack Batho. Mal soutenu d'ailleurs, comme beaucoup de conseillers culturels français ou de directeurs d'institut, par un ministère de tutelle, les affaires étrangères, qui continue de préférer voir dans nos ambassadeurs en titre les défenseurs de notre langue et de notre culture. Or on voit bien, à Budapest, quel rayonnement, quelle force pourrait avoir un institut qui à l'ingéniosité de sa direction ajouterait de véritables moyens.

## FRÉDÉRIC EDELMANN.

(1) Le Débat, n° 39, mars-mai 1986.  
(2) On s'intéressera par exemple, à Paris, au colloque franco-autrichien, sur « Les nationalités de l'Autriche-Hongrie et la paix de 1918-1919 », qui se tient le jeudi 1<sup>er</sup> décembre à l'Institut autrichien (30, bd des Invalides, 75007 Paris) et le vendredi 2 décembre à l'INALCO (2, rue de Lille, 75007 Paris). A ceci près qu'aucun Hongrois ne semble devoir y intervenir.

مكتبا من الأصل





THÉÂTRE

LES SPECTACLES NOUVEAUX

EXISTE EN TROIS TAILLES. Le Grand Edgar (43-20-09-09) (dim. 20 h 15) ; sam. 18 h 30.
LES CHANTS D'ELLE NE S'ÉTEIGNENT JAMAIS. Au Boc fin (43-56-29-35), mer., lun., mar., à 22 h 30 (jeu.).

LES autres salles

AMANDIERS DE PARIS (43-66-42-17). Wonderful Casting : 20 h 30. Rel. dim., lun.
ANTOINE - SIMONE-BERKHAU (42-08-77-71). Avant : 20 h 30, sam. 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

CINO DIAMANTS (43-80-51-31). L'Orage : 20 h 45, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun., mar.
CIRQUE D'HIVER (48-78-75-00). Améris : 14 h et 17 h 30, sam., dim. 14 h et 17 h 30, ven., mar. 20 h 30, sam. 21 h. Rel. lun., jeu.

MATHURINS (42-65-90-00). La Femme à contre-jour : 21 h, sam. 18 h, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.
MATHURINS (PETITS) (42-65-90-00). Le Métronome : 19 h, sam. 16 h. Rel. dim. soir, lun.

MALAKOFF (THÉÂTRE 71) (46-55-43-45). O La Comté : 20 h 30 (Jeu., ven., sam.), dim. (dernière) 18 h.
MORSANG-SUR-ORGE (L'ARLEQUIN) (69-04-13-07). Les Bonnes : jeu. (dernière) 21 h.
NANTERRE THÉÂTRE DES AMANDIERS (47-21-81-71). Grande salle. Hamlet : 20 h, 15 h 30. Rel. dim. soir, lun. Salle polyvalente. Votre grand-mère qui vous aime : 20 h 30, dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun.

ATHENEE LOUIS JOUVET
jusqu'au 10 décembre
lecture-feuilleton en 17 épisodes par
JEAN-MARIE VILLEGIER
Le Drame de la Vie
RETIF DE LA BRETONNE
1 épisode complet par jour à 19 h sauf dim. et lun.
47.42.67.27 AGENCES FNAC GRANDS BOULEVARD

En raison de l'arrêt de la ligne A du RER,
LE THEATRE DE NANTERRE-AMANDIERS
Invite ses spectateurs à emprunter la ligne SNCF Saint-Lazare / Nanterre-Université (direction Cergy-Pontoise) ou la ligne 1 du métro (arrêt Pont-de-Neully).
Une nouvelle fois conduira au théâtre dans les 2 cas.
Dernière navette depuis Pont-de-Neully 19 h 30.

HISTOIRE DU SOLDAT de C.F. RAMUZ et I. STRAVINSKY
Mise en scène : Jean-Claude Penchenat
Direction musicale : Renaud François
Reprise pour dix représentations exceptionnelles du 3 au 14 février 1989
au THEATRE DU CAMPAGNOL
Location ouverte : 46.61.14.27
"..." d'excellents comédiens aux gestes spontanés, d'une invention très originale... Les musiciens de l'ensemble 2E2M, dirigés par Renaud François et en particulier le violoniste Serge Garcia, jouent avec savoir l'étonnante musique de Stravinsky..."
Jacques Longchamp, Le Monde, 15/11/88.

LE CAMP
Fiction d'un "camp" fantasmagoriquement situé entre films et bordel. La fin justifie-t-elle les moyens ? L'ÉLABORATION. On songera à Kafka. Dans un beau décor géométrique, une épreuve de Claude Lemaire. La crédibilité élégante et rigoureuse du langage de Pierre Bourgeade. Du théâtre sous haute surveillance. LE FRACAS Un spectacle provocant pour l'esprit. FRANCE CULTURE. Centre table noire et habillée avec élégance du décor. La mise en scène de Dominique Québec se révèle cohérente. Raymond Jourdan impose un univers pantelant, excessif, le comédien idéal. L'HUMANITE.

REPRISE POUR 50 REPRESENTATIONS EXCEPTIONNELLES
AUBERVILLIERS GROUPE TSE
L'OISEAU BLEU
Maurice MAETERLINCK
Mise en scène ALFREDO ARTAS
UN DELIRE MAGIQUE • UN CONTE TISSE DE NAVETTE ET D'HUMOUR • UN EXPLOIT • UN ENCHANTEMENT, UN OPERA FASTUEUX • UN SPECTACLE SOMPTUEUX • UNE FERRIE VRAIMENT
LA PRESSE
THEATRE DE LA COMMUNE
Location : 48 34 67 67 • FNAC

LE STAGIUM d'Automne à PARIS 1988
DECEMBRE
JEAN-CLAUDE FALL PAR LES VILLAGES
29 novembre - 31 décembre
THEATRE DE LA BASTILLE
IOURI ERIMINE
LA SALLE N°6
2 au 18 décembre
MC 93 BOBIGNY
ANATOLI VASSILIEV
CERCEAU
6 au 22 décembre
MC 93 BOBIGNY
SUSANNE LINKE
16 au 18 décembre
THEATRE DE LA VILLE
MERCÉ CUNNINGHAM
20 au 29 décembre
THEATRE DE LA VILLE
42 96 96 94

THEATRE MUSIQUE & DANSE DANS LA VILLE
NOUVEAU THEATRE MOUFFETARD
LE PRINCE DE HAMBOURG
de Heinrich von Kleist
mise en scène : Jacques MAUCLAIR
Loc. 43 34 11 99. Agences et FNAC et PASTEL 43 96 46 48 ou 36 16 00 Code PSTL

كندا من الأصل



CINEMA

MAURICE MAILLET Club Garmont (Publicis Matignon) 9 (43-39-1977). A nos amours, sam. 17 h 30, 19 h 45, dim. 17 h 30, 22 h 15; Londres, sam. 22 h, dim. 19 h 45. P.L. 50 F. pour deux films.

MY BEAUTIFUL LAURETTE (Brit. v.o.) : Clocos, 6 (46-33-10-82) mer., ven., sam., lun. 19 h 30. NOSTALGIA (Fr.-It. v.o.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) mer. 21 h 50, mar. 16 h.

MUSIQUE

Les concerts ALPHA DU LION. Caroline Zaidine, 23 h, jeu. Soprano, T. Kotepanos (piano). CAPE DE LA DANSE (43-57-05-35). André Cohen, 20 h 30, lun. Répertoire de piano. Œuvres de Satie, Kagel, Alkan, Cage.

Orchestre Colonne, 20 h 30, mar. Dir. Philippe Entremont. J. Rollet. Œuvres de Mozart, Liszt, Debussy, Ravel. Orchestre national de France, 20 heures, sam. lun. Dir. Sir Neville Marriner.

MONTGOLFIER (40-60-30-30). Pierre Calligaris All Stars, 22 h mer., jeu., ven., sam. (dernier). Avec Michel Silva. François Guin. Jusqu'au 8 décembre. 22 h lun., mar. Trb. flûte.

LA VIEILLE GRILLE (47-07-22-11). Arthur H. Jusqu'au 31 décembre 21 h mer., jeu., ven., sam., mar. Piano, chant. B. Scott (ctb).

Les séances spéciales

AMADEUS (A. v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) mer. 19 h 30, dim. 17 h, lun. 14 h.

Les grandes reprises

AGUIERRE, LA COLÈRE DE DIEU (All. v.o.) : Accatone (ex Studio Cujas), 5 (46-33-86-86).

Opérette

ELDORADO (42-49-60-37). Révé de Vienne, 14 h 30, mer., jeu., ven., sam., dim. 18 heures, dim. 20 h 30, sam. Opérette viennoise, en deux actes.

Jazz

ALPHA DU LION (43-29-22-38). Duo S. Kessler, Hervé Bourde, 18 h dim. Clav., sax., flûte.

Opéra

ALPHA DU LION (43-29-22-38). Duo S. Kessler, Hervé Bourde, 18 h dim. Clav., sax., flûte.

Opéra

ALPHA DU LION (43-29-22-38). Duo S. Kessler, Hervé Bourde, 18 h dim. Clav., sax., flûte.

Vertical text on the right edge of the page.

Advertisement for 'Dear America, Lettres de Vietnam' featuring a photo of a woman and listing cast members like Tom Berenger and Ellen Burstyn.

Large advertisement for the film 'Vols d'été' (Safaqat Sayfiya) by Yousry Nasrallah, featuring a photo of a man and listing theaters like Cluny Palace and Les Parnassiens.

Advertisement for 'Minéraux' exhibition, mentioning 'Fossiles', 'Pierre précieuses - Bijoux', and 'Vente - Échange'.

Handwritten text: 'كندا من الأصل' (Canada from the original).

Enquête

هكذا من الأصل

Une grande bibliothèque informatisée

La « TGB »

(Suite de la première page.)  
Il faut d'abord résoudre le sort de la Bibliothèque nationale dont les trésors seront le cœur de la future TGB. Faut-il laisser ces derniers rue de Richelieu ou vider complètement le quadrilatère surbondé ?  
Les Anglais (voir encadré) ont choisi le grand départ. Une opération logique mais excessivement coûteuse. En France, il faudrait

déménager 12 millions de livres, 15 millions d'estampes et de photos, 2 millions de partitions musicales, 800 000 monnaies et médailles, plus de 1 million de documents sonores, 650 000 cartes et plans, 350 000 manuscrits et 30 kilomètres de rayonnages bourrés de périodiques. Puis trouver une utilisation pour les bâtiments ainsi libérés. On ne peut abandonner à

son sort l'immense salle de lecture conçue par Labrousse.  
La solution retenue sera sans doute celle du déménagement partiel. Mais comment opérer ? Verticalement : un ou plusieurs départements sont évacués dans leur totalité ? Ou horizontalement : tous les documents entrés après une date donnée sont expédiés ailleurs ? On peut aussi imaginer que ce transport partiel des

collections n'affecte qu'une fraction des imprimés qui, à eux seuls, occupent 300 kilomètres de rayonnages rue de Richelieu.  
Seuls les livres entrés après 1945, par exemple, prendraient le chemin de la nouvelle bibliothèque. La Nationale conserverait ainsi une activité réelle. Ce qui n'aurait pas sans compliquer la vie des lecteurs, obligés dans bien des cas de fréquenter alternativement

les deux sites pour mener leurs recherches. Cela implique aussi que la TGB soit implantée dans Paris même ou dans sa proche périphérie.  
Plusieurs adresses ont été prospectées, en sachant que 40 000 à 50 000 m<sup>2</sup> sont nécessaires au nouveau bâtiment. C'est un minimum, puisqu'il faut prévoir la croissance d'une telle bibliothèque sur plus d'un demi-siècle. On a évoqué la quatrième travée de la Cité des sciences à la Villette, toujours vide. Mais l'architecture est trop contraignante, et l'espace mesuré : à peine l'équivalent du Centre Pompidou !  
On a envisagé de récupérer une partie de la grande Arche de la Défense à laquelle on aurait adjoind quelques terrains annexes : puis les ateliers de l'Opéra dans le dix-septième arrondissement et les franges de l'héliport de Paris. L'hôpital Saint-Louis et le fort de Vincennes ont été examinés à la loupe, ainsi que l'ancienne usine SEITA à Pantin.

merci. L'architecte Roland Castro y voit l'occasion de redonner un peu de lustre à une banlieue particulièrement malmenée.  
L'environnement, troué de friches industrielles, est en miettes ; deux autoroutes et un échangeur surplombent le site ; la station du RER la plus proche est à 1 kilomètre ; celle du métro, « Porte de Paris », n'est qu'à 400 mètres, encore faut-il pouvoir franchir l'autoroute.  
En dépit de ces handicaps, les élus locaux sont confiants. La TGB s'installera chez eux. Ils ont pourtant un concurrent redoutable : la Ville de Paris, qui propose elle aussi un terrain : 15 hectares le long de la Seine sur la rive gauche, face au parc de Bercy, à l'emplacement de l'actuelle gare de Tolbiac. Un seul inconvénient : l'espace est fâcheusement enclavé par les voies de chemins de fer qui desservent la gare d'Austerlitz. L'architecte Jean-Paul Viguier résoud ce problème en déplaçant la tête de ligne sur le boulevard Masséna, ce qui ne semble pas plaïre à la SNCF.

Si une ultime trouvaille est toujours possible, Tolbiac a une bonne chance d'abriter la future TGB. Le choix définitif sera arrêté dans les premières semaines de l'année prochaine. Fin mars 1989, une petite dizaine d'architectes recevront les documents qui leur permettront d'élaborer un projet. En août suivant, l'un d'entre eux sera choisi. La première pierre sera posée en janvier 1991. A cette occasion, Emile Biastni, le secrétaire d'Etat aux grands travaux, aimait utiliser un moellon de la tour de la Librerie de Charles V, dont les fondations ont été dégagées dans la cour Carrée du Louvre. En 1994, la « Très Grande Bibliothèque » devrait être inaugurée par François Mitterrand.

Les habits neufs de la British Library

LONDRES  
de notre correspondant

UNE silhouette de béton et de brique rouge, plutôt aplatie et massive, apparaît désormais aux cotés des tourelles et des clochetons néogothiques pointés vers le ciel de la gare de Saint-Pancras, dans le nord de Londres. Les nouveaux bâtiments de la British Library, une institution comparable à notre Bibliothèque nationale, sont presque entièrement sortis des 5 hectares de terrain rachetés aux chemins de fer, et les aménagements intérieurs ont commencé. Le département des livres anciens et de la musique devrait être le premier à s'installer, en 1993, et les salles de lecture devraient être ouvertes en 1993.  
Le prince de Galles avait posé la première pierre en 1982. Il vient d'en jeter une autre, cette fois-ci dans la mare. Dans un documentaire qu'il a écrit lui-même pour la BBC, et qui a été diffusé le 28 octobre, l'héritier du trône prend le public à partie : « Regardez la nouvelle British Library. A quel reconnaît-on que c'est une bibliothèque ? On n'y trouve pas le caractère qu'on attend d'un grand bâtiment public. Et sa salle de lecture ? Elle paraît plutôt destinée à abriter les cours d'une école de la police secrète... »  
Un conservateur, qui nous fait visiter la salle incriminée, conteste la comparaison établie par le prince Charles entre celle-ci et celle qu'elle va remplacer (« dont même Karl Marx, lorsqu'il y travaillait, admettait qu'elle faisait honneur à la société capitaliste dont il comptait en cet endroit la perte »). Les dimen-

sions sont moins imposantes et le décor moins solennel, mais il ne s'agit en réalité que d'une des deux salles de lecture déjà construites (offrant au total six cent trente-huit places assises), et une autre, de plus grande taille, est prévue. « Le prince de Galles a voulu dire qu'il n'aimait pas beaucoup ce genre d'architecture », conclut notre interlocuteur avec un sens très britannique de la litote. Lui-même ne se hasarde pas à formuler un avis...

Quatre énormes salles en sous-sol

L'architecte, M. Colin Saint John Wilson, a voulu frapper les imaginations, non par les salles de lecture, il est vrai banales et manquant singulièrement de fenêtres, mais par une entrée pharaonique, qui fera une large place au marbre. L'idée est de permettre au nouveau venu d'avoir immédiatement une vision d'ensemble du plan de l'édifice : d'un côté la section scientifique, de l'autre les livres. Le plus gros morceau, comme c'est souvent le cas avec les bibliothèques, est invisible : ce sont les quatre énormes salles en sous-sol, creusées dans l'argile, qui vont abriter quelque seize millions de livres. Ceux-ci sont actuellement dispersés entre une quinzaine de sites à travers Londres.  
Pour les six cent cinquante employés de la bibliothèque, le changement va être considérable. Les lecteurs formulèrent en effet leur demande par l'intermédiaire d'un ordinateur central. Les livres seront acheminés de façon entièrement mécanique dans des réceptacles

portant un code informatique indiquant leur destination. La seule manipulation aura donc lieu au départ et à l'arrivée. Vingt-cinq mille mouvements sont prévus chaque jour et le délai d'attente de vingt minutes, s'il est respecté, pourra faire rêver l'lecteur de la « nationale » française.  
Les contraintes initiales étaient considérables. Il fallait avant tout prévoir des locaux capables de stocker une masse énorme de documents à la température constante de 17 degrés, avec un taux d'humidité de 50 %, à la distance la plus courte possible des salles de consultation. Il fallait encore que les bâtiments ne dépassent pas la gare Saint-Pancras et ne jurent pas trop avec son style néogothique.  
Des prouesses techniques ont été nécessaires pour éviter un tel volume en sous-sol sans endommager les constructions voisines. Le béton sera largement recouvert de briques rouges identiques à celles de Saint-Pancras, et d'ardoises traditionnelles. Peut-être y avait-il trop de paramètres contradictoires à respecter pour que l'ensemble ait ce « caractère » réclamé par le prince Charles ?  
Une polémique de plus risque de surgir à propos du coût. Les travaux ont entraîné en longueur parce qu'il fallait ramener des livres les sommes annuelles allouées par le Trésor allaient être épuisées. L'inflation prenait le relais. Avec 300 millions de livres (environ 3,2 milliards de francs), la dernière estimation en date, il s'agit en tout cas du plus important chantier civil de l'Etat.  
DOMINIQUE DHOMBRES.

Les chances de Tolbiac

Les villes nouvelles, Saint-Quentin-en-Yvelines et Marne-la-Vallée, se sont mises sur les rangs. La caserne Duplex, près du Champ-de-Mars, tente toujours l'élysée, mais les possibilités d'étendre les bâtiments de la bibliothèque sont limitées, et la Ville de Paris voudrait tout le terrain. Le quai Branly a la faveur du ministère de la culture. Hélas les affaires étrangères doivent y implanter un centre de conférences international. Tous ces espaces ont le défaut d'être trop exigus.  
La municipalité de Saint-Denis, en revanche, offre 20 hectares en bordure du canal. Un terrain quasi vierge, modelable à

LE JOURNAL des ELECTIONS

ETATS-UNIS N°5  
LA HAUTEUR DU CHANGEMENT

ISRAËL  
LA MONTEE DES ENCHERES

VENTE EN NIOSQUE

Bouchard Père & Fils

92 hectares (dont 7) de Premiers crus et Grands crus

An Château 21200 Beaune  
Tel. (33) 22.14.41  
Téléc. Numéro 250 821 F  
Doc. LM sur demande

TROISIÈME VOLUME DE LA COLLECTION « MANIÈRE DE VOIR »

AFFAIRISME INFORMATION ET CULTURE DE MASSE

Les grandes manœuvres dans l'audiovisuel et la rapide évolution des nouvelles technologies bouleversent complètement le champ de la communication. Quelques groupes géants contrôlent un nombre de plus en plus important de médias. Que devient, dans ce nouveau contexte, le pluralisme de l'information, une des garanties de la démocratie ?

Le Monde diplomatique s'interroge sur le sens d'une « communication » qui sème tant de confusion et qui, fasciné par les techniques du marketing et de la publicité, réduit le discours de l'information et de la politique à ses dimensions les plus simplistes.

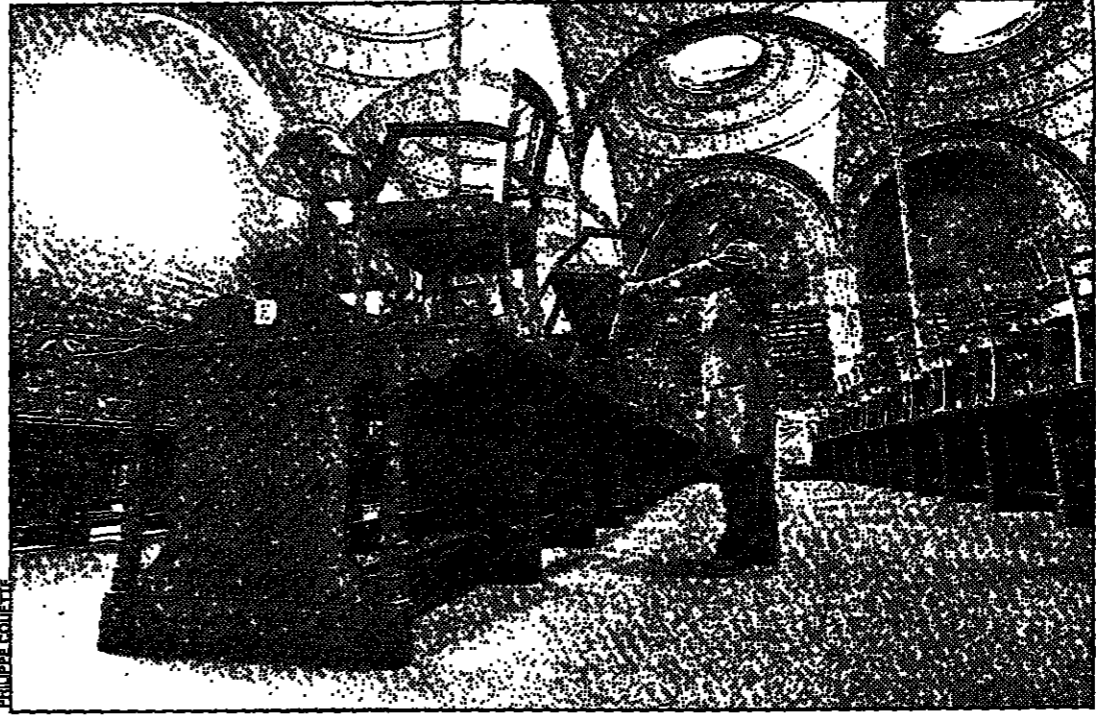
Pour ce nouvel affairisme, la culture est-elle autre chose qu'une simple marchandise ?

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX  
96 p. - 38 F

LA COMMUNICATION VICTIME DES MARCHANDS  
Tant France : 42 F - Tant étranger : 45 F (franc d'évolution inclus)

NOM \_\_\_\_\_ PRÉNOM \_\_\_\_\_  
ADRESSE \_\_\_\_\_ CODE POSTAL \_\_\_\_\_  
LOCALITÉ \_\_\_\_\_ PAYS \_\_\_\_\_

Commande à faire parvenir avec votre règlement à :  
LE MONDE - Service Vente au numéro - 7, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09



La grande salle de la « BN ».

Les Chinois ont vu grand...

PÉKIN  
de notre correspondant

Le peuple qui a inventé l'imprimerie détenait jusqu'à récemment un bien peu enviable record, acquis durant la révolution culturelle : celui de la nullité absolue en matière de bibliothèque nationale. L'ancienne bibliothèque de Pékin, au nord-ouest de la Cité interdite, fut longtemps un club tellement fermé que seuls pouvaient y pénétrer les polygraphes, dépêchés par la direction du Parti communiste, à la recherche de manuscrits historiques destinés à alimenter les polémiques politiques.  
Inaugurée l'an dernier, la nouvelle bibliothèque nationale, sur la route de la capitale qui mène au quartier des universités, remédie à cette situation. On a prévu grand, pour les quatorze millions de volumes de son fonds : 140 000 mètres carrés de surface bâtie, avec la possibilité de construire encore trois bâtiments sur des terrains attenants.  
Les avis sont partagés quant à l'architecture, conçue il y a plus de douze ans, sous la férule de Zhou Enlai. On a su en tout cas éviter le genre colossal gréco-stalinien dont le régime communiste a fait un usage intensif depuis 1949 à Pékin. Le résultat est un mariage de styles chinois et moderne qui, fait unique pour un édifice de conception entièrement locale dans la capitale chinoise, ne donne pas au visiteur l'impression de se trouver devant un décor de science-fiction ringard.

Autre rareté méritant d'être soulignée dans une institution d'Etat, l'accueil y est simple et compétent. La bibliothèque est ouverte gratuitement à tout le monde (étrangers compris) pour la consultation, et les salles de lecture (trois mille places) confortables et spacieuses. Cinq mille à six mille personnes s'y installent chaque jour.  
Le classement du fichier - manuel encore pour l'essentiel, l'informatisation étant en cours - est jugé intelligent et rationnel par les utilisateurs, de même que la politique d'achat à l'étranger. La conservation fait appel à des techniques modernes de préservation. L'usage intensif du microfilm pour les titres anciens facilite encore l'accès aux trésors bibliographiques d'une civilisation où l'écrit revêt une valeur quasi religieuse. Pour les chercheurs (assez autorisés à emprunter des ouvrages), on a même prévu des salles particulières où l'effort esthétique a été poussé jusqu'au choix du mobilier.  
Dans la période de vaches maigres que traverse, après celle des coups de trique, le monde universitaire chinois, c'est une consolation qu'on aurait tort de sous-estimer. Cette austerité explique toutefois l'apparition d'un phénomène nouveau dans le monde des intellectuels chinois sous-payés : le larcin des livres, autrefois rares mais bon marché, aujourd'hui abondants mais chers. La bibliothèque nationale chinoise a ainsi perdu, depuis son ouverture, mille cinq cents volumes - sans compter les pages arrachées. Autres temps, autres mœurs.  
FRANCIS DERON.

# Enquête

sur les bords de la Seine

## sur les rails

Mais, avant le premier coup de pioche, la TGB sera un chantier juridique. Faut-il, en effet, modifier le dépôt légal, première source d'approvisionnement de toute bibliothèque nationale ? Cette obligation, édictée par François I<sup>er</sup> et réglementée dans les formes que nous lui connaissons par Napoléon I<sup>er</sup>, permet à la BN de s'enrichir gratuitement de 40 000 volumes par an, sans parler des périodiques, disques, gravures, photos, cassettes magnétiques ou vidéos soumis, avec plus ou moins de bonheur, à la même obligation.

La croissance exponentielle de ces dépôts pose la question de leur conservation intégrale. D'abord parce que certains d'entre eux sont périssables (les journaux) ; ensuite parce que les doublons sont nombreux. Faut-il garder toutes les formes d'un même enregistrement musical depuis le 78 tours jusqu'au disque compact ou toutes les éditions de la *Chartrreuse de Parme* ? Aujourd'hui, certains remettent en question l'idée même de cette mémoire boulimique.

Est-il nécessaire de sauver le bulletin d'une association de pêcheurs à la ligne que personne ne consultera jamais quand les traces audiovisuelles d'un événement important sont à jamais perdues faute d'obligation légale de dépôt ? Ne faudrait-il pas faire un choix, trier, éliminer et transposer sur des supports moins encombrants, plus fiables, un certain nombre de documents ?

Les gardiens du temple de la mémoire absolue font remarquer que l'on ignore aujourd'hui les intérêts de demain. Il y a un siècle ou deux, la littérature de colportage était tenue pour négligeable. D'innombrables thèses lui sont aujourd'hui consacrées. Notre improbable discernement nous amène à tout garder.

### Les techniques de pointe

Mais la fragilité de certaines pièces comme les nécessités d'une transmission rapide et à distance souhaitée par le président de la République exigent des transmissions massives de supports. Pour les imprimés, il existe aujourd'hui deux techniques. La plus ancienne, microfilms ou microformes, date de 1856. Son maniement simple est parfaitement maîtrisé, relativement bon marché, sa durée de vie excède les cent ans. Actuellement, 70 000 volumes sont microfilmés.

Plus récent le disque optique numérique facilite la transmission à distance. Chacun d'entre eux peut stocker jusqu'à 50 000 pages consultables sur un écran. Son volume est faible. De nombreuses revues sont déjà reproduites par ce procédé. Il est possible de « scanner » un livre, mais celui-ci est pratiquement détruit pour être copié à moindre frais (1,50 F la page sans compter le prix de la machine qui gère la batterie de disques). Il n'est donc pas question, dans ces conditions, de s'attaquer au fond ancien. On ignore la durée de vie d'un tel support, idéal pour la communication.

Il ne faut pas se faire d'illusions : au moment de l'inauguration de la TGB, ces techniques de pointe ne seront pas généralisées. A moins qu'elles ne fassent d'ici là des progrès considérables. Pourtant, les problèmes posés par le magasinage seront peut-être améliorés grâce à une robotisation dont la bibliothèque municipale de Bordeaux va faire l'expérience. Le robot intelligent sait où se trouvent les livres. Il va les chercher et les remet à leur place. Pas nécessairement au même endroit.

### « Le plus grand nombre » de lecteurs

Les avantages sont énormes : moins de rayonnages (il n'y a plus de « trous »), plus grande célérité dans la communication aux lecteurs. Une inconnue : que faire si le robot tombe en panne ? Lui seul connaît la place exacte des titres dont il a la charge. Il suffit, disent les optimistes, de relever sa mémoire chaque soir. Un système semblable fonctionne avec succès à Maurepas, dans les dépôts d'Hachette. Mais, ici, le robot traite de grosses palettes. Il lui faudra des outils de préhension plus fins pour saisir les livres et

une mémoire plus vaste pour se retrouver dans la jungle des titres et les commandes des lecteurs.

Mais qui seront ces lecteurs ? Le président de la République souhaite que « le plus grand nombre » puisse avoir accès à cette forteresse du savoir. Ce qui est contradictoire avec le fait que la « Très Grande Bibliothèque » doit aussi être le temple de la mémoire, donc de la conservation. Même si les critères d'admission sont plus souples qu'à la Bibliothèque nationale, le grand public ne pourra pas avoir accès à l'ensemble des collections.

Faut-il adjoindre à la TGB une bibliothèque, type BPL, riche de quelques centaines de milliers de volumes directement accessibles ? Ou doit-on parler sur la reproduction informatisée du maximum de documents, consultables sur

écrans. Ce programme, s'il est entrepris, ne serait pas significatif avant la fin de notre millénaire.

La dernière question, la plus importante sans doute, est celle du rapport que la TGB entretiendra avec ses consœurs françaises et étrangères. Sera-t-elle une cathédrale de béton fièrement dressée sur les bords de la Seine ou au contraire une gare de triage, un central nodal largement relié à ses homologues. Le choix de la décentralisation et du dialogue, qui semble évident, repose sur l'établissement d'un catalogue général des bibliothèques totalement informatisé, utilisable de tous les points de l'Hexagone. La Bibliothèque nationale a entrepris d'informatiser le sien.

Fin 1989, un million de fiches pourront être consultées à partir d'un écran. Pour compléter ce tra-

vail, il suffira de traiter 6 à 7 millions de fiches supplémentaires qui représentent les 11 à 12 millions de volumes de la BN. Le coût de l'opération est estimé à 20 millions de francs. Il reste encore à relier à ce vaste ensemble le catalogue des autres grandes bibliothèques - universitaires en particulier. Le projet existe. Il a un nom : PAN-Catalogue. Il est chiffré : 15 millions de francs.

Mais la TGB, même richement dotée, ne pourra jamais rattraper son retard dans certains domaines. Ou alors au prix d'un effort démesuré.

A vouloir s'équiper lourdement dans le domaine des « Sciences dures » par exemple, elle risque de concurrencer inutilement l'Institut national de l'information scientifique et technique

(INIST) que le CNRS est en train d'implanter à Nancy, et qui ouvrira ses portes l'année prochaine. Une « bibliothèque scientifique vivante, c'est essentiellement des périodiques et ce qu'on appelle la littérature grise (thèses, rapports, communications). La durée utile de ces documents est brève. Les revues sont l'épine dorsale de ce centre de documentation. L'INIST est abonné à près de 20 000 d'entre elles. Grâce aux bases de données PASCAL et FRANCIS, 13 000 sont résumées et 4 000 analysées *in extenso*. Ces articles sont mis à la disposition des chercheurs par le biais du disque optique numérique consultable à distance ou par des envois de photocopies expédiées par la poste.

Mille commandes - plus de 10 000 pages - sont traitées tous les jours. Dès l'an prochain

FRANCIS et PASCAL seront consultables sur minitel. La TGB doit-elle faire cavalier seul ou profiter du réseau que l'INIST est en train de mettre en place ?

Dans son rapport sur l'état des bibliothèques universitaires (*voir encadré*), André Miquel souligne que la création de la TGB est une chance qui doit profiter à l'ensemble de ses homologues. C'est l'occasion de traiter l'ensemble des problèmes qui se posent dans ce secteur particulièrement délaissé. La TGB, dit-il, doit être l'instrument qui irriguera de multiples centres. Il ne s'agit pas de créer une gigantesque bibliothèque réelle, mais plutôt une impalpable bibliothèque virtuelle, en utilisant toutes les ressources de l'informatique.

EMMANUEL DE ROUX.

## La grande misère des universités

Il y a en France une soixantaine de bibliothèques qui relèvent du ministère de l'éducation nationale. Leur état d'abandon est connu depuis longtemps. Les étudiants parisiens ont une chance relative : ils peuvent effectuer leurs recherches à la Bibliothèque nationale, ce qui n'a fait que multiplier les problèmes de la rue de Richelieu. Lionel Joepin a confié à André Miquel, ancien administrateur de la Bibliothèque nationale et professeur au Collège de France, le soin de rédiger un rapport sur l'état de ces établissements. Le document remis ces jours derniers est accablant. Surtout si l'on compare la situation de notre pays avec celle de nos voisins immédiats.

En République fédérale d'Allemagne, les bibliothèques universitaires emploient six mille quatre cents personnes, contre trois mille deux cents chez nous. Les collections allemandes comptent soixante millions de volumes. Nous n'en avons que dix-sept millions. En RFA, il faut, au minimum, deux cent mille livres pour qu'une bibliothèque universitaire puisse ouvrir ses portes. Aucune des nôtres, ouvertes depuis vingt ans, n'a encore atteint ce chiffre. André Miquel se souvient qu'au milieu des années 70, à Censier, où il enseignait l'arabe, la bibliothèque très spécialisée qui couvrait l'arabe, les langues indiennes, le persan et l'hébreu recevait 10 000 francs par an pour ses crédits d'acquisition. Le prix d'une douzaine de volumes ! La situation n'a guère changé.

Pour sortir de ce marasme, il faut des crédits et des postes. Faire passer le budget de fonctionnement de 150 millions à 600 millions de francs. Pré-

voir un crédit d'investissement de 240 millions de francs par an pendant dix ans et recruter mille cinq cents personnes. Il faut en outre réaliser le projet PAN-Catalogue, qui permettra à nos établissements de disposer d'un instrument de travail indispensable (*voir ci-dessus*). Un effort considérable. « S'il n'est pas fait, précise André Miquel, nous serons dans ce domaine, en 1993, les parents pauvres de l'Europe. Et pas seulement de l'Europe du Nord. »

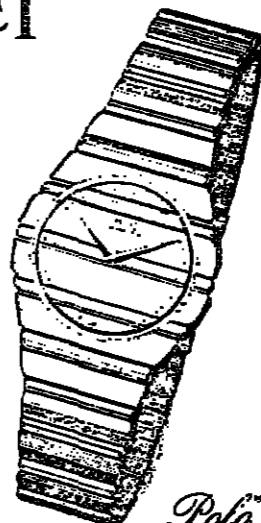
Mais ces efforts financiers seront vains, note André Miquel, si l'on ne se crée pas une mentalité nouvelle à l'égard des bibliothèques : « Leur misère est le reflet de cette mentalité. La tradition française veut qu'elles soient l'instrument personnel du chercheur. Pour les Anglo-Saxons, c'est d'abord un lieu destiné au public. Ce n'est pas un hasard si elles sont, en France, presque toujours construites à la périphérie du domaine universitaire. Après les équipements sportifs.

En RFA, tout le campus est organisé autour du pôle central constitué par la bibliothèque. L'université française », par ailleurs, favorise la « culture cuite » (le cours, le manuel) au détriment de la « culture crue » (la recherche personnelle, sauvage, en bibliothèque). Cette situation reproduit les maux dont souffre notre société française : manque d'originalité et de curiosité. « La bibliothèque doit devenir le centre nerveux de notre université, conclut André Miquel, pour accroître le goût du savoir et l'envie d'apprendre. »

E. de R.

Le temps Piaget ne se mesure qu'en Or

### PIAGET



Polo

Or 18 carats. Quartz, étanche. Changement de fusible horaire instantané.

### Aldebert

- Paris : 16, place Vendôme  
1, bd de la Madeleine  
6, fg Saint-Honoré  
70, fg Saint-Honoré  
Palais des Congrès, Porte Maillot
- Cannes : 19, La Croisette
- Monte-Carlo : 3, av. des Beaux-Arts

4078



هكذا من الأصل

مركزنا من الأصل

# Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément de samedi et dimanche-matin. Signification des symboles:  $\square$  Programmé dans « Le Monde radio-télévision »  $\square$  Film à éviter  $\square$  Ou peut voir  $\square$  Ne pas manquer  $\square$  ou  $\square$  Chef-d'œuvre ou classique.

## Mercredi 30 novembre

### TF 1

20.45 Variétés: Socrate sobrie. Emission présentée par Jean-Pierre Foucault. Invités: Alain Prost, Hervé Vilard, Jacques Santelli. 22.15 Documentaire: Claude Nougaro. Pass-variétés: Niagara. Black. Nicoletta. 0.06 Journal de minuit. 23.25 Supercopter (rediff.). 0.25 Boulevard Bonnard (rediff.). 0.35 Supercopter (rediff.). 1.45 Sam et Sally (rediff.). 2.15 La traque (rediff.). 2.45 Sam et Sally (rediff.). 3.00 Journal de la nuit. 4.40 Séries: Déeses d'histoires. 1.05 Feuilleton: L'Agence de la mort. 2.05 Feuilleton: L'Agence de la mort. 3.00 Documentaire: Histoire naturelle. 4.20 Musique: 4.40 Documentaire: Histoire naturelle. 6.00 Série: Déeses d'histoires.

### A 2

20.40 Feuilleton: Nord et Sud II. De Kevin Connor. Avec James Read, Patrick Swazey, Kristie Alley (2<sup>e</sup> épisode). 21.10 Flash d'informations. 21.25 Documentaire: La ville mode d'emploi. Emission de Philippe Alfonsi. 1. Faim de droits. De Patrick Volson. 23.20 Informations: 24 heures sur la 2. 23.40 Magazine: Figures. De Jacques Chancel. Invité: Nella Rubinstein, l'épouse d'Arthur Rubinstein.

### FR 3

20.30 Théâtre: Maison de poupée. De Henrik Ibsen. Une réalisation de Stéphane Kurc, d'après la mise en scène théâtrale de Claude Santelli. Avec Magali Renard, Vladimir Yonovitch, Jean-Claude Bouillon, Jean-Claude Bouillon, Jean-Claude Bouillon, Jean-Claude Bouillon. 22.40 Journal et météo. 23.05 Magazine: Océan-Bon. 1. Cycle Glenn Gould: Prélude opus 33 n° 1, et prélude opus 45 n° 3 de Scriabine; Quintette pour piano et cordes, de Chopin; 2. Philippe Starck, architecte. 0.06 Miss-Comstock. Petite suite pour orchestre de Rostropovich. 0.30 Musique: Petite suite pour orchestre de Rostropovich. 1.00 Documentaire: Histoire naturelle. 1.05 Documentaire: Histoire naturelle. 2.00 Documentaire: Histoire naturelle. 3.00 Documentaire: Histoire naturelle. 4.00 Documentaire: Histoire naturelle. 5.00 Documentaire: Histoire naturelle. 6.00 Documentaire: Histoire naturelle.

### CANAL PLUS

21.00 Cinéma: Test et trop bien  $\square$  Film américain de Jim Kouf (1986). Avec Tom Conti, Teri Garr, Paul Rodriguez. 22.20 Flash d'informations. 22.25 Cinéma: Déeses  $\square$  Film français de Jean-Jacques Beineix (1980). Avec Frédéric Bouchet, Wilhemina Wiggen, Ferdinand, Richard Bohringer. 0.20 Cinéma: Moin en Galilée  $\square$  Film franco-belgo-paléstinien de Michel Khleifi (1987). Avec Ali El Akli,

## Jeudi 1<sup>er</sup> décembre

### TF 1

13.40 Feuilleton: Côte ouest. 14.30 Série: Arsène Lupin. Le demeure mystérieux. 15.20 La semaine de spectacles. 15.45 Quatuor à Vincenzo. 16.00 Variétés: La danse aux châteaux. 16.30 Jeu: 16.40 Variétés: Juliette. Le jeu de l'ABC. 17.50 Série: Les atziquants. 18.00 Avis de recherche. 18.55 Feuilleton: Santa-Barbara. 19.25 Jeu: 19.40 Vire avec le 20.00 Journal, Météo et Topique. 20.40 Vire avec le SIDA. Emission spéciale présentée par Martine Albignac et Jean-François Foucault, dans le cadre de la journée mondiale contre le SIDA, en duplex avec Marseille. Genève (OMS), et l'hôpital de Meaux, en Seine-et-Marne. Avec, pour la partie variétés: Florent Pagny, Alain Souchon, Etienne Daho, 2.25 Documentaire: Histoire naturelle. 23.15 Série: Météo. 2.35 Documentaire: Histoire naturelle. 4.20 Série: Météo. 4.45 Documentaire: Histoire naturelle. 6.00 Série: Déeses d'histoires.

### A 2

13.45 Feuilleton: Les deux docteurs. 14.30 Magazine: Bonjour la télé. Présenté par Pierre Tchermia et Frédéric Mitterrand. Hommage à Gilles Margulies. 15.30 Magazine: Du côté de chez Fred. De Frédéric Mitterrand. Les belles-mères. 17.10 Flash d'informations. 17.15 Magazine: Les belles-mères. De Frédéric Mitterrand. La semaine rose. La 5-15. Présenté par Groucho et Chico. Le grand moment de la soirée. 17.55 Série: Météo. 18.00 Vire avec le 19.10 Documentaire: Histoire naturelle. 20.00 Journal. 20.30 Flash d'informations. 20.40 Vire avec le 21.00 Journal. 21.30 Flash d'informations. 21.35 Documentaire: Histoire naturelle. 22.40 Magazine: Les deux docteurs. Présenté par Marcel Schmitz. 22.45 Magazine: Les deux docteurs. Présenté par Marcel Schmitz. 23.00 Flash d'informations. 23.05 Documentaire: Histoire naturelle. 23.20 Documentaire: Histoire naturelle. 23.40 Magazine: Les deux docteurs. Présenté par Marcel Schmitz. 23.45 Magazine: Les deux docteurs. Présenté par Marcel Schmitz.

### FR 3

13.30 Feuilleton: A la 1<sup>re</sup> Tu n'aimas. 15.57 Flash d'informations. 14.00 Magazine: Regards de femmes. Présenté par Aline Paillet, en direct de Toulouse. 14.30 Feuilleton: Le roi qui vient de l'étranger. 15.30 Magazine: Têtu. 17.00 Flash d'informations. 17.05 Documentaire: Histoire naturelle. 17.30 Flash d'informations. 17.40 The Mappets show. 17.45 Série: Déeses d'histoires. 18.30 Jeu: 18.40 Vire avec le 19.00 Flash d'informations. 19.05 Documentaire: Histoire naturelle. 19.10 Documentaire: Histoire naturelle. 19.15 Documentaire: Histoire naturelle. 19.20 Documentaire: Histoire naturelle. 19.25 Documentaire: Histoire naturelle. 19.30 Documentaire: Histoire naturelle. 19.35 Documentaire: Histoire naturelle. 19.40 Documentaire: Histoire naturelle. 19.45 Documentaire: Histoire naturelle. 19.50 Documentaire: Histoire naturelle. 19.55 Documentaire: Histoire naturelle. 20.00 Documentaire: Histoire naturelle. 20.05 Documentaire: Histoire naturelle. 20.10 Documentaire: Histoire naturelle. 20.15 Documentaire: Histoire naturelle. 20.20 Documentaire: Histoire naturelle. 20.25 Documentaire: Histoire naturelle. 20.30 Documentaire: Histoire naturelle. 20.35 Documentaire: Histoire naturelle. 20.40 Documentaire: Histoire naturelle. 20.45 Documentaire: Histoire naturelle. 20.50 Documentaire: Histoire naturelle. 20.55 Documentaire: Histoire naturelle. 21.00 Documentaire: Histoire naturelle. 21.05 Documentaire: Histoire naturelle. 21.10 Documentaire: Histoire naturelle. 21.15 Documentaire: Histoire naturelle. 21.20 Documentaire: Histoire naturelle. 21.25 Documentaire: Histoire naturelle. 21.30 Documentaire: Histoire naturelle. 21.35 Documentaire: Histoire naturelle. 21.40 Documentaire: Histoire naturelle. 21.45 Documentaire: Histoire naturelle. 21.50 Documentaire: Histoire naturelle. 21.55 Documentaire: Histoire naturelle. 22.00 Documentaire: Histoire naturelle. 22.05 Documentaire: Histoire naturelle. 22.10 Documentaire: Histoire naturelle. 22.15 Documentaire: Histoire naturelle. 22.20 Documentaire: Histoire naturelle. 22.25 Documentaire: Histoire naturelle. 22.30 Documentaire: Histoire naturelle. 22.35 Documentaire: Histoire naturelle. 22.40 Documentaire: Histoire naturelle. 22.45 Documentaire: Histoire naturelle. 22.50 Documentaire: Histoire naturelle. 22.55 Documentaire: Histoire naturelle. 23.00 Documentaire: Histoire naturelle. 23.05 Documentaire: Histoire naturelle. 23.10 Documentaire: Histoire naturelle. 23.15 Documentaire: Histoire naturelle. 23.20 Documentaire: Histoire naturelle. 23.25 Documentaire: Histoire naturelle. 23.30 Documentaire: Histoire naturelle. 23.35 Documentaire: Histoire naturelle. 23.40 Documentaire: Histoire naturelle. 23.45 Documentaire: Histoire naturelle. 23.50 Documentaire: Histoire naturelle. 23.55 Documentaire: Histoire naturelle. 24.00 Documentaire: Histoire naturelle.

### CANAL PLUS

13.30 Cinéma: Fackling Fernand  $\square$  Film français de Gérard Mordillat (1987). Avec Thierry Lherminier, Jean YVES, Mario Laffont. 15.00 Pochettes surprises. 15.30 Cinéma: Moin en Galilée  $\square$  Film américain

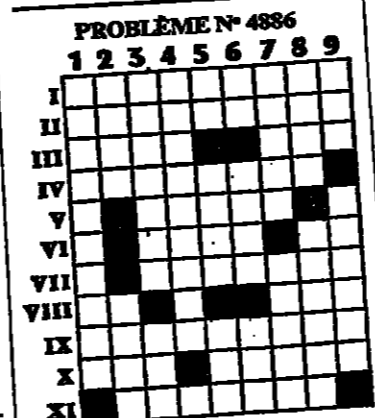
## Audience TV du 29 novembre 1988 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Audience instantanée, France entière 1 point = 193 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AVANT RÉGULÉ LA TV (en %)	TF 1	A 2	FR 3	CANAL +	LA 5	M 6
19 h 22	65.0	Santa-Barbara	22.8	Actual. régim.	10.7	11.2	3.3
19 h 45	68.3	Russ fortune	31.3	Baby show	10-20 info	6.4	4.0
20 h 18	69.8	Journal	30.1	Journal	La classe	11.0	4.4
20 h 55	74.0	7 <sup>e</sup> compagnie	26.8	La nuit... No...	La nuit	13.5	3.6
22 h 8	63.3	7 <sup>e</sup> compagnie	11.2	Flash	La nuit	14.6	3.3
22 h 44	30.0	Ciel non mené!	16.7	Ciel 88	Journal	0.5	4.0

# Informations « services »

## MOTS CROISÉS



### HORIZONTALEMENT

I. Mets en morceaux. - II. Qu'on ne sait pas par où saisir. - III. Déjà une conspiration. Laisse un bon morceau. - IV. Est plus efficace quand on a de grandes « manchettes ». - V. Déclarations. - VI. On y trouve les sources de la Garonne. En exil. - VII. Peut être petite pour un préteur. - VIII. Demis-tour. Ne circule plus. - IX. Agent dont on peut dire qu'il a un caractère engageant. - X. Pas aléatoire. Plus couants. - XI. Voix d'eau.

### VERTICALEMENT

1. Piquent à la campagne. - 2. Amène de l'eau au moulin. Dans la province de Tarragone. - 3. S'embarde à la fin. Peut venir du cœur. - 4. Un homme dont on attend un peu de reconnaissance. - 5. Peut être hors de portée. Mis sur la voie. Un Indien. - 6. Une vague sujet. Une victoire qui a mérité qu'on fasse le pont. - Pour faire la qu'on. - 7. Une veste pour Darius III. Passe à Rome. - 8. Peut briller dans la nuit. Pas ordinaire. - 9. D'un auxiliaire. Parfois coupées pour faire des bottes.

### Solution du problème n° 4885

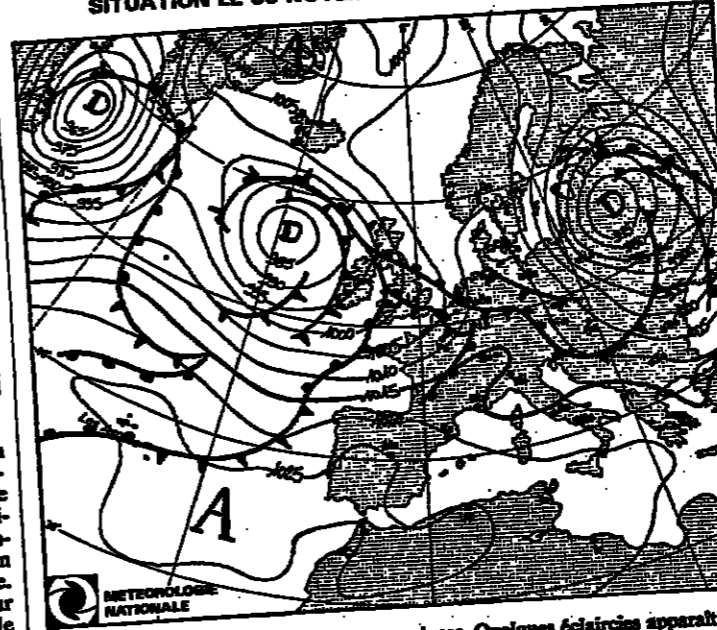
Horizontalement  
I. Jardinier. - II. Océan. Ohé! - III. Utrius. Oc. - IV. R. D.S.T. G.é. - V. Nue. Arr. et. - VI. Arnoba. St. - VII. Vals. - VIII. Irès. As. - IX. Sue. Ou. - X. Test. Abel. - XI. Es. Epuisé.

Verticalement  
1. Journaliste. - 2. Acteur. Rus. - 3. Ré. Envies. - 4. D. S. O.A.S. Té. - 5. Innables. - 6. St. Str. Ar. - 7. lo. Ob. - 8. Eloges. Anes. - 9. Recettes. Le.

### GUY BROUTY.

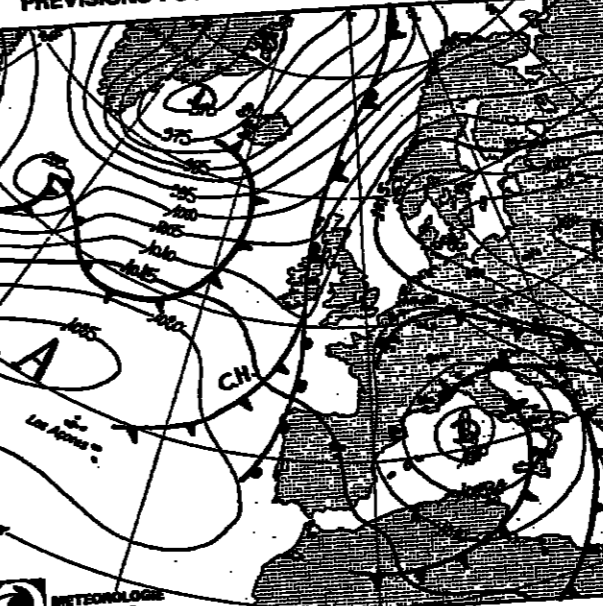
## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 30 NOVEMBRE 1988 A 0 HEURE TU



Évolution probable du temps en France entre le mercredi 30 novembre à 0 heure et le jeudi 1<sup>er</sup> décembre à minuit.  
La dépression située mercredi sur l'Irlande viendra se positionner sur la France. Les perturbations qui lui sont associées continueront donc à défilier sur notre pays en occasionnant des pluies parfois assez fortes.  
Jeudi: douceur et pluie.  
La pluie persistera tout au long de la journée du Nord-Picardie et de l'Ile-de-France à l'Alsace, à Rhône-Alpes et à la Provence-Côte d'Azur. Il n'aura en revanche qu'une courte durée et sera parfois entravée d'averses. Les températures évolueront peu au cours de la journée. Généralement, elles s'élèveront vers 14 degrés à 16 degrés près de la Méditerranée.  
Le vent sera modéré de nord-est sur l'ouest de la France, faible sur le reste du pays.

## PRÉVISIONS POUR LE 2 DÉCEMBRE A 12 HEURES TU



**LEGENDE**

- BREVILLABLE
- ÉCLAIRCISSEMENT PEU PROBABLE
- TEMPÉRATURES ÉLEVÉES
- TRÈS MESSAGES DU GOUVERNEMENT
- PLUIE OU BRUINE
- NEIGE
- AVERSES
- CHUQUÉ
- ORAGES ET TORRENTS
- BISE DE DÉPLACEMENT

**TEMP S PRVU LE 01-12-88** **DEBUT DE MATINÉE**

## TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé le 30-11-1988

FRANCE	TOURS	13 12 F	LOS ANGELES	27 9 D
PARIS	17 12 C		LUXEMBOURG	7 6 F
BRUXELLES	16 11 C		BERNE	11 -3 B
GENÈVE	16 11 C		MADRID	18 7 B
BARCELONE	16 11 C		MILAN	24 9 B
BOULOGNE	15 10 C		ROME	1 1 D
NANTES	14 11 C		MONTREAL	9 -4 O
STRASBOURG	14 11 C		MOSCOU	-6 -6 O
LYON	14 11 C		NAGANO	27 16 C
BOULOGNE	12 11 C		NEW-YORK	16 4 D
CHARENTAIS	12 11 C		OSAKA	-2 -12 D
TOULON	12 11 C		SEOUL	18 2 D
REIMS	11 10 C		STOCKHOLM	-11 4 D
LEZAY	11 10 C		SYDNEY	22 17 D
STRASBOURG	11 10 C		TOKYO	8 3 N
LIJES	9 7 B		VERONA	18 9 C
LONDRES	8 6 B		TURIN	6 -3 C
LAOZ	8 6 B		PRAGUE	12 6 C
NANCY	8 6 B			
LIJES	14 12 F			
NANCY	14 12 F			
LIJES	14 12 F			
LIJES	14 12 F			
LIJES	14 12 F			
LIJES	14 12 F			
LIJES	14 12 F			
LIJES	14 12 F			
LIJES	14 12 F			
LIJES	14 12 F			
LIJES	14 12 F			

\* TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France: heure légale moins 2 heures en été; heure légale moins 1 heure en hiver.  
\* Renseignements et inscriptions: A.F.S.S.V., 19, rue Fabre-d'Églantaine, 75012 Paris. Tél.: 46-28-98-85.

Naissances

Mariage de M. et M<sup>me</sup> François Sautter et leur fille Caroline...

Décès

M. et M<sup>me</sup> Jacques Dewailly, président, Les membres du conseil d'administration...

M. et M<sup>me</sup> François Sautter et leur fille Caroline, M<sup>me</sup> Marguerite Meyer...

M. et M<sup>me</sup> Michel De Smet, Catherine et François, Christophe, Véronique, Cyrille, Raphaël et Clémentine...

M. et M<sup>me</sup> Michel De Smet, Catherine et François, Christophe, Véronique, Cyrille, Raphaël et Clémentine...

M. et M<sup>me</sup> Jacques Dewailly et leurs enfants, M. Philippe Drieux et M<sup>me</sup>, née Dewailly...

M. et M<sup>me</sup> Jacques Dewailly et leurs enfants, M. Philippe Drieux et M<sup>me</sup>, née Dewailly...

M. et M<sup>me</sup> Jacques Dewailly et leurs enfants, M. Philippe Drieux et M<sup>me</sup>, née Dewailly...

M. et M<sup>me</sup> Jacques Dewailly et leurs enfants, M. Philippe Drieux et M<sup>me</sup>, née Dewailly...

M. et M<sup>me</sup> Jacques Dewailly et leurs enfants, M. Philippe Drieux et M<sup>me</sup>, née Dewailly...

M. et M<sup>me</sup> Jacques Dewailly et leurs enfants, M. Philippe Drieux et M<sup>me</sup>, née Dewailly...

M. et M<sup>me</sup> Jacques Dewailly et leurs enfants, M. Philippe Drieux et M<sup>me</sup>, née Dewailly...

M. et M<sup>me</sup> Jacques Dewailly et leurs enfants, M. Philippe Drieux et M<sup>me</sup>, née Dewailly...

M. et M<sup>me</sup> Jacques Dewailly et leurs enfants, M. Philippe Drieux et M<sup>me</sup>, née Dewailly...

M. et M<sup>me</sup> Jacques Dewailly et leurs enfants, M. Philippe Drieux et M<sup>me</sup>, née Dewailly...

M. et M<sup>me</sup> Jacques Dewailly et leurs enfants, M. Philippe Drieux et M<sup>me</sup>, née Dewailly...

M. et M<sup>me</sup> Jacques Dewailly, président, Les membres du conseil d'administration...

M. et M<sup>me</sup> Jacques Dewailly, président, Les membres du conseil d'administration...

M. et M<sup>me</sup> Jacques Dewailly, président, Les membres du conseil d'administration...

M. et M<sup>me</sup> Jacques Dewailly, président, Les membres du conseil d'administration...

M. et M<sup>me</sup> Jacques Dewailly, président, Les membres du conseil d'administration...

M. et M<sup>me</sup> Jacques Dewailly, président, Les membres du conseil d'administration...

M. et M<sup>me</sup> Jacques Dewailly, président, Les membres du conseil d'administration...

M. et M<sup>me</sup> Jacques Dewailly, président, Les membres du conseil d'administration...

M. et M<sup>me</sup> Jacques Dewailly, président, Les membres du conseil d'administration...

M. et M<sup>me</sup> Jacques Dewailly, président, Les membres du conseil d'administration...

M. et M<sup>me</sup> Jacques Dewailly, président, Les membres du conseil d'administration...

M. et M<sup>me</sup> Jacques Dewailly, président, Les membres du conseil d'administration...

M. et M<sup>me</sup> Jacques Dewailly, président, Les membres du conseil d'administration...

M. et M<sup>me</sup> Jacques Dewailly, président, Les membres du conseil d'administration...

M. et M<sup>me</sup> Jacques Dewailly, président, Les membres du conseil d'administration...

M. et M<sup>me</sup> Jacques Dewailly, président, Les membres du conseil d'administration...

M. et M<sup>me</sup> Jacques Dewailly, président, Les membres du conseil d'administration...

M. et M<sup>me</sup> Jacques Dewailly, président, Les membres du conseil d'administration...

M. et M<sup>me</sup> Jacques Dewailly, président, Les membres du conseil d'administration...

M. et M<sup>me</sup> Jacques Dewailly, président, Les membres du conseil d'administration...

M. et M<sup>me</sup> Jacques Dewailly, président, Les membres du conseil d'administration...

M. et M<sup>me</sup> Jacques Dewailly, président, Les membres du conseil d'administration...

Défense

Au départ de « la Jeanne »

« La France a besoin d'une marine océanique moderne »

affirme M. Mitterrand

BREST de notre envoyé spécial

Pour sa défense et pour la protection de ses intérêts de par le monde, la France a besoin d'une marine océanique moderne...

Un déséquilibre inquiétant

Au premier rang des invités, sur le pont d'envol, avait pris place, notamment, M. Lecanuet...

Premier tir expérimental du missile préstratégique Hadès

Dans un entretien accordé à vingt-trois journalistes régionaux, le ministre de la défense...

Préférence européenne contre protectionnisme américain

L'Europe des armements ne doit pas être ouverte à tous les vents, comme « colonisée » par des pays extérieurs...

Un pavé dans la mare transatlantique

L'Europe des armements ne doit pas être ouverte à tous les vents, comme « colonisée » par des pays extérieurs...

Un marchandage possible

Exprimée par un diplomate qui raisonnerait plutôt comme un voyageur de commerce...

Une autoroute ou un sentier

Des importations, au demeurant, non pénalisées par des taxes à l'entrée...

A Paris, on en déduit que ce commerce entre alliés n'est pas équitable...

Longtemps, la France a mené une politique de quasi-autarcie pour satisfaire en matériels majeurs les besoins de ses forces armées...

« Dès lors que chacun défendrait cette thèse, dit un diplomate français, il y a là les éléments d'un marchandage possible. »

J. L.

LIBRAIRIE BIBLIOTHÈQUE DES ARTS... La Céramique Art Déco... LE JEUDI 1<sup>er</sup> DÉCEMBRE 1988...

CARNET DU MONDE... Nos abonnés, bénéficiaires d'une réduction sur les insertions du Carnet du Monde...

لکڑا من الاصل

# Emploi

## L'évolution des carrières juridiques et judiciaires

### Vers une union des spécialistes du droit

Le secteur des cabinets juridiques et offices publics et ministériels est la plus petite des trois branches des professions libérales... et son poids économique n'est pas négligeable: près de 30 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1986. Mais cette activité est répartie entre 8 métiers, et environ 32 000 professionnels en exercice libéral, qui employaient fin 1986 de 81 400 salariés, selon l'INSEE, à 87 400, selon l'UNEDIC. Leurs « patrons » sont, pour l'essentiel, les 17 000 avocats, les 7 300 notaires, les 4 900 conseils juridiques et les 2 900 huissiers de justice.

Ces quatre types de praticiens ont connu une croissance démographique différente depuis 1970. Respectivement 2 % et 4 % par an pour les notaires et les huissiers... alors que le nombre de leurs offices diminuait de 1 % par an. L'exercice en groupe se développe.

« La création de sociétés civiles professionnelles (SCP), dont l'apparition remonte au début des années 70, n'a pas été seulement un moyen de contourner le statut de l'officier public, comme le rapport du Centre d'étude des revenus et des coûts (CERC) sur les professions libérales juridiques et judiciaires (1). Elle a aussi été une possibilité de réunir des moyens matériels et financiers plus importants que, en termes, la perspective de modifier sensiblement le mode d'exercice de chaque profession. »

Grâce à ces SCP, un client peut trouver dans un même cabinet (ou office) les divers spécialistes

dont il peut avoir besoin. De fait, la proportion de ceux exerçant en SCP d'est fortement accrue, pour atteindre, en 1986, 55 % chez les notaires, 49 % chez les huissiers, et un tiers chez les avocats. Pas de comparaison possible avec les conseils juridiques, puisqu'ils ont la possibilité d'exercer en SARL ou en SA (à condition que 51 % des capitaux de ces sociétés soient détenus par des professionnels). Si bien qu'une grande partie d'entre eux sont eux-mêmes salariés d'une des 650 sociétés de conseils juridiques.

La plus grosse, la Fiduciaire juridique et fiscale de France (FIDAL), avec 600 millions de francs de chiffre d'affaires, regroupe plus de 650 conseils juridiques et 250 stagiaires, auxquels

il faut ajouter 850 employés administratifs. On en compte environ 14 000 pour l'ensemble de la profession.

La progression du nombre de salariés peut être un indicateur de l'activité économique. C'est flagrant pour les notaires. Entre 1978 et 1984, les recettes des offices ont chuté de 40 %, puis ont refait le chemin inverse. Parallèlement, mais avec un effet retard, le nombre de salariés est passé de 43 600 en 1981 à 36 400 en 1985 (avec environ 3 500 licenciements économiques) pour remonter à 40 300 en octobre 1988 (ils étaient 26 100 en 1980).

L'augmentation du nombre de salariés a été plus forte chez les huissiers: de 6 800 à 10 900, entre 1970 et 1987. Encore plus forte chez les avocats où la crois-

sance atteint 1 000 par an depuis 1975. Les employeurs, ceux qui exercent à titre libéral, sont plutôt des hommes (95 % et 90 % chez les notaires et les huissiers, deux tiers pour les avocats et les conseils juridiques), mais leurs salariés sont - pour près de 80 % - des femmes. L'image de l'avocat et de sa secrétaire ?

La création d'emplois a été freinée par l'évolution technologique. En exerçant en groupe, les professionnels ont pu rassembler les capitaux nécessaires à l'équipement informatique (recherche documentaire, gestion de fichiers-clients et suivi de dossiers, automatisation de la rédaction de certains actes ou pièces de procédures, etc.).

Conséquence: une partie du personnel d'exécution est suppri-

mée. La part de personnel qualifié augmente. « Le notariat va créer des emplois, prévoit M. Michel Pouthas, directeur des affaires économiques et professionnelles au Conseil supérieur du notariat. Mais nous avons aujourd'hui du mal à trouver les clercs dont nos études ont besoin: de bons techniciens. » Nous recrutons à un niveau de plus en plus haut, souligne M. Jean-Pierre Faget, huissier, des jeunes ouvriers à la formation continue: notre personnel doit maintenant accepter de se remettre perpétuellement en question. Le droit évolue toujours plus rapidement. »

Certaines branches du droit se développent plus vite que d'autres. Pour les conseils juridiques, le droit fiscal et le droit des sociétés sont des valeurs qui durent. Et le droit international (et notamment européen) et le droit du travail devraient prendre davantage d'envergure. Le créneau du droit des affaires - qui, selon certains avocats, est largement ignoré par la formation juridique universitaire - a été exploité par quelques cabinets français dont la compétence est reconnue à l'étranger.

#### Pas de stagiaires en dessous d'un DESS

« Nous sommes assaillis par des étudiants titulaires d'une maîtrise en droit, soupire M. Michel Fèvre, secrétaire général de l'Association nationale des conseils juridiques. Hélas! car nous ne recrutons pas de stagiaires en dessous du niveau DESS ou DEA. Par exemple le DESS de fiscalité de Dijon. »

M. Pierre Saunet, président du directeur de FIDAL, recherche en priorité les détenteurs du DJCE (diplôme de juriste conseil d'entreprise), un DESS de haut niveau, préparé à Montpellier,

Remes, Lyon, Strasbourg et Poitiers. Les professions libérales juridiques et judiciaires ont toutes un niveau de formation initiale élevé: bac + 5 minimum pour les huissiers, bac + 7 à bac + 8 minimum pour les autres.

« Le nombre de juristes, un pour 2 000 habitants, est notablement insuffisant en France, affirme M. Daniel Soulez Larivière, dans un rapport remis, en juin dernier, au bâtonnier de Paris: on en trouve 1 pour 1 200 en RFA, 1 pour 1 000 en Espagne et en Grande-Bretagne, et un pour 500 aux Etats-Unis. » Qui va alors profiter de l'élargissement d'un marché qui offre de très larges perspectives ?

Pour y parvenir, les professions juridiques et judiciaires, qui paraissent particulièrement morcelées relativement aux autres pays européens, devraient s'unir, comme tentent de le faire, non sans mal, les avocats et les conseils juridiques. A défaut, les experts-comptables, français ou américains, poursuivront leur implantation: la plupart des huit grands cabinets d'audit anglo-saxons (appelés « big eight ») sont présents en France et ont créé des sociétés de conseils juridiques.

Une bonne partie des praticiens français travaillent pour eux. Selon M. Daniel Soulez Larivière, les « big eight » vont cueillir les diplômés les mieux cotés dès la fin de leurs études, et « un important débouchage s'opère chez les jeunes juristes employés grâce à des offres de salaires de 30 % à 60 % supérieures au marché ».

FRANÇOIS KOCH.

(1) Les professions libérales juridiques et judiciaires: revenus et conditions d'exercice, documents du Centre d'étude des revenus et des coûts, n° 90, 3<sup>e</sup> trimestre 1988, la Documentation française, 76 F.

### Des juristes recherchés

On peut exercer le métier de juriste et, également, être salarié. Mais, là aussi, les choses sont en train de changer à toute vitesse. L'image du directeur juridique dans une société, rat de bibliothèque et manches de lustrine, ne correspond plus à rien. « Depuis deux ou trois ans, ils sont très recherchés », prévient M. Daniel Grenon, directeur associé de N. Neumann International, un cabinet de chasseurs de tête. « Ils valent de 800 000 à 1 million de francs par an. »

En fait, la fonction a beaucoup évolué. Après l'époque des contentieux, aux alentours de 1975, la profession de juriste a suivi la mutation de l'activité économique. On leur demande de participer à la négociation de grands contrats et, maintenant, d'accompagner les opérations de fusions, d'acquisitions et même de rachats à l'étranger. Ils doivent connaître le droit d'autres pays, principalement anglo-saxons et allemands, et tout savoir des aspects fiscaux.

« Quand un PDG d'un grand groupe monte une affaire à l'étranger, il a toujours son juriste dans ses valises », raconte Daniel Grenon. « Il doit être capa-

ble, en une nuit, de décaler tous les pièges et de prévoir la plus improbable des hypothèses. »

Bien sûr, les juristes de ce calibre ne sont pas très nombreux, travaillent déjà dans les plus grosses sociétés, et s'attachent à prix d'or. Aujourd'hui, les entreprises qui s'ouvrent à l'international éprouvent le besoin d'en trouver et il y a une forte tension sur le marché.

Ces « juristes financiers », on les trouve dans les grands cabinets juridiques qui se protègent en offrant le statut d'associé à leurs meilleurs éléments. On les pourchasse jusqu'en RFA et en Grande-Bretagne, mais le marché européen est également en état de pénurie et les professionnels « bougent beaucoup ».

A croire les cabinets de recrutement, cette « lame de fond » devrait se prolonger pendant plusieurs années encore. Ils estiment qu'un jeune qui apprendrait le droit anglo-saxon et le droit international, puis compléterait sa formation en droit par des stages longs aux Etats-Unis et en RFA prendrait une bonne option pour une carrière « fabuleuse ».

A. L.

### Selon l'INSEE

#### 650 000 entreprises n'emploient aucun salarié

On commence à apprécier l'impact que pourrait avoir une des dispositions du dernier plan gouvernemental sur l'emploi, selon laquelle l'embauche d'un premier salarié serait, sous certaines conditions, totalement exonérée de charges sociales pendant une période de deux ans, si celle-ci était effectuée avec un contrat de travail à durée indéterminée.

L'INSEE répond à cette question dans sa série intitulée « Premiers salariés » (N° 146, octobre 1988) et levé un coin du voile. Au total, il y avait dans notre pays, au 1<sup>er</sup> janvier 1987, quelque 650 000 entreprises, hors agriculture, qui ne comptaient aucun salarié, la palme revenant aux commerces - 215 000 - et aux services - 220 000 - suivis du bâtiment et des travaux publics avec 160 000 sociétés.

Dans l'ensemble des commerces, les entreprises sans salarié se trouvent d'abord dans les commerces de détail non alimentaires (130 951) et principalement dans les boutiques d'habillement, de textile et de cuir (51 330). Les commerces de détail alimentaire spécialisés viennent loin derrière (48 431) ainsi que les magasins de détail d'alimentation générale - les épiceries - avec 20 434 boutiques, et le commerce en gros (14 800).

De même, les entreprises de services sans salarié sont-elles exclusivement marchandes, par opposition aux services non mar-

chands. Le gros du bataillon est fourni par les hôtels-café-restaurants (83 864) et par une activité de travail indépendant qui ne cesse de se développer sous l'effet de la crise et de l'externalisation de certaines fonctions de la grande entreprise, à savoir l'étude, le conseil et l'assistance (50 545). Ensuite, on trouve divers services marchands (35 967), dont la coiffure (16 321).

#### Participation non rémunérée

Tout aussi significatifs sont les indicateurs financiers. Globalement, ces entreprises représentent 5 % du chiffre d'affaires du commerce et des services et présentent environ 178 milliards de francs. Elles réalisent un taux de valeur ajoutée, comparé à leur marge, à peu près équivalent à celui des autres entreprises et la part des rémunérations dans les facteurs de capital et de travail est à peu près comparable à ce qui se produit dans des unités plus importantes. Parallèlement, l'effort d'investissement y est, en moyenne, aussi soutenu qu'ailleurs. La marge moyenne s'établit à 167 000 F dans le commerce et à 191 000 F dans les services, mais peut, bien entendu, varier du simple au double selon les activités exercées.

Au vu de ces résultats, chaque

peut-être en mesure de réaliser un recrutement relativement durable, et c'est bien ce qui est recherché par la disposition incitative décidée par le gouvernement de M. Michel Rocard.

Dans la pratique, cela n'est pas aussi simple. Nombre de ces entreprises utilisent les services d'une aide familiale importante et peu rémunérée ou reposent sur la participation, non rémunérée, d'un conjoint. Ce qui abaisse d'autant le niveau d'équilibre. De fortes disparités existent, selon les cas, qui rendent hypothétique l'espoir d'une embauche, la marche local ou spécialisée n'offrant pas de réelles possibilités d'extension, pourtant nécessaires à la présence d'un premier salarié. La croyance en tout effet mécanique ou arithmétique de l'exonération est à proscrire.

Quelles que soient les facilités accordées, il demeure, en outre, que cette population d'entrepreneurs est conditionnée par de vieux réflexes de prudence et qu'elle surmonte difficilement des blocages psychologiques qui tiennent autant au refus de la position de patron, pour un artisan, qu'au rejet de la papeterie - même alléger - pour un individualiste forcené. On ne saurait minimiser ces aspects alors que nombre de technocrates rêvent de dynamiser ce fabuleux « gisement d'emplois ».

Un exemple montre bien les limites du raisonnement. Alors qu'on compte 160 000 artisans individuels dans son secteur, M. Jean Domange, vice-président de la FNB (Fédération nationale du bâtiment), se déclare réservé à l'égard de la mesure proposée dans le plan emploi. « On invente continuellement de nouveaux seuils », explique-t-il. « Pourquoi ne pas favoriser le deuxième emploi. A chaque fois, il y a des exclus et ceux qui bénéficient d'une facilité... Les gains en emplois dépendent aussi d'un changement d'attitude. »

A. L.

### Paupérisation, sous-emploi

#### Les architectes « lanterne rouge » des professions libérales

Le métier d'architecte, on ne retient que l'aura médiatique. Des architectes, on ne connaît que les stars, les Bouffier, Pei, Nouvel et autres Chemetov. De l'architecture, on ne voit que les grands projets: pyramide du Louvre, Opéra de la Bastille, arche de la Défense. Et l'on oublie le revers de la médaille - la réalité, - une profession parmi les plus sinistrées...

En l'espace d'une dizaine d'années, ses effectifs ont plus que doublé. S'expliquant en partie par l'intégration des agrés en architecture, anciens maîtres d'œuvre autorisés en raison de leur qualification à intervenir dans les missions de conception aux côtés des architectes, ce gonflement est - considéré abruptement - très inéquitable.

« Le problème, explique M. Jean-Claude Ribaut, porteparole de l'ordre des architectes, est qu'on est passé de dix mille architectes à une époque où on construisait 360 000 logements par an à vingt-quatre mille aujourd'hui que l'on n'en construit plus que 320 000. » Et les perspectives restent préoccupantes. L'effort de construction d'après-guerre est bel et bien achevé. Le ralentissement de la démographie réduit les besoins, et la crise économique les investissements.

Difficile, dans ces conditions, d'espérer mieux qu'une stagnation des mises en chantier. « C'est une profession éteinte qui continue à se paupériser », constate M. Jean Nouvel, l'architecte de l'Institut du monde arabe. La profession étant à 80 % constituée de libéraux, il est impossible de raisonner en termes de chômage (1). Le sous-emploi est, quant à lui, manifeste. On peut être « installé » et « manquer de travail ». Preuve en est donnée par les revenus, qui, depuis des années, continuent à se dégrader.

En 1983, une étude du CERC (2) qualifiait les architectes, de « lanterne rouge » des professions libérales: « Les archi-

tectes, dont le revenu stagnait avant la crise de 1974, connaissent ensuite une chute régulière, et de plus en plus accusée, du pouvoir d'achat, qui atterrit - 3,1 % entre 1980 et 1981 ». D'après les statistiques établies en fonction des cotisations versées à l'ordre, 65 % d'entre eux gagnent moins de 120 000 F par an; 25 % de 120 000 F à 260 000 F; 10 % de 260 000 F à 780 000 F et plus.

Trop d'architectes en France? La réponse n'est pas aussi évidente. Avec quatre cent quarante architectes par million d'habitants, l'Hexagone se situe parmi les plus faibles densités de la CEE, après l'Espagne et la Grande-Bretagne, loin derrière l'Allemagne fédérale et le Danemark, où le chiffre avoisine le millier. D'un pays à l'autre, les mentalités divergent. En France, elles sont très particulières.

#### Maison individuelle et réhabilitation

Un récent sondage IPSOS (3) concernant l'image des architectes est à cet égard fort révélateur. Parmi une douzaine de qualificatifs proposés (idéologue, homme d'affaires, rêveur, technicien, artiste...), le premier retenu (à 80 %) était... coûteux.

« Le sentiment le plus répandu », poursuit Jean-Claude Ribaut, est qu'on associe l'architecture aux grandes œuvres actuelles ou passées comme Versailles et les Invalides, mais pas à l'école de son quartier ni à son immeuble d'habitation. Significatif: le marché des maisons individuelles est en quasi-totalité entre les mains des promoteurs. Ajoutons que les pratiques professionnelles sont réglementées. En France, le recours aux architectes n'est légalement obligatoire qu'à partir d'un seuil de 170 mètres carrés de construction.

Ce qui complique encore la tâche de ces « hommes de l'art », qui, par voie de conséquence,

accèdent moins facilement à certains marchés - comme celui de la réhabilitation, pourtant de plus en plus vaste. La plus grande part du BTP échappant aux architectes, on ne peut donc pas dire que leurs effectifs soient trop importants.

Le problème ne se pose-t-il pas davantage en termes de « conquête de marché » et parallèlement de « pratiques professionnelles »? Professeur à l'école Paris-Tolbiac et auteur d'une étude sur la question (4), Robert Prost s'interroge: « Peut-on quitter le strict plan du métier d'architecte ou des métiers du bâtiment pour déboucher sur un ensemble de métiers de l'architecture tels que la recherche, le conseil en matière d'architecture, la communication avec le grand public, l'enseignement à tous les niveaux, la formulation des politiques publiques en matière d'architecture? »

Sur cet élargissement des pratiques professionnelles, les avis divergent. Pour beaucoup, adeptes de la traditionnelle vision libérale, la diversification des profils revient à une perte d'identité. Mais les réalités économiques sont là. Vingt-quatre mille architectes sont aujourd'hui inscrits à l'ordre, et l'on estime à dix mille le nombre de diplômés ayant essaimé sur le marché du travail, faute de débouchés professionnels directs. Treize mille sont par ailleurs actuellement en formation. Dans une dizaine d'années, le nombre des architectes devrait donc osciller entre quarante-cinq mille et quarante-neuf mille.

CÉCILE CLÉMENT.

(1) Les architectes étant à s'inscrire à l'ANPE ou à l'APEC, car les professions libérales ne peuvent prétendre aux indemnités prévues aux salariés.  
(2) Centre d'études des revenus et des coûts.  
(3) IPSOS - Conseil national de l'ordre des architectes, Janvier 1987.  
(4) Prospective des métiers de l'architecture.

#### L'ACTUALITÉ EN DIRECT

LE TITRE DU JOUR

Suivez les événements  
heure par heure

ACTUALITÉ

36.15 LEMONDE



Le Monde INTERNATIONAL

L'Office européen des brevets à Munich recrute un administrateur (grade A2/3) COORDINATEUR (TRICE) DE LA FORMATION (R&E: EXT/245) pour son service formation et questions de personnel. Le candidat retenu sera chargé de déterminer les besoins en matière de formation, d'organiser des cours/seminaires...

OFFICE EUROPÉEN DES BREVETS Nous sommes : - une jeune organisation européenne dont le siège se trouve à Munich et qui a un département à La Haye et une agence à Berlin... Offres de travail pour des ingénieurs, techniciens et administrateurs.

DIRECTEUR DU CONTRÔLE STRATÉGIQUE (MUNICH) (R&E: OJ 12/4) dont les fonctions principales seront : - d'élaborer des stratégies à long terme, mais aussi de mettre au point des plans à moyen et à court terme...

DIRECTEUR DU CONTRÔLE DU RENDEMENT (MUNICH) (R&E: OJ 12/5) dont les fonctions principales seront : - d'effectuer des études de rendement portant sur les procédures, les méthodes de travail et les systèmes administratifs...

ATTACHÉ TERRITORIAL chargé de la coordination de la vie associative, de l'animation, et de la prévention. Poste à pourvoir rapidement.

CHARGÉ DE MISSION CONTRACTUEL pour préparer le bilan annuel de l'industrie française. Expérience de l'animation culturelle.

professeur de gestion de la production à l'école des hautes études commerciales. Entrée en fonction : 1<sup>er</sup> avril ou 1<sup>er</sup> septembre 1989.

MARCEGAGLIA SpA importante Industrie Italienne déjà leader européen dans la production de : Tubes d'acier soudés, Tôles, Feuilles d'acier, Tubes serpentine de réfrigération, Profils à froid, Tissu de revêtement, Etrés.

AGENT ayant acquis une expérience dans ce secteur afin de lui confier la représentation pour les ventes sur le territoire français.

MARCEGAGLIA SpA importante Industrie Italienne déjà leader européen dans la production de : Tubes d'acier soudés, Tôles, Feuilles d'acier, Tubes serpentine de réfrigération, Profils à froid, Tissu de revêtement, Etrés.

AGENT ayant acquis une expérience dans ce secteur afin de lui confier la représentation pour les ventes sur le territoire français.

maisons individuelles ALEXANDRE-DUMAS 1 maison, 170 m², avec jrd. privé, pour 40 m², terrain à bâtir, 2.576.000 F. TRANS OPÉRA 43-43-23-18. AU VERT A 20 KM DE PARIS DRAVEIL 3 maisons à 6 p. pièce, sout. gar. 2 voitures. TERRAIN 370 à 630 m². VUE IMPRENABLE SUR VALLEE DE LA SEINE. A PARTIR DE 960 000 F. Livraison dès 1989. A VERTER ABSOLUMENT LE PAVILLON FRANÇAIS 43-78-76-25. PRÈS RER COMFLANS BELLE MAISON 7 p. se-soi, total 1 430 000 F. Cab. Vermèlle, 39-19-21-27. ANDRÉSY, PRÈS GARE BELLE MAISON 1930. Sup. terr. 1 500 m². Cab. Vermèlle, 39-19-21-27. ORGÈVAL BELLE MAISON, 8 PIÈCES Plaines. Pts: 2 060 000 F. Cab. Vermèlle, 39-19-21-27. ANDRÉSY BELLE MAISON 7 p., 2/2 300 m² sup. terr. Solna. Pts: 1 860 000 F. Cab. Vermèlle, 39-19-21-27. ST-GERMAIN-EN-LAYE BELLE MÈRE, 6 pièces. Pts: 1 625 000 F. Cab. Vermèlle, 39-19-21-27.

pavillons CESSON 36 KM DE PARIS Vente pavillon, 3 pièces (48 m² habit.), cheminée, coin cuisine, salle de bain, jardin 140 m². Paris, tout confort. Pts: 260 000 F. Tél. h.b. : 42-25-95-50. DRÔME, Clusoullet, maison pierre du pays, 2 pièces s.1/1 100 m² jrd., 75 m² habit., s. de lav. cuis., chif. central, gar. b. étag. Pts: 220 000 F. Tél. : 93-99-59-54. 77. PONTAULT-COMBAULT à 10' ligne SNCF gare de l'est, 20 pièces de Super par A.S., 10' Mireux-la-Valée, terrain 906 m² av. pavillon 3 p. cuis. s.-sol total. Cab. Vermèlle, 39-19-21-27. Pts: (1) 60-29-29-01. CÉVENNES GARD ANDUZE 41 ha de terrain, 38 bois + 8 prés entouré par nos conv. noël et confort. Dépendances séparées. Pts: 66-61-91-02. Pts: 20 h. 12 km d'Anduze, ville pittoresque. Terr. 750 m, grand car. 2 chères. Sup. équip. tout confort. 500 m des comm. 830 000 F. (1) 90-89-21-86. YONNE A 800 M DE GARE 25532080 Coquet pav. n.c. 64, salon, 3 chambres. Super isolation. Jardin 2000 m². Non inondable. Pts: 600 000 F. Cab. Renaud. Tél. : 86-65-20-68. villas EPERNON (6 KM) Ville de 1000 hab., cuis. améc. 48 m², 2 chères, salle d'eau, cave voûtée + gar. 2 vol. Parc 9 000 m². Pts: 1 000 000 F. Cab. Vermèlle, 39-19-21-27. fermettes SUD-OUEST FORÊT RAMBOUILLET Gros. ferme à rest., terr. de 100 ha. VILLE RESTAURÉE. EPERNON (16-37) 83-72-73 ou (16-37) 61-44-34.

immeubles INVESTISSEURS ACH. CPT APPTS, IMMOBILIERS, TERRAINS, HOTELS, MURS DE BOUTIQUES Intermédiaires sélectifs 45-53-81-49 poste 10. INDUSTRIEL ayant créé son affaire, recherche : IMMOBILIER Paris ou banlieue Ess. investissement : M. L'HARDON, 23, avenue Piédelu 92320 L'ILE-ADAM. P.H.I. Paris Hôtes Investissements achète tous immeubles habités ou commerciaux. Description, décision rapide, paiement comptant, intermédiaires sélectifs. P.H.I. 45-61-10-20. 240, bd St-Honoré, Paris-6. PRÈS SACRÉ-ŒUR Imme. n.c., construct. origin. comprenant 4 ATELIERS D'ARTISTES dont 10 m², surface habitable 300 m². Jrd. et gar. Esc. 8 : PUSSETT CAUTION s/réf. 1709, 29, rue Rodier, 75009 Paris. hôtels particuliers ACCORD COUR MIRABEAU AIX-EN-PROVENCE Hôtel particulier à Salon-de-Provence. 250 m² habitables. Bail prof. 8 000 F mensuel. Tél. : (16-11) 42-28-99-89. locations meublées offres Paris R. DE LONGCHAMP Bel appartement rénové. 4 ch. Pts: 28 000 F. CABINET P. A VIER T. 45-77-95-14. locations non meublées offres Paris GROUPE JPM 19. CHERE, ORTE Dches, P. esc., 1.600 F CC. 19. ORTE, STUDIO 25 m², bail, 3.300 F CC. 19. MIRABEAU, STUDIO 30 m², P. esc., 3.700 F CC. 19. L. HEUZEY, 3 P. terr. 78 m², 8.350 F CC. 19. URGENT, PASSY 87 m², 2 chères, 8.100 F CC. 19. QUAI L. BERGOT, 4 P. 100 m², park., 10.000 F CC. A 3 km. RER VINCENTINES, 2 PIÈCES 50 m², bail, 3.400 F CC. 5.000 F CC. NEGOCIABLE. 45-24-25-25. UNION FONCIÈRE EUROPÉENNE 6, RUE SERRIER, LOCATION, VENTE, GESTION RECHERCHE APPARTEMENTS VIDES OU MEUBLÉS POUR SA CLIENTÈLE LOYERS GARANTIS par compagnie d'assurance U.F. 42-89-12-52. Appartements très gamme entièrement rénovés. 4 p., 80 m², 8 000 F + ch. 4 p., 80 m², 7 500 F + ch. Tél. : 47-42-66-76. Région parisienne SAINT-NON CENTRE (78) MAISON NEUVE 6 P. 9 000 F. Cab. Vermèlle, 39-19-21-27. BAILLY (78) BELLE MAISON 6 P. se-soi total, 13 000 F. Cab. Vermèlle, 39-19-21-27. COMFLANS PR. GARE (78) BELLE MÈRE, 5 P. 6 200 F. Cab. Vermèlle, 39-19-21-27. VINCENNES TRÈS BEAU 3 P. REFAIT A NEUF PRÈS DU BOIS 5.000 F CC. TRANS OPÉRA 43-45-23-15. 82. MONTROUGE, 4 p., 80 m² minime. Rénové, 9-11, sans asc., 5 107 F charges comm. CABINET RAINDON, 45-88-77-95. CHARENTON, Plain centre, 2 p., 55 m², 2 ch. Asc. fermé du XVII<sup>e</sup> confort, rénov., ch. avec bns. v.-c., table d'hôte, cuis., m. et m.g., pain matin, out. feu de bois. Amb. sympla. de 2 050 F à 2 900 F/pers. et sem. et comp. pens. confort. + vis. mont. et mat. de séj. T. (16) 81-38-12-51, ou écr. : Le Crêt l'agneau, 29580 MONTREUIL. SKI DE FOND JURA PLEINE ZONE NORDIQUE sur plateau de fond à louer studios tout confort (4 pers.) 1 suite grande possibilité repas location matériel sur place (16) 81-48-00-72. locations non meublées demandes Paris RESIDENCE CITYrech. pour multinationales et entreprises APPTS HAUT DE GAMME - VIDÉS ET MEUBLÉS min 2 ch. et VILLAS P. Tél. : (1) 45-27-12-19. INTERNATIONAL SERVICE rech. or BANQUES, STES MULTIN. et DIPLOMATES, GDS APPTS de 2, 5, 6, 7 p. Tél. : 42-80-20-42. EMBASSY SERVICE 8, av. de Messure, 75008 Paris, recherche APPTS DE GRANDE CLASSE. Belle réception avec minimum 3 chambres. Information LES IMM. MONSIEUR INC ROBERT VIVIAN Achet. vente, poss., locat. 1350 Sherbrooke Ouest, 5, 1430 Montréal, Québec H3G 1J7. Tél. : (514) 288-8500 Fax : (514) 288-3783. ventes Ventes PARI 30. MURS BOUT. LIBRES. Imme. n. 20 m² env. + gas. Cession 320 000 F. DOLEAC 42-33-61-15. Vd grand restaurant, b. répat. sur Lyon. Idéal pour chef étoilé ou embêt. bar superbe, grosse client. d'aff. 1 400 000 F. Tél. le mar. : 78-38-08-05. Locations CIDES DES ADRESSES DE PRES- TIGE POUR VOTRE SIÈGE OU VOTRE ANTEENNE A PARIS VOTRE SIÈGE SOCIAL A L'ÉTOILE dans nos centres d'affaires \* AV. CHAMPS-ÉLYSÉES \* AV. VICTOR-HUGO \* P. DE PORTNEUF, 8 \* ÉTOILE IENA, 19 \* PASSY TROGARDÉRO Bure. équipés 1/2 J., sacrés. téléph., Services, Télé. Fax, Europass. DOMICILIATION : 190 à 390 F/M CONSTITUTION DE SOCIÉTÉS CIDES 47-23-82-10. DOMICILIATION depuis 60 F Av. Ch.-Élysées ou rue St-Honoré ou bd des Filles du Calvaire, 12 h à 15 h. INTER DOM. 43-40-68-50. VOTRE SIÈGE SOCIAL DOMICILIATIONS SAIRL - RC - RM Constitutions de Sociétés. Démarches et tous services. Permanence téléphonique. 43-55-17-50. SIÈGE SOCIAL Bure. équipés et services, démarches R.C.-R.M. SOEC SERVICES Chps-Élysées, 47-23-61-81-81. Nexion, 43-41-81-81. CENTRE D'AFFAIRES COLOMBIA Reste à louer environ 12 000 m² sur 39 750 m² BUREAUX STANDING Divisib. à part. de 100 m² COLOMBES en bord. A-86 A proxim. gare SNCF et 15 min. ST-LAZARE LOYERS de 850 à 1 100 F le m² suivant le standing J.-P. BRETZ 45-63-17-50. OPÉRA Bureaux prestige équipés, salle de réunion, conciergerie, téléphone, télécopie. Tél. : (1) 42-60-01-80. GARCHES LIMITE ST-CLOUD Les Bureaux du Golf, 1 000 m² de bureaux sur plateau de 250 m². Possibilité de parking et 200 m² d'activités. neuve inclusion. M<sup>me</sup> SÉGUIN, 47-41-83-82. DOMICILIATION 8<sup>e</sup> Bure. télé. télécopie AGECC, 42-94-95-28. Votre adresse comm. ou SIÈGE SOCIAL Bureaux secrétaires, stég CONSTITUTION STES Pour compt. Détes rapid. ASPAG 42-83-60-50 + locaux commerciaux Ventes MARSILLE Quai Jeanne. A vendre magasin de prêt-à-porter, 80 m², 6 ch. verres. Possib. de conversion. Écrire sous le n° 088 LE MONDE PUBLICITE 5, rue de Montreassy 75007 Paris. Montréal-Québec Au cœur du centre-ville. A vendre ou à louer 800 m² sur 3 étages. Commercial et bureaux. Idéal pour restaurant, mode, etc. Information LES IMM. MONSIEUR INC ROBERT VIVIAN Achet. vente, poss., locat. 1350 Sherbrooke Ouest, 5, 1430 Montréal, Québec H3G 1J7. Tél. : (514) 288-8500 Fax : (514) 288-3783. Locations PARIS-5<sup>e</sup> 48/48, RUE BROCA local comm., 77 m², sur rue, 1 350 000 F ou locat. 10 000 F/mois + ch. PARTHENA 42-89-29-88.

Le Monde CADRES

VILLAGES VACANCES IMPORTANTES STATION DE HAUTE SAVOIE RECHERCHE DIRECTEUR ANIMATEUR (TRICE) pour struct. quartier à Gammes, m. à l'éc. de l'ère, diff. entité. Connait. public banl. Modestes pour passer à l'école. De 10 h à 17 h 30, 48-84-73-93. Ville de Cléthy-la-Garenne recours ATTACHÉ TERRITORIAL chargé de la coordination de la vie associative, de l'animation, et de la prévention. Poste à pourvoir rapidement. Dossier av. le 30 nov. 1988. Les Filles Vertes 74300 CLUSES ou tél. 50-90-04-48. CENTRE RÉACTEURS ET PROCESSUS ÉCOLE DES MINES RECRUTE JEUNES INGÉNIEURS pour recherches à finalité industrielle sur cultures des aliments, séparation de produits. Mesure et modélisation d'équilibre entre phases. Possibilités thèse doctorat. Env. CV à M. RENON ÉCOLE DES MINES, 60 bd St-Isidore, 75008 Paris.

professeur de gestion de la production à l'école des hautes études commerciales. Entrée en fonction : 1<sup>er</sup> avril ou 1<sup>er</sup> septembre 1989. Charge à plein temps, susceptible d'extension. Les candidats doivent être porteurs d'un doctorat en sciences techniques ou économiques, avoir publié des travaux relatifs aux matières enseignées, disposer d'une expérience professionnelle en matière de gestion de la production. Les candidatures (rédigées de deux lettres de référence sur les qualités scientifiques et pédagogiques) doivent parvenir avant le 10 décembre 1988 au Doyen de l'École des HEC, BP 98, CH - 021/46 40 361 auquel le cahier des charges doit être demandé au préalable. Au pair en Allemagne, près de Francfort. Nous cherchons une jeune fille parlant allemand ou anglais pour garder notre fils d'un an. Famille NEM, Neudammweg 11, D-6382 Friedrichsdorf.

L'AGENDA

Décoration CANAPÉS CAP Venez découvrir la nouvelle collection de canapés. Élegance des modèles, raffinement des matières, des mesures, et toujours à prix directs. Exemple : Le CHAMP, 3 pièces, en tissu à partir de 6.390 F. Le COO, 3 pièces, 2.30 m. Le vachette pleine fleur : 12.900 F. Le SHERMAN, 2 et 3 pièces, entièrement déhoussables en blanc : 6.750 F. Des prix à dire oui ! 37, rue de Cléthy, Paris 12<sup>e</sup>, 43-07-24-01, 27, avenue Rapp, Paris 7<sup>e</sup>, 45-55-55-22, 1, avenue de Friedland, Paris 8<sup>e</sup>, 42-88-15-23. Dépannages Seine-Dépannage 75 REMORQUAGE 24 h sur 24 Tél. : 45-21-03-04. Boxes parking CHARENTON-LE-PONT Belle résidence, plateau 75 pers., 40.000 F l'unité. 43-45-95-53. Vacances Tourisme Loisirs LA PLAGNE (2.000 m) à louer de 22 au 23 janvier 1989 STUDIO trois personnes Tout confort, pied de montagne, plein sud, essai à prix, commerces à deux pas. cédés. Prix : 1.400 F. Tél. : 43-31-70-63 (permanent). SKI DE FOND HAUT-JURA 3 h de Paris par TGV Yves et Liliane vous accueillent (14 pers. max) dans ferme du XVII<sup>e</sup> confort, rénov., ch. avec bns. v.-c., table d'hôte, cuis., m. et m.g., pain matin, out. feu de bois. Amb. symp. de 2 050 F à 2 900 F/pers. et sem. et comp. pens. confort. + vis. mont. et mat. de séj. T. (16) 81-38-12-51, ou écr. : Le Crêt l'agneau, 29580 MONTREUIL. SKI DE FOND JURA PLEINE ZONE NORDIQUE sur plateau de fond à louer studios tout confort (4 pers.) 1 suite grande possibilité repas location matériel sur place (16) 81-48-00-72.

SECRÉTAIRES

CEDFI Communication audiovisuelle (50 personnes) recherche LA SECRÉTAIRE-ASSISTANTE DE SA P-DG Vous devez avoir une solide formation et une expérience professionnelle de 8-10 ans. Pour réussir dans cette mission vous êtes dynamique, autonome, efficace, organisée, rigoureuse, relationnelle et vous avez le don d'ubiquité... Votre anglais est un plus. Le poste est à pourvoir rapidement. Adressez votre CV + lettre manuscrite + photo + rémunération souhaitée : CEDFI BP 40 92302 LEVALLOIS-PERRET CEDEX.

مركز من الأصل

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

appartements ventes appartements ventes appartements ventes appartements achats propriétés

3<sup>e</sup> arrdt

MARAIS duplex 66 m²... MARAIS Dans imm. de caract. très th. studio avec mezz. salle de b. de brs. 642 000 F. TA: 43-45-23-15. TRANS OPERA Dans imm. de caract. très th. studio avec mezz. salle de b. de brs. 642 000 F. TA: 43-45-23-15.

5<sup>e</sup> arrdt

CLAUDE-BERNARD F. de T., 2 pièces, 11 ch. très bon état, cuisine, toilettes, 985.000 F. 43-25-87-19. CENSER STUDIO Récent, standing, 11 ch. sec. cuisine, toilettes, 745.000 F. 43-25-87-19. SORBONNE 3/4 P. 150 m² duplex, 11 ch. sec. parq. ex. 1.890.000 F. 43-25-87-19.

PANTHEON

récent, stand., 5/8 P., 1.900.000 F. TA: 43-28-00.

PRÈS NOTRE-DAME

(rive gauche) imm. XVIII, 3<sup>e</sup> ét., bel appt 70 m², gr. sal. 1/7m, chemin., pous. 3,10 m en plat., chbrs, cuisine et aménagés, bain, dèche, dressing, cab. toilette, 2.300.000 F. Libre début 80. Vue, parq. s/7m. S. Keyser 111 43-25-65-60. PANTHEON SOUFFLOT Imm. pierre de L., 4 P., vide bon état. 2.600.000 F. France Faure 45-67-65-17. NOTRE-DAME pierre de L. 147 m², 3 chbrs, 2 bns, 1<sup>er</sup> ét. BOU. 4.000.000 F. 45-61-61-10.

S/JARDIN DES PLANTES

130 m² + 80 m² parq. LESI 5.000.000 F. LESI 45-48-25-01. S/JARDIN DES PLANTES 180 m² + 3 terrasses + parq. 7.000.000 F. LESI 45-48-25-01.

RECHERCHE 1 à 3 P. PARIS

CLAUDE-BERNARD 2 chbr., 11 ch., très th. parq. ex. 1.890.000 F. TA: 43-25-87-19. MONGE Dans imm. de caract. très th. studio avec mezz. salle de b. de brs. 642 000 F. TA: 43-45-23-15.

6<sup>e</sup> arrdt

N.-D.-DES-CHAMPS, récent 2 P., 90 m², parq. balcon. 2.400.000 F. PLEURIS 45-44-22-36. FACE LUXEMBOURG bel imm. pierre de taille. 5 PIÈCES A RENOVER. France Faure 45-67-65-17.

ST-GERMAIN-DES-PRÈS

dernier étage, sec. possib. VUE s/Forêt et monuments de Paris, 4 P., GO CHARME. 43-28-85-06.

ST-PLACIDE 4 P., 80 m²

FLEURIS 45-44-22-36.

PLURIMMO

72, bd Raspail, Paris-6<sup>e</sup> Kitch., sal. d'eau, réf. m. 4<sup>e</sup> ét. 465 000 F. RUE CHERCHE-MIDI, 3 P. 3<sup>e</sup> ét. 1 850 000 F. YAVIN, 80 m² Balcon, parq. 2 400 000 F. ODÉON, 3 PCES Imm. 17. 2 300 000 F. Récent, appt. très surface pour clientèle rés. PAIEMENT COMPTANT. 45-48-25-01. NO-DES-CHAMPS SF 2 300 000 F. FLEURIS. TA: 45-44-22-36.

FLEURIS

SPECIAL RIVE GAUCHE 12, R. DES CHAMPS (n.s.) SORTIE N° 27-PLACIDE St-Germain imm. 750 000 F. Odéon 2 p. améc. 950 000 F. Valenciennes 1 800 000 F. Quai Seine, 2 p., 1 600 000 F. St-Phé, 4 p., 1 900 000 F. St-Louis, 4 p., 2 400 000 F. No-der-Opas, 5 p., 3 300 000 F.

RECHERCHONS APPTS

TTES SURFACES 45-44-22-36

7<sup>e</sup> arrdt

R. ROUSSELET, 46, + chbr., charn., 170 000 F. France Faure 45-67-65-17. BOSQUET/RAPP, 220 m² belles réception + 4 chbrs, à moderniser. PROX 610 000 F. France Faure 45-67-65-17.

INVALIDES

Superbe imm., gr. etab. à manger, 2 chbrs, 2 s. de bns, 3 w.c., 4.50 m sous plafond, 4 chbrs, à moderniser. 1 700 000 F. France Faure 45-67-65-17.

MUSEE D'ORSAY (récent)

3 chbrs, 2 bns, TERRASSE ARBOREE. 47-05-61-91.

R. DE VAUGHAN (s/s M. Bou)

Superbe studio 30 m² env. dans imm. p. de L. très belle qualité, belle haute plafond + cuis., asc. grès terr. vue dégagée. 47-05-61-91.

PRÉ-AUX-CLERCS, dans

hôtel XVIII, bel appt de réception, charmant de l'ancien décor raffiné, parking. 47-05-61-91.

PRÈS CHAMP-DE-MARS

dans bel imm. ray., tape sec., 2 ch. 2 bns, cab. bal. A saisir. 46-34-13-18.

NOUS RECHERCHONS

POUR NOTRE CLIENTELE HAUT DE GAMME WAGRAM Récent, sec. Liv. chbrs, 85 C. rue et jardin. Pts: 1 700 000 F. PATAY-TOLBIAC Bon imm., parq. 3 p., réfait neu. 50 m². Pts: 45-25-18-26. CORVISANT, récent améc., 3 chbrs, 95 m², parq., 700 000 F. Pts: 45-25-18-26. PATAY-TOLBIAC, bon imm., 50 m². Pts: 45-25-18-26.

TRANS OPERA

43-45-23-15.

8<sup>e</sup> arrdt

MONCEAU Imm. 80, beau 2 P., en duplex, terrasse, parking. 2.150.000 F. 45-62-01-91. GROUPE JPM COLYSEE 35 m² réfait, balc., ét. élevé. 45-24-25-25.

9<sup>e</sup> arrdt

PRÈS TRUDAINE, 4 P. imm. p. de taille, 2<sup>e</sup> asc. appt climatisé. Pts: 1 550 000 F. PLURIMMO, 45-48-25-01.

10<sup>e</sup> arrdt

CANAL ST-MARTIN LOFT 109 m² DUPLEX SUR JARDIN parq. ét. 1.840.000 F. JEAN-CHRIS 45-04-38-55. 82, rue d'Hauteville, 5 p., 119 m², 5<sup>e</sup> ét. asc. Lib. Vue sur la S. 15-10-18 h. M. JAMAR. 42-33-21-18.

LOUIS-BLANC

4 pces, 100 m², balc., parq. imm. récent. 1 750 000 F. TRANS OPERA. 43-45-23-15.

11<sup>e</sup> arrdt

BD RICHARD-LENOIR 4 s., 100 m², récent, bon atq. box. 2 320 000 F. 43-48-23-15.

ST-AMBROISE

2/3 p., 70 m², beaucoup de charme. 1 628 000 F. 43-48-23-15.

12<sup>e</sup> arrdt

AV. LEDRU-ROLIN Imm. pierre de L. rénové, appt 3 P., 81 m², dernier ét. 43-43-33-18. PTE DORÉE, imm. récent, 3/4 pièces, cuisine, bon ch. terrasse, parking. 1.750.000 F. MAS Lemaire. 43-45-68-55.

AV. DAUMESNIL

Dans bel imm. p. de L., pro. ch. sal. et ch. cuisine, télex, 4 améc., prof. lib. parq. 2 207 500 F. TRANS OPERA. 43-45-23-15.

MICHEL BIZOT

Bou 3/4 parq. 300 m² imm. rénové. 1 640 000 F. TRANS OPERA 43-45-23-15.

NATION

2 pces, 47 m² env., dans imm. pierre de taille, 6<sup>e</sup> ét., sans asc. 1 071 000 F.

GARE DE LYON

Beau 2 pces, 35 m² env., 1<sup>er</sup> ét. ch. 150 P. 639 000 F. TRANS OPERA 43-45-23-15.

DAUMESNIL EXCEPT.

LA CAMPAGNE A PARIS Appt 125 m² + 185 m² terr. vitre, sal. 11<sup>e</sup> ét., asc., balcon, 2<sup>e</sup> étage Justifié TRANS OPERA 43-45-23-15.

DAUMESNIL

Dans imm. pierre de L., rénové, de qual., 3 p., 90 m² + 1 p. asc. 1 065 000 F.

TRANS OPERA

TA: 43-45-23-15.

13<sup>e</sup> arrdt

TOLBIAC Beau 2 P. état distrib. Récent, Calme, 53 m², 200 000 F. 45-25-27-56. A saisir, 1700 000 F. 2<sup>e</sup> étage, bel état. Pts: 790 000 F. TOLBIAC. 45-25-27-56.

CORVISANT

Récent, sec. Liv. chbrs, 95 C. rue et jardin. Pts: 1 700 000 F. PATAY-TOLBIAC Bon imm., parq. 3 p., réfait neu. 50 m². Pts: 45-25-18-26.

CORVISANT

Récent améc., 3 chbrs, 95 m², parq., 700 000 F. Pts: 45-25-18-26.

TRANS OPERA

43-45-23-15.

14<sup>e</sup> arrdt

14<sup>e</sup> R. DES PLANTES. Superbe duplex 35 m², 4<sup>e</sup> ét., sec. 2 terrasses, parking, clair, réfait neuf. Pts: 1 800 000 F. Korbis 45 43-70-99-89.

AV. DU MARNE (n/él)

56, 62, 2 chbrs, cuis. aménagée, bns, appt étnt n. dans parq. orig. 1.250.000 F. 47-05-61-91.

R. DE LA TORME-ISSORE

2 p., cuis. a. d'eau, 1<sup>er</sup> étage. URGENT. 46-34-13-18.

ETUDE DUVERNET

vous propose 4 p., 100 m², 2 100 000 F. 2 p., 62 m², 1 350 000 F. PROX. RAYM.-LOSSEMAN 2 p., 40 m², 1 200 000 F. M<sup>re</sup> ST-JACQUES 2 p., 30 m², 470 000 F. 2 p., 20 m², 40 m² + 15 m² de terr., 8<sup>e</sup> asc., 740 000 F. 45-41-11-00.

17<sup>e</sup> arrdt

Dans hôtel particulier JOUFFROY ORIGINAL 88 m², 2 400.000 F. 65 m², 2.000.000 F. Possib. de faire 1 duplex. 45-24-25-25.

NOUS RECHERCHONS

POUR NOTRE CLIENTELE HAUT DE GAMME WAGRAM Gd appt triple réception 3 chbrs + chbrs parq. parq. TRANS OPERA TA: 43-45-23-15.

ETUDE DUVERNET

vous propose 4 p., 100 m², 2 100 000 F. 2 p., 62 m², 1 350 000 F. PROX. RAYM.-LOSSEMAN 2 p., 40 m², 1 200 000 F. M<sup>re</sup> ST-JACQUES 2 p., 30 m², 470 000 F. 2 p., 20 m², 40 m² + 15 m² de terr., 8<sup>e</sup> asc., 740 000 F. 45-41-11-00.

MONTMARNASSE

imm. rénové, 1988, 48 m², 2 p., 4 parq. réduits. Pts: 1 280 000 F. TA: 43-22-73-14.

DENFERT

imm. 1930, 3<sup>e</sup> ét., original, style possib. MOUTON-DUVERNET 4<sup>e</sup> ét., en duplex, 100 m², parq. stat. Pts: 2 300 000 F. ALGÉSIA-COTY imm. 65, 3<sup>e</sup> ét., tout confort, 85 m², 1 180 000 F. IMM. 76 LIGNON 2 P., 11 ch., 85 m², cuis. équipée, parking, 2 300 000 F. MONTMARNASSE Plus améc. à part. de 625 000 F. ALGÉSIA Pierre de L., 2 p., 70 m². Pts: 1 400 000 F. TA: 43-35-19-29.

PLAISANCE

Beau 2 pces, 11 ch. 46 m² + 5 m², balc. 995 000 F. TRANS OPERA 43-45-23-15.

TRANS OPERA

43-45-23-15.

TRANS OPERA

43-45-23-15.

TRANS OPERA

43-45-23-15.

TRANS OPERA

43-45-23-15.

TRANS OPERA

43-45-23-15.

TRANS OPERA

43-45-23-15.

TRANS OPERA

43-45-23-15.

TRANS OPERA

43-45-23-15.

TRANS OPERA

43-45-23-15.

TRANS OPERA

43-45-23-15.

TRANS OPERA

43-45-23-15.

15<sup>e</sup> arrdt

JAVEL RÉCENT 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> ét., sal. 2 P., ch. 1.100.000 F. 45-77-98-99.

16<sup>e</sup> arrdt

V.-HUGO/ÉTOILE 170 m², calme, double pièce, 3 chbrs, 2 balcon. M. Bernard. 45-02-13-43.

AVENUE FOCH

300 m², 200 m² et 140 m² service et parking. Gd standing. 45-02-13-43.

GROUPE JPM

TUL-GAUTIER STUDIO Réfait. 46 m², 850.000 F. URGENT DEGAS, 45 m² b. état, 3<sup>e</sup>, asc., 950.000 F. A SAISSIR DEGAIS, 3 PIÈCES 2 ch., 80 m², 1.700.000 F. CRITP, 4 PIÈCES 3 chbrs, 140 m², 6<sup>e</sup> ét., bon état. 3.700.000 F. ALBON, 6 PIÈCES 200 m², 300 m², 5.250.000 F. NOUS CONSULTER Compétence et dynamisme. 45-24-25-25.

16<sup>e</sup> RANELAGH

Imm. 5 p. gd atq. 120 m², 130 m², 15 m² balc., 3700 000 F. 43-35-15-26.

PROCHE TROCADERO

Bel imm. a. de L., 1800, dupl., 130 m², 15 m² balc., 8<sup>e</sup>, rîn., presq. TA: 1 470.000 F. Cab. Vermeille, 39-19-21-27.

SAINT-NON-LA-BRETECHE

SUP. 1 470.000 F. Cab. Vermeille, 39-19-21-27.

RER SAINT-GERMAIN

2 P. ANCIEN RENOVÉ. Cab. Vermeille, 39-19-21-27.

PTE DE SAINT-CLOUD

Appt 68 m², rénové. 1 320 000 F. 45-45-23-15.

TRANS OPERA

43-45-23-15.

17<sup>e</sup> arrdt

WAGRAM - 110 m² charment 4 P., bon état, verdure, parq. étnt. Iméc. 24 et 6, pl. Vendôme. 40-20-96-00.

BARBARA FREILING

24 et 6, pl. Vendôme. 40-20-96-00.

GROUPE JPM

Dans hôtel particulier JOUFFROY ORIGINAL 88 m², 2 400.000 F. 65 m², 2.000.000 F. Possib. de faire 1 duplex. 45-24-25-25.

NOUS RECHERCHONS

POUR NOTRE CLIENTELE HAUT DE GAMME WAGRAM Gd appt triple réception 3 chbrs + chbrs parq. parq. TRANS OPERA TA: 43-45-23-15.

PRÈS BD PEREIRE

2 pces, 47 m², ch. 66, cuis. 66, can., 1 050 000 F. TRANS OPERA. 43-45-23-15.

VILLIERS

2 pces, 47 m², ch. 66, cuis. 66, can., 1 050 000 F. TRANS OPERA. 43-45-23-15.

TRANS OPERA

43-45-23-15.

RUE TROFFAUT

3 pces, 65 m², appt rénové, imm. ancien. 1 328 000 F. TRANS OPERA 43-45-23-15.

PALAIS DES CONGRÈS

2 pces, 85 m², à rénové. 1 280 000 F. 45-45-23-15.

CARDINET

3 P., 87 m², 4<sup>e</sup> ét., sans asc., parq. 45.000 F. TRANS OPERA TA: 43-45-23-15.

BD PEREIRE

Studio 25 m², kitchen, équipé s/gde cuis. digne. Pts: 985 000 F. TRANS OPERA TA: 43-45-23-15.

TRANS OPERA

43-45-23-15.

TRANS OPERA

43-45-23-15.

TRANS OPERA

43-45-23-15.

TRANS OPERA

43-45-23-15.

TRANS OPERA

43-45-23-15.

TRANS OPERA

43-45-23-15.

TRANS OPERA

43-45-23-15.

TRANS OPERA

43-45-23-15.

TRANS OPERA

43-45-23-15.

TRANS OPERA

43-45-23-15.

Métro Marx-Dorigny

Né. studio, 28 m² + parq. 340 000 F. 2 p., 39 m² + parq. 495 000 F. 3 p., 57 m² + parq. 705 000 F. immo Mércator. 42-62-01-62.

20<sup>e</sup> arrdt

PELLEPORT 3 pces,

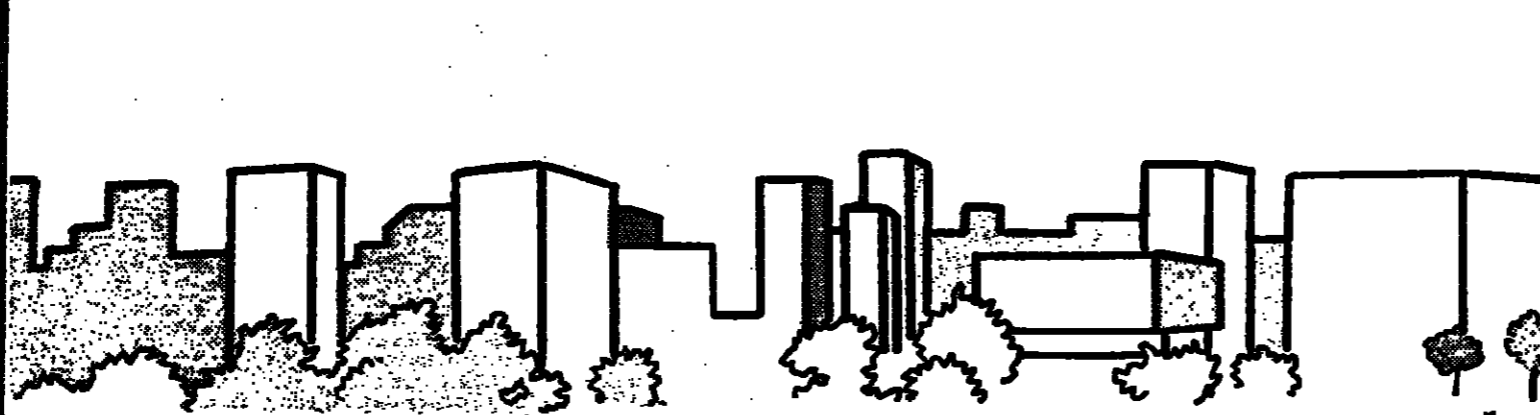

REPRODUCTION INTERDITE








# LOCATIONS

## LA SÉLECTION DES INSTITUTIONNELS

Compagnies d'Assurances - Sociétés Immobilières - Caisses de Retraites  
Et le MONDE publie une sélection d'appartements ou de maisons individuelles,  
appartenant à des propriétaires institutionnels

Type Surface/étage	Loyer brut + Prov./charges	Parking	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Observations	Type Surface/étage	Loyer brut + Prov./charges	Parking	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Observations
<b>PARIS - 4<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>					<b>78 - YVELINES</b>				
3 Pièces 83 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> étage	8 370 1 375		18, rue Quincampoix SAGGEL 47-42-44-44	Imm. XVII <sup>e</sup> , rénové Vis./r.v. Duplex.	3 Pièces 64 m <sup>2</sup> , 5 <sup>e</sup> étage	3 840 1 084	OUI	20, rue Lisfranc SGI/CNP 47-42-17-61	M <sup>e</sup> Porta-Bagnolet Libre de suite Vis./r.v.
<b>PARIS - 7<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>					<b>91 - ESSONNE</b>				
5 Pièces 127 m <sup>2</sup> , 5 <sup>e</sup> étage	16 500 1 622		12, place Joffre CGI 40-16-28-69	Terrasses 51 m <sup>2</sup>	4 Pièces 90 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> étage	2 970 1 134	OUI	Guyencourt 2, rue de la Liberté RER C, proche Ctrc commerc. St-Quentin	Libre de suite, duplex RER C, proche Ctrc commerc. St-Quentin
<b>PARIS - 11<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>					<b>92 - HAUTS-DE-SEINE</b>				
2 Pièces 54 m <sup>2</sup> , 7 <sup>e</sup> étage	3 780 350		110, av. de la République SAGGEL 47-42-44-44	Charges en +	3 Pièces 70 m <sup>2</sup> , 3 <sup>e</sup> étage	4 995 500	OUI	La Chesnay 64, av. Durtarte GFF 39-55-45-40	Terrasse, prox. Ctrc ciel, chauff. indiv., tél. de 15 h à 19 h
5 Pièces 95 m <sup>2</sup> , 1 <sup>er</sup> étage	5 970 750	OUI	6/8, rue des Buis AGF 42-44-00-44	Vis./r.v.	4/5 Pièces 99 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> étage	4 860 785	OUI	Le Mesnil-Saint-Denis 5, rue E.-Picard GFF 49-02-36-66	S. place le sam. de 11 h à 13 h et de 15 h à 18 h. Duplex App. stand. av. balc. pche Ctrc commerc. Party II et tennis Vis./r.v.
<b>PARIS - 12<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>					<b>94 - VAL-DE-MARNE</b>				
3 Pièces 70 m <sup>2</sup> , 5 <sup>e</sup> étage	4 550 854	OUI	107, rue de Reully PRÉBAIL 43-49-74-00	Imm. récent Libre de suite	4 Pièces 84 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> étage	5 400 617	OUI	St-Germain-en-Laye 1, rue des Arcades GCI 40-16-28-68	Imm. récent bon standing
3 Pièces 81 m <sup>2</sup> , 1 <sup>er</sup> étage	6 950 930	OUI	8/10, rue J.-César AGF 42-44-00-44	Vis./r.v.	4 Pièces 87 m <sup>2</sup> , r.-de-ch.	4 290 354	OUI	St-Germain-en-Laye 19, rue de Boufflers PRÉBAIL 45-27-06-37	Maison indiv. avec cheminée et jardin privatif
<b>PARIS - 13<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>					<b>91 - ESSONNE</b>				
2 Pièces 33 m <sup>2</sup> , 1 <sup>er</sup> étage	2 600 590		18/20, r. de la Butte-sur-Calées SAGGEL 47-42-44-44	M <sup>e</sup> Corvisart	2 Pièces 54 m <sup>2</sup> , 1 <sup>er</sup> étage	3 650 595	OUI	Versailles 96, av. de Paris SAGGEL 46-08-80-36	Résidence, p. de taille sur jardin chauffage en plus
3 Pièces 80 m <sup>2</sup> , 5 <sup>e</sup> étage	6 300 1 100	OUI	21, rue Vergniaud SAGGEL 47-42-44-44	Imm. neuf, haut stand. chauff. indiv., park. inclus Vis./r.v.	3 Pièces 70 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> étage	4 200 705	OUI	Versailles 96, av. de Paris SAGGEL 46-08-80-36	Résidence, p. de taille, sur jardin chauffage en plus
<b>PARIS - 14<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>					<b>92 - HAUTS-DE-SEINE</b>				
3 Pièces 78 m <sup>2</sup> , 3 <sup>e</sup> étage	6 000 750	OUI	66 bis, av. Jean-Moulin PRÉBAIL 45-40-55-66	Imm. neuf, du mardi au samedi de 11 h à 19 h	4 Pièces 77 m <sup>2</sup> , 1 <sup>er</sup> étage	3 600 1 300	OUI	Courbevoie 1, sq. Vivaldi, Df. I SAGGEL 47-78-15-85	Chauff. coll., Ctrc ciel, ds rés. pche écoles vis. 3/12 14-16 h
<b>PARIS - 15<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>					<b>92 - HAUTS-DE-SEINE</b>				
2 Pièces 45 m <sup>2</sup> , 3 <sup>e</sup> étage	3 850 681	OUI	57, rue des Morillons SAGGEL 47-42-44-44	Récent standing Vis./r.v.	3 Pièces 74 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> étage	3 500 1 300	2	Courbevoie 1, sq. Vivaldi, Df. I SAGGEL 47-78-15-85	Chauff. coll., Ctrc ciel, ds résid. pche écoles
3 Pièces 72 m <sup>2</sup> , 5 <sup>e</sup> étage	5 918 890	OUI	45, rue d'Alleray AGF 42-44-00-44	Double séjour, 1 chambre Vis./r.v.	Studio 51 m <sup>2</sup>	4 080 594		Neuilly 19, rue E.-Deloison SGI/CNP 47-42-17-61	Libre de suite, prox. bois de Boulogne et M <sup>e</sup> Pt-Neuilly Vis./r.v.
<b>PARIS - 16<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>					<b>94 - VAL-DE-MARNE</b>				
2/3 Pièces 70 m <sup>2</sup> , 1 <sup>er</sup> étage	7 650 814	OUI	12, av. Bourdon LOCARE 45-79-20-22	Imm. neuf, haut stand. chauff. indiv., park. inclus Vis./r.v.	2 Pièces 61 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> étage	5 500 810		Neuilly, 11, bd V.-Hugo AGF 42-44-00-44	Petit imm. ds parc boisé Chauff. en +. Vis./r.v.
3 Pièces 88 m <sup>2</sup> , 3 <sup>e</sup> étage	11 500 780		4, rue F.-David (angle rue Gros) SOLVEG 45-01-06-99	Imm. neuf, haut stand. Chauff. indiv., park. inclus Imm. neuf, haut stand.	3 Pièces 62 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> étage	3 650 798	OUI	Sèvres, 10, rte des Postillons SAGGEL 46-08-80-36	Vis./r.v.
Studio 35 m <sup>2</sup> , 3 <sup>e</sup> étage	4 900 300		4, rue F.-David (angle r. Gros) SOLVEG 45-01-06-99	Imm. neuf, haut stand. chauff. indiv., park. inclus Vis./r.v.	5 Pièces 100 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> étage	6 000 1 500	OUI	Suresnes 18/22, r. Salom.-de-Rothschild AGF 42-44-00-44	
5 Pièces 129 m <sup>2</sup> , 3 <sup>e</sup> étage	17 000 1 100	OUI	4, r. Félicien-David SOLVEG 45-01-06-99	Imm. neuf, haut stand. chauff. indiv., park. inclus Vis./r.v.					
4 Pièces 182 m <sup>2</sup> , 1 <sup>er</sup> étage	16 000 1 490		6, rue André-Collebaouf AGF 42-44-00-44	Maison de la Radio					
4 Pièces 185 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> étage	16 000 1 500		8, rue André-Collebaouf AGF 42-44-00-44						
4 Pièces 121 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> étage	11 500 1 938		11/13, rue Gros SAGGEL 47-42-44-44						
<b>PARIS - 17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>					<b>92 - HAUTS-DE-SEINE</b>				
3 Pièces 92 m <sup>2</sup> , r.-de-ch.	5 150 1 138		48, bd des Batignolles GCI 40-16-28-71	Vis./r.v.					
3 Pièces 77 m <sup>2</sup> , 4 <sup>e</sup> étage	8 900 320		5, place des Ternes AGF 42-44-00-44	Vis./r.v.					
7 Pièces 278 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> étage	28 350 5 500		125, bd Maesharbes AGF 42-44-00-44	Prox. place Wagram					
2/3 Pièces 85 m <sup>2</sup> , 3 <sup>e</sup> étage	7 400 1 702		185/187, bd Maesharbes SAGGEL 47-42-44-44						
<b>PARIS - 18<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>					<b>94 - VAL-DE-MARNE</b>				
5 Pièces 105 m <sup>2</sup> , 5 <sup>e</sup> étage	9 500 1 830	OUI	110, rue Mercadet AGF 42-44-00-44	Vis./r.v. Duplex					
<b>PARIS - 19<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>					<b>94 - VAL-DE-MARNE</b>				
3 Pièces 73 m <sup>2</sup> , 1 <sup>er</sup> étage	3 000 1 000	OUI	9, rue de Nantes PRÉBAIL 43-49-74-00	Double séjour 1 chambre					
4 Pièces 82 m <sup>2</sup> , r.-de-ch.	4 950 1 010	OUI	36, rue de Meux AGF 42-44-00-44	Dbie living, 2 chbres, chiff. collec. Vis./r.v.					
4 Pièces 87 m <sup>2</sup> , 4 <sup>e</sup> étage	4 178 1 392	OUI	27, rue Rabouville SGI/CNP 47-42-17-61	Prox. métro Libre de suite					
2 Pièces 58 m <sup>2</sup> , 3 <sup>e</sup> étage	3 300 948	OUI	15, allée A.-de-Sauzeau SGI/CNP 47-42-17-61	M <sup>e</sup> Colonel-Fabien					
<b>20<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>					<b>94 - VAL-DE-MARNE</b>				
3 Pièces 67 m <sup>2</sup> , r.-de-ch.	3 750 1 000	OUI	62, rue de Pisécourt PRÉBAIL 43-49-74-00	Imm. récent					
4 Pièces 88 m <sup>2</sup> , 4 <sup>e</sup> étage	4 567 1 434	OUI	18, rue Lisfranc SGI/CNP 47-42-17-61	M <sup>e</sup> Porta-Bagnolet Libre de suite					








 A proximité immédiate de la Défense

هكذا من الأصل

# Économie



## SOMMAIRE

■ Les statistiques de l'INSEE et de l'UNEDIC font d'un nouveau état d'une forte progression de l'emploi au cours des neuf premiers mois de l'année (*lire page 37*).

■ Les négociations entre les pouvoirs publics et les syndicats de la RATP n'ayant pas encore abouti, les grèves des transports se poursuivent mercredi dans la région parisienne (*lire ci-contre et page 40*).

■ Thomson-CSF et Aérospatiale vont collaborer dans le domaine de l'électronique civile et militaire, dans le but de former le premier ensemble européen (*lire ci-dessous*).

■ Le Pérou, économiquement à la dérive, voit venir son quatrième ministre des finances depuis le début de l'année (*lire page 37*).

■ L'hiver social sera chaud en Espagne (*lire page 37*).

### « Le gouvernement n'acceptera pas le blocage d'un service essentiel » rappelle le ministre des transports

Dans le conflit de la RATP, la journée du 29 novembre a été marquée par le positionnement des différentes parties en présence, après les dérivés des derniers jours.

En début de soirée, à 20 heures, des négociations salariales pour 1989, interrompues depuis le 25 novembre, reprennent entre la direction de la RATP et les organisations syndicales. Le directeur général, M. Michel Rousselot, a proposé une augmentation de 2,2 %, correspondant à l'évolution prévisible des prix, et une progression de la masse salariale de 3,07 %. Les syndicats, hormis la CGT, ont paru intéressés et M. Rousselot s'est déclaré confiant à l'issue des discussions, vers 1 h 30 du matin.

Toutefois, celui-ci n'attend aucune réponse avant la semaine prochaine. La CGT a annoncé qu'elle tiendrait des assemblées générales du personnel. La CFDT, pour sa part, a estimé que la direction avait pris « la plus mauvaise voie, celle du saupoudrage catégoriel », et appelé à « l'extension de la grève ». L'un des deux syndicats FO, celui de l'exécution, s'est déclaré solidaire du mouvement.

#### Un débat sur le droit de grève

S'agissant du conflit particulier des agents d'entretien et de réparation, la nuit de négociation n'a pas apporté d'élément nouveau. La direction a répété ses propositions de dimanche soir.

La situation s'est légèrement modifiée dans les dépôts des rames RER. Dans les deux ateliers de Rueil-Malmaison et de Massy, la

libre circulation est redevenue possible et la grève a repris une forme normale et donc légale. Ceux de Boissy-Saint-Léger et de Fontenay-sous-Bois sont toujours bloqués par les grévistes, dans des conditions illégales. Le tribunal des référés de Creteil (Val-de-Marne) a ordonné l'expulsion des grévistes, le 29 novembre en fin d'après-midi, et a requis l'intervention des forces de l'ordre pour l'exécution de son jugement.

Tout le débat porte maintenant sur les conditions d'exercice du droit de grève. Les méthodes employées depuis le début du conflit sont interdites par la loi, et les grévistes pourraient encourir des sanctions. Les déclarations fermes de M. Michel Delebarre, ministre des transports, puis du président de la République, visaient manifestement à faire revenir les grévistes dans les règles établies. On rappelait aussi que le droit de grève est garanti par la Constitution et que, dans ce cas, le recours aux forces de l'ordre ne s'imposait pas, pas plus que la réquisition du personnel.

Mais, face aux événements, le ton a encore changé dans l'après-midi de mardi à l'occasion d'un rappel au règlement, à l'Assemblée nationale. M. Delebarre a certes rappelé que « le conflit ne pouvait avoir d'issue que par le dialogue social », mais souligné aussi que « le gouvernement n'acceptera pas le blocage d'un service essentiel ». « Le blocage [...] dans une région comme la région parisienne est inacceptable », a encore précisé le ministre qui a annoncé que « la direction générale de la RATP poursuivra les auteurs du blocage ».

## Le conflit à la RATP

### La solitude du machiniste

La grève des conducteurs d'autobus parisiens se prolongera-t-elle ? Dans l'énorme hangar du dépôt dit de Montrouge, rue de Piers-Correns, près de la porte d'Orléans, où le ventilateur tourne à grand bruit, on a du mal à saisir l'atmosphère. Les autobus sont rangés comme à la parade, mais le dépôt est vide : ceux qui ont voté la grève le matin sont partis, comme ceux qui ont passé la nuit sur les lieux. Le jeune délégué CGT de passage dans le petit local syndical s'immerge lui aussi : de temps à autre un machiniste vient aux nouvelles.

Le dépôt, six cents personnes, dont quatre cent cinquante conducteurs répartis en différentes vagues sur la journée, s'est mis en grève lundi 28 au matin : les grévistes ont bloqué les portes et mis des autobus en travers de la cour. Une initiative que le délégué juge d'un « œil critique » : « Ce n'était peut-être pas utile. Mais ceux qui étaient là ont voulu faire quelque chose... ». Le barrage a été levé « en douceur », selon le chef du dépôt, une jeune femme en pull-over jacquard et pantalon : « Il a fallu discuter plusieurs heures ».

Mais la grève a été votée mardi matin par une assemblée générale de quatre cent vingt personnes, et presque plus de 20 % des autobus sont partis, le matin, près de la moitié l'après-midi, estime le chef de dépôt. Il est vrai que chacun fait un peu sa grève comme il l'entend, comme ce machiniste qui rentre après avoir

fait deux heures en fin de service...

Au départ, la grève, « c'était la volonté de ne pas servir à remplacer les grévistes du RER : la direction de la RATP avait annoncé qu'elle renforcerait les services de bus et en mettrait de nouveaux. On ne voulait pas être ses suppléants... ».

Mais cela se branchait sur un « ras-le-bol » des machinistes, « très fou », reconnaît, sans ambiguës, le délégué syndical. On s'est aligné sur les 1 000 F pour tous demandés par la CGT, sans faire de calcul, et même si l'on soutient vraiment la revendication. On s'en méfie un peu, bien qu'on ait voté pour lui à 70 % : comme les autres, il ne s'est pas toujours montré aussi revendicatif. Simplement, les machinistes ont le sentiment que les augmentations obtenues cette année « ne font pas le compte » : au total, cela fera 27 F par mois, pour un salaire de 7 000 F à 9 000 F net.

De surcroît, les machinistes se sentent défavorisés par rapport aux conducteurs du métro, mieux payés, qui ont bénéficié de primes avec l'autorisation, alors que « le machiniste, lui, reste derrière son volant ».

#### Une question d'horaires

Mais le lamento du machiniste, comme celui des cheminots de la SNCF, porte sur les horaires de service, un système complexe dans lequel le profane se perd. En

principe, le service dure six maximum six heures et demi, mais avec les retards on peut faire jusqu'à huit heures en deux fois. Particulièrement gênante, l'amplicité qui peut aller jusqu'à treize heures : « On peut commencer à 4 heures ou 5 heures du matin et finir à 19 heures. Entre chaque service, on traîne, on attend... » Et qui sur certaines lignes peuvent changer plusieurs fois dans la semaine : « On ne mange jamais aux mêmes heures. Bonjour la vie de famille ! Entre les lignes où le service est plus régulier, mais où l'on risque les retards qui allongent la durée de conduite, et celles où il peut être fragmenté, on n'a que le choix des inconvénients ».

Si le matériel nouveau est plus performant, le machiniste a le sentiment de ne pas y gagner, parce que, avec des véhicules plus grands, on espère les passages et que les usagers qui attendent s'en prennent parfois au conducteur : « Au fond, je suis d'accord avec eux ; j'essaie de le leur dire, mais ce n'est pas toujours possible de discuter ».

Enfin, à en croire les grévistes, on économise aussi sur l'entretien préventif : « Quand je monte dans un bus, il y a toujours quelque chose qui ne va pas. Souvent, il faut signaler trois ou quatre fois pour qu'un réparateur... Il faudrait parfois dire : « la refuse de rouler avec cette voiture ! Mais c'est difficile, raconte un machiniste, on est seul, face à l'encadrement comme face aux usagers. »

GUY MERZLICH.

## AFFAIRES

### Le début d'une vaste restructuration

### Thomson et Aérospatiale veulent regrouper leur électronique de vol

Thomson-CSF et l'Aérospatiale ont annoncé le mercredi 30 novembre l'engagement de négociations en vue d'un rapprochement dans l'électronique de vol. Ces négociations, qui devraient aboutir dans un délai de trois mois, donneront naissance à un nouveau groupe de 3,6 milliards de francs de chiffre d'affaires au numéro un européen et quatrième mondial du secteur. Ce groupe qui sera au départ contrôlé à parité par les deux partenaires étudiera ultérieurement la possibilité de rapprochements avec d'autres sociétés, dans un cadre national mais aussi européen.

Le regroupement envisagé intégrant les activités de « visionique » civile et militaire (calculateur de bord, instruments, visualisation...) de la division avionique de Thomson-CSF qui réalise un chiffre d'affaires de 1,57 milliard de francs avec 1 800 personnes, et les activités de trois filiales d'Aérospatiale : la SENA (contrôle automatique de vol, centrales de navigation, visualisation...) avec 1,34 milliard de francs de chiffres d'affaires et 2 280 personnes. Thomson-CSF et Aérospatiale (radio-communication radio-navigabilité) avec 170 millions de chiffre d'affaires et 240 personnes, et enfin la partie avionique de Crouzet (calculateur de navigation, instruments de planche de bord...) avec 680 millions de chiffre d'affaires (sur un total de 2,24 milliards) et pour 3 600 personnes.

#### Convoyées étrangères

Le nouvel ensemble, avec un chiffre d'affaires de 3,6 milliards de francs, se placera en quatrième position mondiale et au premier rang européen, et serait contrôlé conjointement « selon des modalités qui devront traduire le mieux possible la position de chacun des groupes », sachant que l'un et l'autre considèrent qu'il s'agit là d'un domaine stratégique.

En annonçant officiellement l'engagement de conversations qui ont la bénédiction des pouvoirs publics, ministères de la défense et de l'industrie réels, le groupe

d'électronique Thomson et le constructeur aéronautique Aérospatiale donnent le coup d'envoi de la restructuration des équipements aéronautiques en France. Une restructuration qui a déjà démarré hors de nos frontières depuis deux ans.

La France ne pouvait rester à l'écart. Le secteur des équipements aéronautiques y est très éclosé avec des sociétés d'une taille trop petite pour la compétition internationale. Les pouvoirs publics étaient conscients du problème d'autant que quelques alertes récentes ont montré qu'il était l'objet de convoitises étrangères, avec les problèmes de succession chez l'industriel italien Fiat chez Labinal.

Encore fallait-il trouver des opérateurs prêts à fédérer ce secteur. Thomson, leader mondial de l'électronique de défense, et Aérospatiale, premier avionneur européen, face aux grandes manœuvres engagées à se pencher sur le problème et ont décidé de mettre en œuvre une restructuration des équipements aéronautiques, fondamentaux pour leur activité. Pour l'heure, la forme juridique de leur coopération n'est pas décidée, mais elle devrait, dans un premier temps, se faire à parité.

Reste que les formules à 50/50 étant rarement éternelles, le problème du leadership se posera dans l'avenir et on voit mal Thomson ne pas prendre une position dominante en la matière. D'autant que ce rapprochement n'est qu'une première étape. Les deux partenaires se tourneront vers d'autres sociétés « dès lors qu'un rapprochement apparaîtra bénéfique pour les deux parties ». Il faudra bien aussi dans ce secteur entamer une réflexion plus globale. La France peut-elle entretenir deux fabricants de radars (Thomson et Electronic Serge Dassault) ? Quel est l'avenir des Avions Dassault désormais isolés en Europe ? Quel sens donner à une Europe de l'armement ? Enfin, quels seront les prolongements militaires au sein de l'Otan de telles opérations industrielles ?

CLAIRE BLANDIN.

### Les grands mondiaux de l'électronique d'aviation

(chiffres d'affaires 1988)

1. Honeywell-Sperry (E-U)	9 milliards de francs
2. Litton (E-U)	5,1 milliards de francs
3. Allied (E-U)	4,8 milliards de francs
4. Thomson-Aérospatiale (France)	3,6 milliards de francs
5. Rockwell (G-B)	3,4 milliards de francs
6. Sperry (E-U)	3,3 milliards de francs

Source : Thomson-Aérospatiale.

Le regroupement de l'avionique de Thomson (1,57 milliard de francs de chiffre d'affaires) et de SENA (1,34 milliard de francs) donnera naissance au quatrième mondial et au numéro un européen.

### Le sort des « compatibles »

### Fujitsu devra payer 2,4 milliards de francs à IBM

Fujitsu, le premier fabricant japonais d'ordinateurs, va devoir verser 396 millions de dollars (2,4 milliards de francs) à IBM pour mettre fin au litige qui l'oppose au géant américain à propos de logiciels depuis 1982. Cette somme qui s'ajoute aux 437 millions de dollars (2,6 milliards de francs) déjà versés pour porter le tout à près d'un milliard de dollars, a été fixée par la commission américaine d'arbitrage à laquelle les deux parties avaient décidé de s'en remettre. Fujitsu pourra ensuite utiliser les licences d'IBM pendant dix ans à condition de verser en une seule redevance annuelle comprise entre 26 et 51 millions de dollars.

L'origine du litige remonte au choix du début des années 70 fait

par les groupes japonais Hitachi et Fujitsu de fabriquer des ordinateurs « compatibles » (c'est-à-dire fonctionnant avec les mêmes logiciels qu'IBM), de façon à attirer directement ses clients. Le troisième groupe nippon NEC adoptait, lui, un « software » propre. Vers 1980, le numéro un américain décidait de réagir : il « piégeait » Hitachi dans une affaire d'espionnage industriel et entama une lourde procédure contre Fujitsu pour copiage. Celle-ci vient d'être abandonnée. On ne sait si cet arbitrage fera jurisprudence sur l'ensemble des machines « compatibles », mais il est sûr que cette voie de la compatibilité se révèle — on l'observe aussi dans la micro-informatique coûteuse.

## REPÈRES

### Croissance Hausse de 2,6 % du PNB américain au troisième trimestre

Le produit national brut américain a finalement progressé de 2,6 % durant le troisième trimestre contre 3 % au deuxième trimestre, indiquent les chiffres révisés publiés mardi 29 novembre par le département du commerce. Le ministère a revu en hausse de 0,4 point ses premières estimations de fin octobre pour tenir compte de dépenses de consommation supérieures aux évaluations initiales. Ces dépenses ont, au total, progressé de 4 % durant le troisième trimestre. De même, le département du commerce a dû revoir ses chiffres sur l'évolution de l'inflation : l'indice des prix lié au calcul du PNB a augmenté de 4,7 % après les 5,5 % du deuxième trimestre. Selon les économistes du gouvernement, la croissance américaine a été moins affectée par les conséquences de la sécheresse de l'été qu'il ne l'avaient pensé.

### Prix

#### Accélération des hausses dans la CEE

Les prix ont augmenté de 0,5 % en octobre dans la CEE, ce qui porte à 3,9 %, un niveau inédit depuis trente mois, le taux d'inflation relevé sur les douze derniers mois, indique Eurostat. L'Office statistique des Communautés européennes. Le chiffre de l'inflation pour octobre est dû principalement à la forte hausse des prix dans quatre pays de

la Communauté : la Grèce (+ 2,5 %), la Grande-Bretagne (+ 1 %), le Portugal (+ 0,9 %) et l'Italie (+ 0,8 %). Les huit autres pays ont enregistré une hausse inférieure ou égale à 0,2 % (0 % en Belgique).

Investcorp envisage de se retirer de Cheumet. — Le groupe Investcorp, qui avait repris en juillet 1987 la liquidation Cheumet, envisage à présent de se retirer. Cette banque d'investissement à capitaux arabes n'a en effet pas pour habitude de rester actionnaire majoritaire des sociétés qu'elle redresse. Des négociations auraient été amorcées durant l'été avec des partenaires asiatiques et des groupes européens seraient également intéressés.

RECTIFICATIF : les fonctions de M. Brunhes. — M. Bernard Brunhes, qui a joué le rôle de médiateur le week-end dernier dans le conflit des ateliers d'entretien du RER, a été conseiller social de M. Pierre Mauroy, lorsque celui-ci était premier ministre (1981-1984), et non de son successeur, M. Laurent Fabius, comme nous l'avions indiqué par erreur dans le Monde du mardi 29 novembre.

ERRATUM. — C'est par erreur que nous avons indiqué dans nos éditions du 30 novembre que le déficit cumulé du commerce extérieur depuis le début de l'année atteignait 28,8 milliards de francs après correction des variations saisonnières et 31,7 milliards de francs en données brutes. Ces deux chiffres correspondent au déficit cumulé des dix premiers mois de 1987. Pour la période correspondante de 1988, les déficits sont moins importants, atteignant respectivement 27,3 milliards de francs et 26 milliards de francs.

### M. Delebarre : « une entrave inacceptable »

M. Michel Delebarre, ministre chargé des transports et de la mer, est intervenu, mardi 29 novembre à l'Assemblée nationale, en réponse à une intervention de M. Jean-Jacques Hyst (UDC, Seine-et-Marne) sur les grèves des transports en commun en Ile-de-France.

M. Delebarre a déclaré que le blocage des dépôts de rames RER et de bus par des militants CGT constituait « une entrave inacceptable à un service public essentiel à la vie et à l'activité de la région Ile-de-France, surtout lorsque les modalités de ce que certains qualifient de grève sont illégales ».

« Durant toute cette période, a ajouté le ministre des transports, notre souci constant a été de pour-

suivre le dialogue social, dès lors que cela était possible. J'ai même constaté que quatre organisations syndicales (NDLR : à l'exception de la CGT) souhaitent maintenir ce dialogue, notamment sur les effets et les conditions de travail. (...) J'appelle ceux qui mènent les actions de grève à l'ensemble des organisations syndicales à poursuivre le dialogue social, seule voie pour trouver une sortie claire au conflit actuel. En tout état de cause, nous n'accepterons pas le blocage d'un service public essentiel à la vie quotidienne des usagers des transports en commun. La détermination du gouvernement est grande », a conclu M. Delebarre.

## Un ministère de la défense prudent

Le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement,

tient, dit-on, beaucoup à ce qu'il soit dit que c'est sur la réquisition du ministre des transports, M. Michel Delebarre, que des moyens militaires de remplacement ont été mis en place dans la banlieue parisienne pour venir en aide aux usagers du RER. C'est une attitude assez constante du ministre de la défense, qu'il soit de gauche ou de droite, que d'être plus que réservé sur toute action de ce genre en France et que d'attendre, pour intervenir, qu'on lui demande expressément.

Il ne s'agit pas, pour les armées, de trahir les pieds, mais, d'une manière générale, le zèle d'un service public défaillant n'est pas de leur ressort. Pour des raisons de forme, d'abord : les chauffeurs de poids lourds militaires et leurs véhicules sont peu faits pour jouer à l'improviste, les machinistes et les bus dans la densité d'un transport urbain aggravée par la haute circulation des jours de grève. Pour des raisons de fond, ensuite : à partir de quel taux d'exaspération nationale ou de blocage du fonctionnement d'un service public les armées

doivent-elles entrer dans la danse ?

On se souvient des accusations lancées, précédemment, par la gauche, lorsque c'était un gouvernement de droite qui jugeait bon de mobiliser l'armée. À gauche, et en particulier chez les socialistes, on condamnait le gouvernement qui acceptait de faire jouer à l'armée le rôle de briseur de grèves. On se souvient des protestations de la gauche, lorsque des contrôleurs militaires de la navigation aérienne furent requis, dans le cadre d'un plan de secours, de se substituer aux aiguilleurs du ciel en grève ; l'affaire se termina par un drame, la collision de deux avions en plein ciel de Nantes. Avec, comme dans tout accident, la responsabilité de l'Etat engagée et la réputation de ses cadres militaires compromise.

Toutes ces raisons expliquent la prudence du ministre de la défense et des autorités militaires. Là comme ailleurs, l'un comme les autres doivent se montrer dissimulés, en cherchant à adapter leur intervention aux circonstances, c'est-à-dire qu'ils doivent répondre à la demande sans se précipiter.

JACQUES ISNARD.

### Deux lignes du RER toujours fermées au trafic

Les lignes A et B du RER étaient toujours fermées au trafic, le mercredi 30 novembre. A peine plus d'un quart des rames étaient en état de fonctionner, mais, pour des raisons de sécurité, la direction de la RATP préférait ne pas les utiliser. L'afflux des voyageurs dans les stations aurait été de nature à provoquer des bousculades ou des chutes sur les voies. Vendredi dernier, on a frôlé, dit-on, des accidents graves.

A 9 heures du matin, mercredi, la situation dans les autres moyens de transport était à peu près identique à ce qu'elle était en début de service, à 6 heures. Les autobus circulaient à 58 % en moyenne, mais de façon iné-

gale, trois dépôts de la banlieue sud étant pratiquement paralysés par la grève, ce qui interrompit le trafic sur une trentaine de lignes. Seuls cinq dépôts (sur trente-trois) fonctionnaient normalement ou presque. Dans le métro, le trafic était complètement interrompu sur la ligne 11 (Châtelet-Les Halles). Les lignes 1 (Vincennes-Mutigny), 2 (Nation-Dauphine), 5 (Beldard-Créteil) et 13 (Châtillon-Saint-Denis) fonctionnaient aux trois quarts. Les autres lignes étaient peu ou pas perturbées. En cours de journée, de nouvelles lignes pouvaient être affectées par les débrayages.

Comment les...

Comment les...

# Économie

## Des emplois par milliers

### Comment les entreprises françaises ont recommencé à embaucher

La structure du marché du travail a été bouleversée par une douzaine d'années de chômage. Les statuts d'emplois précaires et les emplois atypiques se sont multipliés. Croissance aidée, les seuls de déclin de l'embauche se sont abîmés, et les ajustements de la main-d'œuvre sont devenus plus immédiats. On puise aussitôt dans la réserve des personnes inemployées ou au travail intermittent. Accoutumés par le traitement social, la diminution du coût du travail rend le recrutement plus aisé.

Globalement, ce sont les commerces et les services marchands qui ont le plus contribué à l'«embellie». Parmi eux, les garages, les hôtels-café-restaurants et les services aux particuliers se sont taillé la part du lion.

Cela veut-il dire que nous avons connu un développement de l'emploi à l'américaine, synonyme de fast-food, de gardiens d'immeubles, mais aussi d'emplois peu qualifiés, mal rémunérés et instables ?

En fait, personne ne sait vraiment, en dehors de l'explication globale de la croissance, à quoi attribuer le changement qui vient de se produire.

Ainsi, on avait toujours prétendu que 3 % de croissance annuelle étaient nécessaires pour ne pas supprimer d'emplois et qu'un point supplémentaire dégageait de 70 000 à 100 000 postes de travail nouveaux. Or, en 1987, la croissance n'a été que de 2,1 %, et on finissait maintenant de 3,7 % pour 1988. De même, on a toujours estimé que les embauches surviennent longtemps après que l'économie fut réellement repartie, par exemple de six à dix-huit mois. Or, l'accélération et une forte reprise économique apparaissent presque simultanées.

Le redressement se serait opéré en deux temps. Fin 1986 et début 1987, ce que les spécialistes nomment la «bulle des marchés» disparait avec la fin de l'autorisation administrative de licenciement. Les entreprises retrouvent un niveau satisfaisant au moment où la croissance s'amorce. Dans cette période, elles peuvent également répondre à leurs besoins en faisant appel aux «nouvelles formes d'emploi».

Vers la moitié de l'année 1987, tous les facteurs se conjuguèrent pour pro-

duire cette envolée, que l'on mettra des mois à mesurer. L'effet des stages d'initiation à la vie professionnelle (SIVP) se prolongera jusqu'au début de 1988, grâce aux entreprises de moins de dix salariés qui finiront par représenter 75 % de ces stages.

Deuxième temps : les entreprises industrielles, gagnées à leur tour par la févrité, se mettraient à embaucher.

«Les marges de capacité étaient tellement faibles qu'elles ne pouvaient pas faire autrement», dit-on à l'INSEE, en soulignant que les entreprises fonctionnent à 90 % de leurs moyens. On n'avait pas vu cela depuis une quinzaine d'années. Le net redressement de l'emploi industriel du premier semestre de 1988 (après 2,1 % de baisses des effectifs «seulement», en 1987) s'annonce encore plus prometteur pour 1989. On souligne la bonne tenue des biens intermédiaires, notamment.

«Les travaux longs réapparaissent avec les hausses supplémentaires», confirme l'FUNEDIC, tandis que d'autres insistent sur l'indicateur du chômage partiel, en constatant une diminution depuis des mois.

**Baisse de la productivité**

Tel qu'il peut se reconstruire, le schéma des créations d'emplois emprunte des circuits compliqués qui reposent cependant sur des constantes.

L'explication la plus évidente tient à l'essor indéniable de certaines formes d'emploi, dont l'intérim, qui aurait fourni entre le tiers et la moitié des emplois supplémentaires. Sans conteste, le travail temporaire connaît une explosion. Le nombre de ce type de contrats a augmenté de 15,5 % en 1986, de 28,4 % en 1987 et de 31 % au premier semestre de cette année. Au rythme, la profession espère que les cinq millions de contrats dans l'année seront atteints. Passant de 1,87 semaine en 1986 à 1,99 semaine en 1987, la durée moyenne des missions s'allonge.

En équivalent emploi à temps plein, il y avait 142 000 intérimaires en 1986, 183 000 en 1987, soit 1,3 % de la population active. «En fait, observe un spécialiste, le travail temporaire

Deux statistiques rendues publiques le 29 novembre confirment la forte reprise de la création d'emplois en France. Les effectifs salariés des secteurs marchands non agricoles auraient progressé de 1,3 % au troisième trimestre, selon les résultats provisoires de l'enquête trimestrielle du ministère du travail. L'augmentation, depuis le début de l'année, est de 0,9 %. Ce qui représenterait 120 000 emplois supplémentaires en neuf mois.

Traditionnellement plus optimiste, FUNEDIC fournit une évaluation encore plus encourageante. Dans les entreprises de toutes tailles qui cotisent au régime d'assurance-chômage, des effectifs salariés ont connu une hausse de 0,5 % au troisième trimestre. Avec un gain de 1,5 % de janvier à septembre. Au total, ce sont 190 000 emplois supplémentaires, environ, qui auraient été créés en neuf mois.

A ce rythme, l'économie française dégageait 260 000 emplois sur l'ensemble de l'année 1988. Ces succès interviennent après la borne orientée consignée en 1987. De 70 000 à 90 000 emplois salariés avaient été créés, selon l'INSEE, et un peu plus de 100 000, selon FUNEDIC.

concerne une masse énorme de travailleurs, forcément comprise entre 200 000 et 4 millions. Ce sont les ouvriers qualifiés et non qualifiés qui fournissent l'essentiel de l'effectif (74,2 %), tandis que les industries de transformation, le bâtiment et les travaux publics figurent parmi les gros utilisateurs (71,7 % à eux deux), en forte croissance.

Moins rapidement, les contrats à durée déterminée suivent la même évolution. Ils ont augmenté de 23,6 % en 1986, de 22,8 % en 1987 et représentent 70 % des trois millions d'embauches annuelles. Là encore, on constate une grande rotation dans une forme d'emploi qui concerne 2,7 % des effectifs salariés avec 478 000 personnes en mars 1987 contre 389 000 en 1986 et 314 000 en 1985. C'est, en fait, les ouvriers non qualifiés et les employés sous majoritaires (64,1 %) et surtout utilisés par les commerces, les banques et les services (53,3 %).

**Les conséquences des aides**

Plus lent à se développer, le travail à temps partiel gagne du terrain. Il était pratiqué par 11,8 % des actifs en mars 1987, 11,7 % en 1986 et 10,9 % en 1985. Bien sûr, il est surtout le fait des femmes (23,1 % d'entre elles contre 3,6 % des hommes) et particulièrement des plus âgées.

Dans les qualifications intermédiaires, «les emplois aidés se sont substitués à des emplois normaux». Dans le commerce, il est manifeste que la création d'emploi s'explique par l'attrait du travail à bon marché. Les jeunes non qualifiés augmentent proportionnellement au nombre d'emplois aidés qui «se substituent donc à des emplois normaux féminins», toujours selon la direction de la prévision.

Les mêmes traits se retrouvent dans les services marchands, où l'essentiel de la croissance d'emploi (+ 86 000) s'est fait avec de l'emploi aidé (+ 85 000), et de l'intérim (+ 24 000), et dans un déclin de l'emploi existant. C'est le cas dans les garages et la réparation automobile, dans les hôtels-café-restaurants, les services aux entreprises et aux particuliers qui ont beaucoup utilisé les mesures pour l'emploi des jeunes.

Pour produire un point de plus de croissance, il a fallu plus de monde que prévu. Mais, alors que la productivité par salarié augmentait de 3,4 % en 1986 et encore de 4,8 % en 1987 dans l'industrie manufacturière, elle se ralentissait dans le BTP et dans les services marchands, ainsi que dans le commerce, secteurs où l'on a beaucoup recruté.

Cela amène à s'interroger sur le rôle qu'ont eu, dans la période récente, les emplois dits «aidés», dont les stages jeunes SIVP exonérés de charges sociales, et donc à faire le lien entre la création d'emplois et l'abaissement, de fait, du coût salarial, parfois en dessous du SMIC.

A l'examen, la pratique varie selon les secteurs d'activité. «Les formes d'emploi à faible rémunération n'ont pas modifié la demande de travail des entreprises industrielles», note un document de la direction de la prévision. A l'inverse, les entreprises du bâtiment utilisent à fond les nouvelles possibilités. Elles créent des emplois qualifiés pour les vingt-cinq-quarante ans et remplacent les salariés non qualifiés par des emplois précaires.

Plus lent à se développer, le travail à temps partiel gagne du terrain. Il était pratiqué par 11,8 % des actifs en mars 1987, 11,7 % en 1986 et 10,9 % en 1985. Bien sûr, il est surtout le fait des femmes (23,1 % d'entre elles contre 3,6 % des hommes) et particulièrement des plus âgées.

«L'effet de la libéralisation

En incidence, il apparaît aussi, dans les garages et les restaurants en particulier, que la conjonction des emplois aidés et de la libération des prix, suivie d'un dérapage, ont permis un abaissement du coût salarial «réel». Cela a autorisé une augmentation des effectifs (10 000 emplois créés en 1987 par la libération des prix, 10 000 également par les emplois faiblement rémunérés) et, espère-t-on, s'est traduit par une amélioration de la qualité du service au prix d'une moindre productivité. Le même raisonnement s'applique aux commerces.

Selon ces indications concordantes, il semblerait que les dispositifs pour les jeunes ont favorisé l'augmentation de l'emploi de jeunes sans aucune qualification et que «cette remise en cause implicite du SMIC laisse penser qu'il existe une demande potentielle de travail faiblement rémunéré et peu productif dans les secteurs du BTP, du commerce et des services aux ménages», souligne la direction de la prévision. Au total, les exonérations de charges sociales auraient libéré environ 70 000 emplois non qualifiés et brusquement devenus solvables.

Plusieurs conséquences découlent de ces observations. En partie artificielles, l'augmentation des emplois repose sur les déviations du traitement social. A base de statuts précaires ou atypiques, elle est particulièrement vulnérable - «réversible», disent les experts - au moindre retournement de conjoncture.

En partie également, la création d'emplois a été provoquée par la modification du contenu en emplois de la croissance nouvelle. Celle-ci se nourrit largement de la «tertiarisation de l'économie», grâce au développement des services qui ont recouru à des formes d'emplois instables. Et ces secteurs plus flexibles se limitent au marché intérieur, moins exposé à la concurrence internationale.

Enfin, et nombre de spécialistes finissent par l'admettre, il faut compter avec les effets produits par la libéralisation du marché du travail. L'abaissement du coût du travail, la segmentation des catégories de travailleurs et de chômeurs, ont été utilisés à plein, avec cependant tous les dangers que cela représente.

Sous-jacente apparaît là la question essentielle qui trouble tout le monde. Et si la flexibilité tant décriée avait accentué l'ampleur du phénomène ? A n'en pas douter, le seul de déclin de l'embauche non définitive s'est abîmé, et les délais d'ajustement se sont raccourcis.

Il reste - et cela rassure - que, depuis les premiers mois de 1988, l'«embellie» fait place à un fonctionnement plus normal du marché du travail. Les aides et le traitement social ne provoquent plus l'engorgement. Le travail temporaire progresse à un rythme plus lent, et les commerces ralentissent leurs embauches. En revanche, l'industrie, en situation de surchauffe, se préoccupe de ses sous-effectifs. Si elle recrutait, la reprise de l'emploi deviendrait plus saine et plus solide.

Au cours de l'année 1989, on pourrait alors retrouver des relations plus normales entre les performances économiques et l'emploi. Les ressorts deviendraient naturels. Du coup, un espoir renait, qui n'efface pourtant pas le spectre du chômage pour 2,6 millions de personnes coincées à l'ANPE.

ALAIN LEBEAUCHE.

## ÉTRANGER

### La conférence de Madère

### Les régions maritimes et insulaires de l'Europe craignent d'être marginalisées en 1993

**FUNCHAL**  
(Madère)  
de notre envoyé spécial

Que de chemin parcouru depuis qu'en 1973, à Saint-Malo, quelques aventuriers du mouvement régionaliste européen lancèrent l'idée d'une conférence des régions périphériques maritimes de la Communauté européenne (ERPM). Les 23 pionniers se retrouvent aujourd'hui 65 au sein de la conférence où se côtoient régulièrement, comme dans une confrérie, les présidents des régions aussi diverses par leur histoire ou leur statut que les Shetland, la Cornouailles britannique, la Bretagne, le Poitou-Charantes, la Crète, les Açores et beaucoup d'autres. Plus de 200 délégués se sont réunis les 24 et 25 novembre à Funchal, la capitale de l'archipel portugais de Madère, autour du président du gouvernement régional, l'autonome convaincu Albert Jardim (social-démocrate), qui a été réélu pour deux ans président de la conférence.

Ces régions craignent d'être marginalisées par rapport à l'axe central de l'Europe d'un point de vue économique et financier qui descend de Glasgow vers Rome. Leur position crée des liens de solidarité et contribue à forger une «Europe des franges et des contrepoids» qui ne

vent pas d'un grand marché intérieur à deux vitesses, en 1993. Jacques Delors a donné partiellement satisfaction aux délégués réunis à Madère au travers des crédits du Fonds régional européen (FER), qui n'ont pas exclusivement permis à l'avenir aux régions les plus pauvres de la Communauté. C'est ainsi que les zones de l'ouest de la France ou du centre de la Grande-Bretagne pourront continuer à en bénéficier, moins qu'auparavant toutefois.

On a vu en particulier se dessiner à Madère un front des lobbies réclamant une plus grande sollicitude des aides en matière de transports et de protections pour leurs produits agricoles concurrents par ceux de pays comme le Maroc ou la Tunisie.

Soutien à l'agriculture ou à la pêche, subventions aux transports, tentative pour mettre en place une compagnie interrégionale de navigation, actions pour l'emploi des jeunes, fiscalité spécifique, tels sont les dossiers concrets que les régions maritimes, qui se disent particulièrement handicapées, mais qui semblent aussi manquer de confiance en elles pour valider leurs aléas, continueront à défendre pied à pied à Bruxelles, parfois même en cédant à la tentation de court-circuiter les gouvernements centraux.

**FRANÇOIS GROSRICHARD.**

• M. Carlo Bernini (Italie), président de l'Assemblée des régions d'Europe. M. Carlo Bernini a été élu par acclamation, le 28 novembre, président de l'Assemblée des régions d'Europe (ARE), réunie à Madère. Président du gouvernement régional de Vénétie, M. Bernini, cinquante-deux ans, démocrate-chrétien, succède à Edgar Faure, décédé au printemps dernier et «père» de l'ARE créée avec l'aide du Breton Georges Pierret en 1985. L'ARE rassemble cent vingt régions ou provinces de la CEE et d'autres pays (Autriche, Suisse, ainsi que la région voisine de Slovaquie à titre d'observateur).

Elle entre aujourd'hui en concurrence avec le Conseil de l'Europe.

**MADRID**  
de notre correspondant

L'hiver social sera très chaud en Espagne. Après 13 et 14 jours de grèves, leurs armées, les syndicats viennent de donner le coup d'envoi à une campagne de mobilisation qui s'annonce d'ores et déjà comme la plus dure qu'ait connue le gouvernement socialiste. Une campagne dont le calendrier a été établi de concert avec l'autre grand syndicat, celui des Commissions ouvrières (comunistes).

Une première manifestation de retraités a eu lieu à Madrid, lundi 21 novembre, réunissant quelque vingt mille personnes, suivie, le mardi et le mercredi, de divers mouvements dans la fonction publique. Il ne s'agit encore là que d'un prélude à des actions plus dures, qui culminent, le 14 décembre prochain, avec un arrêt de travail général de vingt-quatre heures puis, deux jours plus tard, une manifestation nationale à Madrid.

Les deux centrales, dont l'unité d'action n'a jamais été aussi parfaite, ont rendu officiel un document exprimant leurs principales revendications. Elles demandent toujours la suppression du plan d'emploi pour les jeunes que le gouvernement s'apprête à publier. Un plan qui prévoit d'importantes subventions pour les entreprises engagées, à titre temporaire, de jeunes chômeurs, mais qui, aux yeux des syndicats, accentuera la précarisation de l'emploi.

A cette revendication initiale sont venues s'en ajouter plusieurs autres, qui constituent un véritable «programme social» d'ensemble : récupération du pouvoir d'achat perdu, selon les syndicats, dans la fonction publique, en 1988 (les hausses de salaires accordées étant basées sur une prévision de 3 % d'inflation, alors que la hausse des prix a déjà dépassé 5 %), mais aussi droit à la négociation collective des fonctionnaires, établissement de mécanismes légaux réorientant les bénéfices des entreprises vers l'investissement, élargissement de la couverture des indemnités de chômage (un tiers à peine des sans-emploi en bénéficient aujourd'hui), etc.

C'est la deuxième fois depuis leur arrivée au pouvoir en décembre 1982 que les socialistes doivent faire

### Action unitaire des syndicats

### En Espagne, l'hiver social sera chaud

La tension entre gouvernement et syndicats ne cesse de croître en Espagne après l'annonce par ces derniers d'une série de mobilisations incluant une grève nationale de vingt-quatre heures, qui aura lieu le 14 décembre. Les dirigeants socialistes multiplient les déclarations tendant à dramatiser la situation et affirment que la grève pourrait être marquée de graves actions de violence, invoquant même... la fameuse grève insurrectionnelle des Asturies, en 1934. Par ailleurs, les autorités ont interdit la manifestation nationale convoquée par les deux grands syndicats pour le 16 décembre à Madrid. Ces derniers ont déposé, lundi 28 novembre, un recours devant les tribunaux.

face à une grève générale. La première, en 1985, n'avait été convoquée que par les Commissions ouvrières. Si l'UGT s'est jointe cette fois à l'appel, c'est que M. Redondo a aujourd'hui virtuellement largué les amarres le retenant encore au port socialiste et opté pour la confrontation sans merci avec le gouvernement de M. Felipe Gonzalez.

La première escarmouche de cette «guerre totale» insurrectionnelle a été, ces derniers jours, celle des

Tandis que le ton monte, le parti socialiste a commencé à se mobiliser pour épauler le gouvernement, avec un grand rappel de troupes semblable à celui qui s'était produit en 1986 au moment du référendum sur l'Otan. Les arguments de cette contre-campagne seront eux aussi sans concession. M. Redondo est accusé de se plier à la «stratégie communiste», c'est-à-dire à celle des Commissions ouvrières (dont les dirigeants se sont paradoxalement montrés beaucoup plus mesurés dans leurs déclarations), qui voudraient affaiblir le gouvernement au moment où l'Espagne s'apprête à exercer, pour la première fois, la présidence de la Communauté européenne. Il est vrai à cet égard que M. Gonzalez éprouvera certainement beaucoup plus de difficultés pour préserver à l'extérieur les «hérités de l'Europe sociale» si, à l'intérieur, ses propres syndicats lui font la vie impossible !

THIERRY MALINIAC.

### Nomination d'un nouveau ministre de l'économie, le quatrième en un an La dérive économique du Pérou

**M. Carlos Rivas Davilla,** député de l'APRA (au pouvoir), a été désigné comme nouveau ministre de l'économie et des finances du Pérou en remplacement de M. Abel Salinas démissionnaire, à son tour officiellement démis le 28 novembre à Lima.

**LIMA**  
de notre correspondant

Quatre ministres de l'économie et des finances se sont succédés cette année, ce qui donne la mesure de la crise économique péruvienne. Les défaillances du modèle hétérodoxe de développement (croissance artificielle, distorsion des prix et des tarifs, reprise de l'inflation et boulimie de devises) ont été corrigées par des retouches partielles en mars et en juillet, sans succès. En septembre, le gouvernement opta pour un traitement de choc en revaluant la monnaie, l'Infla, de près de 99 % par rapport au dollar et en décrétant une hausse générale des prix qui

porta l'inflation à 114 % pour ce seul mois. Un second ajustement, aussi hybride mais aussi dur que le précédent, a été effectué le 22 novembre. Il se limite pratiquement à une nouvelle augmentation des prix et des tarifs et à une nouvelle dépréciation, de 50 % cette fois, de l'Infla face au dollar.

M. Abel Salinas, partisan d'un rapprochement avec les organisations multilatérales, notamment avec le Fonds monétaire international, préconisait l'adoption de mesures draconiennes pour abandonner en six mois les subventions et rétablir la vérité des prix, respecter une stricte parité de l'Infla sur le dollar, et ne plus recourir à la planche à billets. Refusant de voir son programme perdre sa consistance, il a démissionné vendredi 25 novembre. Son successeur, le député Carlos Rivas Davilla, a prêté serment le 28 novembre et reprend en main un dossier explosif.

D'après les experts, la vie du dernier train de mesures d'assainissement devrait être encore plus éphémère que celle des précédents. Elle

permettra tout au plus au régime de tenir jusqu'à janvier en terminant l'année 1988 avec une hyperinflation de plus de 2 000 %. Le dérapage de l'économie péruvienne, qui avait battu tous les records de croissance en 1986 et 1987 avec des taux, respectivement, de 9 % et 7 %, ne semble pas pouvoir être freiné par l'équipe au pouvoir en raison de sa perte totale de crédibilité. Pour 1988, tous les voyants sont en rouge, qu'il s'agisse du produit intérieur brut, en chute de 6 %, du déficit budgétaire équivalent à 16 % du PIB ou des réserves monétaires existantes. La situation est d'autant plus délicate que le patron et les syndicats adoptent une attitude chaque fois plus dure face au régime social-démocrate qu'ils cherchent ouvertement à déstabiliser. Une nouvelle grève générale, pour exiger l'indexation des salaires, était annoncée par la CGTP pour le 1<sup>er</sup> décembre, et déjà les branches entières de la production sont paralysées, notamment les mines et le textile.

NICOLE BONNET.

(Publicité)

**S.E.M.A.V.I.P.**

Appel d'offres de charges foncières pour construction d'un équipement hôtelier et bureaux, porté de PANTIN, PARIS (19<sup>e</sup>)

- Surface bâtie : 19 859 m<sup>2</sup> BON + 35 places de parking
- Surface bureaux : 5 628 m<sup>2</sup> BON + 34 places de parking

Les dossiers de consultation peuvent être retirés contre remise d'un chèque de 1 200 F à partir du 28 novembre 1988 à la SEMAVIP, 7, rue du Cardinal-Lemoine, 75005 PARIS - Tél. : 43-54-30-05.

Les offres seront reçues à la SEMAVIP le 29 décembre 1988 à 18 heures.

كندا من الأصل

سكنا من الأصل

### Marchés financiers

#### La bataille autour des « noyaux durs » M. Viénot affirme contrôler plus de 50 % du capital de la Société générale

Dans un entretien accordé au Figaro du 30 novembre, M. Marc Viénot, président de la Société générale, donne des indications sur la composition actuelle de l'actionnariat de la banque, désormais « très proche de celles des grandes banques commerciales internationales ».

« Si l'on ajoute au groupe des actionnaires stables (28,5%) les groupes qui sont devenus actionnaires depuis lors, l'autocontrôle et l'actionnariat des salariés et de la caisse de retraites, on dépasse les 30% », indique M. Viénot qui précise qu'en dehors de l'autocontrôle et de la SIGP (Société immobilière de gestion et de participation de M. Georges Pébereau), « aucun actionnaire ne détient plus de 4% des droits de vote ».

Estimant qu'il avait « du mal à discerner dans le groupe d'actionnaires stables (initial) celui formé par M. Edouard Balladur l'année de sa coloration politique quelconque », le président de la banque juge que son « actionnariat vient de montrer qu'il est solide, fidèle et qu'il approuve les principes que nous défendons ».

Contestant toujours l'importance de la participation - prise par la SIGP (10,36%) - « le caractère hybride de la construction réunie autour de M. Pébereau et la présence de la Caisse des dépôts, M. Viénot exprime en outre un certain scepticisme à l'égard des rapprochements entre banques et assurances. Il conclut en affirmant qu'il reste « ouvert à toutes propositions raisonnables » dans les négociations en cours.

#### Société générale de Belgique

#### Effondrement des cours de deux filiales

Les titres de la Fabrique nationale Herstal (FN) et de Gechem, deux filiales de la Société générale de Belgique, se sont effondrés mardi 29 novembre à la Bourse de Bruxelles pour la troisième journée consécutive. La Fabrique nationale Herstal, spécialisée en armements et fabrication mécanique, reculait de 17% sur le cours de la veille et de 50% par rapport à vendredi.

Gechem se dépréciait de 13% durant la séance, portant à 53% sa chute depuis vendredi.

Selon les analystes financiers, les petits porteurs de ces actions seraient les principaux vendeurs, ils auraient été choqués d'apprendre, lors de l'annonce du plan de restructuration des deux entreprises la

semaine dernière, que les cours de ces deux sociétés dépassaient le capital. La déprime se serait aggravée lorsque la Générale de Belgique a précisé, lundi 28, que, dans le cadre des augmentations de capital prévues pour renflouer les firmes, les cours seraient inférieurs aux cotations boursières. Les niveaux prévus se situent entre 300 F et 600 F belges pour la Fabrique nationale (cotée 480 contre 760 à l'ouverture mardi) et entre 450 et 750 pour Gechem (cotée 566 contre 652 la veille). La décision finale sera prise lors du conseil extraordinaire des actionnaires prévu le 19 décembre pour Gechem et le 30 pour la Fabrique nationale.

#### Pour consolider sa situation de place financière

#### La RFA va se doter d'un marché à terme

BONN (de notre correspondant)

Jouer à la Bourse était jusqu'à présent considéré comme immoral par les Allemands de l'Ouest. Ainsi, les transactions à terme sur les titres étaient assimilées aux jeux de hasard et n'étaient pas admises sur les places boursières de République fédérale.

Le goût du risque n'étant pas très répandu chez les épargnants d'outre-Rhin, on n'a pas assisté à une explosion boursière ces dernières années comme cela fut le cas dans d'autres pays. Alors que les entreprises ouest-allemandes présentent des bilans fort satisfaisants, la part des actions dans l'épargne des ménages reste faible : 130 milliards de deutschemarks (408 milliards de francs) sur un potentiel d'épargne des ménages évalué à 2 300 milliards de deutschemarks.

Le montant des transactions des Bourses allemandes se situe loin derrière celui des Bourses américaines, japonaises et britanniques. Prenant acte de l'internationalisation croissante du marché des capitaux, le ministre des finances, M. Gehrard Stoltenberg, a annoncé lundi 28 novembre qu'il allait mettre en marche le processus législatif visant à créer un marché à terme des valeurs.

Il s'agit, selon M. Stoltenberg, de contribuer à la consolidation de la situation de la RFA comme place financière en facilitant l'introduction des titres étrangers sur le mar-

ché ouest-allemand et en améliorant la surveillance des opérations de Bourse.

Ainsi, à l'avenir, les valeurs admises à la cote dans les autres Bourses de la Communauté européenne n'auront plus besoin d'une autorisation spéciale pour être introduites en Bourse en RFA. Elles pourront être libellées dans la monnaie de leur pays d'émission, en ECU ou dans des droits de tirage spéciaux (DTS).

Tirant les leçons des turbulences boursières de 1987, qui ont touché la Bourse de Frankfurt plus durement que ses homologues européennes, le ministre a également insisté sur la nécessité d'améliorer le système de surveillance des transactions boursières. Si la loi est adoptée dans les termes proposés, les agents de change devront chaque année présenter un bilan, contrôlé par un commissaire aux comptes, aux autorités de tutelle, qui en RFA existent au niveau de chaque Land où des Bourses sont en activité.

La décentralisation, qui est la règle en RFA dans le domaine boursier, risque de créer quelques difficultés : si Frankfurt s'est, au fil du temps, affirmé comme principale place boursière - avec la moitié des transactions sur les valeurs à revenu fixe et les deux tiers de celles sur les actions - les autres places boursières n'entendent pas se laisser voler de leur substance par la création d'un marché à terme unique dont le siège serait au bord du Main.

LUC ROSENZWEIG.

#### AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL

L'ambassade de la République algérienne démocratique et populaire au Niger lance, à partir de novembre 1988, un appel d'offres ouvert en vue de la construction de sa chancellerie et résidence à Niamey, République du Niger. Les soumissionnaires intéressés peuvent retirer le dossier soit :

1) Auprès du ministère des affaires étrangères - Direction de l'Administration des moyens (le Golf), Alger - contre paiement d'une somme de 750 DA.

2) Auprès du cabinet B. Khelif architecte BP 10193 Niamey-Niger - Tél. : 73-39-40. Contre paiement d'une somme de 50 000 F CFA.

Les entreprises ou groupements d'entreprises peuvent obtenir des informations supplémentaires et examiner le dossier d'appel d'offres auprès du cabinet B. Khelif. Elles devront, conformément à la réglementation : être établies régulièrement et exercer une activité permanente en République du Niger, avoir fait connaître par écrit, au plus tard le 30 novembre 1988, leur intention de participation en précisant les lots pour lesquels ils désirent répondre. Les soumissions accompagnées des documents exigés dans le cahier des prescriptions spéciales (CPS) doivent parvenir au ministère des affaires étrangères. Direction de l'Administration des moyens (le Golf), Alger. La date limite de réception des offres est fixée à 45 jours à compter de la date de parution du présent avis.

#### NEW-YORK, 29 novembre 1

**La reprise s'accélère**

Amorcé en début de semaine, le mouvement de reprise s'est poursuivi, mardi, à Wall Street en s'accroissant. Il a été particulièrement marqué dans l'après-midi. A la clôture, l'indice des industrielles a stabilisé à 2 101,53, soit avec un gain de 20,10 points. Cette fois, le bilan de la journée a été positif. Sur 1 956 valeurs traitées, 940 ont progressé, 540 ont baissé et 476 n'ont pas varié.

A l'annonce par le troisième trimestre d'un PNB révisé au rythme annuel de 2,6 % (le plus bas depuis deux ans) n'a pas eu d'effet majeur. De l'avis général, la communauté financière attend surtout la publication, vendredi, du chiffre de chômage pour novembre, qui devrait être instructif sur l'état de la croissance économique.

**Mieux orienté**

Après deux journées consécutives de légère baisse, le marché était mieux orienté mercredi, l'indicateur instantané redevenant positif. Toutefois, la hausse restait très modérée, s'inscrivant à +0,23 % en milieu d'après-midi, contre +0,20 % à l'ouverture. Le volume des échanges demeura peu élevé, le temps des séances précédentes, preuve pour certains intervenants que le marché, dans le calme, consolide ses positions. La résistance de la place parisienne est largement appréciée par les opérateurs, et la légère hausse de mercredi est sans doute due en partie aux bonnes performances de Wall Street et de Tokyo. Toutefois, les échanges ont été interrompus pendant plus de vingt minutes par une panne d'électricité qui a subitement rendu impossible toutes les transactions sur le système CAC (cotation assistée en continu) et sur celui des options. Les écrans informatiques étant inutilisables, une panne analogue s'était déjà produite la veille en fin de journée.

Les hausse étaient entravées par les Fromageries Bel avec vingt mille titres échangés. Une importante application l'cession d'un bloc de titres avait été effectuée en début de séance. Cependant, à l'annonce de plus de 4 % après l'annonce d'une commande de deux paquebots aux Chantiers de l'Atlantique à Saint-Nazaire. Les échanges étaient soutenus autour du Club Méditerranée. La Société générale figurait également parmi les plus fortes progressions, malgré les déclarations de son président, M. Viénot, indiquant qu'il détenait le contrôle de la banque. Cette action atteignait son plus haut niveau de l'année. Les baisses s'effectuèrent avec de faibles variations (pas plus de 3 % de repli). Elles concernaient notamment les titres de la Générale de Belgique et Sogepar. Une société basée à Hong-kong, IEP (Industrial Equity Pacific), rachetait 5,007 % des Nouvelles Galeries, GEMSA, qui a lancé un OPA sur Espèce Bernard Faure, à pour sa part annoncé posséder 10,06 % du capital de cet équipementier automobile. Enfin, le MATIF était lui aussi mieux orienté, tous les contrats étant à la hausse.

VALEURS	Cours du 28 nov.	Cours du 29 nov.
Alcatel	52 1/4	52 3/8
A.T.T.	29 3/8	29 3/8
Banque	61 3/4	61 3/4
Chem. Français	27 7/8	27 7/8
Com. Indus. de Paris	80 5/8	81 1/4
Esso	42 5/8	42 7/8
Environnement	49 7/8	51 1/4
Ford	82 1/4	84
General Electric	47 1/8	48
General Motors	118 7/8	119 1/4
I.L.M.	48 1/8	48 7/8
Motor Oil	44 1/8	44 1/4
Peugeot	53 3/8	53 1/2
Sanofi	107 1/8	107 1/2
Toshiba	46 1/2	47 1/2
U.S. Corp. de Négo.	101 1/8	101 1/2
Unifac	27 1/4	27 3/8
U.S.C.	50 7/8	51 1/8
Washington	59	58 3/8
West Corp.	96	96 3/8

#### LONDRES, 29 novembre

**Timide hausse**

Timide hausse, mardi, à la Bourse, durant laquelle l'indicateur Footsie a clôturé en hausse de 5,4 points, à 1 786,9. Le volume d'activité est demeuré peu élevé, sensiblement inférieur à celui de la veille, avec 408 millions de titres échangés. Les cours des valeurs se sont, pour certains, redressés durant l'après-midi et en fin de séance, suite aux déclarations de l'économiste de l'Equilibrium, M. Nigel Lawson, confirmant sa politique lors du débat sur l'économie à la Chambre des communes. Les pétroliers sont en hausse (Midland), ainsi que celles du secteur de la construction (Blue Circle) et des assurances (General Accident). Les pétroliers commencent une évolution irrégulière et les opérateurs réajustent avec prudence aux nouvelles de l'accord au sein de l'OPEP. Le conglomérat Lend Lease Dawson International ont publié leurs résultats semestriels sans encaîner de fortes variations sur leurs cours.

« Malgré certains facteurs défavorables, excédents sur le marché de la graine professionnelle, tendance à la baisse du marché graine-amateurs », médecins conditions météorologiques au printemps, le résultat consolidé est en progression sensible », indique la direction.

● Prime Computer rejette l'OPA de MAI Basic Four. - Le fabricant américain d'ordinateurs Prime Computer Inc. a indiqué, le 29 novembre, que son conseil d'administration avait décidé de rejeter l'offre d'achat de 970 millions de dollars (6 milliards de francs) émanant de son concurrent MAI Basic Four. Les administrateurs de Prime Computer ont jugé « insuffisante financièrement » l'offre faite récemment (Le Monde du 17 novembre) par MAI Basic Four, que conteste le financier new-yorkais M. Bennett LeBow.

● Le Crédit du Nord entre dans le capital de la société de Bourse Gilbert Dupont. Le Crédit du Nord a signé un accord avec la société de Bourse Iliquo Gilbert Dupont, au terme duquel il prendra, dans un premier temps, une participation de 34 % dans son capital. Pour le Crédit du Nord, cette initiative s'inscrit dans le prolongement de son action menée depuis 1987 pour compléter son activité bancaire classique par des services financiers de haut niveau.

#### FAITS ET RÉSULTATS

● Profits accrus pour Matsushita. - Le géant japonais Matsushita Electric Industrial, numéro un mondial de l'électronique, annonce, pour le premier semestre de son exercice au 31 mars 1989, un bénéfice net consolidé de 104,3 milliards de yens (+ 33 %) pour un chiffre d'affaires de 2 686,70 milliards de yens (+ 9 %). La direction attribue cette hausse des résultats à l'adoption des produits aux souhaits du consommateur, au renforcement de la capacité de vente et à l'augmentation de la production à l'étranger. Ces facteurs ont largement compensés la hausse du yen, la rudesse de la concurrence et diverses difficultés extérieures.

● NTT: recul des bénéfices. - Le géant japonais des télécommunications NTT (Nippon Telegraph and Telephone Corp.) annonce une baisse de 14,6 % de son bénéfice imposable à 170,6 milliards de yens pour le premier semestre de l'exercice au 31 mars 1989. Le chiffre d'affaires s'élevait à 2 790 milliards de yens (+ 1,1 %).

● Classe: légère amélioration de la rentabilité. - Le groupe Clause (graines) a dégagé, pour l'exercice clos le 30 juin 1988, un résultat net consolidé de 50,27 millions de francs (+ 3,7 %) pour un chiffre d'affaires de 1,35 milliard de francs (+ 5 %). Cette amélioration des résultats a été obtenue.

#### PARIS: Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.P.S.A.	290	295	La Compagnie Electr.	301	301
Amal & Associés	505	505	Le Figaro	290	290
Aéropostale	282	282	Loisirs Investissement	268	273
B.A.C.	353	375	Lorient	159	159
B. Dames & Home	573	577	Lyonnaise	150	150
B.L.C.M.	500	513	Mabilly	600	500
B.L.P.	689	689	Micromer	175	173
Bolton	424	424	M.I.B.B.	615	615
Bolton Technologies	949	937	Molys	158	200
Bolton	1050	1050	Nord-Océans	700	700
Cibles de Lyon	1451	1451	Orclat-Logis	...	...
Cabanis	717	719	Orclat-Logis	...	...
Castel	866	851	Orclat-Logis	...	...
C.A.I.-de-Fr. (R.C.U.)	517	517	Orclat-Logis	...	...
C.A.T.C.	139	137	Orclat-Logis	...	...
C.D.M.E.	1180	1180	Orclat-Logis	...	...
C. Equip. Elec.	374	374	Orclat-Logis	...	...
C.E.S.L.D.	770	776	Orclat-Logis	...	...
C.E.S.P.	226	226	Orclat-Logis	...	...
C.E.P. Communication	1904	1905	Orclat-Logis	...	...
C.F.I. Informatique	550	572	Orclat-Logis	...	...
Clement Dreyfus	540	530	Orclat-Logis	...	...
C.M.I.E.	245	247	Orclat-Logis	...	...
Constructions	845	845	Orclat-Logis	...	...
Coors	450	445	Orclat-Logis	...	...
Debut	160	169	Orclat-Logis	...	...
Debut	1170	1170	Orclat-Logis	...	...
Duquenois	524	524	Orclat-Logis	...	...
Duquenois	601	609	Orclat-Logis	...	...
Dunlop-Lafite	975	975	Orclat-Logis	...	...
Edison Bell	110	110	Orclat-Logis	...	...
Edison Bell	25	25	Orclat-Logis	...	...
Edison Bell	220	228 80	Orclat-Logis	...	...
Edison Bell	235	234	Orclat-Logis	...	...
Edison Bell	495	490	Orclat-Logis	...	...
Edison Bell	225 30	225 30	Orclat-Logis	...	...
Edison Bell	215 10	215 10	Orclat-Logis	...	...
Edison Bell	39	39 30	Orclat-Logis	...	...
Edison Bell	192	192	Orclat-Logis	...	...
Edison Bell	504	504	Orclat-Logis	...	...

#### LA BOURSE SUR MINITEL 36-15 TPEZONDE

#### Marché des options négociables

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		Décembre dernier	Mars dernier	Décembre dernier	Mars dernier
Accor	520	28,50	-	8,50	-
Age	490	15	33	10,50	-
EP-Aquitaine	320	38	45	1	2,00
Lafarge-Coppée	1 400	8	59	75	30
Michelin	1 645	13,90	21,50	1,80	5
Michelin	1 645	32	-	85	128
Paribas	490	5,90	23	31	40
Peugeot	1 200	60	118	22	50
Saint-Gobain	520	25	45	5,50	-
Société générale	520	44	75	13,50	-
Thomson-CSF	180	15	24	1,25	6

#### MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 29 nov. 1988				
COURS	ÉCHÉANCES			Précédent
	Déc. 88	Mars 89	Jun 89	
Dernier	106,50	106,05	105,45	105,45
Précédent	106,45	105,95	105,40	105,40

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Déc. 88	Mars 89	Déc. 88	Mars 89
104	-	2,25	-	0,40

#### INDICES

CHANGES		BOURSES	
Dollar: 5,9360 F ↑		PARIS INSEE base 100: 31-12-87	
Statu quo pour le dollar sur toutes les places financières internationales. Plus bien orienté, le dollar américain a coté, au 29 novembre, à 5,9360 F (contre 5,9210 F la veille). Les affaires ont été calmes. Selon les cambistes, la journée a été typique des fins de mois.		Valeurs françaises .. 136,3 136,9 Valeurs étrangères .. 115,3 115,2 (SMI, base 100: 31-12-87) Indice général CAC .. 392,1 394,5 (SMI, base 1000: 31-12-87) Indice CAC 40 .. 1 668,13 1 664,94 (OMIF, base 100: 31-12-81) Indice OMIF 50 .. 484,52 483,90 NEW-YORK (Indices Dow Jones) Industrielles .. 2 181,44 2 181,53 LONDRES (Indices Financial Times) Industrielles .. 1 652,9 1 654,4 Mines d'Or .. 179,4 181,1 Fonds d'Etat .. 86,96 86,96 TOKYO 29 nov. 30 nov. Nikkei Dow Jones .. 29 218,38 29 278,90 Indice général .. 2 280,15 2 285,76	
FRANCFORT 29 nov. 30 nov. Dollar (en DM) .. 1,787 1,788 TOKYO 29 nov. 30 nov. Dollar (en yen) .. 222,15 221,85		MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés) Paris (30 nov.) .. 71/64 13/16 New-York (29 nov.) .. 84/16	

#### LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN DOLLAR		DEUX DOLLARS		SIX DOLLARS	
	+ ou -	Rep. + ou dép.	+ ou -	Rep. + ou dép.	+ ou -	Rep. + ou dép.
SE-U.	5,9228	5,9228	- 83	- 77	- 145	- 115
5 cms.	4,9815	4,9874	- 128	- 77	- 229	- 172
Yen (100)	4,9569	4,9625	+ 131	+ 173	+ 274	+ 327
DM	3,4120	3,4170	+ 69	+ 89	+ 156	+ 183
France	3,0266	3,0281	+ 61	+ 77	+ 125	+ 151
FB (100)	16,2944	16,2943	+ 58	+ 37	+ 102	+ 426
PS	4,6896	4,6898	+ 91	+ 116	+ 197	+ 232
L. (1 000)	4,6147	4,6199	- 192	- 144	- 309	- 251
F. Imp.	18,3058	18,3464	- 497	- 438	- 929	- 796

#### TAUX DES EUROMONNAIES

SE-U.	3 1/16	3 1/16	3 1/2	3 1/8	3 1/8	3 1/8	3 1/8	3 1/8	3 1/8
DM	4 3/4	5	5 3/16	5 3/16	4 5/16	5 1/16	5 1/16	5 1/16	5 1/16
F.B. (100)	6 5/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8
F.S.	4 3/4	4 3/4	4 7/8	5	4 13/16	4 13/16	4 3/8	4 1/2	4 1/2
L. (1 000)	11	11 3/4	11 5/8	11 5/8	11 5/8	11 5/8	11 5/8	11 5/8	11 5/8
F. Imp.	12 11/16	12 15/16	12 13/16	12 15/16	12 15/16	13 1/8	13 1/8	13 1/8	13 1/8
F. Imp.	7 5/8	7 7/8	8 1/16	8 3/16	8 1/8	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4

Ces taux pratiqués sur le marché interbancaire des devises sont indiqués en fin de matinée par un grand banque de la place.

# Marchés financiers

## BOURSE DU 30 NOVEMBRE

Cours relevés à 14 h 50

Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	%						
3042 C.N.E. 5%	3735	3735	3760		+ 0,67	3043 C.N.E. 10%	3735	3735	3760		+ 0,67	3044 C.N.E. 15%	3735	3735	3760		+ 0,67	3045 C.N.E. 20%	3735	3735	3760		+ 0,67	3046 C.N.E. 25%	3735	3735	3760		+ 0,67

### Règlement mensuel

Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	%						
3047 C.N.E. 30%	3735	3735	3760		+ 0,67	3048 C.N.E. 35%	3735	3735	3760		+ 0,67	3049 C.N.E. 40%	3735	3735	3760		+ 0,67	3050 C.N.E. 45%	3735	3735	3760		+ 0,67	3051 C.N.E. 50%	3735	3735	3760		+ 0,67

### Comptant (sélection)

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Emp. 8,00 % 77	125,60	4,805	C.C.F. (France) dé	187	187	Lyonnais (B&L)	2225	2218

### SICAV (sélection)

VALEURS	Emission	Prime incl.	Recher net	VALEURS	Emission	Prime incl.	Recher net	VALEURS	Emission	Prime incl.	Recher net
A.A.A.	501,52	879,53	100,00	France	407,50	305,50	110,00	Fininvest	1110,40	1109,20	11,20

29/11

### Cote des changes

MARCHE OFFICIEL	COURS	COURS	COURS DES BILLET
Euro-Unité (E.U.)	5 321	5 336	5 370

### Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS	COURS
Or fin (à la livre)	80650	80600

### PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :  
45-55-91-82, poste 4330

كندا من الأصل

هكذا من الأصل

# Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	ARTS ET SPECTACLES	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 La fin de la visite du premier ministre iracien. 4 La réforme constitutionnelle devant le Soviet suprême. — Italie : la crise des syndicats. 5 Le scandale Koskotas. 6 Le Tchad au risque de la paix.	7 Les conflits sociaux au centre du débat entre l'opposition, le PC et le pouvoir. 8 Les travaux à l'Assemblée nationale et au Sénat. <b>COMMUNICATION</b> 9 M. Rousselle change de stratégie pour le satellite TDF 1.	10 La Journée mondiale sur le SIDA : M. Hubert Curien prêt à renforcer les crédits pour la recherche. 11 L'affaire de la connexion libanaise en Suisse. — M <sup>r</sup> Paul Lombard va être entendu par le juge d'instruction.	21 Alliance Photo et Doineau dans le cadre du Mois de la photo. — L'American Indian Dance Theater au Casino de Paris. 23 Théâtre : un « Misanthrope » hongrois. 24 Expositions.	36 Le conflit à la RATP. 37 Les entreprises françaises embauchent à nouveau. 38-39 Marchés financiers. <b>CAMPUS</b> 13 à 18. Formation continue : universités-entreprises, même combat.	Abonnements ..... 2 Annonces classées ..... 33 à 35 Carnet ..... 31 Météorologie ..... 30 Mots croisés ..... 30 Radio-Télévision ..... 24 à 37 Spectacles ..... 24 à 27	● L'information 24 h sur 24 ● RATP : le point sur le trafic ..... AVIS ● Tous les jeux de MONDE 36-15 tapez LEMONDE ● Dialoguez avec New-York ..... DIA 3615 tapez LM

## Au conseil des ministres Le financement de la Sécurité sociale

M. Claude Evin, porte-parole du gouvernement et ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, a confirmé, au terme du conseil des ministres du mercredi 30 novembre, que le gouvernement va proposer des mesures générales pour le financement de la Sécurité sociale (le Monde du 30 novembre). M. Evin a distingué quatre axes d'action :

- La maîtrise des dépenses de santé.
- L'organisation du système lui-même.
- Le financement de la protection sociale.
- L'ajustement nécessaire des dépenses.

## Dans le Tarn-et-Garonne Tentative d'attentat dans un lycée de Moissac

Une catastrophe a été évitée de justesse, mardi 29 novembre, au lycée de Moissac, où les robinets de gaz des salles de travaux pratiques avaient été ouverts, et qu'un système de mise à feu avait été branché à une prise électrique.

Un laboratoire de l'établissement, M. Jean-Louis Duthil, sentant une forte odeur de gaz à son arrivée, à 7 heures, s'est aussitôt rendu dans les salles de chimie, où il a découvert que la plupart des robinets de gaz, au nombre de soixante-dix, étaient ouverts. Après les avoir refermés, il a trebuché sur le système de mise à feu, faisant sauter les fils reliés à la prise de courant.

C'est un attentat qui aurait pu tuer, estiment les gendarmes de Moissac, qui soulignent que les trois cent quarante élèves de l'établissement commencent à arriver le matin vers 7 h 15 et que le lycée est entouré de villas.

Rejetant l'hypothèse d'un attentat terroriste, les enquêteurs orientent leurs recherches dans le milieu lycéen et ont décidé de relever les empreintes digitales des élèves et du personnel de l'établissement pour les comparer à celles retrouvées sur le dispositif de mise à feu.

## La grève des transports en région parisienne Les véhicules militaires au secours des usagers du RER

Depuis 6 h 30, le 30 novembre, un dispositif de substitution s'est mis en place dans la région parisienne pour assurer le transport des banlieusards touchés par la paralysie du RER. Mille véhicules ont été engagés dans l'opération, dont trois cent soixante-cinq camions militaires qui sont venus de l'est de la France et des cantonnements en REA. Ces véhicules devaient circuler au plus près du tracé habituel des lignes de RER A et B. Les camions militaires peuvent transporter vingt passagers. Le système fonctionne de 6 h 30 à 10 heures dans le sens banlieue-Paris, et de 16 heures à 20 heures au retour. Le préfet de la région Ile-de-France a demandé aux automobilistes de faire preuve de solidarité.

## Le parcours du combattant

Trente camions militaires encerclent la gare de Bois-St-Léger. Il est 6 h 15 : les appels ont leurs cirés, leurs lampes de poche et des petits plans pliés en quatre. Le contingent attend les usagers : « On essaie d'être opérationnels tout de suite, mais ce n'est pas évident », dit un lieutenant.

Les soldats sont arrivés dans la nuit. Vingt camions du 517<sup>e</sup> régiment du train de Vernon (Eure), dix du 511<sup>e</sup> régiment d'Auronne (Côte-d'Or) qui fait partie de la Force d'action rapide. Les chefs d'escouade sont partis à 2 heures du matin reconnaître le terrain et, à Créteil, certains étaient déjà perdus.

« On n'a que des photocopies. C'est moins précis que les plans en couleur. » Les conducteurs n'ont leur permis poids lourds que depuis le mois d'août mais « la plupart ont déjà parcouru 5 000 kilomètres ».

Le parcours du combattant commence par l'épreuve du tabouret, qui amuse les télévisions et moins les dames qui sont venues en jupe malgré les conseils des autorités militaires. Une fois assis, dos à dos, les vingt passagers trouvent un avantage certain au camion militaire : « On est moins serrés que dans le RER. » Tout de suite après le départ, ils en mesurent un inconfort non négligeable.

Une heure quarante plus tard, le conducteur, éprouvé, dépose les troupes, trempées, à la station de métro Porte-de-Charenton. « Cole ne secoue pas trop ? » demande l'appelé. Les passagers remercient mais personne n'est volontaire pour y retourner. Après le camion, le métro : une demi-heure pour sécher, les pieds écorchés et la cage thoracique enfoncée.

## Sur le vif La faute aux fautes

Fot-il réformé l'orthographe ? On était bien tranquille. Ça faisait au moins dix-huit mois qu'on avait pas remis ça. Et voilà que c'est reparti. La faute à qui ? Aux profs. Ils en ont marre de l'enseigner, l'orthographe. C'est trop dur, trop compliqué. En plus, c'est pas juste, ça établit une sélection entre ceux qui savent la mettre et ceux qui savent pas. Si on simplifiait, plus personne saurait, et on aurait pas pu arrêter ces petits malfrats lëndais qui laissaient des messages, « allez vous faire ancuyer », accablants sur leur passage.

Moi, l'orthographe, c'est un truc qui m'échappe au point que je suis pas capable de consulter le dico. Je sais pas à quelle lettre chercher. Pour « fauteuil », « sceuil », tout ça, faut regarder d'abord à « u », ensuite à « e », ça prend des heures, alors, bon, la barbe. D'autant que ça les rend fous, mes chefs. Bien fait pour leur queue. A force de se pencher sur mes fautes, ils en perdent leur latin, ils savent plus s'il faut deux « m » ou deux « i », ils griffonnent sur des bouts de papier, ils s'énervent sur le Robert. Moi, je me marre : en voilà des histoires ! S'ils ont l'impression que j'ai mis trop d'« e » à « assesseur », mettons, ils ont qu'à en enlever un, au pif. Je leur dirai rien. Je suis pas emmerdante pour ça.

Mais alors, attention, pas question de toucher à une virgule de mes textes, des bâtons, des petits chefs-d'œuvre de grâce, d'élégance et de concision... L'illustration de la langue française ! Et sur ce point justement, il y a un chef, le chef des correcteurs, c'est un vrai maniaque. Il a écrit un bouquin sur la ponctuation et il arrête pas de m'emmerder avec : C'est pas « Ah ! Oulà », c'est « Ah oui ! ».

— Pourquoi ?  
— Parce que. Et ces points de suspension à la fin du papier, j'en veux pas. Ça se justifierait si ça maintenait le lecteur en haleine, avant une chute inattendue, amusante, mais alors là, ma pauvre chérie, ta chute...  
— T'en mets bien, toi, des points de suspension là !  
— Tu préfères que je les supprime, que j'aie jusqu'au bout de ma pensée, que je te dise ce que j'en pense de ta chute ?  
— Non, non, pas la peine. Ça alourdirait, ce bilet. T'as aucun sens du style.

**L'ANGLAIS POUR TOUS**  
Pour moins de 250 F  
vous pouvez apprendre l'anglais et vous perfectionner avec  
**LES COURS DE LA BBC**  
Deux cassettes et un livre avec explications en français  
Documentation gratuite :  
ÉDITIONS BBC OMNIVOX (SA)  
8, rue de Berni, 75008 Paris  
Tél. (1143-59-80-05)

## URSS « L'Archipel du goulag » toujours interdit

MOSCOU de notre correspondant

L'un des trois principaux membres de la direction soviétique, M. Vadim Medvedev, s'est publiquement prononcé, mardi 29 novembre, contre la publication en URSS de l'« Archipel du goulag ». Il s'agit là d'une opinion « personnelle », a précisé le président de la commission idéologique du comité central, mais cette opinion pèse évidemment lourd s'agissant d'un homme récemment promu à un poste d'où il contrôle tout ce qui s'imprime dans le pays.

Très sûr de lui, M. Medvedev a d'ailleurs expliqué qu'il avait déjà exposé sa position en Lettonie et devant un groupe d'écrivains et qu'elle tenait à ce que l'« Archipel » contredit radicalement la vision du monde et la relation à l'histoire, à la révolution et à Lénine de la société soviétique.

Contrairement à d'autres livres autrefois interdits et qui ne le sont plus aujourd'hui, a-t-il affirmé au cours d'une conférence de presse consacrée aux réformes politiques en cours, de « nombreuses œuvres de Soljénitsyne » ne visent en effet pas à « lutter contre les déformations du système mais contre le système lui-même ».

En un mot comme en cent : avant d'être l'écrivain que l'on sait, Soljénitsyne est un adversaire politique et le publier « saperait les fondements idéologiques de la société soviétique ». L'explication a le mérite de la clarté. Il n'est en revanche pas sûr qu'elle ait celui de l'intelligence, car il est vain d'espérer que la pression exercée sur le comité central de l'« Archipel » va pour autant cesser.

Tout sauf admirateur de Lénine, Soljénitsyne est en effet un adversaire idéologique du communisme, mais ce n'est pas en empêchant de lire son œuvre maîtresse, pas en désignant l'exilé comme l'opposant inacceptable et irréductible que le Kremlin peut espérer limiter son influence.

## M. Mitterrand : effort économique et justice sociale

M. François Mitterrand a évoqué à plusieurs reprises, mardi 29 novembre, les conflits sociaux en cours pour soutenir le gouvernement dans le choix de la fermeté et mettre en garde les Français contre tout ce qui pourrait mettre en cause le redressement de l'économie.

A Concarneau, municipalité socialiste, où il est venu inaugurer le nouvel hôtel de ville, le chef de l'Etat a déclaré que, « en l'espace de trois ans, si nous avons à poursuivre cet effort, sur la base d'une croissance constante égale à celle de cette année, nous avons la perspective d'avoir les moyens de répondre par priorité à la juste plainte des plus pauvres, des plus malheureux ».

M. Mitterrand a évoqué la « médiocrité de certains salaires ou rémunérations face aux charges de la vie, à la hausse des loyers et à la charge des enfants ». Il a appelé les Français à la patience, puisqu'il faut, dit-il, le « temps nécessaire » pour accomplir « tout ce qui reste à faire et qui blesse notre société ». Il convient, a-t-il ajouté, que ne soient pas « dissipés » les acquis et les efforts engagés « depuis six ans, après les réformes sociales indispensables ».

(Lire également page 31.)

● Commande d'un paquebot pour Saint-Nazaire. — Le groupe américano-norvégien Royal Caribbean, basé à Miami, qui exploite le Sovereign of the seas, a passé commande aux Chantiers de l'Atlantique du groupe Abthorn pour un paquebot jumeau (deux mille six cents passagers) avec une option pour un autre. Le navire, livrable en 1991, représente quatre millions d'heures de travail pour le chantier de Saint-Nazaire.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT  
**Le Monde**  
DES LIVRES

Où trouver Macintosh sans vous compliquer la vie ?

Concessionnaire Agréé Grands Comptes

**INTERNATIONAL COMPUTER**

LE PLUS COURT CHEMIN VERS MACINTOSH.

26, rue du Renard Paris 4° 42 72 26 26  
64, av. du Prado Marseille 6° 91 37 25 03

**N° 1 DE LA PRESSE SCIENTIFIQUE**